

« Initiatives » : cadres au chômage

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

MERCREDI 21 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Irrésolution britannique

AINSI va le cours inégal de la vie politique : M. John Major, qui, voilà moins de sept mois, obtenait un triomphe électoral, est aujourd'hui un chef de gouvernement dont chaque initiative ou presque est sanctionnée par l'échec, souvent par l'humiliation. Il y a sans doute une part de malchance dans les déboires rencontrés par le « plus jeune premier ministre britannique du siècle », mais la crise actuelle, celle des mineurs, doit peu au hasard et beaucoup au manque de discernement politique. On reste confondu par la bêtise qui a présidé à l'annonce du licenciement sans appel de 30 000 mineurs, sans que quiconque ait mesuré l'ampleur du mouvement de protestations qu'une telle décision ne pouvait manquer de provoquer.

Que, dès lors, des parlementaires du Parti conservateur prennent fait et cause pour les « gueules noires » et menacent ainsi de mettre le gouvernement en minorité en votant une motion déposée par l'opposition travailliste n'est pas surprenant. Des zones entières du nord de l'Angleterre sont devenues des « réserves de chômeurs » où l'annonce de licenciements massifs est tout simplement insupportable. Les parlementaires-tories, qui sont au « contact » des réactions populaires, en sont fait l'écho.

PEU d'experts ont prévu, en cause le déclin du charbon et la mise en valeur d'autres sources d'énergie, au premier rang desquelles le gaz : le Grand-Bretagne dispose d'importants gisements au nord du Nord. Des dizaines de milliers de licenciements ont eu lieu depuis la grande grève des mineurs de 1984-1985, sans provoquer la moindre révolte syndicale.

C'est donc la façon de gouverner qui est en cause. Pour réussir et se maintenir au pouvoir, les hommes d'Etat doivent être de bons joueurs d'échec, et savoir anticiper. Or M. Major paraît aujourd'hui incapable de prévoir au-delà du court terme. Tout semble s'être détraqué à partir de ce « mercredi noir » du 16 septembre, lorsque la Livre sterling est sortie du SME, alors que, depuis des mois, les économistes demandaient une dévaluation à froid.

DEPUIS, les mouvements de taux d'intérêt britanniques se sont succédés, sans enrayon véritablement le chute de la monnaie. Comment, aussi, ne pas rappeler ces déclarations péremptories, suivies de mouvements de retraite plus discrets, à propos des exigences européennes de Londres... S'il avait mieux mesuré les réactions de ses partenaires de la CEE, le gouvernement britannique aurait-il convoqué le sommet de Birmingham ?

M. John Major manifeste un sens du compromis qui n'était pas une des principales qualités de son prédécesseur, M. Thatcher. Ce faisant, il éloigne bien des dangers. Mais d'autres échéances, d'autres épreuves de force l'attendent : le débat parlementaire sur la ratification du traité de Maastricht, les réductions de dépenses budgétaires, par exemple. Confronté à une nouvelle révolte, peut-il à chaque fois lâcher du lest, usant, lui, d'une baisse des taux d'intérêt, là, d'un moratoire ?

Lire l'article de LAURENT ZECCHINI page 4.

M0147 - 1021 0 - 7.00 F



Epreuve de force à Belgrade La Serbie défie le pouvoir fédéral

La police serbe occupait toujours, mardi 20 octobre, le ministère fédéral de l'intérieur à Belgrade, ainsi que les locaux des services secrets yougoslaves, dont elle avait pris le contrôle dimanche soir. Ce « coup de force » du président de Serbie, M. Milosevic, marque une nouvelle étape dans le conflit qui oppose les partisans d'une politique de compromis, prônée par le premier ministre yougoslave, M. Panic, et les ultranationalistes regroupés autour de M. Milosevic.

BELGRADE

de notre correspondant

L'épreuve de force engagée, lundi 19 octobre, a fait monter la tension à Belgrade, où l'on craignait depuis plusieurs jours un coup d'Etat visant à renverser un gouvernement yougoslave jugé trop « conciliant » par les ultranationalistes dans le règlement du conflit avec les ex-Républiques yougoslaves. La mise en garde contre les risques de guerre civile en Serbie, faite vendredi devant le Parlement fédéral par le président de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Dobrica Cosic, et le retour imprévu du premier ministre, M. Milan Panic, dimanche soir à Belgrade, « pour affaires pressantes », alors qu'il devait participer, jusqu'au milieu de la semaine, aux négociations de la conférence de paix de Genève, ont retenti comme un signal d'alarme. L'opposition serbe, qui a accusé M. Milosevic de vouloir faire de Belgrade « un nouveau Sarajevo », a appelé l'armée yougoslave à intervenir pour sauvegarder la paix.

Le gouvernement fédéral a « énergiquement condamné le coup de force » de la police serbe, qui a pris le contrôle, dimanche, de la capitale, du ministère fédéral de l'intérieur, dans le centre de Belgrade. Estimant que le fonctionnement des instances fédérales était « sérieusement menacé », le gouvernement a indiqué avoir pris des mesures visant à rétablir la situation, sans pour autant en préciser la nature.

FLORENCE HARTMANN.

Un entretien avec M. Rabin

Le premier ministre israélien presse les Palestiniens de « commencer à changer la réalité sur le terrain »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« La violence des derniers jours laisse à penser que l'intifada, le soulèvement palestinien, reprend comme il avait commencé, il y a cinq ans, lorsque vous étiez ministre de la défense. »

« Moi, je n'ai jamais dit que l'intifada était morte. Mais on ne peut pas comparer les événements des derniers jours avec ceux de 1987. Nous sommes aujourd'hui engagés dans un processus de négociation. Il y a quatre ans, nous ne considérons pas les Palestiniens comme des partenaires légitimes avec lesquels négocier. Depuis 1989, cela a changé. Je pense que

les Palestiniens réalisent que les activités de terreur ne leur valent ni le respect ni l'attention des médias internationaux. Et puis, même si l'on ne peut pas éliminer toute la violence terroriste, nous sommes maintenant mieux équipés, mieux entraînés pour l'affronter. »

« Vous avez pourtant dit jadis qu'il n'y avait pas de solution militaire à la question palestinienne, sauf un règlement négocié... »

« Il faut un peu des deux. Les Palestiniens doivent comprendre qu'ils n'obtiendront rien par la violence, l'hostilité, la guerre ou la terreur. »

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

Après la démission de M. Jean Kaspar M^{me} Nicole Notat élue à la tête de la CFTD

M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFTD, a démissionné, mardi 20 octobre, de ses fonctions à la tête de la confédération syndicale. M. Kaspar a annoncé sa décision lors d'une réunion extraordinaire du bureau national (34 membres) afin de ne pas prolonger « la crise de confiance dans le management » de la CFTD. M. Kaspar se voyait reprocher sa façon d'exercer son autorité. M^{me} Nicole Notat, secrétaire général adjoint, a été désignée pour lui succéder par le bureau national.

Révolutions de palais

par Jean-Michel Normand

Il ne fait pas bon, ces jours-ci, être dirigeant syndical. Après la démission, lundi 19 octobre, du docteur Jacques Beaupère (lire page 22) de la présidence de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), M. Jean Kaspar a annoncé mardi 20 octobre au matin qu'il abandonnait son poste de secrétaire général de la CFTD. Il a été immédiatement remplacé par M^{me} Nicole Notat, numéro deux de la confédération, élue par 22 voix sur 25 votants à l'issue d'une réunion extraordinaire du bureau national.

En quelques jours, on aura vu l'entrée en dissidence de plusieurs syndicats de policiers, le déclenchement d'une offensive en règle contre M. Kaspar, le suspension du congrès de la fédération des fonctionnaires CGT après la mise en minorité de la direction sortante et le départ du leader de la principale organisation de médecins libéraux à la suite de la signature de l'accord du 14 octobre sur la maîtrise des dépenses de santé. Même le CNPF ne parvient plus à couvrir d'un silence feutré ses querelles internes.

Lire la suite, l'article de MICHEL NOBLECOURT « Victime d'une crise de management... » et le portrait de M^{me} Nicole Notat par ALAIN LEBEAU page 22

Nouveau succès pour M. Clinton

Le président George Bush s'est montré plus combatif, lundi 19 octobre, lors du troisième et dernier débat télévisé de la campagne électorale américaine avant le scrutin du 3 novembre. Son rival démocrate Bill Clinton a cependant nettement dominé cette ultime joute, suivie par un nombre record de téléspectateurs.

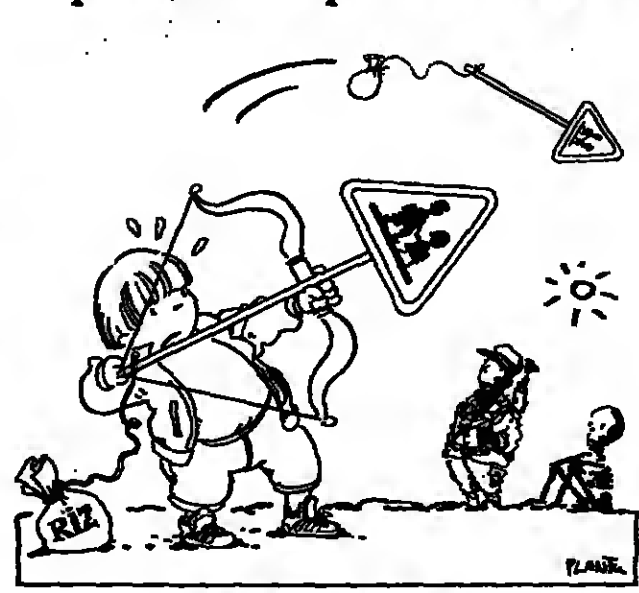
Lire page 7 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES et page 8 la suite de notre enquête « Désastres américains » avec les articles d'ALAIN VERNHOLIS et de SERGE MARTI

Un débat budgétaire « offensif »

L'Assemblée nationale devait commencer, mardi 20 octobre, l'examen du projet de budget pour 1993, présenté par le secrétaire d'Etat au budget, M. Mahy, et par le ministre de l'économie et des finances, M. Sapin. M. Bérégovoy a prévu de s'exprimer de manière « offensive » lors du débat de clôture que l'opposition provoquera au début de la semaine prochaine. Il paraît assuré de la neutralité du PCF.

Lire page 9 l'article de JEAN-LOUIS SAUD et de l'épilogue de vue de DOMINIQUE BAUDIS

L'opération « riz pour la Somalie »



Lire nos informations page 28

DAVID LODGE

David Lodge

Nouvelles du Paradis

Traduit de l'anglais par Maurice V. Vernet

invité de Bernard Rapp à Caractères vendredi 23 octobre 322 p., 125 F

RIVAGES

L'hymne à la vie

« Les Nuits fauves », premier film de Cyril Collard : le temps du sida et la force d'aimer

par Danièle Heymann

Un coup de poing au ventre, un baiser sur la bouche : ce film - un premier film - n'est pas comme les autres. Il réveille, il secoue, il étonne, il prend aux tripes et au cœur. Il fera date. Cela commence par une voix rauque et solitaire. A capella, un garçon chante : « Qui peut dire exactement qu'il sait ce qu'est la rage... » A la fin, on saura.

On saura ce qu'est la rage de vivre et d'aimer dans les années 80. On saura qu'on vient d'assister à la naissance d'un cinéaste dans la douleur et dans la joie, dans l'urgence explosive de vérités indicibles. Mais ces vérités, Cyril Collard, venu de l'écriture, de la musique, du court-métrage, de l'assistant (de Maurice Pialat), de la

curiosité de tout et du refus de rien, les aura dites comme personne avant lui, et elles pourront être entendues par tous, aussi nues, aussi crues soient-elles.

Vérités de chair et de sang, vérités d'âmes et de cul, vérités de voyous et de princes, vérités d'homme. Cyril Collard a d'abord écrit ce roman, *Les Nuits fauves* (1), largement autobiographique, a-t-il dit. Puis il l'a adapté pour le cinéma, a décidé de le mettre en scène, a composé une partie de la bande originale. Et puis, parce que les acteurs présents ont reculé, il s'est décidé à jouer aussi le rôle principal, celui de Jean. Comme si, sans le faire vraiment exprès, il n'avait pu échapper à la responsabilité de tout prendre à la première personne.

Lire la suite page 18

Sang contaminé

Le temps des meutes

par Gérard Miller

Sida

Licence au lycée ?

par Mgr Jacques Jullien

Honte

L'été dernier, lors de la campagne télévisée anti-sida, on nous a présenté le professeur Montagnier, mais on s'est bien gardé de reprendre ses souhaits. Quand, dans cette même émission, on nous a montré des garçons et des filles d'un lycée d'exercent à des travaux pratiques, on nous a montré en fait, avant tout, avec eux, quand le vois l'air gougnard et les clins d'œil emphiques des garçons et des filles qui, dans les spots publicitaires de la télévision, s'inventent mutuellement à se protéger, j'ai honte pour ce pays. Ce que des parents et les pouvoirs publics se permettent de dire au sujet du sida, on comprend. Mais tolérer l'usage des préservatifs plutôt que contenir la jeunesse est une chose, pousser à la consommation, si l'on peut dire, en est une autre : c'est aller exactement à l'encontre du but poursuivi.

Est-ce vraiment tout ce que nous avons à proposer à la jeunesse comme idéal de vie? Comment ces jeunes pourront-ils demain, découvrir l'amour et la fidélité? Comment pourront-ils fonder une famille solide? A peine libérée du matérialisme théorique, on les pousse vers le matérialisme pratique, idolâtrant l'argent sans l'avouer, et le sexe en s'en glorifiant. Et si «à force de mettre le bonheur dans les sens, nous avons perdu le sens du bonheur?», demandait un journaliste persicaire (2).

Il ne s'agit pas de pudibonderie. Elle a fait assez de mal au siècle dernier et au nôtre! Mais les hommes peuvent-ils faire l'économie de la pudeur? La véritable remède au sida, c'est l'amour, et la véritable prévention, c'est le pudeur, le respect de soi et de l'autre.

C'est bien le respect de l'homme qui est en jeu. N'est-ce pas infiniment plus digne de l'homme de l'aider à grandir dans la liberté vraie, dans l'amour, que de l'inciter à « faire l'effort » ? Pousser les générations montantes dans le sens de la facilité, n'est-ce pas les mépriser ? N'est-ce pas les mépriser que de les croire incapables de comprendre que la sexualité et l'amour sont de grandes choses et qu'il

(1) « Le Monde Sciences-Médecine », 5 août 1987.
(2) *Le Nouvel Observateur*, 4 octobre 1990.

L'imagerie que l'ancien dirigeant soviétique, recevant Eugenio Scalfari pour le journal italien *la Repubblica*, resta alors silencieux. Car brimé menacé par les autorités russes, jugé demain et peut-être condamné, pouvait-il ne pas rester quelques instants perplexes devant la bascule de son identification publique : *«Bouc émissaire?»*, lui demanda son interlocuteur. *«Exactement»*, répondit Gorbatchev. Et d'une façon assez cruelle il lui décrit en huit mots l'infamie dont celui-ci était désormais l'objet : *«Les hommes du président Eltsine sont en cela semblables aux ex-communistes, ils ne veulent qu'une chose : serrer de leurs mains le cou de Gorbatchev»*.

Eh bien, ce que les Russes, ce
 qu'Estimé et les siens et moi car
 peuvent attendre d'une éventuelle
 chasse au maître, c'est pas sans fail-
 le — curieusement, j'en conviens —
 avec ce que Visiari, choisissant cette
 fois des faibles, les émetteurs alle-
 mands de Rostok qui, semaine
 après semaine, tapident au poignar-
 dent leurs immigrés. Car il y a dans
 toute crucifixion, qu'elle soit imagi-
 naire ou réelle, qu'elle vise un puis-
 sant ou un faible, le même désir
 éperdu : retrouver l'originaire, se
 confondre avec la cause, devenir
 enfin, à travers l'auventissement de
 sa victime, l'acteur volontaire de son
 destin.

la fatigue l'avait ce jour-là quitté : « Je ne me sentais pas vraiment courir, je flottais. » Coupable de frapper ? Au contraire : exalté. Exalté de sentir autour de lui la chaleur d'une foule décidée, mais surtout de se dire justicier, bras vengeur, et de réussir, au nombre de l'exécution, à donner

« Haute Cour ! »
L'Allemagne n'en est pas là, c'est
vrai et pas plus la Russie. Pénovais

[illegible]

« o'aient réussi à générer le moindre effet d'apaisement. C'est qu'il y avait coupable – le nommé Christophe, placé à la DDAJS pour ses dix-huit mois et son jour fondamental, vingt ans, et qui avait une signification du doute comme autant de preuves d'un statut métis, marginal, ténuaissant... Le commissaire Van Vrabant pouvait s'époumoner : « Il n'y a ni cadavre ni disparition d'enfant. Si quelqu'un a quelque chose à dire, qu'il vienne le dire. Mais personne n'avait rien vu. » Et le voisin n'était pas là. » Le voisin, non, et pas plus les enfants martyrisés : mais Christophe, oui, adolescent égaré dans son malheur et néanmoins de taille à transformer l'amour des mètres en haine.

J'ai parlé précisément comment Laurent Fabius avait réagi en 1985 et ce que la médecine, ses conseillers, l'opinion, lui faisaient entendre alors du sida. Pour prendre un exemple qui n'est pas des moindres : entre la demande d'enregistrement des tests de dépistage et la reconnaissance définitive de leur fiabilité, il s'est écoulé en France trois mois, contre un an aux Etats-Unis. Entre cette reconnaissance et la décision politique d'appliquer le dépistage, ce que Laurent Fabius nous lui-même en 1990, il s'est écoulé deux semaines, contre encore environ deux semaines en France. L'annonce du dépistage et sa mise en œuvre. A lire les dossiers les docu-

Le grand

par Elie

NOTRE société vit, depuis plusieurs mois, une expérience singulière, une situation des siècles passés – ceux où prévalait l'irrationnel – et qui semblait impossible de nos jours : je veux dire un procès en sorcellerie.

Ceux sociaux ayant vu apparaître un mal nouveau, le sida, s'est révélée incapable d'en évaluer l'importance et la signification. Son bras séculier, l'Etat, absorbé comme de coutume par le court terme et l'accessoire, n'a pas su élaborer une stratégie cohérente. Il s'est contenté de minimiser le danger, de se répandre en propos loquants, d'amadouer les « groupes à risques » et de subventionner des campagnes publicitaires médiocres qui profitent surtout à ceux qui les conduisent.

Devant l'ampleur des accidents de la route, on doit-on pas apporter plus de sollicitude à une mère de famille accompagnée de ses enfants qu'au chaland imprégné d'alcool ?

De même, en présence de ce fléau nouveau qu'est le sida, ne faut-il pas penser d'abord à sauver les potentielles victimes passives : les conjoints, les enfants à naître, les transfusés, les hémophiles tributaires, pour leur survie, de facteurs de coagulation sanguins ?

Il n'en fut rien. L'Etat n'a pas mis en place une structure de lutte, capable de réagir au plus vite au fur et à mesure que les connaissances se développent. On a voulu que l'Etat en France qu'il est découvert l'agent responsable du sida. Il fallait dès lors développer au plus vite une méthode permettant d'identifier, en priorité, les personnes à haut risque de sang, les individus infectés, les virus. Il fallait pour cela des investissements relativement modestes, quoique non négligeables. Un Etat responsable les aurait immédiatement proposés. Cela n'a pas été le cas. On a demandé aux universités, aux centres de recherches, aux ministères et à différentes institutions tout ce qu'il leur a fallu de fonds et de moyens humains. On a eu un grand nombre de chercheurs, mais on n'a pas eu l'Etat de l'Etat qui n'a pas été de même aux Etats-Unis.

Je suppose que l'horreur du sang contaminé est trop sidérante pour qu'aucune parole, aussi argumentée qu'on la veut, puisse faire oublier aux principaux responsables des années 80 puisse être écoutée. Mais cela n'a rien de rassurant. Rien de rassurant de voir notre société chercher à oublier ce qu'elle a longtemps pensé avoir oublié. Ce qui nous empêche d'appréhender ce qu'il s'est passé et d'appréhender les « causes », et ce, tant que des « sidérations » allaient rapidement faire disparaître des trottoirs réservés aux braves gens. Rien de rassurant de voir la science, éridée par la *doxa* d'un pouvoir éclairé, oublier ses hésitations, ses erreurs, son impuissance, et ce « déchainement », comme disait Lacan, cet inévitable déchainement qui accompagne depuis l'origine l'acte de l'homme. Ce qui nous empêche d'avoir une réflexion sur l'arbre de leur fauter institutionnelle les plus blanches de leurs enlombes (in Jacques Chirac in Edouard Balladur n'est signé le texte inflame), des députés qui savent, pour l'aveu en privé, d'avoir ricoché à reprocher à Fabius et à ses amis, des députés authentiques démocrates que tous les sondages font depuis l'heure au pouvoir, des députés français, à l'autre bout de 1992, qui ont été les « déchainés » de l'âge des barbares, alors qu'il en est celui des gens civilisés, quand ils oublient simplement que les âtres parlants n'ont pas leur pareil pour crucifier leurs propres remords.

► Gérard Miller est psychanalyste.

Le grand exorcisme

par Elie Wollman

NOTRE société vit, depuis plusieurs mois, une expérience singulière, une situation des siècles passés - ceux où prévalait l'irrationnel - et qui semblait impossible de nos jours : je veux dire un procès en sorcellerie.

Ceux sociaux ayant vu apparaître un mal nouveau, le sida, s'est révélée incapable d'en évaluer l'importance et la signification. Son bras séculier, l'Etat, absorbé comme de coutume par le court terme et l'accessoire, n'a pas su élaborer une stratégie cohérente. Il s'est contenté de minimiser le danger, de se répandre en propos loquants, d'amadouer les « groupes à risques » et de subventionner des campagnes publicitaires médiocres qui profitent surtout à ceux qui les conduisent.

Devant l'ampleur des accidents de la route, on doit-on pas apporter plus de sollicitude à une mère de famille accompagnée de ses enfants qu'au chaland imprégné d'alcool ?

De même, en présence de ce fléau nouveau qu'est le sida, ne faut-il pas penser d'abord à sauver les potentielles victimes passives : les conjoints, les enfants à naître, les transfusés, les hémophiles tributaires, pour leur survie, de facteurs de coagulation sanguins ?

Il n'en fut rien. L'Etat n'a pas mis en place une structure de lutte, capable de réagir au plus vite au fur et à mesure que les connaissances se développent. On a voulu que l'Etat en France qu'il est découvert l'agent responsable du sida. Il fallait dès lors développer au plus vite une méthode permettant d'identifier, en priorité, les personnes à haut risque de sang, les individus infectés, les virus. Il fallait pour cela des investissements relativement modestes, quoique non négligeables. Un Etat responsable les aurait immédiatement proposés. Cela n'a pas été le cas. On a demandé aux universités, aux centres de recherches, aux ministères et à différentes institutions tout ce qu'il leur a fallu de fonds et de moyens humains. On a eu un grand nombre de chercheurs, mais on n'a pas eu l'Etat de l'Etat qui n'a pas été de même aux Etats-Unis.

Les faits établis, un Etat responsable aurait immédiatement reconnu la tragédie, déterminé son ampleur et pris toute mesure pour venir en aide aux victimes par tous les moyens possibles y compris pécuniaires. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit à l'étranger où les mêmes accidents ont en lieu.

Ici, au contraire, l'Etat a tenté de nier la tragédie et d'en étouffer l'annonce. Les victimes, cruellement frappées, se sentaient rejetées. Ce qui était un grand malheur devint un scandale dont les médias s'emparaient. L'Etat qui n'avait pas su prévenir, qui n'avait pas su reconnaître, qui n'avait pas su secourir, est recouru à une méthode éprouvée : la recherche de victimes expiatoires. Il s'agissait d'exorciser le malheur, de jeter en pâture aux victimes d'abord, à l'opinion publique ensuite, quelques bonnes émis-

saïres. Ce ne furent pas des hommes politiques dont c'est la fonction, et la noblesse, d'assumer les responsabilités de l'Etat. Ce ne furent pas non plus de ces hauts commis qui se croient le droit de mettre en œuvre la politique du gouvernement. Ce furent des médecins, quatre médecins parmi la (ou les) centaine(s) de médecins qui, à un titre ou à un autre, ont à connaître du sang, de la transfusion, des hémophiles ou du sida. Quatre médecins choisirent pour l'exemple le Gouvernement. Ce fut fonction des connaissances, à ce moment et d'une politique clairement définie. L'Etat aurait dû leur donner des consignes, leur commander des actions, la situation fut exactement inverse : ils communiquèrent des informations, firent des recommandations, sollicitèrent des décisions. L'Etat fut vu : et tel le ciel de Vigny. L'Etat fut muet, aveugle et sourd. Dans ces circonstances où par l'intermédiaire d'un chargé de mission, l'Etat consentit à se manifester, ce fut pour répondre « non », « plus tard » ou « pas d'argent ».

Voilà pourquoi, plus que jamais, il faut que ces victimes exploitées soient considérées comme coupables.

► **Elie Wollman** est sous-directeur honoraire de l'Institut Pasteur et associé étranger de l'Académie nationale des sciences des États-Unis.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesoume, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Frappant
 directeur de la rédaction
 Jacques Guin
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
*(adjoints au directeur
de la rédaction)*

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur. 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 (VRY-SUR-SEINE) CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur. 49-60-30-10

Michel Leroy

LE MYTHE JÉSUITE

De Béranger à Micheler

La France de la Restauration et de la Monarchie de Juillet semble obsédée par la crainte de la Compagnie de Jésus, rétablie en 1814. Pourquoi cette peur et cette haine ? Le Mythe Jésuite en décrit les expressions littéraires et en livre les significations. Il jette ainsi une lumière saisissante sur les sources de notre imaginaire politique.

Collection "Ecriture"
dirigée par Béatrice Didier,
478 pages - 249 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PAPER

Nouveaux
On ne v

meutes

ÉTRANGER

Au cours d'une rencontre à Genève

Les présidents bosniaque et yougoslave souhaitent normaliser leurs relations

Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, et son homologue yougoslave, M. Dobrica Cosic, qui se sont rencontrés, lundi 19 octobre, pour la première fois depuis le début du conflit en Bosnie-Herzégovine, sont convenus de s'efforcer de normaliser les relations entre leurs pays. Dans un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion de plusieurs heures au Palais des Nations à Genève, les deux hommes ont déclaré soutenir le processus de paix et

demandé l'arrêt de la politique de « nettoyage ethnique » en Bosnie. Le président Cosic, visiblement embarrassé par l'occupation du ministère fédéral de l'intérieur, à Belgrade, par des policiers fidèles au président serbe Slobodan Milosevic, est parti deux heures avant la fin de la réunion, laissant ses collaborateurs négocier à sa place. M. Cosic, qui a été tenu au courant de la progression des débats, a approuvé la déclaration en neuf points adoptée par les

deux parties. Les deux présidents « acceptent d'intensifier leurs efforts en vue de normaliser les relations entre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et la République de Bosnie-Herzégovine sur la base de la reconnaissance mutuelle », lit-on dans le communiqué. MM. Cosic et Izetbegovic ont également réaffirmé les principes posés lors de la conférence de paix de Londres, qui avait établi l'inviolabilité des frontières existantes.

Dans la déclaration figure également une condamnation de la politique de « nettoyage ethnique ». Les deux hommes se sont engagés à faire en sorte de rétablir le *status quo ante* en la matière. Les présidents Cosic et Izetbegovic, qui ont affirmé souhaiter la démission de Slobodan Milosevic et la fin du blocus de la ville, se sont aussi dit favorables au transfert de l'aviation serbe de Bosnie sous contrôle yougoslave afin d'empêcher toute violation de la zone d'ex-

clusion aérienne décrétée par les Nations unies. Selon le président yougoslave, les appareils se trouvent déjà dans des hangars, et un accord formel sur le transfert sera signé à son retour à Belgrade.

Cependant, Sarajevo a connu une nuit relativement calme, que seuls sont venus perturber des tirs de mortiers et de mitrailleuses à Hrasno, faubourg musulman de l'ouest de la capitale bosniaque dont les Serbes tentent de s'emparer. — (Reuters)

La Serbie est, elle aussi, submergée par les réfugiés

BELGRADE

de notre correspondante

Dans sa maison cossue des environs de Belgrade, Milan Mihajlovic a accueilli quarante-trois réfugiés. En mars dernier, sa femme, originaire de Zenica (centre de la Bosnie), a appelé ses proches, ses cousins lointains, ses amis, à fuir le conflit qui s'annonçait en Bosnie-Herzégovine. Depuis, elle et son mari ont pris en charge ces quarante-trois personnes, qu'ils ont installées dans la maison qu'ils venaient de construire. Milan a dilapidé sa fortune pour les réfugiés de Zenica.

Il y a quelques jours, il e dû vendre sa voiture, « Jesus », comme l'ont surnommé les réfugiés, ne se plaignant pas, mais il craint l'arrivée de l'hiver.

Milan Mihajlovic n'est pas un cas isolé. Un immense mouvement de solidarité s'est exprimé envers les Serbes qui ont fui la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. La Serbie accueille aujourd'hui 425 000 réfugiés (dont 60 % proviennent de Bosnie-Herzégovine), ce qui,

comme dans les Républiques voisines, pose d'énormes problèmes. « Nous sommes considérés comme les agresseurs, comme les responsables de cette guerre, et personne ne veut nous aider à accueillir ces centaines de milliers de personnes », cette remarque, on peut l'entendre dans la bouche de tous les responsables des organisations gouvernementales ou caritatives de Serbie. A défaut d'une aide consistante des organisations humanitaires internationales, la Serbie, jusqu'à présent, a fait face, grâce à la solidarité de la population.

« Comme les civils de Sarajevo »

97 % des arrivants sont logés dans des familles, de sorte qu'il n'existe pas de camps de réfugiés proprement dits en Serbie, les 3 % restant ayant trouvé asile dans des salles de sport, des hôtels, des foyers de travailleurs ou des ceo-

lèbres de la Croix-Rouge. Au nom de la « cause serbe », la population de la république a ressenti l'obligation morale de porter assistance aux victimes de la guerre. Toutefois, en raison de la paupérisation engendrée ces derniers mois, cet effort diminue sensiblement. Les responsables du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ainsi que la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) ont récemment mis en garde contre le déséquilibre de la répartition de l'aide humanitaire, soulignant que la Serbie, le Monténégro (51 000 réfugiés) et la Macédoine (40 000 réfugiés) étaient fortement désavantagés par rapport à la Bosnie et à la Croatie, au moins pour ce qui est des dons privés.

Le porte-parole du HCR à Belgrade, M. Lindel Sachs, s'inquiète de cette carence de l'aide humanitaire en Serbie, où « la situation ne cesse de s'aggraver en raison de la crise économique et de l'embargo pétrolier, commercial et financier décrété le 30 mai dernier par les Nations unies, 30 000 % d'inflation

pour 1992, 60 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, des usines qui ferment leurs portes faute de matières premières, un système de santé qui ne fonctionne plus, sans compter les problèmes de chauffage si la communauté internationale ne lève pas l'embargo sur le fioul domestique et les combustibles : l'hiver pourrait être tragique en Serbie.

Le Commissariat pour les réfugiés créé en avril dernier par le gouvernement de Serbie estime que 200 000 nouveaux venus « afflueront encore dans la République avant le début de l'hiver ». Les familles d'accueil ne seront bientôt pas en mesure de subvenir aux besoins de ceux qui sont déjà là. Au total, on s'attend que les autorités aient à secourir 300 000 sans-abris.

Le commissaire pour les réfugiés, M. Dobrica Vukovic, affirme ne pas pouvoir faire face à la situation : « Même si nous obtenions une aide financière étrangère pour adapter nos équipements collectifs, nous ne pourrions pas héberger les tiers d'entre eux ». « Je n'ai pas

honte de dire que la situation des réfugiés en Serbie est identique à celle des civils de Sarajevo », poursuit M. Vukovic. Si l'aide n'arrive pas avant le mois de novembre, « il sera trop tard (...). Je crains que nous assistions cet hiver à la plus grande tragédie humaine qu'ait connue notre civilisation ».

Deux litres de lait par mois

Pour le moment, les ressources des organisations serbes et internationales ne couvrent que 20 % des besoins. Disposant d'un budget très limité, le Commissariat verse à chaque réfugié une indemnité mensuelle de 800 dinars, soit la valeur de deux litres de lait ou d'un paquet de cigarettes. Chaque famille reçoit aussi chaque mois un paquet de denrées alimentaires et de produits d'hygiène, tout juste suffisant pour une semaine. Les enfants ont été inscrits dans les

écoles de Serbie, soit 134 000 élèves qui viennent gonfler dans les grandes villes les effectifs de classes déjà surchargées et dont 10 % seulement ont obtenu des livres scolaires.

Les plus démunis s'adressent également aux associations caritatives comme celle de l'Eglise orthodoxe serbe ou celle des Emigrants serbes (Matica Iseljanka) qui ont collecté depuis le début du conflit une importante aide matérielle. La Fondation du capitaine Dragan, pour sa part, vient en aide aux invalides et aux blessés de guerre ainsi qu'aux familles des victimes.

Toutes ces organisations enregistrent toutefois depuis l'entrée en vigueur de l'embargo une forte baisse des donations et se plaignent de la lenteur des démarches auprès des gouvernements étrangers, notamment français, pour obtenir les autorisations nécessaires au transport de l'aide humanitaire. La suspension des opérations bancaires avec la Serbie et le Monténégro empêche par ailleurs les dons en espèces.

F. H.

Trahis par leur accent

BELGRADE

de notre correspondante

L'afflux de réfugiés en Serbie depuis mai 1991 a suscité un mouvement de solidarité, mais aussi provoqué quelques frictions. Les villes limitrophes de la Croatie et de la Bosnie sont littéralement submergées, comme Most-Zvornik (ville frontalière de Zvornik, en Bosnie) qui a vu sa population presque doubler. Si M. Vukovic, du Commissariat serbe aux réfugiés, affirme qu'il n'existe pas de problèmes ethniques parmi ces personnes déplacées (84,2 % sont serbes, 8,2 % musulmans et 1,6 % croates), il reconnaît que leur arrivée massive dans certaines régions défavorisées a provoqué des tensions sociales.

Les chômeurs, notamment, envient le coiffeur mensuel d'aide alimentaire auquel ils n'ont même pas droit. Les responsa-

bles de la Croix-Rouge remarquent également que dans les régions, comme la Voïvodine, qui ont payé un lourd tribut à la mobilisation (dans l'ex-armée yougoslave) et à la guerre sur les fronts de Croatie et de Bosnie, les réfugiés en âge de se battre sont très mal accueillis. Ils sont toutefois peu nombreux : la plupart des hommes qui arrivent ont plus de soixante-cinq ans, les plus jeunes devant être déclarés aux autorités militaires avant de solliciter le statut de réfugiés.

Par crainte d'être mobilisés et renvoyés sur le front, ou bien par simple fierté, beaucoup (on les estime à 20 % du total) refusent de se présenter devant les autorités compétentes et ne sont pas répertoriés sur les listes officielles. Une grande partie d'entre eux se trouvent à Belgrade, qui héberge plus de 200 000 personnes (153 000 officiellement).

Ils sont trahis par cet accent mouillé caractéristique de la Croatie et de la Bosnie. Dans les rues du centre de Belgrade, ils abondent. Nombre d'entre eux ont trouvé un petit emploi, dans des cafés ou sur le marché. Les plus débrouillards se sont lancés dans le marché noir et ont arraché aux Albanais (de souche) le monopole du marché parallèle des devises.

Pour beaucoup de Belgradois, le « seuil de tolérance » est d'ores et déjà dépassé. On craint que les réfugiés ne fassent obstacle à la démocratisation en servant d'alibi à une surenchère nationaliste de Slobodan Milosevic. Et on regrette les quelque 250 000 jeunes, cadres supérieurs et autres intellectuels qui ont déjà quitté la Serbie, fuyant, eux, la mobilisation et l'absence d'avenir dans ce pays ruiné.

F. H.

Belgrade défie le pouvoir fédéral

Suite de la première page

Pour l'instant, néanmoins, de régler le litige sans entrer en conflit ouvert avec les forces de police serbes — environ 45 000 hommes mieux équipés que la police fédérale, qui compte tout au plus un millier de membres — il réclame aux autorités serbes « l'annulation de la décision de justice » selon laquelle la police fédérale devait rendre à la Serbie le bâtiment qu'elle occupait avant le 15 octobre.

Un problème de « propriété »

Rien, lundi, ne laissait prévoir une solution négocée. Les pourparlers entre le ministre fédéral de l'intérieur, M. Pavic Bulatovic (monténégro), et son homologue serbe, M. Zoran Sokolovic, n'ont donné aucun résultat. Le gouvernement serbe se borne à répéter qu'il s'agit « exclusivement d'un

problème de propriété », affirmant que la police fédérale avait pris connaissance du jugement rendu par le tribunal de Belgrade et qu'elle était tenue de l'exécuter. Le juge principal du tribunal, M. Bratimir Tomic, estime cependant que le jugement en question n'a « aucune valeur juridique » puisque les autorités fédérales n'ont été informées, selon lui, que le jour de l'expiration du délai qui lui était imparti, à savoir le 15 octobre, et qu'elles n'ont pas en la possibilité de faire appel. Le gouvernement de Serbie prétend, quant à lui, avoir récupéré ses droits de propriété sur le bâtiment (qui sert depuis des décennies de siège à la police fédérale) au mois d'avril dernier, ce qui coïncide avec le vote de création de la nouvelle Yougoslavie — réduite au Monténégro et à la Serbie. Cette nouvelle Yougoslavie, voulue et conçue par M. Milosevic, aspirait pourtant à préserver la

continuité yougoslave. Quelle que soit la base juridique de cette décision, le litige a été interprété à Belgrade comme une nouvelle « attaque » de M. Milosevic pour affaiblir le pouvoir, déjà très limité, du gouvernement Poalic. Cette menace intervient alors que MM. Penic et Cosic ont réclamé la démission de M. Milosevic, qu'ils accusent, comme le fait la communauté internationale, de constituer un obstacle aux négociations pour ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie et obtenir la levée des sanctions imposées par l'ONU en raison du soutien de Belgrade aux Serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie.

Le président de Serbie, qui n'envisage pas une seconde de démissionner, a toutefois vu son pouvoir ébranlé par le soutien d'une grande partie de l'opinion publique à la politique d'ouverture des autorités fédérales. Menacé directement par M. Cosic, qui a dénoncé, vendredi, devant le Parlement fédéral l'existence de formations paramilitaires, la corruption et les abus de pouvoir en Serbie, M. Milosevic a décidé de faire, sans attendre, une démonstration de force.

FLORENCE HARTMANN

La Russie prolonge son moratoire sur les essais nucléaires

Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, a décrété, lundi 19 octobre, une prolongation de huit mois du moratoire sur ses essais nucléaires décidé en octobre 1991 par l'ex-Union soviétique, selon un communiqué de la présidence russe cité par l'agence ITAR-TASS. Cette initiative était attendue depuis des déclarations récentes (le Monde du 15 octobre) du ministre russe de la défense.

Le nouveau moratoire sera valable jusqu'au 1^{er} juillet 1993 et sera prolongé « si les puissances nucléaires suivent l'exemple de la Russie », est-il indiqué dans le communiqué.

RUSSIE : attentat devant le McDonald's de Moscou. — Huit personnes, dont un enfant, ont été blessées, lundi 19 octobre en début de soirée, par l'explosion d'une grenade, devant le restaurant McDonald's, place Pouchkine, au plein centre de Moscou. Deux auteurs présumés de l'attentat ont été arrêtés mais aucune information n'avait encore été donnée, mardi, sur leurs motivations. Si certaines organisations d'extrême droite avaient, à plusieurs reprises, manifesté leur hostilité à l'installation de la chaîne américaine dans la capitale, rien ne prouve, pour l'instant, qu'elles aient été à l'origine de cette action. — (Corresp.)

PAPEETE 5 950 F

LA CORSE 680 F

LISBONNE 990 F

OUARZAZATE 1 250 F

LES ANTILLES 2 660 F

LOS ANGELES 2 990 F

BANGKOK 3 580 F

DJIBOUTI 3 910 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les lagons éblouissants et le vertige des fonds coralliens, dîner d'une langouste sur une terrasse où bruissent les palmes, vous coûtera à peine plus cher que votre cabas en peau d'autruche.*

* La Polynésie avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 950 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

مكذاً من لامل

• Le Monde • Mercredi 21 octobre 1992 5

n retraite



ON PEUT, COMME CERTAINS,
SE RÉJOUIR DE PROGRAMMER
LES ÉMISSIONS POLITIQUES
À DES HEURES DE FAIBLE ÉCOUTE.
OU FÊTER LA 250^{ÈME} DE 7 SUR 7
EN PRIME TIME.
C'EST UN CHOIX.

TF1

PUBLICIS CROSBY 1470

AMÉRIQUES

Etats-Unis : M. Clinton, vainqueur des débats télévisés

Le président Bush n'a pas réussi à rattraper son retard sur le candidat démocrate

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

M. Bill Clinton a remporté avec aisance, et même dégoût, lundi soir 19 octobre, le troisième et dernier débat télévisé qui l'opposait à MM. George Bush et Ross Perot. Le candidat démocrate avait déjà l'air, le ton et l'assurance d'un président. Un peu meilleur que les deux fois précédentes, mais visiblement fatigué et presque découragé, M. Bush avait du mal à articuler un message auquel il ne semblait plus croire lui-même. M. Perot, comme à l'accoutumée, a obtenu un franc succès en faisant le clown.

Le maître du jeu était un journaliste chevronné, Jim Lehrer, bien connu des téléspectateurs américains en tant qu'animateur, avec son confrère McNeil, d'une émission d'information de la chaîne de télévision publique PBS. Cette dernière, entre MM. Clinton, Bush et Perot, qui avait lieu à East Lansing, dans le Michigan, a été d'un niveau plus qu'honorifique si l'on veut bien oublier un moment les facettes du milliardaire texan. Cette série très ramassée de trois débats présidentiels, commencée le 11 octobre, se termine donc sur une note élevée. Elle a permis aux électeurs, qui se préparent à voter, selon toutes les prévisions, en plus grand nombre qu'en 1988, de se faire, sinon une religion sur la direction à prendre, du moins une opinion relativement précise sur les trois hommes qui briguent leurs suffrages.

La grande affaire de ces dernières semaines est en effet l'intérêt accru des Américains pour la politique. Plus de 80 millions de téléspectateurs ont suivi le premier débat, 87 millions le second... et peut-être 90 millions le dernier. Le record absolu (81 millions) détenu par MM. Reagan et Carter en 1980 est largement battu. On est loin en tout cas des maigres 52 millions enregistrés par MM. Bush et Dukakis en 1988. Même les candidats à la vice-présidence ont réussi, lors de leur unique prestation, à attirer l'attention de 72 millions de leurs compatriotes.

CANADA : la campagne référendaire du premier ministre québécois

M. Bourassa « trahi » par ses hauts fonctionnaires

MONTREAL

correspondance

La campagne du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, qui avec ses homologues fédéral et provinciaux, tente de convaincre la population canadienne d'approuver le 26 octobre leur projet de réforme constitutionnelle, va de mal en pis. Et M. Bourassa doit une bonne partie de ses déboires aux propos dévastateurs des hauts fonctionnaires de sa propre province.

Une conversation téléphonique entre deux de ses conseillers les plus proches, dont l'enregistrement fut mystérieusement remis aux médias, a d'abord révélé que la délégation québécoise s'était « couchée » lors des négociations constitutionnelles, au cours desquelles le Québec aurait été « humilié ». Pendant que le gouvernement tentait d'empêcher devant les tribunaux la diffusion de cet enregistrement, un des négociateurs québécois, censé défendre le projet devant un important groupe d'hommes d'affaires, préférait confier qu'il ne

comportait pas de gain pour le Québec. M. Bourassa avait cependant assez bien réussi à effacer son image de perdant, lors du débat télévisé du 12 octobre contre le chef du camp du « non », le « souverainiste » Jacques Parizeau.

Las ! Quatre jours plus tard le magazine *l'actualité* publiait les avis légaux que ses services ministériels ont émis sur le projet constitutionnel soumis au référendum. Les experts du gouvernement écrivent que ce texte « répugne de manière concrète la théorie voulant que le Canada soit un Etat fondé par deux peuples », qu'il « ne constitue en aucune manière une réforme du partage du pouvoir » tel que réclamé par le Québec, et qu'il s'apparente au « fédéralisme dominé » naguère décrié par M. Bourassa. « René Lévesque, de son image au paradis, lance des bombes sur la campagne du « oui » : c'est la seule explication possible » conclut un ténor du camp du « non » en invitant les médias du fondateur du mouvement indépendantiste, décédé en 1987.

CATHERINE LECONTE

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

CHARLES LE GOLF

51%

CHARLES LE GOLF

• 30 rue de Berri, Paris 8 • 9 place Saint-Augustin, Paris 8 •
• 20 av. des Ternes, Paris 17 • 120 av. Victor Hugo, Paris 16 •
• 171 bd St-Germain, Paris 6 • Galeries de St-Germain-en-Laye •

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

leur, mais à laquelle il adhère lui aussi. Selon M. Bush, il n'appartient pas au gouvernement fédéral de créer des emplois. C'est au secteur privé et à lui seul qu'il incombe de faire redémarrer l'économie.

M. Clinton a été interrogé sans ménagement sur ce qui constitue la grande faiblesse de son programme. Comment compte-t-il se lancer dans un vaste effort d'investissements publics, notamment en matière d'éducation, sans accroître massivement la pression fiscale ?

« Notre pays est vendu aux intérêts étrangers »

En d'autres termes, comment fera-t-il pour ne pas augmenter les impôts de la classe moyenne ? Il n'a pas vraiment répondu sur ce point crucial, se contentant d'affirmer, avec force, que « celle-ci avait suffisamment souffert » sous MM. Reagan et Bush, et qu'il se contenterait, lui, de « faire payer les riches ».

Le président sortant a tenté une contre-offensive : « Attention à votre portefeuille, Messieurs et Mesdames les Américains moyens, quand il vous dit qu'il va seulement taxer les riches ! » Et M. Bush de rappeler ce qui s'est produit sous d'autres présidents démocrates, tel M. Jimmy

Carter. Les démocrates, à en croire M. Bush, seraient incorrigibles.

Ce dernier a également essayé de raviver la polémique sur la personnalité - parfois loquax - il est vrai - du gouverneur de l'Arkansas. Comment faire confiance à un homme qui a risqué pour échapper à la guerre du Vietnam ? La réponse fut : Le jeune Clinton, il n'en a pas honte, était opposé à cette guerre, mais « Abraham Lincoln, lui aussi, dut au début contre la guerre civile. Cela ne l'a pas empêché de la faire, et il n'a pas été un mauvais président... »

Question de caractère, encore : M. Clinton n'a-t-il pas tergiversé lors de l'invasion du Koweït par les Irakiens ? N'est-il pas, tout à la fois, favorable à l'accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique (ALENA) et hostile à certaines de ses clauses ? Un président peut-il se conduire ainsi ? Ne veut-il pas le beurre et l'argent du beurre ? L'essence de la personnalité du gouverneur de l'Arkansas ne consisterait-elle pas à vouloir faire plaisir à tous le monde ?

La réplique de M. Clinton est cinglante. Il est pour cet accord, et il a approuvé l'opération « Tempête du désert ». C'est M. Bush qui ne cesse de vagabonder. N'a-t-il pas dénoncé en 1980 l'économie soviétique du candidat Reagan pour s'y rallier ensuite et l'appliquer avec les consé-

quences que l'on sait ? N'a-t-il pas, en 1988, annoncé la création de quinze millions d'emplois que l'on attend toujours ? Et cette fameuse et solennelle promesse, cette même année, de ne jamais augmenter les impôts, trahie deux ans plus tard ?

Hormis quelques bons mots, M. Perot s'en est tenu pour sa part au cœur de son programme : il faut réduire le déficit fédéral. Le milliardaire texan, totalement opposé au protectionnisme, il dénonce aussi les agents d'influence de « certains pays » qui font avec succès le siège du Congrès et de la Maison Blanche. « Notre pays est vendu aux intérêts étrangers », affirme-t-il. Si l'on n'y prend pas garde, d'ici dix ans, il n'y aura plus d'industrie aéronautique aux Etats-Unis. Voyez déjà ce qui se passe avec Airbus, qui est subventionné par les gouvernements européens... »

M. Perot a enfin suscité l'événement en attaquant sans merci M. Bush sur son bilan de politique étrangère. « Vous avez créé Noriega (le dictateur panaméen). Vous avez armé l'Irak. Vous avez dit à Saddam Hussein qu'il pouvait, si bon lui semblait, envahir le nord du Koweït. » Ce festival de méchancetés était accompagné d'une demande pressante de révéler le contenu des instructions envoyées à M^{me} April Glaspié, ambassadrice des Etats-Unis en

Irak, immédiatement avant le 2 août 1990... Bref, M. Bush n'a-t-il pas « cédé » à M. Saddam Hussein avant d'avoir à le combattre ?

Le président sortant, écorché, s'est défendu. Il a, en effet, essayé jusqu'à son dernier moment, de « faire revenir l'Irak de Saddam Hussein dans la grande famille des nations ».

Mais il dément vigoureusement que l'argent prêt alors à l'Irak pour acheter des céréales américaines lui ait servi à acquiescer des armes, ce qu'on appelle ici l'affaire de l'« Irakgate ». La distinction mérite d'être relevée. M. Bush ne nie pas avoir eu une tendresse tardive envers M. Saddam Hussein. Mais il affirme qu'« aucune preuve » n'existe à propos de l'« Irakgate ».

Dans leurs conclusions, les trois candidats ont été conformes à leur personnage. « Je crois que le temps du changement est venu. Je sais que nous pouvons mieux faire », a dit M. Clinton. « A qui ferez-vous confiance en cas de crise ? J'ai besoin de votre soutien. Je vous demande de voter pour moi. Et que Dieu bénisse les Etats-Unis d'Amérique ! », s'est exclamé M. Bush. « Je vous aime », s'est écrié M. Perot, très ému, qui a eu ainsi le mot de la fin.

DOMINIQUE DHOMBRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Accor Résultats du premier semestre 1992

Le profit-net consolidé, part du groupe, du premier semestre 1992 vient d'être arrêté à FF 137,2 millions en ligne avec notre prévision de FF 800 millions pour l'ensemble de l'année. Il s'analyse de la façon suivante :

(en millions de FF)	30/06/91 hors CIWLT	30/06/92
• Chiffre d'affaires	7 282,9	14 735,0
• Résultat courant avant impôts, participation et mises en équivalence	533,0	437,2
• Impôts et participation	(194,2)	(81,6)
• Résultat des sociétés mises en équivalence	(50,5)	(153,6)
• Résultat net courant 100 %	288,3	202,0
• Résultat exceptionnel après impôts	190,1	-
• Résultat total 100 %	478,4	202,0
• Part des tiers	50,8	64,8
• Résultat net part du groupe	427,6	137,2
• Marge brute d'autofinancement	997,9	983,4

Le chiffre d'affaires au 30 juin 1992 de FF 14,7 milliards a doublé par rapport à la même période de 1991 du fait de la consolidation de la CIWLT. A éléments comparables, c'est-à-dire sans Wagons-Lits, le chiffre d'affaires de ACCOR serait de FF 7,6 milliards en progression de 4,6 % par rapport à 1991.

Le résultat courant avant impôts hors Wagons-Lits est sensiblement le même qu'en 1991. La détérioration de FF 96 millions s'explique par les frais financiers

et l'amortissement des survaluations liées à l'acquisition de la CIWLT non totalement compensés par la quote-part de 56,6 % des résultats de cette dernière.

La baisse des impôts inclut une reprise non récurrente d'impôt différé de FF 53 millions.

Les pertes des sociétés mises en équivalence au premier semestre 1992 proviennent, pour l'essentiel, d'IBL, d'Europcar et de l'activité croisières pénalisée par des sinistres exceptionnels.

Il est important de noter que le résultat net part du groupe à fin juin 1991 avait intégré la quasi-totalité des plus-values exceptionnelles de l'année alors que 1992 verra ces éléments comptabilisés au second semestre.

ACCOR confirme pouvoir réaliser, dans le cadre des hypothèses de consolidation des Wagons-Lits retenues à ce jour, un résultat net consolidé part du groupe de FF 800 millions pour l'année.

La réorganisation réalisée à la suite du rapprochement industriel de ACCOR et des Wagons-Lits et le plan d'action qui l'accompagne permettent d'attendre au-delà de 1992 une progression sensible des résultats.

Contact :
Direction de la Communication Financière
au 45.38.86.00
ou composez sur minitel
3615 ou 3616 ACCOR



هكذا من لاصل

ENQUÊTE

Désarrois américains

II. — Economie : maudit impôt !



Dans le premier article de cette série consacrée aux grands enjeux de la campagne présidentielle aux États-Unis, Dominique Dhombres a évoqué les causes et les symptômes du déclin américain (le Monde du 20 octobre).

par Alain Verholes

M. George Bush a au moins un point commun avec M. Helmut Kohl : celui d'avoir laissé passer une magnifique occasion de se faire réélire triomphalement. Comme la destruction du mur de Berlin avait porté au pinacle le chancelier allemand, la crise du Golfe avait transformé le président des États-Unis en superstar d'une guerre gagnée aussitôt que commencée.

Au printemps 1991, George Bush aurait pu tout demander au Congrès et bien sûr d'abord les moyens de réduire l'énorme déficit du budget fédéral. Un déficit qui dépassera 300 milliards de dollars cette année (1) et pose au pays des problèmes graves en même temps qu'il indispose fortement les grandes nations industrielles, à commencer par l'Allemagne, inquiète de voir le Trésor américain absorber une part importante de l'épargne mondiale.

Non seulement M. Bush n'a pas saisi la chance qui s'offrait à lui, mais il termine son mandat dans la piteuse situation d'un président ayant publiquement regretté une mauvaise décision : celle prise l'été 1990 d'augmenter les impôts. Peu sensible à ce *mea culpa* pourtant sincère, l'opinion publique n'a retenu que la volte-face d'un homme qui s'était toujours déclaré hostile à l'alourdissement du prélevement fiscal et n'avait cessé de réclamer une réduction de l'imposition des plus-values mobilières. Pas de pardon pour ces gens-là dans un pays fondamentalement allergic à l'impôt.

Le déficit budgétaire reste massif et inquiétant. Sans doute le retour à l'équilibre est-il théoriquement possible outre-Atlantique, et les experts, qu'ils soient américains ou qu'ils relèvent des grandes organisations internationales, ont couché sur le papier de nombreuses mesures rapportant des dizaines de milliards de dollars par an.

Le CBO notamment (Congressional Budget Office) a calculé que une taxe sur l'essence de 25 cents par gallon (30 centimes par litre) rapporterait 23 milliards de dollars l'an. Le même bureau du Congrès a estimé que l'introduction d'une TVA à 5 % — un taux faible par rapport à ceux des pays européens — ferait tomber annuellement dans les caisses du gouvernement fédéral la coquette somme de 140 milliards de dollars, éliminant à partir de 1996 les deux tiers du déficit budgétaire structurel. On passe sur d'autres mesures telles que l'imposition de la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires, qui rapporterait 100 milliards de dollars par an.

Une dette considérable

Le problème n'est pas d'imaginer des solutions techniques qui existent et ont été mises en œuvre depuis longtemps dans la plupart des pays européens. Il est de savoir si les États-Unis sont prêts à accepter de payer plus d'impôts ou de taxes. Et sur ce point essentiel, la réponse est actuellement plutôt négative si l'on se souvient de la cruelle mésaventure du candidat démocrate Walter Mondale, battu à plate couture aux élections de 1984 pour avoir déclaré que le prochain président aurait à augmenter les impôts.

Faut-il pour autant conclure que jamais les États-Unis ne réduiront leur gigantesque déficit, sauf à supprimer des milliards de dollars de dépenses publiques alors que les infrastructures souffrent cruellement de n'être pas entretenues et que 35 millions de personnes sans assurance-maladie sont insuffisamment prises en charge par la puissance publique et médiocrement soignées ?

C'est sous la présidence Reagan que le déficit budgétaire a pris des proportions alarmantes, dépassant 6 % du PNB en 1983 et encore 5 % pendant la période 1984-1986, soit presque le double de ce que les pays industrialisés considèrent généralement comme un maximum à ne pas dépasser. La très dure récession dont a souffert l'Amérique en 1981-1982 a certainement pesé lourd dans la balance, tout comme l'augmentation des dépenses militaires. Mais au début des années 80, un phénomène nouveau — structurel et non plus conjoncturel — est venu aggraver les choses : la forte augmentation des

charges de transfert, qui sont pour l'essentiel des dépenses de protection sociale.

On oublie trop souvent ce fait parce que Ronald Reagan n'a pas laissé le souvenir d'un président tourmenté par les dépenses sociales. C'est pourtant à cette époque que les dépenses de sécurité sociale ont commencé à croître fortement : pensions vieillesse, augmentation des fonds consacrés à Medicare, c'est-à-dire aux programmes de santé créés en 1965 et gérés conjointement par le Fédéral et les États pour les personnes de plus de 65 ans. Les fortes augmentations du prix des prestations médicales ont également contribué à charger la barque des dépenses fédérales, au milieu des années 80, représentant 24 % de la richesse nationale (PNB) contre 20 % à la fin des années 60.

Dans le budget de 1992, clos à la fin du mois de septembre, les

La succession de déficits importants a accumulé une dette considérable, estimée à 3 985 milliards de dollars à la fin du premier semestre, et dont Ross Perot se fait un malin plaisir de souligner qu'au train où vont les choses elle atteindra les 8 000 milliards de dollars à la fin du siècle. Quoi qu'il en soit, les intérêts que le Fédéral doit payer pour rémunérer ses emprunts atteindront 199 milliards de dollars cette année, soit un peu plus de 13 % du total des dépenses budgétaires.

Une véritable hémorragie qui ne pourra être stoppée qu'avec un déficit budgétaire annuel ramené à 3 % de la richesse nationale. C'est en effet à ce niveau que la dette publique accumulée depuis des années cesserait de s'alourdir par rapport à la richesse nationale (PNB). Mais les États-Unis sont loin du compte, avec un déficit qui dépassera encore 5 % du PNB l'année prochaine et restera

d'avoir été mêlé à des opérations discutables concernant les caisses d'épargne ?

On voit bien que l'homme qui prendra la présidence des États-Unis à la fin de l'année devra freiner la progression des dépenses de transfert mais, probablement aussi augmenter certains impôts ou taxes.

Un fait qui, pour être peu connu, n'en est pas moins inquiétant, devrait donner au futur président le courage des grandes décisions : depuis le premier trimestre 1990, le Japon, qui finance une partie appréciable du déficit budgétaire des États-Unis, a réalisé des ventes nettes de titres publics américains se montant à 25,6 milliards de dollars. Ce qui veut dire que les caisses de retraite nipponnes placent désormais moins d'argent en bons du Trésor américains qu'elles ne se font rembourser de titres venus à échéance. Une tendance qui s'est confirmée au premier

dépenses non obligatoires (qui excluent l'essentiel des charges de transfert) ; suppression de lourdes dépenses militaires comme le bombardier B2 ou le sous-marin Sea Wolf. Mieux : l'ancien vendeur d'IBM, qui sait qu'il n'a pas grand-chose à perdre, ajoute qu'il déplaçonnerait les revenus sur lesquels sont calculées et prélevées les taxes alimentant les programmes d'assurance santé Medicare et Medicaid. Les assurés les plus riches assumeraient en outre une part plus importante de leurs dépenses maladie. De même le candidat-homme d'affaires annonce-t-il que les retraites des Américains bénéficiant d'un bon niveau de vie devraient être imposées.

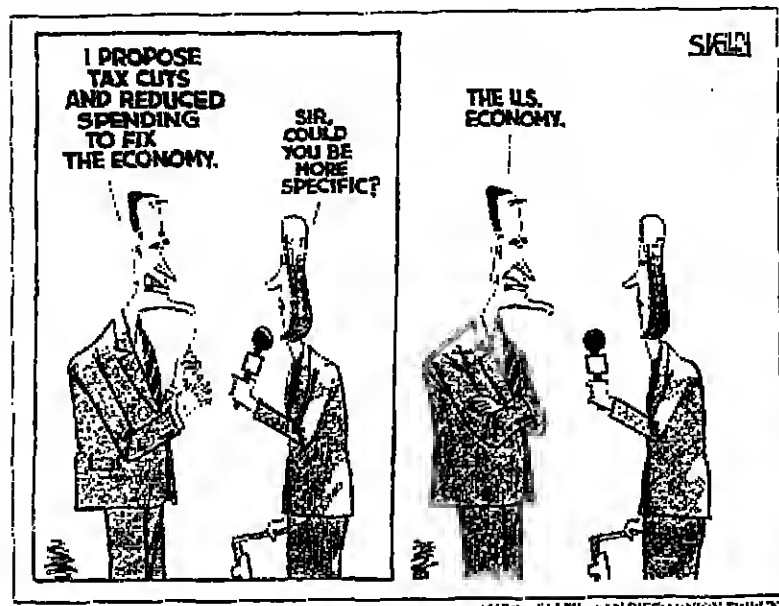
Ross Perot le franc-tireur

Un sujet explosif que Bill Clinton et George Bush se sont bien gardés d'aborder. Estimant que l'opinion publique est prête à des sacrifices importants si ceux-ci sont équitablement répartis, Ross Perot le franc-tireur annonce — nouvelle provocation — une augmentation des taxes sur l'essence et le tabac ainsi que le relèvement de 28 à 33 % du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu. Seule concession : des réductions fiscales en faveur de la recherche et de la formation professionnelle.

L'intérêt des propositions de Ross Perot n'est évidemment pas dans leur réalisme. Elles ont bien sûr fait burler la plupart des Américains, et dans l'immédiat, déprimeraient un peu plus une situation économique déjà peu brillante. Leur intérêt est d'exposer brutalement les véritables problèmes dont souffre l'Amérique sans oser se l'avouer. En premier lieu, la légèreté du prélevement fiscal, le plus faible des pays industrialisés ; l'impôt sur la consommation très réduit, faiblesse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Insuffisance causée des dépenses publiques par rapport à la richesse nationale, seuls la Turquie, le Japon et l'Australie se situant en dessous des niveaux américains, même s'il est vrai que la comparaison avec les autres grands pays industrialisés est en partie faussée par l'importance des dépenses de santé relevant de l'assurance privée (2). Il n'empêche que le lien est évident entre le bas niveau de la pression fiscale et l'incapacité dans laquelle se trouve le Fédéral d'entretenir les équipements publics, les grandes infrastructures ; de financer la recherche ou d'améliorer la justice sociale.

L'explosion incontrôlée des dépenses de santé, qui ont progressé de 5,5 % par an en valeur réelle depuis 1970, soit presque deux fois



« Je propose de couper dans les impôts et de réduire les dépenses pour redresser l'économie. — Monsieur, pourriez-vous être plus précis ? — L'économie américaine. » (Newsweek.)

dépenses dites « obligatoires », qui sont presque totalement des charges de transfert (retraite minimum de la sécurité sociale, Medicaid pour la santé des personnes pauvres, Medicare pour la santé des personnes âgées, allocation-chômage...), ont atteint 647 milliards de dollars, soit presque 45 % du total des dépenses fédérales. Une véritable explosion, alors même que les recettes fiscales étaient stables au niveau atteint au cours des années 60 (20 % du PNB), trompant les espoirs de Ronald Reagan, qui, en allégeant les taux de l'impôt sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés, pensait récolter davantage de recettes grâce à une accélération de la croissance économique.

Le CBO notamment (Congressional Budget Office) a calculé que une taxe sur l'essence de 25 cents par gallon (30 centimes par litre) rapporterait 23 milliards de dollars l'an. Le même bureau du Congrès a estimé que l'introduction d'une TVA à 5 % — un taux faible par rapport à ceux des pays européens — ferait tomber annuellement dans les caisses du gouvernement fédéral la coquette somme de 140 milliards de dollars, éliminant à partir de 1996 les deux tiers du déficit budgétaire structurel. On passe sur d'autres mesures telles que l'imposition de la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires, qui rapporterait 100 milliards de dollars par an.

vraisemblablement supérieur à 3 % jusqu'en 1998, c'est-à-dire bien après qu'aurait pris fin les opérations de sauvetage des caisses d'épargne insolvables.

Sauvetage coûteux, pour lequel, soit dit en passant, 40 milliards de dollars avaient été prévus cette année dans le budget, mais sauvetage momentanément interrompu. Le déficit budgétaire de 1992, qui aurait frisé les 400 milliards de dollars, s'en est trouvé réduit d'autant, mais la charge en sera reportée sur 1993. L'important est que démocrates et républicains aient manifestement voulu éviter que le sujet ne soit au centre de la campagne. Un certain nombre de sénateurs et de représentants ne sont-ils pas soupçonnés

trimestre de cette année avec des remboursements par rapport à la richesse nationale, seuls la Turquie, le Japon et l'Australie se situant en dessous des niveaux américains, même s'il est vrai que la comparaison avec les autres grands pays industrialisés est en partie faussée par l'importance des dépenses de santé relevant de l'assurance privée (2). Il n'empêche que le lien est évident entre le bas niveau de la pression fiscale et l'incapacité dans laquelle se trouve le Fédéral d'entretenir les équipements publics, les grandes infrastructures ; de financer la recherche ou d'améliorer la justice sociale.

Ross Perot déclare froidement qu'il pourrait économiser 160 milliards de dollars et annoncer la couleur : réduction de 15 % des

Industrie : déclin en trompe-l'œil

NEW-YORK
de notre correspondant

Il y a quelques années, cela aurait pu passer pour une boutade : le gouvernement américain se soumet à des tests de contrôle de qualité pour accroître sa productivité.

En présentant récemment, à Washington, le résultat de l'étude sur ce thème qu'il avait commandée au General Accounting Office (organisme du Congrès composé d'égalité de représentants des deux partis), le député républicain Don Ritzler, élu de Pennsylvanie, annonçait que 68 % des 2 800 agences gouvernementales avaient opté pour les « Total Quality Management » (TQM), des programmes mis en place dans le secteur privé depuis plusieurs années (chez Xerox, Ford, Motorola et Federal Express notamment).

Au total, seulement 13 % du personnel employé par l'État participe à ces TQM, mais « le gouvernement peut et doit suivre l'exemple » de ces sociétés qui mettent l'accent sur la qualité et réduisent leurs coûts pour devenir plus efficaces, avertit M. George Bush.

Le président sortant a par ailleurs annoncé des mesures visant à renforcer l'appareil de production et les secteurs dans lesquels l'Amérique se trouve menacée par la concurrence étrangère après tant d'années de leadership incontesté. La Maison Blanche a présenté une « Initiative nationale pour la technologie », destinée à renforcer les liens entre les laboratoires travail-

lant pour le compte de l'État et le secteur privé. Insérés dans le programme républicain, les projets d'allègement fiscal pour les entreprises investissant dans les biens d'équipement et la reconduction permanente du crédit d'impôt pour les dépenses des entreprises consacrées à la recherche procèdent de la même logique.

Ces mesures éparpillées sont-elles l'annonce d'une véritable politique industrielle (ardemment défendue par M. Ross Perot) ? Il semble bien que non. Fidèle au respect des lois du marché, les administrations républicaines se sont systématiquement opposées depuis douze ans à toute idée de « planifier » l'industrie. L'administration démocrate de M. Jimmy Carter avait fait de même. Mais, dans les faits, Washington a pratiqué sans le dire une politique industrielle en fonction des besoins du moment.

Volontarisme sporadique

Le plus bel exemple de ce volontarisme est le secteur de la défense (plus de 250 milliards de dollars de dépenses au budget de l'État). Alors, le gouvernement n'a pas hésité à défendre, par des mesures protectionnistes, les secteurs qu'il estimait menacés. Le textile a été longtemps à l'abri, soixante-quinze catégories différentes permettant de limiter les importations. La sidérurgie continue de bénéficier de quotas ou de taxes anti-dumping. À sa façon, l'automobile a été protégée avant que les concurrents japonais ne s'emparent de 30 % du marché. Et le secteur des semi-

conducteurs a bénéficié des incitations des pouvoirs publics.

Au total, l'Amérique a, grosso modo, conservé ses positions dans certains secteurs (chimie, pharmacie, télécommunications, logiciels), redressé sa situation dans d'autres (sidérurgie) et limité les dégâts dans quelques activités (machines-outils), mais des pans entiers de son industrie disparaissent : la tiers de son secteur automobile, la moitié de son industrie microélectronique et la totalité des « produits bruns » (télévision, Hi-Fi, vidéo...).

Les différentes études sur la productivité et la compétitivité font ressortir un bilan mitigé. Certes, les TQM, inspirés de l'exemple japonais mais mis en œuvre avec dix ans de retard, ont permis quelques progrès. Mais les produits américains ne séduisent encore que 17 % des Japonais et 26 % des Allemands.

En matière d'innovation, les États-Unis accusent du retard. Avec une population moitié moindre, le Japon consacre 3 % de son produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement depuis 1983, soit deux fois plus que les États-Unis. On retrouve ce rapport de un à deux en matière d'investissement privé en biens d'équipement, où les États-Unis se sont situés l'année dernière en queue des sept pays les plus industrialisés.

Une bonne nouvelle — toute relative — est venue égayer ce tableau grisâtre : la productivité de l'industrie manufacturière a augmenté de 1 % par an au cours des dernières années. « Dans beaucoup de sec-

teurs, estime M. Richard Lester, directeur du centre des performances industrielles du Massachusetts Institute of Technology (MIT), les États-Unis sont restés très compétitifs. Dans d'autres, ils ont regagné une bataille, celle de la télévision à haute définition par exemple, après avoir perdu la combat de la télévision classique. Nous reviendrons plus en force dans la chaussure, l'électroménager ou les machines à écrire. On peut se réjouir de la progression de la productivité du secteur manufacturier, mais il ne faut pas oublier qu'elle s'est faite au prix de centaines de milliers d'emplois perdus. »

Est-il temps de créer une structure gouvernementale puissante dans le cadre d'une « stratégie de compétitivité », comme le préconisait un rapport du Congrès adressé à M. Bush ?

« On peut, estime M. Lester, étudier les exemples étrangers, comme le propose M. Bill Clinton — lequel, d'ailleurs, n'est pas parvenu d'une politique industrielle au sens où on l'entend en Europe ou au Japon, — mais il ne faut pas occulter les énormes contrastes qui existent entre ces trois pays. Il serait très difficile de s'engager sur la voie du dirigisme. Le problème de la concurrence et de la compétitivité ne peut pas se régler par décret, mais par une lente prise de conscience. Chez les individus comme dans les entreprises. »

SERGE MARTI

Relancer l'activité

Pour Bill Clinton, la réduction de moitié du déficit budgétaire en quatre ans n'est pas une priorité. Le candidat démocrate est beaucoup plus préoccupé par la relance de l'activité économique. Aussi veut-il recréer un cadre favorable aux initiatives individuelles en développant les investissements publics dans l'éducation, la formation professionnelle, les nouvelles technologies, les transports.

Pour financer ces dépenses nouvelles, Bill Clinton augmenterait l'impôt sur le revenu des 2 % de contribuables les plus riches : couples gagnant plus de 200 000 dollars par an, célibataires gagnant plus de 150 000 dollars par an. Une surtaxe serait créée sur les revenus dépassant 1 million de dollars par an. En revanche, des réductions fiscales bénéficieraient aux familles et aux entreprises qui investissent. Tout cela est assez banal. Ce qui l'est moins, c'est le souci de donner à tous les Américains une sécurité sociale minimum pour la santé tout en déclarant comme George Bush — qu'il faut limiter les dépenses de santé.

Les programmes des trois candidats à la présidence des États-Unis sont trop peu précis sur les moyens qui seront employés pour limiter les dépenses publiques et réduire le déficit budgétaire. Leur crédibilité est donc limitée aux yeux des Américains. Mais l'irruption du milliardaire texan dans la campagne présidentielle aura eu le mérite de forcer le pays à réfléchir. L'endettement public sappe la puissance de l'Amérique, déséquilibre son économie et la place sous la dépendance de l'épargne étrangère.

(1) L'exercice budgétaire couvre une période de douze mois allant de fin septembre au début d'octobre de l'année suivante. Le budget de 1992 couvrait ainsi la période fin septembre 1991-1^{er} octobre 1992.

(2) Le financement de la santé aux États-Unis est couvert par l'assurance privée pour les moins de 65 ans et par des systèmes publics sous conditions d'âge (Medicare) ou de ressources (Medicaid).

(3) Actuellement 12 % de la population a plus de 65 ans contre 8 % en 1960.

PROCHAINS ARTICLES

Classes moyennes : désenchantement à Suburbia par Alain Frachon

Education : la bataille de l'école publique par Serge Marti

M. Berégovoy ve
d'une oppos

LES VRAIS P

1.780 F

2.440 F

4.990 F

3.840 F

6.540 F

4.490 F

1.780 F

4.990 F

6.540 F

1.780 F

4.990 F

6.540 F

1.780 F

4.990 F

6.540 F

POLITIQUE

L'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Bérégovoy veut mettre en évidence les contradictions d'une opposition qui se prépare à le censurer

L'Assemblée nationale devait commencer, mardi 20 octobre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1993, consacrée aux recettes. Alors que certains responsables de l'opposition, tel M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, se sont promis, à cette occasion, de « dramatiser la situation », le premier ministre a fait savoir que le dernier budget de la législature sera défendu de manière « offensive », afin d'obliger l'opposition à répondre des contradictions qui la partagent en matière économique.

Annoucé, sur le mode des romans à suspense, comme la semaine « de tous les dangers », les quatre à cinq jours prévus pour la discussion des recettes du budget de 1993 s'achèveront, selon toute vraisemblance, comme chaque année, par l'annonce,

au petit matin, de l'engagement de responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. A l'exception de celui de 1989, qui avait bénéficié de l'abstention du groupe communiste, tous les projets de loi de finances de l'actuelle législature ont finalement été adoptés, sans vote, grâce à cette procédure contraignante.

L'opposition, qui, par avance, a annoncé son intention de répliquer par une motion de censure, entend faire de ce débat un élément de sa campagne pour les élections législatives. « Nous serons très offensifs, la situation sociale de notre pays le justifie. Les finances sociales s'aggravent, c'est injuste que nous exposions nos positions sur le bilan de la législature qui s'achève », a déjà prévenu M. Edmond Alphandéry, principal porte-parole de l'UDF dans le débat budgétaire.

Pour le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, il est tout simplement « urgent » de réviser le projet de budget et d'en préparer un autre « afin d'éviter une récession des plus graves qui pourrait déclencher une

crise sociale majeure ». Dévoilant la stratégie de l'opposition lors des journées parlementaires de l'UDF, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, avait affirmé, dès la fin du mois de septembre, qu'il faudrait « être implacable », quitte à « dramatiser la situation », afin de mieux mobiliser l'électorat.

A cette fin, les porte-parole de l'opposition devraient concentrer leur tir sur deux chiffres symboliques, celui du déficit affiché (165,4 milliards de francs contre 89,9 milliards de francs dans la loi de finances initiale de 1992) et celui de la dette publique, rapportée — pour mieux frapper les esprits — au nombre d'habitants et évaluée, selon les estimations, à 30 000 F ou 40 000 F par tête. Ils développeront, enfin, l'argument de M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, selon lequel le budget de 1993, dont l'exécution incombera à une autre majorité, est « un budget truqué ».

Devant cette offensive attendue, l'hôtel Malignon a invité les membres du gouvernement, et, notamment, le nouveau tandem formé par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat au budget, à répondre à « toutes les incohérences ou incohérences » des orateurs de l'opposition. Le premier ministre lui-même a montré la voie à l'occasion d'un échange de lettres ouvertes avec M. Edmond Alphandéry, publiées dans le *Figaro*. « Si j'étais membre de l'opposition, je m'attacherais à parler plus franc et moins haut. En toute chose, l'exercice ou la précaution sont mauvais conseillers », a observé M. Bérégovoy.

Le premier ministre veut utiliser le débat budgétaire pour mettre en évidence les contradictions qui existent au sein de l'opposition en matière de politique économique. Pour M. Bérégovoy, qui devrait se réserver pour le débat de censure attendu pour le 26 octobre, seule la politique de « désinflation compétitive » permet de conjurer le redressement économique et la justice sociale. « Céder à

l'illusoire tentation d'un relâchement des disciplines nécessaires à la maîtrise de l'inflation serait une erreur grave aux conséquences inéluctables », estime, de son côté, le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (Rocard). Enfin, au rang des arguments de la défense, les députés socialistes et leur principal porte-parole, M. Laurent Fabius, devraient faire valoir que le déficit budgétaire (2,2 % du produit intérieur brut) demeure très inférieur à celui des principaux partenaires de la France et compatible avec les normes retenues par le traité d'Union européenne.

Quelque peu accaparés, jusqu'à ces derniers jours, par le projet de loi contre la corruption et les modalités de financement des campagnes électorales, les députés socialistes et le gouvernement ne paraissent pas s'interroger outre mesure de l'attitude de l'opposition. Sans doute, la majorité relative de l'Assemblée nationale s'est-elle encore un peu réduite depuis l'élection au Sénat de quatre députés socialistes. Le groupe socialiste (et apparentés) ne compte plus que 267 députés, alors que la majorité,

POINT DE VUE

CUMULANT inégalement et électoralement, le projet de loi de finances pour 1993 accentue la dégradation structurelle des finances publiques françaises, engagée depuis 1981, et réduit à néant les marges de manœuvre du prochain gouvernement. Tel est peut-être son principal objectif politique.

Le projet de budget préparé par Michel Cheresse repose sur l'hypothèse forte et électorale d'une accélération de la croissance française en 1993 : la variation en volume du PIB progresserait en effet de +2,1 % en 1992 à +2,6 % l'an prochain.

La clef de cette amélioration se situerait principalement du côté des entreprises. La reprise de l'économie américaine exercerait un effet d'entraînement sur la croissance européenne. L'assouplissement de la politique monétaire allemande rendrait enfin possible une baisse significative des taux d'intérêt français. Cette baisse et de bonnes perspectives économiques internationales favoriseraient une nette reprise de l'investissement des entreprises françaises, qui, après avoir baissé de 3,1 % en 1991 et de 2,4 % en 1992, progresserait de 3 % en volume l'an prochain. Comme l'investissement, le consommateur des ménages serait également plus soutenu qu'en 1992, les exportations augmentant enfin à un rythme toujours rapide (+5,1 % en volume).

Malheureusement pour notre pays,

L'alternance piégée

par Dominique Baudis

ces hypothèses sont parfaitement illusoires. Dans un contexte de grande incertitude sur les marchés des changes et les marchés financiers, alors que leurs capacités de production excédentaires restent importantes, que leurs carnets de commande sont souvent médiocrement garnis et que les perspectives se dégradent tant à l'exportation que sur le marché intérieur dans de nombreux secteurs, pourquoi les entreprises françaises se mettraient-elles quasi-miraculeusement à investir fortement dans les mois qui viennent ? Le gouvernement le croit-il vraiment ?

L'évolution de notre commerce extérieur s'annonce également moins « rose » que prévu. Bien au contraire, nos exportations pourraient en effet s'effondrer par deux raisons. D'une part, aucun signe de reprise ne se manifeste chez nos principaux clients : l'Allemagne connaît même un sérieux ralentissement, et l'adoption de plans d'austérité rigoureux, en Italie et en Espagne notamment, aura des conséquences négatives sur notre économie. D'autre part, notre compétitivité va se trouver sérieusement affectée par la récente dévaluation de nombreuses monnaies (dollar, livre, lire, peseta).

Enfin, il n'y a guère plus de dynamisme à attendre du côté des ménages : on voit mal en effet comment une médiocre progression de leur pouvoir d'achat, combinée avec une stabilisation de leur taux d'épargne et une situation de l'emploi sans cesse plus dramatique, pourrait permettre un accroissement sensible de leur consommation.

Le projet de budget soumis au Parlement ne repose donc en aucune manière sur des bases sérieuses. D'ailleurs, de nombreux instituteurs avancent à l'heure actuelle des hypothèses de croissance bien plus réalistes pour l'économie française en 1993 : +1 % seulement pour le Centre de prévision de l'expansion, +1,5 % pour la Société française d'assurance-crédit, +1,7 % pour Rexecode, +2 % pour l'Association des économistes d'entreprise, etc. Seul le gouvernement s'autorise à tabler sur 2,6 %.

Le déséquilibre des finances publiques

Si ces prévisions se vérifient l'an prochain, l'exécution du budget de 1993 — déjà lourdement déficitaire dans sa formulation initiale — rebversera de la « mission impossible » pour la nouvelle majorité issue des élections législatives de mars prochain. Mais n'est-ce pas, précisément, le but recherché par un gouvernement socialiste qui se sait condamné ?

Indépendamment des évolutions conjoncturelles qui ne manqueront pas d'accroître les faiblesses, le projet de budget pour 1993 prolonge un budget 1992 en pleine dérive et aggrave dangereusement le déséquilibre de nos finances publiques, pro-

fondément dégradées depuis 1981. Initialement fixé à 89,9 milliards de francs, le déficit prévisionnel du budget de 1992 avait été porté à 135 milliards de francs au printemps dernier. Il devrait s'établir en fin d'année entre 175 et 185 milliards de francs.

Nul doute que le déficit de 165,4 milliards de francs annoncé pour 1993, fondé sur des bases fragiles et comportant de nombreuses « bombes à retardement », c'est-à-dire des dépenses annoncées mais non financées, ne connaisse la même dérive : une prévision comprise entre 220 et 230 milliards de francs aurait été plus sincère. Après avoir dilapidé entre 1988 et 1990 les excédents de recettes fiscales générés par la croissance, au lieu de les consacrer au désendettement du pays, les gouvernements socialistes successifs ont laissé filer les dépenses publiques et notamment les dépenses de fonctionnement.

Dès lors que les recettes ont marqué le pas, un déficit béant s'est creusé qui ne laisse désormais aucune marge de manœuvre budgétaire au pays. En effet, le déséquilibre d'ensemble des finances publiques françaises atteindra certainement l'an prochain la limite maximale des 3 % du PIB posée par le traité de Maastricht... Il se situe déjà à 2,7 % cette année.

Il convient en outre de rappeler que l'argument gouvernemental selon lequel, rapporté au PIB, le déficit du secteur public français resterait l'un des plus faibles d'Europe est dénué de toute signification si l'on ne tient pas simultanément compte des prélèvements obligatoires, qui sont en France très nettement supérieurs à ceux des autres grandes puissances (États-Unis, Japon, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne). En totalisant prélèvements obligatoires et déficits publics, la France détient sans doute, parmi les grands pays industriels, le triste record de la ponction sur la richesse nationale.

Au total, la situation de la France sera donc objectivement très préoccupante au mois de mars prochain : des caisses vides, des déficits publics colossaux, une situation de l'emploi catastrophique, en particulier pour les jeunes.

Les Français doivent également comprendre qu'il s'agit là d'une mécanique infernale puisque, comme le note la Cour des comptes dans son dernier rapport public : « En l'absence d'excédents budgétaires, les remboursements d'emprunts sont financés par de nouveaux emprunts. » Dans ces conditions, la dette de l'État ne peut que croître... On mesure ainsi, par avance, la contrainte qui pèsera sur les décisions futures et les limitations des choix de politique budgétaire et financière qui en résulteront.

Nos concitoyens doivent enfin comprendre que la part de l'épargne nationale consacrée au service de la dette publique, c'est-à-dire du passé, ampute d'autant nos capacités d'investissement et de création d'emplois des citoyens : bien loin de mériter les brevets de « bons gestionnaires » qu'ils s'auto-attribuent, les responsables socialistes auront, au terme de deux législatures, bien mal préparé la France à son avenir. Ils méritent incontestablement la censure des députés avant de subir la sanction des citoyens.

Les Français doivent ainsi savoir que le déficit moyen du budget de l'État s'élève à 125 milliards de francs chaque année depuis 1981, alors qu'il n'était que de 30 milliards de francs en 1980, en dépit du second choc pétrolier. Ils doivent savoir que de 1980 à 1992 la dette totale de l'État a plus que quadruplé, passant de 480 milliards à plus de 2 000 milliards de francs. Ils doivent savoir que, l'an prochain, sans doute

Dominiq Baudis est député de Haute-Garonne, maire de Toulouse, et président exécutif du CDS.

VOLS REGULIERS : LES VRAIS PRIX*

1.790 F PARIS-MONTREAL A/R VOYAGEURS AU CANADA 3 PLACE ANDRÉ MALRAUX, 75001 PARIS TEL. 46 86 17 30	4.990 F PARIS-RIO A/R VOYAGEURS AU BRÉSIL 3 PLACE ANDRÉ MALRAUX, 75001 PARIS TEL. 46 86 17 30	5.190 F PARIS-PEKIN A/R VOYAGEURS EN CHINE 40 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS TEL. 46 86 16 40
2.440 F PARIS-NEW YORK A/R VOYAGEURS AUX ETATS-UNIS 3 PLACE ANDRÉ MALRAUX, 75001 PARIS TEL. 46 86 17 30	6.540 F PARIS-TOKYO A/R VOYAGEURS AU JAPON 30 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS TEL. 46 86 16 40	4.980 F PARIS-HONG KONG A/R VOYAGEURS EN CHINE 40 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS TEL. 46 86 16 40
3.840 F PARIS-SAN FRANCISCO A/R VOYAGEURS AUX ETATS-UNIS 3 PLACE ANDRÉ MALRAUX, 75001 PARIS TEL. 46 86 17 30	4.490 F PARIS-MEXICO A/R VOYAGEURS AU MEXIQUE 3 PLACE ANDRÉ MALRAUX, 75001 PARIS TEL. 46 86 17 40	4.590 F PARIS-BANGKOK A/R VOYAGEURS EN THAILANDE 11 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS TEL. 46 86 16 40

VOYAGEURS DU MONDE

VOYAGER PLUS VRAI

VOYAGEURS DU MONDE : SIÈGE SOCIAL : 12 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS.

ISTH

ENSEIGNEMENTS ANNUELS DE SOUTIEN AUX UNIVERSITÉS EN COURS DU SOIR

DROIT SCIENCES ÉCO

I, II et III années

TOUTES ÉPREUVES

SUCCÈS CONFIRMÉS

42 24 10 72 + 45 27 10 15 +

CENTRE AUTEUIL

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

LA MÉTHODE COUÉ

LA MÉTHODE DE SOUVERAINETÉ

Émile Coué

36 F

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1993 : **du 31 MARS au 2 AVRIL 1993**

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : **5 FÉVRIER 1993**

Documentation et dossier d'inscription : **ESSEC - Admissions - BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex**

Téléphone : (1) 34.43.30.00

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

Affilié à la CCI Val-d'Oise - Yvelines

POLITIQUE

Malgré le souhait de M. Mitterrand

Les députés refusent la publicité des déclarations de patrimoine des élus

Les députés ont adopté, lundi 19 octobre, deux propositions de loi présentées par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et visant à élargir certaines catégories d'élus à une déclaration de leur patrimoine. Les députés ont supprimé la publicité de ces déclarations, souhaitée par le président de la République et prévue dans la version initiale des deux textes. L'Assemblée a adopté, en outre, un amendement précisant que les nouvelles dispositions entreraient en vigueur après les prochaines élections législatives. Le PS, le RPR, l'UDC et l'UDF ont voté « pour » ; le PC s'est abstenu.

M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, l'a dit et répété : le gouvernement « regrette » M. Jean-Paul Planchon (Seine-et-Marne), porte-parole du groupe du PS, l'a murmuré, un peu penaud : les socialistes aussi « regrettent », mais... Rapporteur des deux propositions de loi au nom de la commission des lois, M. Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), lui, n'avait pas l'air de regretter. Il suffisait de l'entendre ironiser sur « un certain nombre de

bonnes âmes [qui] vont être déçues ».

Ce fut donc une soirée de remords, soufflée à la suite, vite expédiée. Courageux en début de parcours, les socialistes n'ont pas été très ténérables en fin de course, au risque d'offenser le président de la République, qui s'était engagé personnellement sur le sujet lors de sa conférence de presse du 11 septembre 1991. Les « bonnes âmes » vont devoir faire leur deuil de l'audace initiale des deux propositions de loi socialistes, qui prévoyaient la publicité des déclarations de patrimoine des hommes politiques. La première est une proposition de loi ordinaire, concernant « les membres du gouvernement et les titulaires de certains mandats électoraux ou de certaines fonctions électives ». La seconde est une proposition de loi organique, intéressant uniquement les membres du Parlement. Les députés ont suivi la commission des lois, qui s'était préalablement chargée de supprimer toute référence à la publication au Journal officiel d'un « état récapitulatif de la situation patrimoniale » des élus. Seul M. Louis Pierrat (PC, Seine-Saint-Denis) s'est indigné de voir la version originale « vidée de son contenu ».

Les avantages en nature

Fallait-il faire vraiment acte d'héroïsme et engager une nouvelle guerre de religion ? M. Planchon a observé que la « note du consensus » s'imposait, dans la mesure où la nature « organique » de la proposition de loi relative aux parlementaires impliquait un vote dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat. Or l'opposition est hostile à toute publicité des déclarations de patrimoine. Certes, M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) a déclaré urgent de prendre des initiatives, car il « ne supporte plus » de se voir « assimilé à des indigènes ou à des forçats », mais l'idée même de publicité rebute M. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne), qui y voit « une atteinte évidente et caractérisée à la vie privée des élus », pouvant donner lieu à « une curiosité malsaine ».

On est donc revenu à une formule minimaliste, qui aménage les dispositions existantes, issues de la loi du 11 mars 1988 et dont M. Sueur a souligné la « simplicité ». Cette loi prévoyait déjà une obligation de déclaration des patrimoines des élus, mais selon un régime d'une grande hétérogénéité : les parlementaires déclaraient leur déclaration sur le bureau de leur Assemblée, tandis que les membres du gouvernement et certaines caté-

gories d'élus locaux (présidents des conseils régionaux, des conseils généraux, de l'Assemblée et du conseil exécutif de la Corse, des assemblées territoriales et d'exécutif de territoires d'outre-mer, maires des communes de plus de trente mille habitants) adressaient la leur à la commission pour la transparence financière de la vie politique, instituée par la loi du 11 mars 1988.

L'ensemble de ces déclarations seront établies, désormais, selon un modèle unique et communiquées à la commission pour la transparence, composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes. Cette commission sera chargée de veiller au « caractère confidentiel des déclarations reçues » et d'apprécier « la variation des situations patrimoniales » des hommes politiques concernés, dont la liste est élargie aux députés européens, aux conseillers régionaux, aux conseillers généraux, aux conseillers de Paris et aux maires des communes de plus de vingt mille habitants. Sur la base de ces informations, la commission rédige, « chaque fois qu'elle le juge utile » et, en tout état de cause, « tous les trois ans », un rapport publié au Journal officiel. Elle pourra, même, « épingle » les élus qui ne se seraient pas acquittés de leur dette de forme de leurs obligations.

Les députés ont adopté des amendements de M. Wiltzer, qui veut que « les avantages en nature de toutes sortes » devront être intégrés dans les déclarations et que la commission pour la transparence pourra solliciter les services administratifs pour obtenir « toutes les informations utiles ». Comment l'élus finira-t-il devant ces subtils amendements ? Une nouvelle fois, une énigme. M. Sueur a « regretté » que les députés n'aient pas souhaité « aller plus loin dans le sens d'une information plus libre pour le public ». Un moment, on eût dit l'hémicycle transformé en confessionnal.

FRÉDÉRIC BOBIN

Rectification de vnt. - Le groupe UDC de l'Assemblée nationale a indiqué, lundi 19 octobre, que c'est par erreur que six députés centristes avaient été comptabilisés parmi les non-votants lors du scrutin sur le projet de loi contre la corruption et pour la transparence des activités économiques, alors qu'ils avaient l'intention de voter « contre » comme les trente-quatre autres parlementaires du groupe (le Monde date 18-19 octobre).

Répondant à une lettre de M. Marchais

M. Fabius invite le PCF à agir « concrètement » pour battre la droite

Répondant, le 15 octobre, à la lettre adressée la veille par M. Georges Marchais aux autres formations de gauche, Claude Barrois, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations extérieures, avait opposé au secrétaire général du PCF une fin de non-recevoir ironique : « M. Marchais, avait-il déclaré, essayez de nous jouer l'éternel retour » (le Monde du 16 octobre).

M. Laurent Fabius a accusé réception de la proposition de « débat national » faite par M. Marchais en des termes plus diplomatiques. « J'ai trouvé dans votre lettre - et cela n'a rien de surprenant - confirmation de nos différences d'approche sur plusieurs points, en particulier quant à votre critique des choix européens de la France ou à votre condamnation de la politique suivie, sans que vous ne fassiez référence ni à la situation internationale dans laquelle nous nous trouvons, ni aux acquis obtenus depuis une décennie, malgré les difficultés », écrit au secrétaire général du PCF le premier secrétaire du PS dans une lettre en date du 18 octobre. En revanche, je me suis réjoui de votre appréciation selon laquelle la droite et l'extrême droite peuvent être battues. Je souhaite que chacun ait à cœur d'agir concrètement en ce sens. » Dans cet esprit, continue M. Fabius, vous savez que nous sommes en train de discuter, pour la prochaine législature, un projet de loi qui nous soumettra aux électeurs le moment venu. Le projet doit être élaboré en liaison étroite avec les forces vives du pays. Dans ce cadre, nos responsables régionaux, départementaux ou locaux prendront contact avec les forces progressistes, les écologistes, les organisations de

« Dans les circonstances normales, confiait M. Valéry Giscard d'Estaing en 1985, ce ne sera plus jamais mon heure. » Les circonstances sont suffisamment anormales pour qu'il se tienne prêt. Il y a la cohabitation, devenue pour lui, soudainement, impossible, compte tenu de l'état politique, moral et économique du pays et... de la maladie du président.

Si l'union de la gauche l'avait emporté en 1978, M. Giscard d'Estaing, alors chef de l'Etat, était prêt à se réfugier à Rambouillet pour garantir la « cohésion nationale ». En 1986, la cohabitation lui semblait encore une bonne chose pour la France, et il n'avait de cesse de dénoncer l'irresponsabilité de M. Raymond Barre, qui ne faisait pourtant qu'agiter à l'époque les mêmes arguments que les siens aujourd'hui. Si M. Jacques Chirac l'avait voulu, il était prêt à accepter un grand ministère du « redressement national », preuve qu'il pensait bien qu'en deux ans le parti était ténable. Voilà trois semaines encore, il devait docilement sur les conditions d'une bonne cohabitation, en expliquant que toute modification du calendrier électoral ne ferait qu'accroître le « désordre ». Matignon l'intéressait, disait-on, et il ne démentait pas.

Un jeune Pinay

En une heure de télévision, M. Giscard d'Estaing a mis tout ce discours-là par terre, en voulant fournir, par-dessus le marché, à M. Mitterrand, les clés d'une porte de sortie honorable. Si les échecs étaient respectés, M. Giscard d'Estaing s'apprêterait à fêter en 1995 son soixante-dixième anniversaire. Le quinquennat est devenu, pour lui aussi, indispensable. M. Giscard d'Estaing n'a jamais évoqué en public l'état de santé du chef de l'Etat, mais il y pense toujours. Pour des raisons qui relèvent encore du mystère, il a toujours pronostiqué que M. Mitterrand n'irait pas au terme de son mandat. « Je considère que les fonctions présidentielles sont totalement incompatibles avec une diminution physique ou intellectuelle », confiait-il lui-même, un an après son accession à l'Elysée, en 1975. Il est peu probable qu'il ait changé d'avis.

En forçant ainsi l'allure ne prend-il pas le risque de casser une UDF sortant à peine de révision ? M. Giscard d'Estaing va avoir un gros caillou dans ses souliers avec un Parti républicain qui se prépare à entrer dans une phase de résistance vis-à-vis de lui, phase qui devrait correspondre au retour au premier plan de son candidat naturel, M. François Léotard. Les rapports personnels entre M. Giscard d'Estaing et l'ancien maire de Fréjus ne se sont guère arrangés. Pour

gauche, pour débiter dans la clarté : les communistes qui le souhaiteront seront, sans aucun doute, parmi ceux-là. Commentant cette réponse, l'Humanité estime, mardi, que « à sa façon, le premier secrétaire du PS légitime la nécessité du grand débat national proposé par les communistes ». Le quotidien du PCF rappelle qu'« aucune proposition n'est à prendre ou à laisser, pas plus qu'il n'existe de solutions toutes faites auxquelles il suffirait que les forces du changement se rallient ».

Après les propos de M. Giscard d'Estaing

Le Parti républicain prépare le « retour » de M. Léotard



des raisons qui échappent à la science politique, la rupture semble aujourd'hui irrattrapable. M. Giscard d'Estaing dédaigne M. Léotard. M. Léotard se gausse de celui qui est devenu « un jeune Pinay ».

M. Longuet, le président du PR, semble résolu à secouer M. Giscard d'Estaing de trois façons. En dénonçant son « agitation », d'abord. Parlant de l'homme pressé, M. Longuet ironise sur « ce Paul Morand des temps modernes » : « Nous sommes très heureux de sa forte contribution à la construction européenne, qui lui donne rétrospectivement l'ouïe et l'ouïe qu'il nous a fait perdre, mais nous nous demandons comment nous allons gérer ce succès. » En dénonçant l'inconséquence de ses discours et son manque de respect

de la parole donnée. M. Longuet ne supporte plus que M. Giscard d'Estaing « dise ce qui l'arrange au moment où ça l'arrange, en faisant croire qu'il l'a toujours dit ».

Dès la fin de l'été, le président du PR avait été le premier à relancer le débat sur les « primaires », persuadé que c'est la seule solution pour éviter « les tirs à balles réelles ». Enfin, le PR compte bien sur le retour de M. Léotard lavé de tous soupçons pour l'imposer comme son seul et unique candidat à l'élection présidentielle. Après bientôt quatre mois de diète médiatique forcée, un non-lieu dans l'affaire de Port-Fréjus est espéré et programmé. Un conseil national du parti est fixé pour le 5 décembre. Il devrait donner le signal du « grand retour de Léo », assuré auprès de l'opinion par la sortie d'un livre, Place de la République, qu'on annonce sulfureux.

L'optimisme est de rigueur : M. Léotard garde intactes toutes ses chances. On mise sur un « effet Clinton ». « Léotard à Matignon », explique M. Longuet, « c'est une hypothèse que certains de ses amis n'ont pas exclue. Personnellement je ne lui suggère pas cette voie, sauf s'il a la certitude d'être président dans six mois : sinon, ce serait prendre des risques considérables. » S'il advenait que la justice le contraire, les dirigeants du PR ne sont pas con vaincus, pour autant, des chances de succès de M. Giscard d'Estaing. C'est clair : si ce n'est pas M. Léotard, ce sera M. Chirac.

Bref, on l'aura compris : le PR est moins que jamais décidé à se laisser giscardiser. Maintes fois - M. Barre ce la pour le rappeler - il a su prouver son pouvoir de nuisance. Le RPR, comme en 1988, compte beaucoup sur ces jeunes lanciers du PR. Les fils tuant définitivement le père, on comprend qu'ils tiennent à être au premier rang...

DANIEL CARTON

En Lorraine

Les Verts rejoignent la majorité régionale de M. Longuet

METZ

de notre correspondant

Grâce à l'accord de « partenariat » signé, lundi 19 octobre, avec les cinq élus Verts du conseil régional de Lorraine, le président de cette assemblée, M. Gérard Longuet, pourra désormais disposer d'une majorité absolue. Depuis son élection à la présidence du conseil régional, le 4 avril dernier, M. Longuet ne pouvait s'appuyer que sur une majorité relative de 32 élus (16 RPR, 10 UDF et 6 divers droite) sur les 73 membres de l'assemblée.

Le rapprochement entre l'UDF, le RPR et les Verts se traduira par la création d'une Agence régionale de l'environnement. Dès 1993, 35 millions de francs seront affectés à la protection de l'environnement, ce qui représente un triplement des crédits par rapport au niveau de 1992. Les Verts, qui entendent « conserver leur identité politique », souhaitent, à travers cet accord, participer à l'élaboration de la politique lorraine de l'environnement, au moment où s'engagent les travaux de préparation du prochain contrat de plan Etat-région. En matière de traitement des déchets industriels, le conseil régional de Lorraine est déjà engagé dans une réflexion visant à définir

un schéma régional. L'objectif affiché est de « produire propre », la région entend soutenir les « éco-bis », développer des formations aux métiers liés à l'environnement et fortifier la recherche dans ce domaine.

L'accord signé lundi est le fruit de négociations engagées depuis le mois de juin par M. Longuet aussi bien avec les Verts qu'avec le groupe de Génération Ecologie, qui compte six élus. Pour l'heure, ces derniers n'ont pas souhaité intégrer la majorité régionale. Seuls les deux élus Génération Ecologie de Meurthe-et-Moselle ont annoncé leur volonté de soutenir M. Longuet.

En présentant cet accord, le président du Parti républicain s'est félicité, lundi soir, de ce « dialogue approfondi » avec les Verts. « Nous voulons travailler les uns et les autres, a-t-il expliqué, dans un effort d'ouverture, de compréhension et de tolérance, afin de faire de notre région une référence, une région d'excellence en matière d'environnement. » Les porte-parole des Verts ont expliqué qu'il s'agit d'un « accord de participation vigilante », visant à « instiller pédagogiquement l'écologie dans les différentes actions de la région ».

JEAN-LOUIS THIS

La préparation des élections législatives

Mme Barzach candidate dans le Loiret

ORLÉANS

de notre correspondant

Mme Michèle Barzach (ex-RPR) a annoncé, vendredi 16 octobre, à Orléans, sa candidature aux prochaines élections législatives dans la première circonscription du Loiret. Un duel intéressant l'opposant à M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, risque donc d'être offert aux électeurs de cette circonscription, obtenue jusqu'à son entrée dans le gouvernement, en mai 1991, par M. Sueur, également maire socialiste d'Orléans, au cas - tout à fait probable - où ce dernier chercherait à reprendre son « bien » en mars prochain.

L'ancien ministre de la santé du gouvernement de M. Jacques Chirac a déclaré qu'elle sera candidate « quoi

qu'il arrive » et qu'elle se présente « avec le soutien de l'UDF ». Elle a précisé qu'elle n'envisage pas, « pour le moment », son adhésion au Parti républicain mais qu'elle siégerait au groupe UDF de l'Assemblée nationale si elle était élue.

Mme Barzach avait quitté le RPR et avait renoncé à son mandat de député à l'automne 1990. Elle avait été battue quelques semaines plus tard, lors d'une élection législative partielle dans le quinzième arrondissement de Paris, par M. René Caly-Dejean (RPR).

« J'ai des attaches dans le Loiret, a-t-elle indiqué. Parler de parachutage n'est pas le bon mot, il n'y a pas beaucoup de femmes dans la vie politique. J'ai des choses à dire, mais il me faut retrouver une légitimité politique pour pouvoir les exprimer. » Inter-

rogée sur une éventuelle candidature ultérieure à la mairie d'Orléans, elle a répliqué : « Ce n'est pas le sujet ! »

Ce retour en politique, s'il est de nature à inquiéter les socialistes et M. Sueur, ne semble pas soulever pour autant l'enthousiasme des élus-majors locaux de l'opposition, et en particulier de l'UDF, qui, lors des dernières élections régionales, avaient fait un barrage discret et efficace à Mme Barzach, venue tenter sa chance sur les bords de la Loire.

Quoique bénéficiant du « soutien de l'UDF », Mme Barzach est apparue bien seule, vendredi, à Orléans, où elle a annoncé sa candidature dans un grand café du centre-ville, à deux pas de la statue de Jeanne d'Arc. Aucun responsable local de l'UDF n'avait jugé utile de se déplacer.

RÉGIS GUYOTAT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES

Unité de traitement des ordures ménagères de l'agglomération orléanaise

Syndicat Intercommunal à vocation multiple de l'agglomération orléanaise.

COMMUNE DE SARAN

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé conjointement, en mairie de SARAN, du lundi 12 octobre 1992 au vendredi 13 novembre 1992, à six enquêtes publiques :

• préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire du projet de réalisation de l'unité de traitement des ordures ménagères de l'agglomération orléanaise.

• préalable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de SARAN pour le secteur concerné.

• préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire des travaux de réalisation de la voie d'accès à l'unité de traitement des ordures ménagères de l'agglomération orléanaise.

• préalable à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de SARAN pour le secteur concerné.

Durant toute la durée des enquêtes, du lundi 12 octobre 1992 au vendredi 13 novembre 1992 inclus, les dossiers relatifs à chacune de ces enquêtes, seront tenus à la disposition du public, en mairie de SARAN, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux :

- du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30.

- le samedi matin de 8 h 30 à 12 h (excepté le mercredi 11 novembre 1992).

Des registres ouverts à cet effet seront tenus à disposition des personnes qui désireraient formuler des observations sur les différents projets concernés, et pourront ainsi, soit les consigner par écrit, soit les adresser, en mairie de SARAN, où la commission aura son siège, aux membres de cette commission :

- M. Gilbert VOISIN, ingénieur divisionnaire des travaux ruraux en retraite, président.

- M. Jean CAMUSET, agent immobilier en retraite, assesseur.

- M. Gérard FOUET, colonel en retraite, assesseur.

L'un des membres de la commission enquête recevra en personne, en mairie de SARAN, les observations du public :

- le mercredi 14 octobre 1992 de 14 h à 17 h,

- le samedi 24 octobre 1992 de 9 h à 12 h,

- le mercredi 28 octobre 1992 de 14 h à 17 h,

- le samedi 7 novembre 1992 de 9 h à 12 h,

- le vendredi 13 novembre 1992 de 14 h à 17 h.

Les rapports et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à disposition du public pendant une durée de 1 an à compter du 21 décembre 1992, en mairie de SARAN, à la sous-préfecture d'Orléans et à la préfecture du Loiret (Direction des relations avec les collectivités territoriales - 1^{er} Bureau).

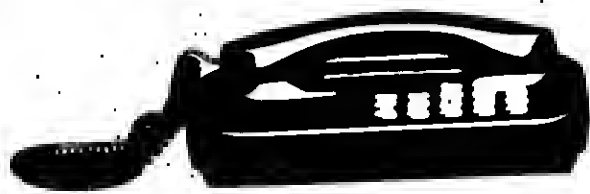
La présent.
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général
Jacques CHAULT

مكذاً من لامل

Message de Cortal à l'attention de ses clients

**Nous aimerions
vous expliquer la nouvelle
réglementation bancaire
et vous dire pourquoi
le Compte Optimal vous
rapportera 8%*.**

**Vous pouvez appeler
nos conseillers.**



05.10.15.20

CORTAL
B A N Q U E

*Taux de rendement minimum escompté de la Sifar Optimal en rythme annuel du 1^{er} novembre 1992 à la fin de l'année.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La catastrophe de la gare de Lyon devant le tribunal correctionnel de Paris

Les chaises vides du box des inculpés

Quatre ans après la catastrophe ferroviaire qui a fait cinquante-six morts et autant de blessés, le 27 juin 1988, gare de Lyon, quatre personnes comparaissent devant le 14^e chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit d'homicide involontaire. Il s'agit de MM. Daniel Saulin, conducteur d'un train privé de freins, André Fouquet, agent d'accompagnement du train percuté, André Tholence, régulateur, et d'une passagère, M^{me} Odile Miroir, qui a tiré abusivement le signal d'alarme. Un choix restreint des responsables, inacceptable par la défense et par les avocats des victimes, qui réclament en vain, depuis l'instruction, la mise en cause de la hiérarchie de la SNCF.

Sagement assises sur les bancs de la 14^e chambre correctionnelle, les victimes et leurs familles écoutent l'interminable appel de ceux qui ont trouvé la mort, ou des blessures inoubliables, dans ce choc survenu quai B, voie 2, de la gare souterraine de la gare de Lyon. « Vous avez été indemnisés... », explique-t-on à cet homme. Il ne se constitue pas partie civile, mais il va s'asseoir dans la salle. Car il est venu pour comprendre. Cette femme, aussi, a été indemnisée, mais elle demande le frappe symbolique. Elle aussi veut savoir. La justice n'a pas pu joindre une victime, sans domicile fixe. Mais l'avocat de la SNCF dit qu'elle a été indemnisée. Ce monsieur très impressionné n'a pas été indemnisé et il n'a pas d'avocat. Le président, Jean-Claude Antonetti, demande : « Vous vous défendez tout seul ? L'homme hoche la tête et va se rasseoir. Il l'appel continue, ponctué de mots qui sonnent comme des verdicts : « Défaillit ! » ou « Dossier X... terminé ! » ou encore « Transaction ! ».

Les débats pourraient commencer, mais M^{me} Yves Lachaud, défenseur de M. Saulin, se lève. « Je crains que le dossier ne vous permette pas de faire l'entière vérité. En l'état, il ne permet pas un procès équitable. Des charges existent qui auraient mérité qu'au banc des inculpés figurent des responsables de la SNCF. » Alors que l'audience vient à peine de débuter, le débat a pris une orientation qui semble

bien être l'axe principal de ce procès. Les quatre inculpés sont peut-être responsables à des degrés divers. Mais sont-ils les seuls ? Le magistrat instructeur a-t-il vraiment fait le nécessaire pour rechercher les fautes commises à d'autres niveaux ? En posant ces questions, la défense et les avocats des victimes évoquent les faits, point par point, pour démontrer que le choix de renvoyer les quatre inculpés devant le tribunal a été « partiel et partial », selon la formule de M^{me} Lachaud.

Sept voitures sans freins

Le 27 juin 1988, vers 17 h 30, sur la ligne de Melun, les trains ne sont pas à l'heure. Ils sont « déshabillés », et le cumul des retards conduit à supprimer un train. Sans information, selon une situation que tous les banlieusards connaissent. M^{me} Odile Miroir, femme de ménage à Sainte-Geneviève-des-Bois, rentre chez elle à Maisons-Alfort. Elle est persuadée d'être montée dans un omnibus, mais le train ne s'arrête ni à Villeneuve-Trieux ni à Villeneuve-Prairie. Alors, à Vert-de-Maison, elle tire le signal d'alarme.

Le conducteur, M. Saulin, tente de réarmer l'alarme et exécute diverses manœuvres pour arrêter le sifflement strident. Lorsqu'il y parvient, il ne peut plus démarrer, les freins sont bloqués. D'autres manœuvres lui permettent de repartir. Mais à ce moment, aucun signal dans sa cabine ne l'avertit de l'erreur qu'il vient de commettre. Il a tout simplement vidangé le circuit de freinage, et seul l'élément moteur de la rame dispose encore de freins, les sept autres voitures étant privées. A 2 kilomètres de la gare de Lyon, il tente de réduire sa vitesse et constate que c'est impossible. Par radio, il lance ce message : « Gare souterraine, arrêtez tout. Je n'ai plus de freins », mais il oublie de s'identifier.

A la régulation, M. Tholence ne donne pas l'ordre d'évacuer les trains en stationnement, et les aiguilleurs ont détruit les enregistrements programmés d'itinéraires aussitôt l'alerte donnée. En conséquence, le train fou descend la forte pente de la gare souterraine et vient percuter contre un train à l'arrêt rempli de voyageurs. Un train qui aurait dû être parti depuis plusieurs minutes s'il n'avait fallu attendre l'agent d'accompagnement, M. Fouquet, car le train qu'il avait lui-même pris pour venir travailler est arrivé avec dix-huit minutes de retard. « Ce

retard est au moins autant en relation avec l'accident que l'autre ! », s'insurge M^{me} Lachaud.

Meis le juge d'instruction n'est pas allé jusqu'à et c'est bien ce que les avocats lui reprochent. « Malgré toutes nos demandes, nos suppliques pour que le champ des inculpations soit élargi, on ne nous a pas entendus », clame M^{me} Gilbert Collard, conseil de plusieurs familles de victimes. Son confrère, M^{me} Bernard Darvellet, ajoute : « On ne peut pas s'empêcher de penser que les inculpés sont des lampistes. Les cadences de travail, la conception souterraine de la gare, n'est-ce pas la responsabilité de la SNCF ? » Plusieurs avocats des parties civiles les rejoignent en soutenant qu'ils veulent voir des responsables de la SNCF jugés au cours du même procès. Et, en chœur, ils demandent donc l'annulation du réquisitoire définitif qui saisi le tribunal afin que le parquet ouvre une nouvelle information.

« Réserve parqué »

« C'est totalement inutile », estime M^{me} Philippe Chaudet, conseil de la SNCF. Quant à M^{me} Patricia Pierson, substitut du procureur de la République, elle considère que le procès est équitable au sens de la Convention européenne des droits de l'homme. Très attentif, un groupe de huit observateurs de la SNCF note scrupuleusement tout ce qui se dit. Ils sont au premier rang, sur un banc où quelqu'un a inscrit « Réserve parqué » sans mesurer les dangers d'un rapprochement fâcheux.

Après quelques instants de suspension, le tribunal décide de se prononcer lors du jugement de l'affaire, et l'audience peut continuer devant les visages las de certaines familles de victimes qui avaient un instant espéré. M^{me} Odile Miroir est appelée à s'exprimer. Elle le fait en hochant la tête ou en murmurant « oui » lorsque le président résume rapidement sa position. Oui, elle s'est présentée spontanément quand elle a su que les enquêteurs la recherchaient. Oui, elle a tiré le signal d'alarme trois fois. Oui, elle a eu peur de ne pas pouvoir aller chercher ses enfants à la sortie de l'école. « Mais enfin, s'étonne le président, si vous n'êtes pas là, on les garde en attendant ? » Elle n'avait pas compris cela, et puisque le président la laisse parler, elle répond timidement : « On m'a dit qu'on les met au commissariat ».

M^{me} Miroir a donc tiré abusivement le signal d'alarme, mais le magistrat souligne qu'elle n'est peut-être pas la seule. L'impossibilité de réarmer le signal pourrait alors s'expliquer, car si l'alarme a été déclenchée aussi dans l'élément qui se trouvait à côté de celui de M^{me} Miroir le conducteur avait le choix entre deux boîtes de réarmement. En tout cas, l'enquête n'exclut pas l'hypothèse d'un second signal d'alarme.

MAURICE PEYROT

Nominations de magistrats

Par décret publié au Journal officiel du jeudi 15 octobre, sont nommés procureurs de la République :

A Melun, M. Jean-Claude Dauvel, premier substitut du procureur de la République à Paris ; à Marseille, M. Louis de Guardia, avocat général près la cour d'appel de Paris ; à Laon, M. Paul Boncompagni, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Amiens ; à Chambéry, M. Jacques Pin, procureur de la République à Bourg-en-Bresse ; à Béziers, M. Christian Roussel, premier substitut du procureur de la République à Crèteil ; à Valenciennes, M. Eric de Montgolfier, procureur de la République à Chambéry ; à Bourg-en-Bresse, M. Gilles Bertrand, substitut du procureur général près la cour d'appel de Colmar ; à Nancy, M. François Deby, procureur de la République à Valenciennes ; à Tours, M. Gérard Nedellec, procureur de la République à Quimper ; à Charleville-Mézières, M. Serge Dintroz, procureur de la République à Lille ; à Quimper, M. Bruno Giesemann, procureur de la République à Charleville-Mézières.

Report de l'examen du pourvoi en cassation sur l'arrêt Tournier. — Le pourvoi en cassation formé par le procureur général de la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche, et les parties civiles, contre l'arrêt de non-lieu dont a bénéficié, le 13 avril, Paul Tournier ne sera pas examiné le 29 octobre comme prévu mais à la fin du mois de novembre. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait rendu, le 13 avril, un arrêt de non-lieu en faveur de l'ancien chef de service de renseignement de la milice dans la région lyonnaise sous l'occupation, qui était poursuivi pour crimes contre l'humanité.

Trois ans et demi de prison pour rien

La punition de l'infidèle

Accusé indûment par son ex-compagne d'avoir commis une attaque à main armée, David Vincent est resté trois ans et demi en détention préventive avant d'être reconnu innocent le 13 octobre par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

MARSEILLE

de notre correspondant

« J'ai tout inventé. C'est une vengeance. Trois ans et demi de prison, c'est la punition que je lui ai infligée pour m'avoir quittée. » Les juges sont parvenus à l'abri des surprises. Ceux de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône ont tout de même été ébahis en apprenant que l'homme qui comparait devant eux pour une attaque à main armée contre le bureau PMU de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône) avait été dénoncé par son ex-compagne dans la seule but de le « punir » pour l'avoir abandonnée, enceinte, en mai 1989.

Juque-là, tout le monde — gendarmes et juges — avait cru sur parole Christelle Christoffi, vingt et un ans. Ce coup de théâtre qu'un auteur de poler n'aurait osé mettre en scène et fait s'effondrer l'accusation, qui ne reposait pratiquement que sur ce témoignage. Du coup, l'avocat général, M. Pierre Bénerd, a requis l'acquittement : « Je ne dis pas que tout est clair mais simplement que la preuve n'est pas apportée. » Et la défense, par la voix de M^{me} Alain Lhote, a eu beau jeu de dénoncer « l'enquête simpliste et l'instruction bâclée, chaotique, déficiente ». Moins d'une heure et eufi aux jurés pour rendre la liberté à David Vincent, vingt-cinq ans, après 1 153 jours de prison pour rien.

Profil de compable

Au-delà de l'anecdote cruelle, la question qui se pose est de savoir comment, sur un seul témoignage, eurent de gens dont c'est la fonction d'être rigoureux et vigilants ont pu se laisser leurrer par un scénario qui ne résistait guère à l'examen et infliger avant tout jugement pareille punition à un présumé

coupeable. En l'occurrence, il suffit d'avoir le bon profil pour devenir coupable idéal. David Vincent l'avait : un caractère impulsif et instable, quelques petits délits lui ayant valu comparution devant la justice et une morale élastique qui lui avait fait quitter une précédente compagne et une fille pour Christelle, alors âgée de quinze ans. Cela a suffi pour que les gendarmes prennent pour argent comptant la déclaration de la jeune femme — dix-huit ans, à l'époque — lorsque, enceinte de quatre mois, elle vint déclarer que David venait de l'abandonner, qu'il était l'auteur du hold-up de Saint-Chamas et qu'il avait en outre « tué un Arabe à Avignon et participé à un hold-up sanglant à Paris ».

David, chaudronnier à l'époque, aura beau fournir des alibis sur son emploi du temps la jour du hold-up, aucun des cinq juges d'instruction qui se sont succédés sur ce dossier ne semble avoir pris soin de vérifier ses déclarations : quant à son complice présumé, qui l'a d'abord dénoncé avant de se rétracter, longtemps soupçonné d'être l'homme qui, sur une moto, attendait l'agresseur du PMU, on a établi depuis qu'il ne possédait ni ne conduisait de moto.

Dens ce monument de cafoillages, il n'est pas jusqu'à des experts graphologiques qui n'aient apporté leur pierre. Christelle, après sa dénonciation, avait remis aux enquêteurs une lettre de menaces apparemment écrite par David de sa prison. Deux experts sur trois ont conclu formellement que la mise d'une heure et eufi aux jurés pour rendre la liberté à David Vincent, vingt-cinq ans, après 1 153 jours de prison pour rien.

JEAN CONTRUCCI

DÉFENSE

Du 20 au 24 octobre

Une centaine d'exposants français et étrangers au Salon naval du Bourget

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a inauguré, mardi matin 20 octobre, la treizième exposition de matériels pour les forces armées qui réunit au Bourget, une centaine d'industriels dont, pour la première fois depuis sa création en 1968, des groupes étrangers — notamment européens — qui coopèrent avec des entreprises françaises. Plus de deux cents officiels d'une cinquantaine de pays ont été invités à ce salon qui n'est pas public et qui fermera samedi 24 octobre.

A Brest, la veille, les visiteurs étrangers avaient eu l'occasion de se rendre sur divers bâtiments en service dans la marine nationale et de visiter le chantier du porte-avions Charles-de-Gaulle.

Outre une présentation de maquettes de l'hélicoptère NH-90, de la torpille légère MU-90 ou de la frégate anti-aérienne que Français et Britanniques tentent de construire ensemble, le Salon naval 1992 du Bourget a été placé sous le signe de la guerre des mines, un domaine que le conflit du Golfe a mis en évidence et où la construction française est très présente, comme le démontrent les discussions en cours avec le Pakistan et l'Australie pour la vente de chasseurs de mines français.

La construction navale militaire occupe en France deux grands groupes : la direction des constructions navales (DCN), contrôlée par la délégation générale pour l'armement et réalisant un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs pour 30 000 salariés, et le Groupement industriel des constructions et armements navals (GICAN), réunissant quelque quarante chantiers avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs pour 40 000 emplois.

Le service national dans les quartiers difficiles a suscité peu de volontaires

Si l'on en juge par une réponse du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à une question écrite de M. Marc Dolez, député PS du Nord, le service national de jeunes recrues dans les banlieues ou du mal à se mettre en place en raison du faible volontariat qu'il a suscité à son début. « Le protocole du 19 septembre 1991 », explique M. Joxe, avait pour objet de mettre annuellement à la disposition de la délégation interministérielle à la ville et au développement urbain quelque 400 volontaires pour contribuer à une meilleure intégration sociale des habitants de certains quartiers défavorisés. Sa mise en œuvre a commencé en octobre 1991. « Le nombre de volontaires a été respectivement de 36 pour l'année 1991 et de 46 pour le premier semestre 1992 », indique le ministre de la défense dans sa réponse au député du Nord.

M. Joxe rappelle ensuite que le protocole de 1991 a été remplacé par celui du 16 juillet 1992, qui en étend le bénéfice au ministère de l'Éducation nationale dans des quartiers difficiles. Ce nouveau protocole prévoit l'affectation de 2 000 militaires du contingent, 1 000 policiers auxiliaires supplémentaires (il s'agit d'appelés volontaires pour servir dans la police nationale) et de 1 000 objecteurs de conscience.

« A l'occasion de l'incorporation du mois d'août 1992 qui prend en compte ces nouvelles dispositions, précise le ministre de la défense dans sa réponse, 172 candidatures ont été agréées par la délégation interministérielle à la ville et aux quartiers urbains. Les premiers éléments de comparaison concernant l'incorporation du mois d'octobre traduisent une sensible augmentation du nombre des candidatures ».

La dernière chamaillerie des frères Chauquet

Le décès, à quelques jours d'intervalle, de deux paysans solitaires dans un village de Corrèze

NEUVIC

de notre envoyé spécial

Ils étaient frères à la manière des vieux chênes. Plantés l'un devant l'autre depuis toujours, à compter les saisons, à se regarder vieillir en silence. Si solidement enracinés dans la terre de Haute-Corrèze que les chercheurs du champignons les croyaient éternels. En leur maison de Fournol, hameau d'autrefois dont les fermes n'abritent plus que des vieillards, Antoine et André Chauquet attendaient l'hiver final avec la résignation des arbres centenaires. Sans appréhender l'ultime coup de vent, la gelée fatale. Tout juste s'inquiétaient-ils de savoir lequel des deux partirait le premier. « L'Antoine », de quatre-vingt-treize ans, ou « l'André », de vingt-deux ans son cadet. Le destin a voulu qu'ils s'en aillent comme ils avaient vécu pendant près d'un demi-siècle : ensemble, mais de triste façon.

La nouvelle de la mort des deux célibataires de Fournol n'aurait jamais dû franchir les collines boisées de la commune de Neuvic, pays du cèpe et du rorot chagrin. Rien ne prédisait Antoine et André Chauquet à alimenter les gazettes du Limousin. Enceints moins à mobiliser quatre-vingt gendarmes et des soldats du 126^e régiment d'infanterie de Brive.

En retard d'une époque

Depuis le 25 mars 1953, date du décès de leur mère, Marie (le père, Louis, était mort le 23 février 1948), leur existence n'était qu'une longue solitude partagée. Un tête-à-tête dont on disait au village qu'il s'achevait parfois en « chamailleries ». Nul ne s'en souciait. Sans doute s'aimaient-ils bien, en fond, les deux inséparables. Et puis, on les avait toujours connus comme ça, boursins mais bons bougres, fils de paysans destinés à rester paysans. Jadis, Antoine, malgré mais solide, s'était essayé au métier de « marchand de

toile ». Sur sa bicyclette, il allait de ferme en ferme, vendre trois gilets et un caleçon. Mais il avait fini par retourner aux champs, avec André et une demi-douzaine de vaches.

Certains anciens, qui les avaient fréquentés, à la communale, les qualifiaient d'« arriérés ». Sans doute étaient-ils en retard d'une époque, en effet. A l'heure où Neuvic (2 400 habitants) s'enorgueillit d'un golf et d'une base neuvic, il s'est encore, sur le territoire de la commune, des bâtisses isolées où le temps s'est arrêté. Des « pays » de bout du monde, entres fourrés et épais, avec le patois pour langage et l'ancien français pour monnaie. Des androïdes sans état d'âme et sans confort, où, selon l'expression du maire, M. Raymond Chaumel, « on baise encore culotte derrière la haie ». La ferme des Chauquet est de ceux-là, demeure grise aux volets clos, nichée dans un paradis vert, entre des réserves de bois et un jardin en friche. De ces quatre pièces, le village racontait qu'elles renfermaient un « sacré foutoir » et bien des tourments.

Ils vivaient donc là, au bout de la petite route de goudron, sans électricité ni chauffage, sans téléphone ni cuisine, mais avec leurs habitudes de « bourmises ». Et comme hiver, la porte restait ouverte. Ils allaient chercher l'eau à la fontaine, cultivaient les poireaux et ramassaient les pommes. André faisait la soupe dans la cheminée. A l'entendre, il n'était de bonne viande que bouillie. Antoine menageait sans sel et préférait les biscottes au pain.

En 1989, un incendie dont personne ne sut jamais l'origine détruisait la maison, brûlant également les fusils de chasse et la cognotte cachée dans la pendule. Lorsqu'il fallut tout reconstruire, un nouveau proposa de faire venir l'électricité et l'eau courante. Ils refusèrent. Pour mieux se cloître en leur murs montés au centimètre près selon les plans de l'ancienne demeure. André s'accrochait bien quelques escapades en ville, sur sa mobylette verte. Il

allait voter RPR ou faire les courses, les jours de foire, et saluait les gens d'un sourcil timide. Mais c'est dans les bois qu'il préférait s'évader. Il aimait brasser. Un matin qu'il venait de tirer un chevreuil poursuivi par d'autres chasseurs, il mit l'animal sur ses épaules de gaillard et grimpa se cacher dans un arbre.

La peur des kèpis

En janvier 1990, une querelle aboutit à une fugue d'André. Il prend la fuite piada nue avec, pour unique bagage, sa connaissance des bois. Il est retrouvé trois jours plus tard et doit suivre un traitement psychiatrique. Il réintègre tout de même la ferme de Fournol. Mais les disputes ne cessent plus. Celle qui éclate dans la journée de ce 15 septembre sera la dernière. Antoine, inquiet devant l'état de son frère, en proie à une dépression depuis plusieurs jours, se précipita sur la petite route, appelle au secours. Il s'écroule quelques mètres plus loin, victime d'un arrêt cardiaque.

André, lui, ignore que « le vieux » est mort. Il file déjà dans la forêt, avec les sapins pour seuls témoins de sa détresse. Des batailles sont organisées. La Raboliot corrézienne se nourrit de pommes, dort sur une litière de paille. Les soldats arrivent en renfort. Un hélicoptère survole la région, diffuse des messages à l'aide d'un haut-parleur. André, être craintif que la vue d'un képi e toujours traumatisé, continue de fuir. Il faut attendre le 11 octobre pour qu'un chasseur retrouve son corps en lisière d'un bois. Le vieil homme est mort d'épuisement une quinzaine de jours plus tôt. Il est tombé en solitude, à portée de fusil de sa ferme, emportant avec lui le secret de quarante ans de tête-à-tête et le mystère d'une dernière « chamaillerie ».

PHILIPPE BROUSSARD

autre vie

SOCIÉTÉ

NUCLÉAIRE

A une cinquantaine de kilomètres à l'est de Troyes

Inauguration du premier confinement de déchets radioactifs

Le centre de stockage de l'Aube, situé à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Troyes et destiné au confinement, pendant trois cents ans, des déchets français de faible et de moyenne radioactivité, a été officiellement inauguré, lundi 19 octobre, par le ministre délégué à l'énergie, M. André Billaud.

SOUILLAINES-DUUIS (Aube)

de notre envoyé spécial

Destiné à relayer l'installation de la Hague, dans la Manche, où 500 000 mètres cubes de matières sont déjà entreposés et dont la fermeture, pour cause de saturation, doit avoir lieu en 1994, le centre de stockage de l'Aube fonctionne en fait depuis déjà un an (le Monde du 10 octobre). Conçue entre les départements de l'Aube et de la Haute-Marne sur un terrain d'une centaine d'hectares coquis sur la forêt, cette installation a pour but de recevoir chaque année des milliers de colis de matières radioactives, au total, quelque 20 000 à 30 000 mètres cubes de déchets de faible et de moyenne radioactivité.

De quels déchets s'agit-il ? Pour l'essentiel - plus de 90 % - de boîtes, de gants, de filtres, de feuilles de vinyle, de protecteurs, d'outils et de matériels divers ayant été contaminés par la radioactivité, à un moment ou à un autre de leur vie, dans les centrales nucléaires EDF, les installations de la Compagnie générale pour les matières nucléaires ou les centres de Commissariat à l'énergie atomique. Le reste, beaucoup moins volumineux, provient des hôpitaux, des laboratoires de recherche ou de l'industrie pharmaceutique. Bref, tous ces déchets, qui contiennent, entre autres, des matières radioactives, du strontium, du césium ou du cobalt, finissent, après avoir été conditionnés, dans des fûts métalliques bleus ou marqués à leur base, sous la forme d'une imposante étiquette codée-bar (1).

Ce 19 octobre a d'ailleurs été l'occasion à Soullaines-Duuis de noyer sous le béton les 3 000 à 4 000 mètres cubes de déchets du premier silo de stockage. Une imposante boîte de ciment de couleur laite dans laquelle sont bien rangés 4 100 de ces fûts, ou plutôt de



ces « colis » comme disent les spécialistes. Quatre cents ouvrages de ce type seront remplis d'ici à l'an 2030. Au total 1 million de mètres cubes de matières seront stockés dans ce centre, que certains anciens de l'industrie nucléaire qualifient de « Rolls du stockage ».

Un contenu inoffensif dans trois cents ans

Il est vrai que cette installation de 1,4 milliard de francs sert de vitrine à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) et son directeur, M. Henri-Edme Wallard. L'Espagne s'en est inspirée, moyennant finances bien entendu, pour son centre de stockage d'El Cabrit, situé en Andalousie, dans la sierra Morena, à 150 kilomètres environ au nord de Cordoue (2). Des déchets de « mesures d'incompétence » des États du sud des États-Unis, ainsi qu'avait la Corée et le Japon.

Mais ce succès réel de la technologie française ne saurait faire oublier que le stockage de telles matières dangereuses, serait-il maîtrisé comme l'affirment les responsables de l'ANDRA, ne se décode pas. Les quelque 34 millions de francs de « mesures d'incompétence » déjà débouqués pour aider le département et les villages alentour, comme les 7 millions de taxes professionnelles à voir, chaque année, ne doivent pas servir d'écran de fumée pour calmer la population locale. « Il faut informer, comprendre

et respecter les partenaires sociaux », a-t-on dit à l'ANDRA, par quelque vague concertation, « que la commission locale d'information (CLI) est sous la coupe de l'exploitant ou sous celle des autorités préfectorales », a dit M. Michel Roche, conseiller général (div. d.) du canton de Soullaines et président de la CLI.

Une opinion que ne conteste pas M. Wallard, qui, pour preuve de sa bonne foi, offre à chacun la possibilité de procéder, quand il le veut, à des mesures radiologiques sur le site, à la condition que l'ANDRA puisse aussi collecter un échantillon témoin et l'analyser pour son propre compte. Une telle ouverture n'est en définitive qu'une vaine promesse, car le contenu de ces silos de déchets ne sera à nouveau inoffensif que dans cent ans... trois cents ans. Une telle perspective doit nous conforter dans l'idée que « l'ANDRA fait partie désormais de l'univers de la région de Soullaines pour plusieurs siècles », et qu'il est des héritages qu'il faut savoir ne pas oublier.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Cette étiquette permet au suivi des matières sur le site pendant toute la durée des opérations qui les conduisent à leur lieu définitif de stockage.
(2) Ce centre, plus moderne que celui de Soullaines et d'une capacité de 50 000 mètres cubes, vient de recevoir son autorisation de mise en service. Il devrait connaître ses premières activités substantielles en janvier-février 1993.

REPÈRES

ÉDUCATION

Fin du mouvement « écoles fermées » en Guadeloupe

Les syndicats d'enseignants, à l'origine de la grève qui paralyse la quasi-totalité des établissements scolaires publics de Guadeloupe depuis le 29 septembre (le Monde du 15 octobre), ont appelé à cesser le mouvement, lundi 19 octobre. Les enseignants protestent contre l'envoi en métropole, pour leur année de stage, des lauréats des concours 1992 du CAPES. Un accord a été trouvé après la nomination par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture d'un conciliateur, M. Barthelemy Jamin, ancien recteur des Antilles-Guyane. Les douze professeurs stagiaires qui n'avaient pas rejoint leur poste à la rentrée de septembre seraient maintenus sur place pour effectuer leur stage.

Pour les douze autres professeurs stagiaires mutés en métropole parce que leurs disciplines étaient excédentaires aux Antilles, le conciliateur a fait une proposition qui est actuellement examinée par le ministère. Ces enseignants pourraient, s'ils le souhaitent, rester aux Antilles en 1992-1993 afin de se reconstruire dans d'autres disciplines.

FAITS DIVERS

Un gendarme tué lors d'une course-poursuite

Un sous-officier de la brigade de gendarmerie du Pelletier (Loire-Atlantique) est mort à la suite d'un accident provoqué par une voiture volée qu'il avait prise en chasse, lundi 19 octobre, tandis qu'un gendarme auxiliaire était grièvement blessé. Le conducteur du véhicule volé a été constitué prisonnier à la gendarmerie de Nantes, quelques heures plus tard. Lundi après-midi, aux environs de Soullaines, une essence de la brigade de gendarmerie du village prenait en chasse une voiture dont le vol avait été signalé dans la matinée à l'antenne. Après quelques centaines de mètres de poursuite à très vive allure, l'automobile conduite par l'adjudant-chef Paul Durand, quarante-six ans, parvenait à la hauteur de la voiture volée. Le fuyard avait alors donné un brusque coup de volant sur la gauche, provoquant l'accident du véhicule de gendarmerie. Le sous-officier a été tué sur le coup. Son passager, le gendarme auxiliaire Stéphane Horvat, un épais âgé d'une vingtaine d'années, a été sérieusement blessé.

RELIGIONS

Incident à la conférence du Conseil épiscopal latino-américain

L'archevêque de Saint-Domingue refuse d'ouvrir sa cathédrale pour une célébration de pardon

SAINT-DOMINGUE

de notre envoyé spécial

L'Eglise doit-elle demander pardon aux populations indigènes ou d'origine africaine pour les fautes commises par les colonisateurs et missionnaires de la « première évangélisation » de l'Amérique latine ? La polémique qui courait depuis longtemps a éclaté, lundi 19 octobre, au sein même de la conférence du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), réunie à Saint-Domingue.

La grosse délégation des évêques brésiliens, approuvée par leurs collègues du Guatemala et de Bolivie, a publié une motion réclamant une « célébration de pénitence », ouverte à tous les évêques et aux communautés noires et indiennes, dans le lieu le plus symbolique qui soit : la cathédrale de Saint-Domingue, premier diocèse créé en Amérique par le pape en 1511.

Le cardinal Lopez Rodriguez, archevêque de Saint-Domingue, président du CELAM et de cette conférence, n'y a vu qu'une provocation. Il n'est pas question, a-t-il répliqué en substance, d'ouvrir la cathédrale pour une telle demande de pardon publique. L'Eglise doit cesser de se battre la coulpe, elle

doit regarder devant elle et non derrière. Elle n'est pas la seule à avoir commis des « péchés », a-t-il expliqué à son auditoire médusé. Pourquoi les défenseurs de l'aventement ne demandent-ils pas aussi pardon pour les massacres commis d'enfants non nés ? Les Indiens des civilisations précolombiennes étaient-ils aussi vierges qu'on l'a dit ? N'étaient-ils pas aussi des torts à se faire pardonner ?

Un représentant de l'épiscopat le plus conservateur, celui d'Argentine, monta à la tribune pour défendre le bouillonnant cardinal de Saint-Domingue, qui écarta toute idée de vote. Les évêques brésiliens devaient décider des suites à donner à ce « non-placet », certains estimant que l'incident pourrait servir de « détonateur » à un mécontentement qui croît.

Le cardinal Lopez Rodriguez avait déclaré à notre collaborateur Edwy Plenel lors de son « Voyage avec Colomb » (le Monde du 16 août 1991) : « Les groupes indigènes sont manipulés par des sectes marxistes qui, depuis l'échec fracassant de l'Europe de l'Est, se réfugient dans l'indigénisme, l'écologie et le féminisme ».

H. T.

EN BREF

Le maire d'Amstres (Hauts-de-Seine) souhaite annexer sa police municipale. - M. Michel Maurice Bokanowski, le maire (RPR) d'Amstres, a demandé au préfet des Hauts-de-Seine l'autorisation d'annexer sa police municipale. Cette demande, transmise lundi 19 octobre, fait suite à l'attaque, vendredi (le Monde du 18-19 octobre), d'un poste de police municipale par une vingtaine de jeunes gens qui voulaient venger le suicide de l'un de leurs amis qu'il était en garde à vue pour infraction à la législation des stupéfiants. Un policier municipal et deux pompiers avaient été blessés.

Les congés maternité dans la CEE. - Une directive fixant les congés maternité à quatorze semaines minimum a été adoptée, lundi 19 octobre, par les ministres des deux pays de la Communauté économique européenne. Cette directive, qui doit entrer en application au plus tard en 1994, représente une avancée pour les Britanniques, les Irlandaises, les Portugaises et les Néerlandaises (les Pays-Bas devront insérer dans leur code du travail une clause interdisant le licenciement des femmes enceintes). En France, les seize semaines de congé restent la règle. Le nouveau texte européen prévoit également que les femmes enceintes ne pourront plus être obligées de travailler la nuit, que les examens pré-nataux pourront être effectués pendant le temps de travail, sans conséquence sur le salaire, et que les employeurs devront prévoir les femmes enceintes des risques éventuels de leur poste de travail.

Le télescope Hubble : la justice accuse une industrie. - La justice américaine a conclu, selon le New York Times, qu'un industriel chargé de la construction du télescope spatial Hubble avait caché à la NASA que cet instrument d'observation souffrait de graves imperfections. Six mois après son lancement, le 24 avril 1990, Hubble avait en effet révélé une myopie tenace dont la société Perkin-Elmer, filiale désormais de Hughes Aircraft, portait la responsabilité. A l'époque du lancement, la NASA avait constaté que les défauts de vision de cet appareil de 1,5 milliard de dollars étaient dus à des erreurs de polissage du miroir principal. (AFP)

TÉMOIGNAGE

Pierre Béghin : une autre vie

L'alpiniste granoblois Pierre Béghin, quarante et un ans, a disparu, samedi 10 octobre, sur la face sud de l'Annapurna (8 091 mètres), dans l'Himalaya (le Monde du 20 octobre).

par Pierre Ostian

« Ce qui me fascine, c'est l'idée de me retrouver sur une arête, au plein ciel, avec le vent, et 3 000 mètres de vide sous mes pieds. Voilà ce qui me pousse à repartir là-haut », Pierre Béghin avait, comme beaucoup d'alpinistes, le sentiment de vivre deux existences disjointes. Au quotidien, cet ingénieur des mines, docteur en mécanique des fluides, menait la vie bien réglée du chercheur, en toute discrétion. Une vie sage, sécurisante. Mais, depuis l'adolescence, il tutoie le vide. A Fontainebleau d'abord, puis dans les Alpes, il s'initie à l'escalade. La lecture de Walter Bonatti fait le reste. « Dans A mes montagnes, il y a un souffle épique, une dimension d'odyssée. Je me suis dit : pourquoi pas moi ? »

A cette époque, Pierre Béghin parle peu de l'Himalaya. Les grandes aventures, les grands drames aussi, ont pour cadre le massif du Mont-Blanc. C'est le temps des hivernales et des faces nord, où Walter Bonatti et René Desmaison se disputent la vedette. Sur leurs traces, le jeune Béghin parvient à technique et devient lui aussi un virtuose des grandes hivernales. Mais, bien vite, le massif alpin ne le satisfait plus : « Les Alpes sont devenues trop petites, elles ne sont plus qu'un grand stade ».

Dans l'Himalaya, la coquetterie des « 8 000 » est à un tournant : les expéditions nationales, lourdes et coûteuses, ont laissé la place

aux cordées légères, utilisant les techniques alpines. « Dans les années 80, l'himalayisme a pris une dimension humaine », désormais, il n'a d'autre but que de faire « ce que l'on veut », en plus, la dimension « des Alpes ». Il n'a d'autre ambition que de pénétrer aux limites de l'atmosphère, « là où l'homme ne peut pas vivre mais seulement survivre ».

Chaque année, il se fixe un objectif, seul ou en cordée : Massalu, Kangchenjunga, Dhaulagiri, Makalu et K2 sont tour à tour atteints, mais toujours par des voies nouvelles et originales, là où l'engagement est extrême : « Je préfère un bel objectif en sachant qu'on risque de ne pas réussir. Les itinéraires par trop fréquents le rebutent. »

« Trois cents personnes au camp de base de l'Everest, c'est absurde, car l'Everest est banal et, en plus, il coûte cher », Béghin s'insurge contre les pollutions modernes de l'alpinisme : pollution des mentalités. « Aujourd'hui, les alpinistes n'ont rien à raconter parce qu'ils ne vont rien chercher en montagne. Si son discours s'inscrit dans la marginalité, comme celui d'un Jean-Louis Etienne, « qui, au-delà de l'exploit, a des choses à dire », se qu'il se veut partage : dans ses livres ou ses articles, Pierre Béghin s'engage à découvrir l'indicible. « Ce qu'on vit dans les hautes altitudes n'appartient qu'à nous. Là, le quotidien n'existe plus. Je suis dans une autre vie. La haute altitude, c'est une porte qu'on ouvre que peu de temps. Il faut très vite redescendre. » Ce samedi 10 octobre, il n'a en ce temps de maintenir la porte à son jeune compagnon de cordée.

► Pierre Ostian est producteur du magazine « Montagne » sur France 3.

DIAGONALES

L'a-t-on tenu plus de quinze colloques, en un semestre, rien qu'à Paris. Deux par jour ! L'opération « Fureur de lire » n'est pas étrangère à ce record, mais elle n'a fait que s'inscrire dans un phénomène en expansion. Les colloques ont doublé en nombre, cet automne, par rapport à 1991. Ils tendent à ne plus suivre saisons ni anniversaires, pour devenir un aspect permanent de la vie intellectuelle : avec des guillemets, « vie intellectuelle », car ils n'apportent rien à la formation du savoir, ni à celle des opinions. C'est du moins l'impression qu'on tire d'un avoir suivi des dizaines dans l'année et une demi-douzaine en quelques jours.

Leur fonctionnement et leur finalité sont d'un autre ordre que le travail de l'esprit. Ils s'apparentent à des opérations commerciales ou mondaines, monnayables en considération vague, ailleurs, plus tard. Le scénario varie peu selon que la puissance invitante relève de l'Etat, de grandes entreprises en mal de mécénat ou d'associations dévotes. Au moment de célébrer un événement ou un disparu, l'idée d'une parole huppée vient désormais tout naturellement. Bien que banalisée par l'abus, la proposition est lancée avec une foi intacte et gourmandise : « Si on tenait un colloque ? »

De pointu qu'il se voulait naguère, le sujet colle de plus en plus aux thèmes dans l'air du moment, avec une tendance, propre aux logiques marchandes, à les englober tous. L'Europe est à son sommet, forte de ce qu'on peut la combiner avec n'importe quoi d'autre. La troisième millénaire à la cote, de même que la créativité en tout genre et la biotechnique, très « porteuse », très « prêt des gens ». Il s'agit moins de s'aventurer dans des régions escarpées de la pensée que de s'arrêter sur les modes telles que les propagés et les épousés le grand commerce relayé par l'audiovisuel.

La local d'accueil compte plus que l'ordre du jour. Les hauts lieux de l'esprit sont très recherchés : monuments prestigieux, trésors régionaux, mais surtout amphithéâtres, cautions supérieures de sérieux que les universités bradent, eu nom d'un modernisme qu'elles

Coloquinte

s'en veulent d'avoir négligé jusqu'ici. Les professeurs fournissent le gros des invités. Certains font même métier de courir d'un colloque à l'autre, pour résumer l'article de revue ou de journal qu'ils viennent de publier. La plupart n'ont rien à apprendre aux autres, ni du voisin. Beaucoup d'entre eux se contentent de leur prénom, comme s'ils avaient été ensemble la veille. La tribune s'agence tout un plan de table d'ambassade. Les ennemis jurés s'évitent d'eux-mêmes. Les « panels » se cooptent dans la même famille d'esprit, la même nomenclature. Interviennent d'abord la teneur en diplomatie, les ouvrages publiés, la réussite économique, le crédit médiatique. « Un beau plateau, non ? » savourent les organisateurs, surpris que la presse, à force, ne relaie plus l'exploit.

Copie sur les affiches de spectacles et le culte commercial de la quantité, la course au nombre maximum de vedettes rassemblées va contre l'intérêt des prétendus « débats ». Les participants sont prisés de résumer en quelques minutes leurs travaux de plusieurs années. Le « modérateur », comme il se nomme, enchaîne les transitions-compléments avec la désinvolture flegmatique des présentateurs de télévision.

Sous couvert de servir de laboratoire avancé, le colloque tel qu'il défère n'est plus qu'une égrégorie à une ennexe des émissions en vogue. Il ne peut y avoir de paroles déjà éprouvées ailleurs, lissantes de consensus, de valeur consommable. C'est l'endroit où prennent leur essor lieux communs, néologismes et métaphores passe-partout, comme « euro-scepticisme », « monde en pleine mutation », ou « cariste du gâteau ». Exemple, tiré d'un exposé de pontife, le semaine dernière, et accueilli bêtement : « Nous n'avons jamais été si près du XXI^e siècle », lequel, selon une association désormais réflexe, « sera religieux ou ne sera pas ».

BERTRAND PIROT-DELPECH de l'Académie française

Le colloque est au vrai travail de l'esprit ce que sont, à la composition musicale, les rangées d'ascenseur. Qu'il ne se dise rien de nouveau ni d'utile importe peu. L'illusion des clubs révolutionnaires s'est perdue de faire écho ou prospérer des idées neuves. (S'il s'en prépare quelque part, il sera d'autant plus difficile de les discerner.) La but unique de l'opération est de flatter l'image culturelle de l'invité, comme une marque sur un spinaker gage sa sportivité.

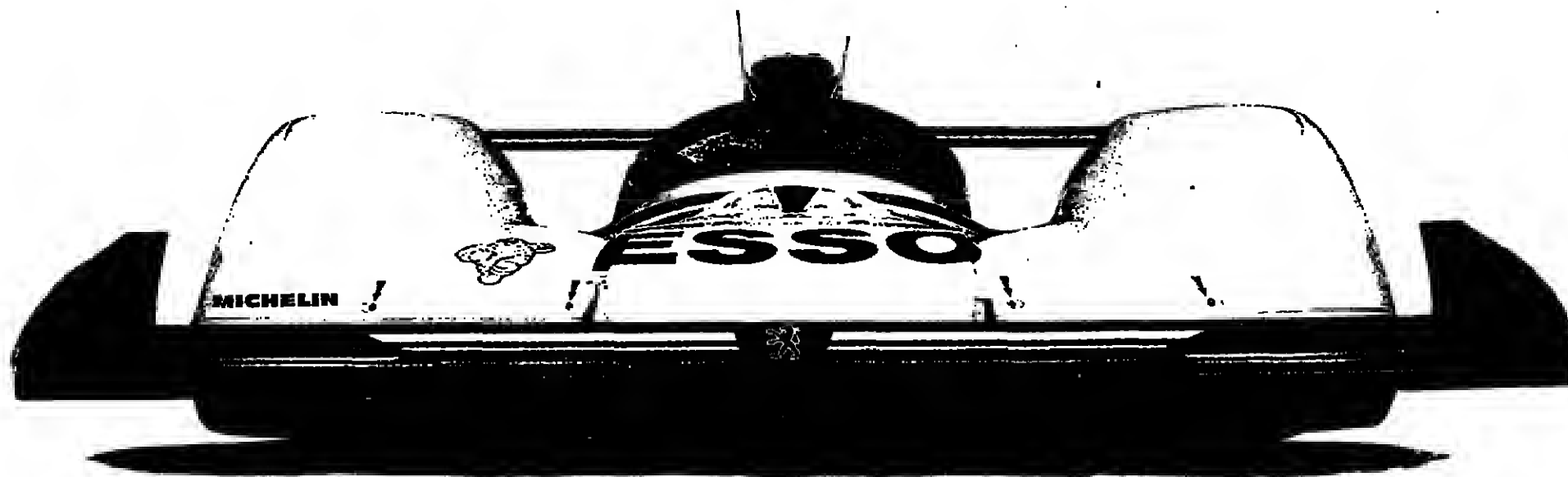
Les invités se prêtent un jeu, par amitié ou vanité, on ne sait jamais, un livre à promouvoir, un label à glaner, un service à rendre. A part quelques ravis de la crèche, les officants débattent leur compliment sans trop croire au rite d'un narcissisme flippé, et qui pourrait bien disparaître, d'ennui.

Quant au public, il compte pour du beurre. Materné par des hôtesse bon genre ou bousculé par des videurs à VHF, il est l'asparagus du bouquet que s'offre à lui-même un établissement ivre de son excellence et jaloux de son autorité. La coutume veut que la tribune garde quelques minutes pour « donner enfin la parole à la salle qui l'a si peu », mais cette démagogie ne trompe personne. Le micro baladeur crachote, l'intervenant perd le fil, rouge de confusion ou de la colère déçue, au l'emboute dans des flatteries dégoûtantes. Le vrai est qu'on a manipulé son désir de savoir et d'approcher ceux qui savent. Il n'avait pas sa place dans une cérémonie à la seule gloire de la perte des réalités. Des figurants feraient mieux l'affaire. On y a songé. On y viendra.

Le temps est loin (presque dix ans, déjà) où l'on déplorait le silence des intellectuels. Ils repartent. Pour ne rien dire, mais ils ont retrouvé la voix. Le leçon de Knock a débordé la conditionnement médical. Le colloque est à nos éprouvés intellectuels ce qu'était la diète pour les clients du médecin marron de Jules Romain : une machine à créer du besoin jamais assouvi.

Le nom de coloquinte conviendrait mieux : purgatif amer, fruit non comestible, ornement d'appoint dans la composition des coupes de fruits et les décorations florales...

هكذا من لامل



Cette voiture a été faite pour vous et pourtant vous ne la conduirez jamais.

La 905 a offert à Peugeot le titre de Champion du Monde des Voitures de Sport après avoir remporté successivement Silverstone (Angleterre), les 24 Heures du Mans, Donington (Angleterre), Suzuka (Japon), Magny Cours. Alors maintenant on peut bien vous l'avouer, la 905 n'est pas une voiture. Issue d'une technologie 100% Peugeot, c'est plutôt un laboratoire de recherche doté d'un volant et de quatre roues. Et visiblement c'est un laboratoire qui trouve : moteur V10 incliné à 80 degrés en alliage léger de 3,5 litres de cylindrée géré par ordinateur, caisse en fibre de carbone, aérodynamique étudiée en soufflerie et adaptée à chaque circuit... Nos bureaux d'études disposent ainsi de données exceptionnelles pour améliorer, ou concevoir les voitures de série. Les voitures que vous conduisez aujourd'hui ou que vous conduirez demain. Pour que tous les efforts réalisés sur la piste se retrouvent sur la route. Pour que dans chaque Peugeot il y ait un petit peu de la 905.

PEUGEOT CHAMPION DU MONDE
DES VOITURES DE SPORT 1992



PEUGEOT

SCIENCE
Georges Ch

Un entretien av

«V

La semaine en débat

De la Science et de l'Environnement
A la Santé
Le Monde

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Georges Charpak, un artisan au CERN

Le Prix Nobel de physique est un chercheur « à l'ancienne » au pays de la technologie triomphante

C'EST un marginal au pays du gigantisme technologique. Un théoricien du bricolage, de l'instrumentation. Incapable de réparer une prise électrique, mais inégalable dès qu'il s'agit de dire pourquoi elle ne marche pas. Au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) de Genève, qui fête son dernier Prix Nobel, seuls les amis et très proches collaborateurs de Georges Charpak osent briser la titanie des qualificatifs les plus flatteurs. Bien sûr, leur patron est « modeste, enthousiaste, imaginatif, doté d'une culture générale énorme, et d'un charme fou... ». Mais, plus que les autres, ils savent aussi qu'il tranche un peu sur le milieu ambiant.

Une expérience, au CERN, c'est un budget de cent à deux cents millions de francs. Quatre cents personnes pour imaginer, monter et faire fonctionner un détecteur d'une bonne dizaine de mètres de haut, sur le faisceau du LEP, l'accélérateur géant d'une trentaine de kilomètres de circonférence qui court sous terre, à cheval sur la frontière franco-suisse. Seuls ces monstres, couplés aux ordinateurs les plus puissants du marché, sont susceptibles, aujourd'hui, de détecter et d'identifier les particules qui permettront aux physiciens d'avancer plus avant dans la connaissance des secrets intimes de la matière.

La plupart de ces détecteurs sont basés sur la « chambre proportionnelle multifils » qui a valu son prix Nobel à Georges Charpak (le Monde du 16 octobre). « Une version géante de ceci », explique Yannis Giomataris, un de ses collaborateurs, en hochant un petit cadre de plastique de 10 centimètres de côté, tendu d'une multitude de fils fins comme des cheveux. Ce modèle réduit suffisait au physicien pour vérifier sur une simple table, à l'aide de sources radioactives employées dans l'industrie, le bon fonctionnement du dispositif qu'il avait imaginé. Ensuite, il « livrait le bébé » à ses collègues.

« Il a toujours procédé ainsi, avec des équipes restreintes d'une dizaine de personnes au maximum. C'est ce genre de travail qui l'excite, souligne Roger Bouclier, son technicien depuis plus de trente ans. Et il a le don de se dédier, de trouver des excuses, quand on lui propose de participer à des réunions ou à des comités. » Il fuyait ce gigantisme qui est un peu une caractéristique du CERN, confirme le physicien français Daniel Froidevaux. Ce qui l'intéresse, c'est de concevoir de nouveaux détecteurs, d'avoir sans cesse des idées nouvelles. Le CERN laisse généralement travailler en son sein quelques rares marginaux comme lui. Mais pas toujours avec des moyens à la mesure de leurs ambitions.

De Dachaou
au Collège de France

C'est la guerre et ses conséquences qui ont décidé de la carrière du futur Prix Nobel. Arrivé en France en 1931, à l'âge de sept ans, ce fils d'immigrés polonais poursuit de brillantes études à Paris, d'abord, puis à Montpellier et à Lyon. Sous l'Occupation, la capitale n'était pas, en effet, un endroit très sûr pour le jeune juif qu'il était. « J'avais, certes, de faux papiers, mais il me semblait que mes examens ne seraient pas valables sous une identité d'emprunt, dit-il. Ma carte au nom de Charpentier, dans la poche droite, me servait pour les



Georges Charpak au CERN.

déplacements, ma carte verte d'immigré polonais, dans la poche gauche, pour mes études. » Ce souci d'intransigence l'amènera à s'engager dans la Résistance, à être arrêté et déporté un an à Dachau. A l'âge de vingt ans. Au retour, il reprend ses études, sort diplômé de l'Ecole des mines en 1947, fréquente ensuite le Collège de France. C'est là, au contact des plus grands de la science de l'époque, que se dessinera sa « vocation ».

Une époque bénie pour les jeunes chercheurs. Dans la fièvre de l'après-guerre, avec « des instruments faits de bouts de ficelle », des scientifiques adultes par la société faisaient tomber une à une les barrières du savoir concernant la constitution intime de la matière, à un rythme qui, depuis, n'a pas eu d'équivalent. « Les cours de Frédéric Joliot étaient passionnants, se souvient Georges Charpak. En fait, il allait au plus facile pour lui. Il nous décrivait l'histoire de ses découvertes et de ses échecs. Comment, par exemple, sa femme Irène et lui avaient raté le neutron découvert plus tard par James Chadwick. Comment, aussi, ils n'avaient pas vu la fission nucléaire qui, pourtant, s'était fortement produite sous leurs yeux. »

« J'étais plutôt tourné vers la théorie et, jeune homme brillant, j'aurais pu y réussir. Mais, au sortir de Dachau, je n'avais guère envie de me lancer dans une course aux examens, malgré ma grande ambition. Le cours de Joliot m'a appris que le petit chercheur que j'étais avait parfaitement sa chance de réaliser, lui aussi, des découvertes importantes. » C'est décidé : il sera expérimentateur. Un chercheur-richeur, en quelque sorte, malgré une maigre bourse. « Distrait et brouillon, il a tendance à casser pas

mal de matériel. Nous tentons d'éviter qu'il n'y touche, car un détecteur qu'il démonte est un détecteur fichu, confie Roger Bouclier. Il est la tête, je suis ses mains. »

La fréquentation de la fameuse école d'été de physique théorique des Houches, dans les Alpes — où les jeunes étudiants de sa génération pouvaient profiter des cours des plus hautes sommités scientifiques de l'époque — lui fournit les bases qui lui manquaient encore pour se lancer dans la physique des particules.

La leçon des échecs

Très vite, il met au point un « compteur proportionnel » capable de détecter les rayons X grâce à l'avalanche lumineuse qu'ils provoquent autour d'un fil sous tension plongé dans un gaz. Hélas, explique-t-il, pour que ce détecteur soit vraiment opérationnel, il manquait un « amplificateur de brillance ». Un chercheur soviétique travaillait à l'époque sur ce genre de dispositif, mais Georges Charpak n'obtiendra jamais le visa pour l'URSS qui leur aurait permis de collaborer. Et ce sont deux Japonais qui, deux ans plus tard, en 1959, inventeront la chambre à étincelles.

Ce premier demi-échec lui permet, cependant, d'entrer au laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), où se déroulera toute sa carrière.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 17

Un entretien avec le professeur Daniel Cohen

« Il faut rapidement des lois pour prévenir, à l'échelon de la planète, l'instauration d'un nouvel eugénisme » nous déclare le spécialiste français de génétique moléculaire

A quarante et un ans, le professeur Daniel Cohen (Centre d'études sur le polymorphisme humain, Paris, Gdthron-Eury) est l'un des spécialistes de génétique moléculaire parmi les plus connus à l'échelon international. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le professeur Cohen revient sur les conséquences de la récente découverte faite par l'équipe qu'il dirige (le Monde du 19 septembre et daté 18-19 octobre) et évoque aussi les risques d'instauration d'un nouvel eugénisme.

« VOTRE récente publication permet de prédire une rapide et brutale accélération des recherches dans le domaine du programme génome humain. Peut-on dire que l'on en a fini avec la polémique sur la brevetabilité du vivant, polémique née de la volonté de certaines responsables américaines d'acquiescer des brevets sur toutes les nouvelles structures découvertes au sein du génome humain ? »

— Non. Cet important problème n'est pas encore définitivement réglé dans la mesure où l'Institut national américain de la santé n'a pas encore

fait publiquement connaître qu'il abandonne définitivement un tel projet. Il faut toutefois préciser qu'aux Etats-Unis, dans l'ensemble, la communauté scientifique et industrielle n'y est pas favorable.

« Les industriels, notamment, expliquent que le fait de breveter bloquerait les investissements privés à venir. Or il ne faut pas oublier que la plupart des applications thérapeutiques envisageables grâce à cette recherche imposent une participation directe des industriels. J'ajoute que la grande majorité des scientifiques américains concernés, comme les membres de la Société américaine de génétique, sont opposés à un tel projet. Tout le monde attend en fait le changement de gouvernement américain en espérant que l'idée sera rapidement abandonnée. »

« Pour notre part, les découvertes que nous avons faites et que nous allons faire en matière de cartographie du génome humain sont et seront du domaine public. Nous allons « racheter » le matériel obtenu en spécifiant qu'aucun brevet ne devra ultérieurement être pris. Cela dit, bien sûr, si nous trouvons des gènes responsables d'affections héréditaires, nous les protégerons. Avec les applications diagnostiques et thérapeutiques qu'il autorisera, l'argent recueilli constituera un outil pour d'autres travaux à visée thérapeutique. Mais toutes les données très générales sur le génome doivent impérativement, selon nous, être du domaine public international. »

« On a pu croire, après votre publication dans la revue scientifique Cell, que tout ou presque était acquis en matière de cartographie du génome humain. C'est-ce ? »

— Surtout, ne simplifions pas. Il y a plusieurs stades très différents dans une telle recherche. Le programme génome humain ne correspond qu'à la cartographie et au « séquençage » du génome. Le dernier stade, celui de l'analyse, est incroyablement plus complexe et demande de très longs travaux qui s'échelonnent sur un siècle, deux, ou plus encore. En d'autres termes, le fait de pouvoir « lire » le génome humain n'implique nullement que l'on parvienne à le « comprendre ». La génétique moléculaire n'est qu'un outil particulier de la bio-

logie. A ce titre, il ne faut pas mettre sur le dos de la génétique, sur celui des généticiens toutes les responsabilités actuelles. Le vrai danger porte sur ce que l'on fera en biologie des connaissances acquises grâce à la génétique.

« Les applications de ces données doivent-elles, selon vous, rester circonscrites au champ médical ? »

— Bien évidemment. On peut sans doute faire des choses étonnantes avec les résultats issus des travaux sur le génome humain. Je remarque d'ailleurs que la liste de ces horreurs est très mal faite par les gens qui, comme M. Jacques L'etart, émettent à ces questions (le Monde Sciences-Médecine) du 17 septembre. On peut aussi réaliser des choses tout à fait extraordinaires.

« Jamais une certitude »

— Par exemple ?

— L'une des pistes les plus prometteuses concerne les maladies héréditaires dites monogéniques — on en compte 3000 — dues à l'anomalie de fonctionnement d'un gène particulier. On peut aussi nourrir de nombreux espoirs dans les maladies multifactorielles où certaines « particularités » dans le génome, en fonction du mode de vie ou de l'environnement, peuvent conduire à l'expression d'une pathologie. C'est le cas du diabète de type II, de l'asthme, des pathologies rhumatismales, des allergies, de nombreux cancers, de certaines affections cardiovasculaires ou neuropsychiatriques.

« Pour les maladies monogéniques, qui peuvent misérablement contester qu'il est utile de mettre au point des méthodes de dépistage prénatal que l'on pourra proposer aux familles concernées ? Dans le cas des maladies multifactorielles, on pourra dépister un risque, non prédisposition, mais jamais une certitude. Cela dit, certaines des personnes porteuses de la « particularité » génétique souffriront de l'affection. Nous allons être de plus en plus capables, avec des précisions grandissantes, en fonction des maladies, d'affiner les prédictions. »

« Il y a là deux situations. Soit on peut, une fois le diagnostic établi, faire quelque chose pour les per-

sonnes (comme avec le cancer du sein et la surveillance par mammographie), et, dans ce cas, il faut aider la personne à prendre la décision et à l'assumer, soit on ne peut rien proposer, comme dans le cas de la maladie d'Alzheimer. Faut-il alors « dire » ou « ne rien dire » ? L'estime qu'il faut avant tout demander aux personnes concernées si elles souhaitent savoir. Dans certaines pathologies neuro-dégénératives, comme la chorée de Huntington, 75 % des personnes potentiellement concernées souhaitent savoir, et elles acceptent beaucoup mieux qu'on ne l'imagine généralement le « verdict » biologique. Il est

pire de ne pas savoir que de ne pas savoir le pire.

« Et quelles sont les « horreurs » possibles à partir de tels travaux ? »

— On parle beaucoup de dérives que pourrait engendrer l'utilisation d'informations génétiques par les assureurs. Mais ceux qui abordent cette question ont au moins un train de retard. Ce ne sont pas les données sur les prédispositions génétiques qui feront que les assureurs commettront des choses intolérables.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 16

La science en débat

Dans le cadre de l'exposition
L'HOMME ET LA SANTÉ

Les rencontres de la Médiathèque

samedi 24 octobre à 16 h

avec Jean-Michel Lecerf, Institut Pasteur de Lille, autour de l'ouvrage « Éducation nutritionnelle ».

mercredi 28 octobre à 16 h

Projection du film « Wiseman USA » suivi d'un débat en présence du cinéaste Frederick Wiseman.

samedi 31 octobre à 16 h

Projection du film « Hospital », suivi d'un débat avec l'auteur, Frederick Wiseman et le Dr Christian Hervé, Laboratoire d'éthique médicale de la Faculté de médecine de Necker.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris.
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 71 31

La science en débat

A l'occasion du lancement de la collection
« Science, Histoire et Société »
et de la publication du livre
« L'Amérique entre la Bible et Darwin »
de Dominique Lecourt, par les Presses Universitaires de France.

mercredi 28 octobre à 19 h

« Les fondamentalismes, la science et la politique »

débat avec :

Henri Atlan, professeur à l'université Paris VI (CHU Hôtel-Dieu) et à l'université de Jérusalem, Bernard Besret, délégué à l'Action régionale, cité des Sciences et de l'Industrie, Gilles Kepel, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris,

Dominique Lecourt, professeur à l'université de Paris VII, directeur de la Nouvelle Encyclopédie Diderot.

accès libre sur présentation de cette annonce à l'entrée.

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris.
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

Un entretien avec le professeur Daniel Cohen

Suite de la page 15

« Avant de voir ce que l'on fera avec le « gène de l'infarctus » (le Monde du 16 octobre), observez l'attitude épouvantable des compagnies d'assurances qui établissent des catégories entre les citoyens ou acceptant ou refusant tel ou tel prêt, à partir de critères de poids, de taille, de résultats biochimiques ou d'antécédents médicaux. Je trouve cela absolument inadmissible. Or personne ne veut pas que cette technique bénéficie à une femme qui a avorté à cinq

— Quelle est votre position en ce qui concerne le diagnostic pré-implantatoire, ce diagnostic génétique effectué sur des embryons humains avant leur implantation dans l'utérus de la future mère ?

— Il ne s'agit là que d'un point particulier. Vouloir, comme certains le réclament, interdire totalement le diagnostic pré-implantatoire est une erreur. Allez expliquer que vous ne voulez pas que cette technique bénéficie à une femme qui a avorté à cinq



reprises parce que l'enfant qu'elle attendait était porteur du gène de la mucoviscidose !

— En revanche, il faut des lois strictes, des sanctions majeures, la prison à vie par exemple, pour tous ceux qui utiliseraient cette technique en dehors d'un cadre parfaitement défini. Il faut rapidement des lois pour prévenir, à l'échelle de la planète, l'instauration d'un nouvel eugénisme. Hier, lorsqu'on a inventé le couteau, on a dit que celui qui le planterait dans le cœur d'autrui serait condamné à mort. Aujourd'hui, il faut de même condamner à des peines très sévères tous ceux qui useraient des découvertes sur la génétique humaine à des fins d'amélioration de l'espèce. Mais, dans le même temps, il ne faut pas céder à je ne sais quelle crainte ou anxiété et ne pas secourir, laisser mourir des gens qui sont dans le besoin, des gens qui souffrent.

— On en revient donc, selon vous, à la seule utilisation de ces techniques à des fins médicales ?

— Absolument. Imaginons que l'on trouve demain, à supposer qu'il existe, le gène de la « bosse des maths ». La question se poserait alors, bien sûr, de savoir s'il faut sélectionner les bébés porteurs de ce trait.

Pour moi, il n'en est aucunement question, puisqu'il ne s'agit nullement de souffrance. Il faut absolument demeurer dans le champ de la douleur, dans celui de la médecine.

— On vous a souvent reproché de manipuler beaucoup d'argent, d'être plus un « vendeur » qu'un chercheur. Souffrez-vous de ces critiques ?

— Mes collègues qui travaillent dans la recherche spatiale disposent de crédits beaucoup plus importants que les nôtres. Quant à l'argent que je manipule, ce n'est pas celui du Capital. Tout pour moi a commencé avec le professeur Jean Dausset, le Centre d'études sur le polymorphisme humain, puis s'est amplifié avec le Téléthon. Paradoxalement, j'ai une véritable peur, une véritable horreur de l'argent, du fric. On vient de me proposer cinq fois mon salaire de professeur agrégé — 37 000 francs mensuels — pour transformer le CEPH en entreprise privée pour mener les mêmes recherches et breveter nos découvertes. Cela ne m'intéresse pas, même si je ne tire aucune fierté de ne pas gagner plus d'argent.

— Cela dit, je comprends les critiques formulées par certains de mes collègues. Cette réaction est normale dans la mesure où, en France, la recherche en biologie est, par rapport à d'autres disciplines scientifiques, totalement paupérisée. Disons les choses clairement : on évoque avec le programme génome humain une entreprise colossale, quelque chose qui va bouleverser l'humanité, et les pouvoirs publics français y consacrent... 100 millions de francs, soit l'équivalent d'une minuscule portion d'autoroute. J'estime aussi que les scientifiques ne sont pas suffisamment convaincant, ne savent pas expliquer les réalités, communiquer leur enthousiasme aux politiques.

— Vous tirez une part importante de vos ressources des opérations Téléthon. Êtes-vous sensible aux reproches souvent adressés à ces opérations ?

— Pourquoi en veut-on au Téléthon ? Parce qu'il montre des monstres : les malades myopathes ? Parce que l'on monte, avec eux, un spectacle ? Veut-on que l'on montre ces enfants dans des églises, des corbillards ou des cimetières ? Osons dire que ces enfants malades existent, qu'ils sont fous de joie d'une telle opération.

— Certaines critiques formulées contre le Téléthon sont tout à fait ignobles. Faut-il ne pas montrer ces enfants parce qu'ils sont victimes d'une erreur de la nature que l'on saura demain corriger ? Depuis que le Téléthon existe, on a observé que les enfants myopathes français, sans aucune nouvelle thérapeutique, vivaient plus longtemps. Qui dira les véritables raisons d'un tel phénomène ? Pourquoi nous en veut-on à ce point de réhabiliter les malades ?

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Solide comme le pont... romain

Les vestiges antiques de Vaison-la-Romaine semblent avoir peu souffert des inondations du 22 septembre. Mais, gorgés d'eau, ils seront vulnérables aux gelées

VAISON-LA-ROMAINE (Vaucluse)
de notre envoyée spéciale

La ville gallo-romaine de Vasio Vocontiorum nous a légué un des plus importants patrimoines archéologiques existant sur le territoire français. Elle n'a pas été créée ex nihilo. A une époque encore incertaine, des populations protohistoriques s'étaient installées sur la colline du Châteaun (la ville haute) et cultivaient les terres environnantes. La romanisation de la région (à partir du I^{er} siècle avant notre ère) vit s'établir sur la rive droite de l'Ouvèze (un petit sous-affluent du Rhône) de très grandes maisons de riches propriétaires terriens, mais sans l'urbanisme rigoureux habituel dans les villes romaines.

On pense que Vasio Vocontiorum occupait une superficie de 60 ou 70 hectares et était peuplée, au grand maximum, de 10 000 habitants. Une quinzaine d'hectares de la ville antique ont été dégagés déjà au XIX^e siècle, et surtout à partir de 1907, sous l'impulsion du très actif abbé archéologue Joseph Sautel. Après la première guerre mondiale, celui-ci obtint de faire changer officiellement le nom de Vaison en celui de Vaison-la-Romaine. Après sa mort en 1955, les fouilles ont repris en 1965 — et continuent encore actuellement — sous la direction, notamment, de Christian Goudineau (actuellement professeur au Collège de France) et d'Yves de Kisch (actuellement maître de conférences à l'université Paris-1).

De la ville gallo-romaine, on connaît plusieurs sites, dont les deux principaux sont ceux de la Villasse et de Puymin. Ainsi ont été dégagés des vestiges datant pour la plupart du II^e siècle de notre ère : très grandes domus (maisons urbaines), dotées de vastes jardins et de thermes privés, ornées de statues (dont certaines nous sont parvenues), de mosaïques et de pavages géométriques bichromes ou polychromes (dont il reste des vestiges importants), ainsi que de peintures murales fortement très vulnérables aux intempéries (dont nous sont parvenues de modestes parties). Il y a aussi un théâtre (très restauré), quelques rues avec des boutiques, des égouts et des systèmes de drainage plus ou moins colmatés, mais dont certains, nettoyés, pourraient encore servir.

Les Romains n'ignoraient donc pas que le site de Vasio Vocontiorum est

sujet aux inondations répétitives. Ces drains et ces égouts devaient attirer les eaux dans des parcs non dangereux ainsi que des réseaux de fossés parallèles et perpendiculaires aux pentes pour briser et capter les eaux des ruissellements surabondants. Les torrents d'eau qui ont ravagé Vaison-la-Romaine le 22 septembre ont été engendrés par des pluies exceptionnelles : il serait tombé 300 millimètres d'eau en trois heures à Entrechaux, petite localité située à 2 kilomètres en amont de Vaison, soit près de la moitié des précipitations annuelles de la région.

L'Ouvèze, qui, l'été, est souvent réduite à un filet d'eau, a donc été monstrueusement grosse. Ses petits affluents aussi. Cela explique que pendant une vingtaine de minutes l'Ouvèze est passée à 2 ou 3 mètres au-dessus du pont romain qui, d'habitude, domine le lit de la rivière d'une dizaine de mètres. Selon des calculs forcément très imprécis, on pense que le débit de la rivière a été alors de 800 à 1 200 mètres cubes par seconde (le débit moyen du Rhône à Beaune est de 1 500 mètres cubes par seconde et celui de la Seine à Paris de 300 mètres cubes par seconde).

Sous une épaisse couche de boue

Le pont romain a été construit par les ingénieurs antiques au-dessus de l'endroit le plus étroit du lit : un véritable goulot-gorge, large d'une dizaine de mètres en bas et d'une vingtaine de mètres au niveau du pont, que la rivière a creusé entre deux hautes parois rocheuses. Le pont a parfaitement résisté. Seuls sont partis les parapets refaits au XIX^e siècle. Alors que la furie des flots a arraché des pans de maisons ou des maisons entières, dont certaines au pied même du pont.

L'Ouvèze draine un bassin versant de 1 860 kilomètres carrés sur lequel sont tombés des pluies extraordinaires. Bien entendu, toute cette eau n'a pu ni s'infiltrer ni rejoindre les cours d'eau. Il y a donc eu des ruissellements gigantesques qui ont dévalé les pentes, entraînant des volumes énormes de terre, de sable, de graviers, de cailloux, qui ont raviné, emporté, déchaussé les revêtements des rues. Au moindre replat qui cassait la pente, au moindre obstacle qui résistait, ces flots d'eau abandonnaient forcément les matières solides qu'ils transportaient : d'où les accumulations de « colluvions » que l'on voit dans Vaison-la-Romaine. Auparavant, ces ruissellements avaient détruit, entre autres, des murs, comme ceux qui entouraient le

site de la Villasse, sauf aux endroits où les racines des haies de... bambous ont tenu les talus.

Une épaisse couche de boue très molle et quelques mètres persistants recouvrent encore le site de la Villasse, qui est resté sous 2 à 3 mètres d'eau pendant quelques jours. Le site de Puymin — qui inclut le musée et, plus en arrière, le théâtre — a dû être nettoyé de la boue qui l'avait envahi. Les vestiges antiques de Vaison-la-Romaine semblent pourtant ne pas avoir trop souffert. Pour le moment, tout le monde attend l'hiver avec une certaine inquiétude. Comment se comporteront dans quelques mois les structures et les restes de peintures murales gorgés d'eau, surtout lorsque l'hiver amènera ses gelées habituelles ?

L'état des lieux n'est pas encore complet. Les responsables en charge des vestiges romains, Jean-Paul Jacob (conservateur régional des antiquités), Joël-Claude Meffre (conservateur du patrimoine de Vaison), Didier Reppella (architecte en chef des Monuments historiques), ont attendu une semaine avant d'aller voir sur place l'état des ruines et des fouilles, par simple respect pour la quarantaine de victimes et par estimation instinctive des priorités à respecter dans une ville endeuillée et sinistrée.

M. Jack Lang, ministre de la culture, a récemment annoncé que les premiers travaux seront intégrés pris en charge à titre exceptionnel par le ministère de la culture. Ils concerneront le pont romain, le site archéologique de la Villasse, la cathédrale Notre-Dame-de-Nazareth, la chapelle Saint-Quenin (détruite et privée de son gracieux clocheton par la foudre accompagnant les formidables orages du 22 septembre), l'église et le château de la ville haute. Ainsi des crédits d'un montant de 1,2 million de francs ont-ils été immédiatement débloqués pour Vaison-la-Romaine, auxquels s'ajoutent 800 000 francs au profit d'autres communes du Vaucluse (Bédarrides et Beaumes-de-Venise) touchées par la catastrophe.

Inventaires et urgences

Vaison-la-Romaine compte 5 600 habitants, et 14 hectares de sites archéologiques, dont elle est, et de beaucoup, le principal propriétaire. Bon an, mal an, ces sites reçoivent 110 000 visiteurs payants (à 30 francs par tête, y compris les explications données par des guides spécialement formés). En temps normal, l'entretien et les restaurations de tous ces vestiges sont une lourde charge pour une commune de très moyenne importance. La crue est un poids encore plus difficile à supporter, même avec les secours officiels et bénévoles venus d'un peu partout et qui ont été d'une aide indispensable et inappréciable.

En l'état actuel de l'inventaire des dégâts aux sites archéologiques, les travaux les plus urgents sont de plusieurs ordres : réparer les murs de soutènement et les clôtures démolies ; enlever la boue ; consolider les vestiges qui paraissent les plus menacés ; réparer la signalétique destinée aux visiteurs ; réaménager les drainages (étant entendu que ceux-ci ne seront jamais efficaces en cas de pluies aussi exceptionnelles que celles du 22 septembre) ; déposer dès la fin d'octobre les mosaïques (ce qui était déjà prévu), etc.

La réfection des mosaïques soulève d'ailleurs un problème insoluble : faut-il les déposer, les restaurer et les réinstaller sur place mais sous des auvents ou des bâtiments — forcément disgracieux — spécialement aménagés pour elles sur les sites ? En tout cas, il n'y a pas de place dans le musée, qui est déjà plein, pour les mosaïques nouvellement déposées. En tout cas aussi, il est assuré que les plans d'occupation des sols (POS), qui étaient en cours de révision et qui tenaient déjà compte du patrimoine archéologique, devront être réétudiés, autant que faire se peut, en fonction des crues exceptionnelles.

La crue du 22 septembre a été meurtrière et dévastatrice. Mais, curieusement, elle a été à l'origine de découvertes intéressantes. Les eaux de l'Ouvèze transformées en torrent destructeur ont, en effet, « ramené » leur lit. Elles ont balayé les accumulations parasites de sédiments et arraché les arbres et la végétation qui masquaient les rives. Sur ces dernières, mes désormais, sont apparus des fragments de murs gallo-romains et même protohistoriques dont on ne soupçonnait pas l'existence et qui seront étudiés et préservés. Déjà, tous ces nouveaux vestiges, en accord avec les propriétaires des terrains et avec la ville, vont être inscrits d'office à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en prélude à leur classement définitif.

YVONNE REBEYROL

Air conditionné, direction assistée, lève-vitres électriques avant, autoradio 4x6 watts à commande sous le volant, fermeture centralisée des portes à distance, volant réglable en hauteur, vitres teintées, projecteurs additionnels. Autant d'équipements nous laissent à peine la place de vous dire qu'ils sont en série.



3613 2616
RENAULT

Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT propose eif



RENAULT 21 ALIZE SERIE SPECIALE

SCIENCES • MEDECINE

Les pauvres choix de la science bulgare

Budgets anémiques, personnel sous-qualifié, exode des cerveaux : la Bulgarie ne sait plus quelle recherche mener

MELNIK

de notre envoyée spéciale

JAMAIS les habitants de Melnik ne virent réunis tant de chercheurs qu'en ces deux jours de septembre. Physiciens, biologistes, astronomes, ils étaient venus de Sofia, de France et des pays de l'Est voisin pour faire de cette ville, « la plus petite de Bulgarie », selon les guides, le théâtre d'une brève rencontre scientifique franco-bulgare.

L'objectif - modeste - fut respecté, et l'université d'été dont il s'agissait de définir le principe devrait s'ouvrir dès l'année prochaine en Bulgarie, sur

le thème probable de l'environnement. Mais les Journées de Melnik, organisées par le comité bulgare Savant notre science (Savet naour science, ou SOS) et par l'Association française Descentes (dépendant du ministère de la recherche et de l'espace) furent surtout l'occasion, pour les participants français, de constater l'ampleur du mal dont souffre la science bulgare.

La recherche en Bulgarie est à peu de choses près confrontée aux mêmes maux que celle de tous les pays satellites de l'ex-URSS. Un système centralisé à l'extrême, aujourd'hui encore placé sous la férule d'une toute-puissante Académie des sciences, des équipements rustiques et obsolètes, un personnel scientifique peu qualifié

et surabondant. Rapporté à la population du pays, le nombre officiel de chercheurs et d'ingénieurs est en effet trois à quatre fois plus élevé en Bulgarie qu'en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis, pour un nombre de publications infiniment moindre.

Des critères internationaux

Comme partout en Europe de l'Est, on brade désormais les laboratoires aux plus offrants. Impuissantes à remobiliser leur capacité de recherche, les institutions scientifiques attendent qu'on décide de leur sort. L'argent manque au point que de

multiples centres de recherche ont dû résilier leurs abonnements aux publications scientifiques internationales. Quel soutien espérer de l'Europe de l'Ouest ? Des jumelages de laboratoires (1) aux stages de courte ou longue durée, des bourses post-doctorales aux coopérations bilatérales avec les chambres de commerce, les propositions affluent, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, à la perspective de nouveaux marchés, faciles à conquérir, et d'une main-d'œuvre spécialisée peu onéreuse. Mais pour faire progresser réellement la coopération, il faut procéder à une évaluation de la recherche, dont la qualité doit désormais être mesurée à l'aune des critères internationaux. « L'analyse

des données bibliographiques montre que 60 % des publications internationales incluent des chercheurs bulgares concernant les sciences physiques, chimiques et techniques », précise M. Radosvet Todorov, coordinateur du comité SOS. Mais il nous faut maintenant interpréter cette première information afin d'estimer le potentiel réel du pays dans chaque discipline.

Fuite des cerveaux

Le jugement, tous le confirment, risque d'être sévère pour bon nombre d'équipes de recherche. De plus, la faiblesse des salaires des chercheurs (2 000 à 3 000 leva par mois (100 à 150 dollars), soit moitié moins qu'un chauffeur d'autobus) et le spectre du chômage encouragent la fuite des cerveaux. « Selon les données présentées par le ministère de la science et de l'éducation, sept mille chercheurs et diplômés scientifiques ont quitté le pays en 1990 et cinq mille en 1991 », résume le docteur Ivan Tchakalov, de l'Institut de sociologie de Sofia. Ces chiffres, certes, « comptabilisent le nombre total de chercheurs ayant quitté le pays sans tenir compte de ceux qui sont revenus ». Mais ils d'ont traduit pas moins, sur un total d'environ trente-cinq mille scientifiques diplômés, « un flux permanent d'émigrants variant entre 15 % et 20 % » de la communauté scientifique. En juillet 1992, environ 13 % des chercheurs des instituts sondés par l'équipe de M. Tchakalov se trouvaient ainsi à l'étranger pour un séjour de longue durée, parmi lesquels une majorité de chercheurs confirmés.

Ouverture nécessaire, indispensable même. Mais combien reviendront ?

« Il faut aujourd'hui prendre le risque d'envoyer nos chercheurs à l'étranger dans des laboratoires de haute qualité, mais je suis persuadé qu'il s'agit d'un phénomène temporaire », affirme Roumen Tsanev, directeur à Sofia de l'Institut de biologie moléculaire. Ce scientifique de renom, qui figure parmi les rares membres de l'Académie des sciences à avoir délibérément refusé, depuis plusieurs années, de publier dans les revues scientifiques bulgares, n'a en effet pas trop à craindre la dislocation de son équipe, à laquelle il a d'ores et déjà donné une notoriété internationale. Mais qu'en sera-t-il pour tous les autres, lorsque se mettra en place cette fâcheuse évaluation de la recherche, indispensable et redoutée ?

Pour donner un nouveau souffle à sa recherche, le plus petit pays des anciens satellites de l'URSS devra assurément faire des choix. Incontournable en priorité « aux sciences exactes et la recherche fondamentale », comme le souhaite M. Blaga Dimitrova, vice-présidente de la République bulgare ? « Telle fut la politique des Pays-Bas à la fin du XIX^e siècle, et je pense que nous devrions faire de même », nous a-t-elle précisé, avant d'ajouter : « Telle est la politique de son pays, vis-à-vis de la France, en matière de savoir-faire organisationnel et d'enseignement secondaire ».

CATHERINE VINCENT

(1) Tel est notamment le but des Programmes internationaux de coopération scientifique (PICS) du CNRS, qui offrent à un laboratoire étranger la possibilité de s'associer sur un thème commun avec un laboratoire français. Sur les 59 PICS actuellement en cours, 25 % ont été conclus avec l'Europe de l'Est, dont deux avec la Bulgarie.

Un mausolée très glacial

La mausolée de Gueorgui Dimitrov (1882-1949), sur le place du 9-Septembre à Sofia, va-t-il devenir l'un des hauts lieux de rencontre de la communauté scientifique bulgare ? Aujourd'hui orné de graffitis douteux le *Morgue principale de Sofia*, le bâtiment, qui abrita jusqu'en 1980 le corps embourbé du révolutionnaire bulgare, pourrait devenir un laboratoire de basses températures de 400 mètres carrés.

« Rien n'était trop grand ni trop cher pour entretenir le corps de la « momie » et son sarcophage », rappelle Pavel Peshev, chercheur à l'Institut de chimie générale et

inorganique de Sofia. Pour maintenir à la température constante de -20°C le corps de l'ancien secrétaire général du Komintern, fondateur du parti communiste bulgare, une gigantesque installation thermique souterraine fonctionnait en permanence, soigneusement entretenue par le « service de régénération » (une vingtaine de personnes) de l'Académie des sciences.

Les appareils sont désormais devenus obsolètes. En revanche l'infrastructure a tenu le coup. Ramenée en état et équipée d'un liquide réfrigérant industriel, elle permettrait de travailler à des températures extrêmement basses,

celle de l'azote liquide (-180°C) ou même de l'hélium (-269°C). L'idée est fortement encouragée par certains chercheurs français, tel M. Minko Belkanski, originaire de Bulgarie et professeur de physique des solides à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

« Transformée en laboratoire de cryogénie, cette installation thermique pourrait être mise à la disposition de tous les pays des Balkans, de la même manière que le LLRI est utilisé par les physiciens du monde entier », estime M. Belkanski. Ce service commun pourrait également jouer un rôle fédérateur auprès de la communauté scientifique bulgare, en contri-

buant à abattre les barrières, très invalidantes pour la recherche, qui subsistent encore entre l'Académie des sciences et l'université.

« Le mausolée, j'aurais préféré qu'on le détruisait. Mais aucun laboratoire des sciences ne peut aujourd'hui se passer d'un dispositif de basses températures. Alors, pourquoi pas ? », confie Pavel Peshev. « L'idée est bonne, renchérit le professeur Velizar Velkov, archéologue et vice-président de l'Académie des sciences bulgares. Mais elle sera très difficile à faire admettre à la population de Sofia ».

Ca. V.

Un artisan au CERN

Suite de la page 15

« Sa prestation lors d'un congrès de physique des hautes énergies à Padoue est remarquée par le physicien américain Leon Lederman, futur directeur du Fermil National Accelerator Laboratory, futur Prix Nobel de physique 1988. Lederman est alors, lui aussi, un jeune chercheur de trente-trois ans. Mais il vient de terminer une série d'expériences importantes sur le muon, une particule de découverte récente, et a obtenu de pouvoir poursuivre ses travaux sur l'accélérateur européen du CERN. Il propose à Charpak de faire partie de l'équipe qu'il rassemble à cet effet.

« Ce fut pour moi une expérience magnifique, se souvient ce dernier. J'y ai vraiment appris à travailler. Ces Américains étaient des brutes de travail. Je venais d'un milieu, celui des Joliot, où l'on prenait deux mois de vacances et où l'estimait, à juste titre d'ailleurs, que faire du volier était la tête, permettant de réfléchir et donc de faire des découvertes. Avec l'équipe de Lederman, je n'avais même pas de week-ends complets. Pendant trois ans, j'ai mené une vie bestiale, mais vraiment très stimulante ».

L'expérience terminée, il reprend ses recherches personnelles. Nous sommes en 1962 et les chambres à étincelles sont déjà couramment utilisées pour la détection des bouffées de particules issues des collisions provoquées dans les accélérateurs. Mais, comme sur les chambres à bulles, le seul moyen d'observation et d'études reste la photo. Plus d'un million de clichés sont nécessaires pour certaines expériences, et cela devient de plus en plus lourd à manier. Devenu membre permanent du CERN, Georges Charpak inventa deux méthodes de lecture des chambres à étincelles basées sur la mesure d'intensité de courants et donc, déjà, susceptibles de fournir des données pouvant être traitées par ordinateur. « Manque de chance, des concurrents et amis avaient imaginé au même moment des dispositifs plus performants. Ce fut mon deuxième échec, mais j'avais, cette fois, la preuve que j'étais dans le coup... et pas le seul ».

Une raison supplémentaire de persévérer. Pour sa thèse, au Collège de France, il avait utilisé des « chambres proportionnelles » composées d'un fil enroulé dans un tube rempli de gaz. Les ayant fabriqués de ses mains, il était particulièrement bien placé pour en connaître toutes les possibilités.

« L'observation majeure fut que, placés côte à côte, les fils fonctionnaient chacun comme un détecteur individuel, indépendamment de ses voisins. » C'était tout simple, mais personne, auparavant, n'avait imaginé que cela fût possible. La chambre proportionnelle multifils était née. « Elle marchait de façon remarquable. Cela a fait une certaine sensation. Certains collègues ont, bien sûr, voulu garder les vieilles chambres à étincelles, mais ils ont été rapidement distancés par les autres. Impossible de lutter avec quelqu'un qui dispose d'un instrument mille fois plus rapide que le vôtre ».

J'aime les problèmes

Ce coup d'éclat permettra à Georges Charpak de se construire un sésame au CERN. « On nous laissait libres. On admettait que mon petit groupe puisse construire des détecteurs pour le plaisir ». C'est ainsi qu'il pourra se lancer dans les applications de ses détecteurs à la biologie et à la médecine, où domine bien loin des préoccupations des physiciens du CERN.

Ce nouveau centre d'intérêt pourrait avoir eu pour origine l'influence de ses trois enfants Yves, Nathalie, médécins tous les deux, et Serge, biologiste. Il a fait certifier, il y a tout est parti, en 1973, d'une discussion avec Rodolphe Messiaen, Prix Nobel 1961. Il avait imaginé une méthode nouvelle d'étude des structures des molécules complexes à l'aide de rayons X, et rencontrait beaucoup de difficultés avec les appareils existants. A partir de l'un de ses détecteurs, Georges Charpak construisit pour lui une chambre utilisant les faisceaux de rayons X produits par le « rayonnement synchrotron » de certains accélérateurs. Le même modèle sera acquis par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux Etats-Unis, et par l'université d'Orsay.

Il notera aussi de mettre au point une méthode de radiographie en trois dimensions à l'aide de faisceaux de protons. Certains de ses collègues se souvenaient encore avec effroi de la tête de cadavre (prêtée par la faculté de médecine de Marseille) qui servait de sujet à ces expériences que l'apparition du scanner rendit malheureusement subitement sans avenir médical.

« Au fond, ce que j'aime, ce sont les problèmes », dit Georges Charpak. « Messiaen m'en avait posé un, je

l'ai résolu ». Marie-Suzanne Vascotto qui, pendant plus de vingt ans, l'a aidé à rédiger ses publications scientifiques, confirme ce goût inné pour la fuite en avant. « Dans la recherche, un jour qu'elle s'ennuyait de le voir toujours impatient de publier ses derniers travaux, il lui répondit : « Vous ne savez pas le plaisir que représente le fait de rendre obsolètes ses propres découvertes ».

Il reste, avant tout, un physicien : « Je suis comme les copains. Quand on me dit que l'univers est constitué à 90 % de matière cachée, cela me laisse rêveur, et j'ai envie de la trouver. » C'est sans doute pour cela qu'il passe en moyenne deux jours par semaine au CERN à travailler avec les chercheurs de son ancienne équipe, bien qu'il soit officiellement à la retraite depuis trois ans. Mais le reste de son temps est consacré désormais à la biologie. « J'ai le virus. C'est plus facile, et plus rapide. J'y trouve des satisfactions que je ne rencontrerais jamais en physique. Imaginer, par exemple, un détecteur pour l'imagerie des rayons bêta, et voir les biologistes se ruier dessus, c'est une joie sans mélange. Le premier prototype, que j'ai livré à l'hôpital de Genève en 1991, est employé quotidiennement de manière routinière. L'équipe de Michel Goldberg, à l'Institut Pasteur, a publié des résultats de niveau international dix jours après avoir reçu le sien, en juillet dernier ».

Avec quelques amis, il a fondé une petite société, Biospace, pour la commercialisation des détecteurs appliqués à la biologie, qu'il développe dans un laboratoire mis à sa disposition par l'École supérieure de physique et chimie industrielle de la Ville de Paris. Titulaire depuis 1984 d'une chaire dans cette école, il y a découvert, à soixante ans, les joies du professorat. « En fait, quelques heures par un seul. Un cours de très haut niveau sur les détecteurs de particules, donné à nos étudiants de quatrième année, dit Claude Heninon, enseignant chercheur à l'école. Ils en ressortent totalement ébahis, mais en affirmant, pour la plupart, n'y avoir strictement rien compris. » Un manque de pédagogie étonnant chez cet homme qui aime s'entourer de nombreux « thésards » dans son équipe.

« Il y a parfois tendance à croire que tout le monde est de son niveau, et il m'est arrivé d'avoir beaucoup de difficulté à suivre certains de ses séminaires », reconnaît Jacques Prentki, ancien directeur de la division théorique du CERN, et son ami depuis 1948. Mais s'il fait l'effort, il explique très bien les problèmes les plus difficiles. « Sa verve communicative semble pourtant se déployer de préférence dans des domaines étrangers à la physique. « Il est assez brillant, copilivont, quand il a des choses à dire sur des

sujets d'intérêt général. Et, s'il est détendu, vraiment lui-même, il vous improvise un vrai festival devant un auditoire fasciné qui l'écoute bouche bée », admet Daniel Prodan, directeur de la culture au CERN, passant par le ski, la musique ou les voyages, les centres d'intérêt ne manquent pas chez Georges Charpak. Il a même appris le chinois pendant quelques années, parce que son épouse Domolique avait recueilli trois enfants chinois à la maison.

« Certains lauréats utilisent la notoriété que leur donne le Nobel pour faire passer leurs idées. Je suis persuadé que ce sera le cas de Georges, car il est très ouvert à l'extérieur et a certaines idées bien arrêtées sur la formation par exemple », affirme Jacques Prentki.

Comme un bouffon désespéré

« C'est vrai. Je m'intéresse à la société, à mon pays, et je serais heureux d'être associé, par exemple, à la guérison de certaines tumeurs comme l'échec scolaire, confirme Georges Charpak. Au CERN, j'utilisais volontiers le poids du Nobel pour leur exposer les problèmes qu'ils entraînent. Ils ont été très intéressés par les détecteurs. Ce serait un bon stimulant pour attirer de meilleurs chercheurs. Plus généralement, j'aimerais favoriser un meilleur contact, une meilleure communication, entre disciplines scientifiques. Le monde scientifique est trop structuré, et il n'est pas facile de passer d'une communauté à une autre. J'en sais quelque chose, moi qui suis désormais à moitié physicien et à moitié biologiste ».

Georges Charpak ne devrait pas manquer, enfin, de profiter de sa nouvelle aura médiatique pour militer en faveur du désarmement. Une action dans laquelle il s'est engagé au sein de l'Académie des sciences, et avec des chercheurs américains opposés à l'initiative de défense stratégique (guerre des étoiles). « Je suis très fier, dit-il, d'une lettre que j'ai écrite à Mikhaïl Gorbatchev en 1987, et qui fut publiée en partie par le Nouvel Observateur. Je lui conseillais de « trahir ses ennemis » en reculant ses chars vers l'est, et de spéculer sur la baisse des actions des sociétés d'armement qu'il avait intériorisées provoquées ce retrait unilatéral. Il aurait pu, ensuite, vendre des tanks compressés par le sculpteur César pour remplacer les monuments aux morts dans chaque village français. C'est ainsi, conclut Georges Charpak, que je fais de la politique : comme un bouffon désespéré ».

JEAN-PAUL DUFOUR

Nouvelle thérapie pour la tyrosinémie

Quelques jours avant l'attribution du prix Nobel de médecine et de physiologie 1992, une importante publication de l'hépatodéaire britannique *The Lancet* venait démontrer que la recherche en biochimie et en pharmacologie pouvait, encore aujourd'hui, être à l'origine d'importants progrès thérapeutiques, ces derniers n'étant en aucune manière réduites aux travaux de biologie et de génétique moléculaire quel que soit le législateur enthousiaste qui les suscitait.

Ce travail est l'œuvre d'une équipe réunissant des chercheurs suédois et britanniques (1). Il consiste en une approche thérapeutique originale de la tyrosinémie de type 1, une affection héréditaire touchant, selon les régions et les pays, entre 1 sur 2 000 et 1 sur 100 000 enfants. Cette maladie est due à une anomalie métabolique entraînant l'apparition de troubles hépatiques rapidement mortels. Jusqu'à présent, la transplantation hépatique, avec toutes les difficultés qu'elle soulève, constituait le seul espoir thérapeutique permettant notamment de prévenir l'apparition de cirrhose ou de cancer du foie chez les enfants qui parvenaient à dépasser les premières semaines ou les premiers mois de leur existence.

Les connaissances ou les hypothèses sur l'anomalie métabolique à l'origine de symptômes pathologiques observés n'avaient pas permis, jusqu'à aujourd'hui, de proposer des thérapies adaptées. Les régimes comportant une réduction de l'apport de certaines substances (phénylalanine, tyrosine) permettaient, certes, d'obtenir quelques améliorations cliniques, mais ne parvenaient pas au total à enrayer le processus de physiopathologie toujours mor-

tel. La publication du *Lancet* permet, pour la première fois, d'envisager un progrès thérapeutique majeur dans ce domaine.

Les chercheurs expliquent avoir mis au point un traitement constitué de l'apport quotidien d'une substance (dénommée NTBC) qui permet de ralentir la vitesse d'action de l'enzyme responsable des réactions enzymatiques et de prévenir ainsi l'accumulation pathologique de certaines substances au niveau du foie et des reins des jeunes enfants. Les travaux ont porté sur cinq enfants d'âge compris entre deux mois et six ans traités entre sept et neuf mois par des apports quotidiens alimentaires de NTBC. Cette substance, qui semble ne pas entraîner d'effets secondaires, améliore nettement les différents paramètres biologiques et pharmacologiques actuellement perturbés lors de l'évolution de la maladie.

Les examens radiologiques (réalisés au scanner), tout comme les observations des parents (augmentation de l'appétit, amélioration psychologique) témoignent en faveur d'un efficacité notable du traitement. « Un tel travail est d'autant plus remarquable que la tyrosinémie constitue actuellement le sujet privilégié de nombreux groupes de biologistes moléculaires tant aux Etats-Unis qu'en France, nous a déclaré le professeur Arnold Münnich, Hôpital Necker-Enfants Malades, Paris, unité de recherche INSERM sur les handicaps génétiques de l'enfant, sans remettre en cause l'approche de génétique moléculaire ».

J.-Y. N.

(1) Ce travail a été publié dans *The Lancet*, daté du 3 octobre, par un groupe de chercheurs dirigé par le professeur Sven Lindstedt (université de Göteborg-Suède).

Le ciel sur Minitel

Mettre les étoiles, les planètes et les galaxies à portée de Minitel ? Depuis le 15 octobre, la page est devenue réalité. Grâce à la pugnacité de l'équipe de *Ciel et Espace*, revue mensuelle de vulgarisation éditée par l'Association française d'astronomie (AFA), le serveur 36 15 Big Bang révèle à qui veut le voir un véritable guide du ciel. Entièrement consacré à l'astronomie et à l'espace, ce service télématique « sérieux et branché » propose aux astronomes amateurs ou confirmés des cartes détaillées des principales constellations, à l'observateur occasionnel des cartes hebdoma-

daires du ciel, et à tous une série de flashs d'information quotidiennement actualisés.

Rapide et simple d'emploi, Big Bang a pour vocation de toucher « les centaines de milliers de curieux que le spectacle d'un beau lever de Lune, de la Voie lactée ou d'astronectes se bécotant dans l'espace intrigue, fascine ou fait rêver », précise-t-on à *Ciel et Espace*. Le projet, pour lequel la publication a investi un demi-million de francs, nécessite pour être viable un succès minimal de 300 heures par mois.

Ca. V.

CULTURE

CINÉMA

Veillée d'armes européenne

Aux Rencontres de Beaune, les professionnels du cinéma ont mis en évidence les dangers de la domination américaine

BEAUNE

de notre envoyé spécial

Créée en 1987, l'Association des auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP) est née de la conjonction d'un constat (la multiplication du nombre des réalisateurs qui choisissent, ou sont obligés, de devenir également producteurs), d'une volonté (créer un organisme de soutien au cinéma français selon d'autres règles que le corporatisme syndical existant) et d'une source de financement (une partie de la taxe qui venait d'être instituée sur les cassettes vidéo). À l'initiative de son président-fondateur, Claude Berri, et sous la houlette du stratège Pascal Rogard, l'organisation compte désormais quatre-vingt-dix membres cotisés — dont la plupart des grands noms de la mise en scène française et quelques ténors étrangers — et est devenue le plus actif lobby des professions du cinéma.

Au mois d'octobre 1991, l'ARP organisait ses premières Rencontres professionnelles à Beaune, et y conviait des professionnels de

l'Europe. Ce fut, entre pom-pom et côté de nuit, un vaste et souvent passionnant tour d'horizon des situations dans les divers pays, où les Français tiennent volontiers le rôle des plus favorisés, et aussi des plus combattifs (le Monde du 23 octobre 1991). La deuxième session, qui s'est tenue du 16 au 18 octobre, fut aussi conviviale que la première, mais concentrée sur des sujets plus précis, et plus techniques.

Le débat sur les télévisions à péage en Europe fut essentiellement une suite de communications descriptives, animées avec entrain par Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus. Et celui consacré à la distribution, malgré un utile bilan de la mise en place à travers le continent de salles consacrées majoritairement aux films européens, laissa revenir les vieux démons du débat franco-français non exempt de démagogie. Mais les séances consacrées aux droits d'auteur et aux relations avec l'Europe furent riches d'informations et d'échanges.

La Communauté européenne, et

sa capacité à devenir, face à l'assiegeant américain, une « citadelle », selon le mot de Jean-Jacques Beineix, a été au centre de ces deux débats. On y a célébré la prise en compte de la culture par le traité de Maastricht, sans dissimuler combien les conditions dans lesquelles elle pouvait donner lieu à des actions communautaires étaient contraignantes.

La position de Bruxelles

M. Jean-François Verstrynge, en charge de l'harmonisation des réglementations nationales à Bruxelles, a fait le point sur l'état des négociations concernant les droits (moraux et pécuniaires) des auteurs, débats dominés par l'antagonisme entre le droit dit « continental » (d'inspiration française, très favorable aux créateurs) et le copyright anglo-saxon, qui privilégie le producteur. Bruxelles défend une position proche des thèses continentales mais n'a, pour l'instant, pas reçu le nécessaire aval de tous les pays. Autre sujet de polém-

mique : le satellite qui, en diffusant bien au-delà du territoire par lequel il a été mis sur orbite, remet en cause tout le système de vente des droits par pays.

Mais ce sont surtout les négociations du GATT sur le commerce international qui ont dominé les discussions. Tout en reconnaissant l'importance des enjeux agricoles, les professionnels ont rappelé qu'une éventuelle reddition dans le secteur audiovisuel face aux exigences des Américains reviendrait à anéantir les systèmes de défense mis en place, et à signer l'arrêt de mort des images européennes. M^{me} Calette Flesch, directrice générale de la Commission en charge du secteur à Bruxelles, a dressé un état des initiatives prises sous les auspices du plan Médias. Et M. Jonathan Scheele, qui négocie au GATT au nom des Douze pour tout le domaine des services (lire encadré), a rendu compte de ce qu'il faut bien appeler l'affrontement Europe-Amérique.

Apparition ex nihilo du ministre des affaires européennes, M^{me} Giguère, venue assurer de son soutien les cinéastes inquiets d'un éventuel bradage de leurs intérêts au profit d'avantages gagnés dans le secteur agricole. Malgré les précautions oratoires auxquelles se sont astreints les plus diplomates, c'est bien de résistance (économique et artistique) à la domination hollywoodienne qu'il était question, qu'elle s'exprime avec la verve érudite de Bertrand Tavernier, la paisible obstination du directeur du CNC, Dominique Wailon, ou aux ombres agaçantes de l'anglais Simon Perry, du Portugais Antonio Pedro Vasconcelos, du Tchèque Jaromír Jires, de la Géorgienne Nona Djordjazi, venus témoigner de situations encore plus catastrophiques dans leurs pays.

Cet affrontement, évoqué aussi à propos de la convention de Berne sur les droits des auteurs (que les Américains ne semblent avoir finalement signée que pour la dévotion), est également au cœur du communiqué final publié par l'ARP. Il réclame notamment que « les autorités européennes mènent une enquête concernant les pratiques commerciales américaines », suspectes de concentration excessive et d'abus de position dominante.

J.-M. F.

La Fémia vient de publier à propos de l'Europe et de l'audiovisuel le très utile *vadémecum*, la *Quatrième et dernière étoile*, de Jean-Noël Dibie.

PETIT MONTPARNAISE
Location 43.22.77
la traversée
d'ALONSO ALEGRIA
"Un des plaisirs du Festival d'Off d'Avignon." Libération
"C'est du très bon théâtre!" France Culture
"Original, puissant, bien écrit, bien joué." L'Humanité
du mercredi au samedi 21h - dim. 15h 30

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN
Pierre Boulez dirige au Châtelet
23 octobre à 20 h 30
Webern
Ligeti
Avec Françoise Pollet, soprano
Florent Boffard
Pierre-Laurent Aimard, piano
Jean-Guillaume Quevras, violoncelle
40 28 28 40

L'hymne à la vie

Suite de la première page

On est en 1986. C'est important. Et peut-être ne souligne-t-on pas assez, sauf par la voix off de Jean, deux fois, qu'on est bien cette année-là, dans un hier très proche. Depuis, les choses ont changé, nous avons tous changé. Jean a trente ans, ou un peu plus, guselle d'ange et appétit de loup. Il tourne des pubs, gratte pas mal la guitare, ambitionne d'enregistrer un disque, il a faim de tout et ne choisit rien, fait des filles et des garçons, de la drague masculine sous les ponts de Paris, et aussi de ses petites amies, des plaisirs qui passent, de l'odeur forte des nuits « fauves », de la vitesse sans but dans sa décapotable rouge. Jean est bisexuel comme d'autres ont les yeux bleus.

C'est alors que deux « personnages » vont bouleverser son existence. L'un est lumineux, exigeant, et frais comme le matin : c'est Laura, dix-huit ans. Elle va l'aider au premier regard, le vouloir, jusqu'à la folie. L'autre est sombre, sournois, invisible et pourtant là, c'est le virus du sida. Jean les accepte tous les deux et les refuse tous les deux. Jean se cogne à la réalité de sa séropositivité comme à l'irréalité d'une passion emou-



Romane Bohringer et Cyril Collard

reuse. Jean ne renonce à rien, car le danger est partout, dans l'idée de mourir et dans l'idée d'aimer ; il croit à la vie et à l'autre. La première fois qu'il fait l'amour à Laura, il ne se prévient pas (ce geste conjuratoire serait aujourd'hui criminel). Elle se dira, se croira (?) contaminée, leur histoire tournera à la guerre, il y aura de terribles blessures, mais en fin de compte la mort n'aura pas sa victoire.

Pas de préche rédempteur

« J'ai l'impression qu'il y a rien qui arrive parce qu'on s'ennuie », dit Laura. Il ne s'agit pas là de néoromantisme ringard ou de préche rédempteur, mais d'un hymne à la vie d'une force incroyable, d'un film qui a la vie en lui, qui dégage une énergie, une bouillonnante énergie. En scènes courtes, beautés, souvent furieuses, changeant sans cesse de couleur et d'humour, passant de l'humour sauvage à la désespérance. Cyril Collard côtoie des préceptes d'impudeur sans jamais y tomber. Il ne fait jamais de nous des voyeurs, chasse le sordide, le sale, par la seule volonté de son regard. Il cadre les visages, pas les bragues, il ne filme pas en dessous de la ceinture.

On peut ainsi le suivre jusque dans les « backrooms », jusque dans des drôles nocturnes et hâtives de Jean. On le suit, on ne le lâche pas, on passe avec lui de la brutalité à la tendresse, sans transition, sans précautions. Il porte souvent la caméra à l'épaule, il est toujours en mouvement. Un montage fébrile découpe des séquences denses qui passent du comique au poignant, du rock au flamenco, du désespoir au sublime, peuplées de figures inoubliables. Voici Samy, le grand gosse plein de muscles, un peu obtus sur l'image exaltée qu'il a de sa virilité, il aime Jean, lui aussi, comme il peut, avec peu de mots, il se cherche une famille et finira par glisser vers la pire, celle des skinheads. Voici le travesti philosophe qui a été sa perle pour pousser la goulante : « C'est mon homme... » Voici deux figures de mères — celle de Laura, celle de Jean — terriblement étonnantes dans leurs carènes et leur inexplicable bonne volonté. Voilà, en deux courts moments de douceur terrible, les visites de Jean à l'hôpital, son dialogue serin, anodin avec l'infirmière. « Tu ne mets plus de gants? », dit Jean. « Non, je n'aime pas ça, répond-elle, et puis personne n'est éternel... » C'est alors que les larmes vous viennent.

D'autant plus que tout le monde vit le film, fait mieux que le jouer, tout le monde a appris avec Collard « ce que c'est la rage ». Samy, l'extraordinaire Carlos Lopez, sorti tout droit d'une bande de taggers, Corine Blue et Claude Winter, les *maîtres doloresas*, René-Marc Bini, l'ami d'enfance à l'écran et dans la vie, et, écrasante de justesse, de courage, prenant tous les risques indomptable peine déesse d'amour et de détresse, révélation absolue, Romane Bohringer.

Ce n'est pas la première fois que des films, en France ou ailleurs, abordent le sida. Mais c'était de manière périphérique (*Mauvais sang*, de Leos Carax, 1986), chronologique (*Encore*, de Paul Vecchiali, 1988), entomologique (*Long Time Companion*, de Norman René, 1990), métaphorique (*Merci la vie*, de Bertrand Blier, 1991). Cyril Collard, lui, met la menace du sida à sa juste place, qui est immense, non seulement pour ceux qu'elle touche directement, comme son héros et lui-même, mais pour nous tous. L'amour désormais se perd l'insouciance, il n'est est que plus nécessaire, vital. Le sida est un tueur, mais c'est aussi une arme. Contre l'intolérance (Jean se sert de son sang malade pour faire fuir un fasciste), contre l'indifférence.

En voyant les *Nuits fauves*, on pense à Pasolini pour l'intimité lyrique avec le monde homosexuel, à Plafat pour la poignante irruption d'un quotidien infectable, on

Un entretien avec M. Scheele, négociateur au GATT

« La détermination de la Communauté est totale »

Le Britannique Jonathan Scheele conduit les négociations concernant les services dans le cadre de l'Uruguay Round. Comme dans les autres domaines, ce représentant de Bruxelles négocie en nom et place des douze États. Malgré le poids économique relativement faible de l'audiovisuel européen, ce dossier est devenu l'un des plus chauds de la négociation. Heureusement : au-delà de la défense de telle et telle catégorie socioprofessionnelle, c'est la diversité des images et des histoires du monde entier qui est en jeu.

« Que représente l'audiovisuel dans les négociations que vous menez? »

« Pour les Européens, en termes économiques, il représente très peu à côté de la banque, du commerce maritime ou des télécommunications (pour s'en tenir aux services, comparé à l'agriculture la différence est encore beaucoup plus criante). En termes politiques, ce dossier est devenu l'un des principaux points de friction avec les Américains. Ils y attachent une grande importance : c'est leur secteur le plus rentable à l'exportation, après l'aéronautique. »

« L'audiovisuel pourrait-il devenir, en Europe aussi, un secteur économiquement important? »

« Ce n'est pas prévisible, on ne peut pas utiliser cet argument. L'essentiel est que ce sujet est devenu un enjeu politique majeur, sur lequel nous ne céderons pas. »

« Les Douze sont-ils unanimes sur la question? »

« Non. La France est très en pointe, mais plusieurs pays n'y accordent pas beaucoup d'im-

portance, ou considèrent que ce dossier n'est pas de leur ressort. Ainsi l'Allemagne, où la culture est une prérogative des Länder, dont le gouvernement tient à négocier les susceptibilités. Globalement, la Communauté est plus déterminée à se battre sur ce dossier que la majorité de ses États membres. »

« Quel est le principal enjeu de cet affrontement? »

« Le premier enjeu est ce qu'on appelle « la clause de la nation la plus favorisée », qui interdit toute discrimination envers un État membre du GATT. Dès lors, il ne serait plus possible d'autoriser la diffusion de films suédois ou hongrois et de refuser dans le même temps des films américains, comme le prévoit la directive « Télévision sans frontières » (qui tend à réserver 60 % du temps d'antenne aux productions européennes). Nous souhaitons soit exclure l'audiovisuel du champ d'application de cette clause, soit, plus probablement, y soustraire mais avec des aménagements concernant ce secteur particulier. »

« Mais la véritable enjeu pour les Américains est le contingentement des heures de prime-time. L'Europe représente déjà 75 % de leur marché extérieur, et c'est un secteur en expansion rapide, qui doublera en dix ans. Alors même qu'ils dominent largement, sans aucune réciprocité, ils voudraient un accès totalement libre à cette tranche horaire. »

« Quelle est la probabilité de voir les Européens renoncer à leur position sur l'audiovisuel en échange d'un éventuel avantage sur le terrain agricole? »

« Ce risque a existé au début de l'Uruguay Round, mais aujourd'hui je n'y crois pas. Il me semble que la détermination de la Communauté est totale, je n'imagine pas qu'on puisse changer la politique communautaire à ce stade. Et nous, les négociateurs, nous appliquons la politique communautaire. Les Américains viennent d'ailleurs de nous offrir un argument en renonçant à la clause de la nation la plus favorisée vis-à-vis du Canada (moins des douze États) dans le cadre de leurs négociations NAFTA. Il est vrai que c'est après avoir imposé leurs vues dans pratiquement tous les autres secteurs (et avoir euphoriquement quiescenté l'audiovisuel canadien...). »

« Un éventuel changement à la Maison Blanche risque-t-il de modifier la position américaine? »

« C'est peu probable. Le lobbyiste américain en la matière, M. Jack Valenti (président de l'association qui réunit les majors hollywoodiennes), est très écouté à Washington. Et si M. Clinton est élu, il le devra pour une part notable à la Californie, qui est l'État le plus déterminé concerné par ces questions (1). On ne peut donc compter sur un changement d'attitude. Mais il est certain qu'il va falloir aboutir prochainement. L'Uruguay Round devait s'achever en 1990. Si on traîne trop, on risque un « défiletage » du paquet partiellement réalisé. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

(1) Lire aussi *Hollywood, soutien des démocrates* (supplément « Economie » du Monde du 20 octobre).

Le XX^e siècle à Radio France

Orchestre National de France
Jeudi 22 octobre
Grand Auditorium de Radio France
baptisé à l'occasion de ce concert
Salle Olivier Messiaen
19 h
Messiaen - Debussy
Maria Orla, soprano
Yvonne Loriod, Roger Muraro,
Nicolas Angelich, piano
21 h 30
Mozart - Benjamin - Messiaen
Yvonne Loriod, piano
Maîtrise de Radio France
Kent Nagano, direction

Orchestre Philharmonique de Radio France
Mercredi 28 octobre, 20 h 30
Salle Olivier Messiaen
ANNÉES VINGT
Schoenberg Suite pour sept instruments
opus 29
Webern Symphonie pour ensemble
de chambre opus 21
Berg Suite lyrique pour quatuor
à cordes
Quatuor Prat
Annick Minck, direction

Location 42 30 15 16

CHATELAIN
de la
Bouillie
Weimarland
de Bruno Es...

PLANO
BRENDDEL
MAGALOFF
POLLINI

MAISSANCE DU MONDE

CULTURE

MUSIQUES

La mélodie du bonheur

Quand Cure, ex-groupe mélancolique, rencontre la sérénité

CURE
au Zénith de Paris

Pour un fan de football, l'impression ne doit pas être désagréable : six mille personnes qui scandent « Robert » puis tapent trois fois dans leurs mains. Et recommencent jusqu'à ce que Robert Smith, grand amateur de ballon rond, icône du rock, conscience douloureuse d'une génération, revienne sur scène.

Cure a donné, lundi 19 octobre, le premier de ses trois concerts parisiens, après une absence de trente mois (le groupe avait joué place de la République, lors de la Fête de la musique 1990). En avril dernier, *High* était sorti : un bel album qui, sans rien renier du travail musical accompli pendant les quinze premières années du groupe - s'avançant sur des territoires nouveaux : le rock bruyant, plein de guitares écorchées, à la manière de jeunes Britanniques comme Ride ou My Bloody Valentine ; mais aussi la mo-

talie, la sérénité qui prenaient la place de l'angoisse panique de l'adolescence.

Le décor ressemble aux lointaines planètes que l'on voyait dans les dessins animés américains de la fin des années 50 : colonnes doriques effilées vers le bas, hautes spirales métalliques, et, en fronton, une frise compliquée, calligraphie incompréhensible. Et puis des lumières faciles à comprendre : vert, bleu, mauve, pour la postérité ; rouge et jaune pour la violence ; toute la palette, en même temps, pour les chansons gaies. Car Cure joue aussi des chansons gaies. Le meilleur exemple est le plus récent : *Friday I'm in Love*, titre sautillant, mélodie à la McCartney, délicieusement cynique.

Malgré leur habillage funèbre, on trouve sur presque tous les albums de Cure de « vraies chansons », qui se logent dans la tête pour ne plus en sortir. Tout comme Cure a toujours saisi les envies de danser de son public, pour leur enlever tout complexe, Robert Smith montre comment s'y prendre : sur *The Dressing Up*, il se dandine comme Winnie l'Ourson. C'est facile, de toute façon pendant le concert, jamais le tempo ne dépasse les limites réglementaires.

Cure est donc depuis longtemps un groupe polymorphe, qui déguise sa diversité sous des oripeaux immuables. Robert Smith est toujours en noir, ses cheveux ont toujours l'air d'avoir croisé le chemin d'un cyclone, ses lèvres sont toujours barbouillées de rouge. Le son du groupe aussi reste imposant, avec un centre de gravité très bas, tout pour la grosse caisse et la basse, en haut la voix de Robert Smith, et à mi-chemin des couches de guitares et de claviers. Pourtant, on sent poindre une impression d'incongru, d'emprunt.

L'angoisse, la panique ont disparu. L'exécution de la musique de Cure n'a jamais posé de grands problèmes techniques, et la formation actuelle est sûrement la plus compétente jamais réunie par Smith. Mais, sans ce malaise qui fut le fonds de commerce du groupe, la moitié des chansons perdent leur raison d'être, relèvent des meilleurs *Boys Don't Cry*, *Fire in Carion* aux paroles écorchées, *Let's Go to Bed*. Heureusement, pour la dernière demi-heure avant les rappels, Perry Bamonte, le dernier embauché du groupe, quitte ses claviers (dont il use de manière ultra-conformiste) pour sa guitare : Cure devient alors les promesses de *Wish*, un rock bruyant, en déséquilibre, agressif, tout laisse penser que les spectateurs, quand on sort d'une grande déprime, rien ne vaut le sport.

THOMAS SOTINEL

► Au Zénith de la porte de Pantin les 20 et 21 octobre à 20 heures.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle PLEYEL
Mardi 21 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

ORCHESTRE
KUENTZ
VIVALDI
QUATRE SAISONS
STABAT MATER

Centre Culturel
Pompidou
01, 02
03
Jeu 22 octobre
20 h 45
(A. Valentin)

RÉCITAL
ADRIANO JORDAO
Piano
CARLOS SEIXAS
BACH, LISZT
SCARLATTI, HAYDN
DEBUSSY

Salle PLEYEL
Mardi 27
Mardi 21 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

Orchestre
Symphonique
Français
Dir. ARLANGERO

Opéra
Jeu 22 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

CONCERT
LUCIANO BERIO
Orchestre de la RAI de Turin
Dir. : Luciano BERIO

THÉÂTRE
CHATELET
Théâtre
Midi 22 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

SCHUMANN
« Scènes du Faust de Goethe »
pour soli, chœur
et orchestre
Dir. : Jeffrey TATE

OPÉRA
BASTILLE
Mardi 27
Mardi 21 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

RÉCITAL
Cecilia BARTOLI
Myung-Whun CHUNG
Piano
MOZART, RAVEL
BERLIOZ, ROSSINI

Salle GAVAU
Mardi 27
Mardi 21 octobre
20 h 30
(A. Valentin)

Grands Rendez-Vous
JORDI SAVALL
HESPERION-XX
Ensemble
Musique et Renaissance de la Vieillesse Espagnole 1462
La Nouvelle Musique
JABARRIES, CARCENES
ORTIZ, GUERRERO
ARANES

THÉÂTRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Vendredi 23 novembre
20 h 30
(A. Valentin)

Alexis WEISSENBERG
SCHUBERT
BRAHMS

THÉÂTRE
de la Bastille
Jusqu'au 25 octobre à 21h
5 dernières

WEIMARLAND
de Bruno Bayen
Festival d'Automne à Paris 92
43 52 42 13

PIANO
★★★★★
PLEYEL 45.61.06.30
VEND. 23 OCTOBRE
BRENDEL
Cycle Beethoven

MER. 4 NOVEMBRE
MAGALOFF
Cycle Schumann

LUNDI 23 NOVEMBRE
MAGALOFF
Cycle Schumann

LUNDI 23 NOVEMBRE
POLLINI
Beethoven - Chopin

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHOPIN-LEYEL : Dimanche 25 octobre (14 h 30), Lundi 26 (16 h), Mardi 27 (16 h 30), Mercredi 28 (16 h), Jeudi 29 (20 h 30), Vendredi 30 (15 h et 18 h 30), Samedi 31 novembre (14 h 30).

C H I L I
DES ANDES A L'ANTARCTIQUE - Film d'Alain MAHUIER
Hommes et bêtes des Andes. Villes antiques. Cols perdus. Santiago, Valparaiso, Atacama : désert, volcans, lacs, sites archéologiques. Le de l'époque. Paragone. Tour du feu. Antarctique.
Prochain sujet : ROUMANIE : du 8 au 15 novembre - Tél. : 46-61-18-88

Prague retrouve Amadeus

La nouvelle « fondation Mozart » a de vastes ambitions culturelles et politiques

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le chef d'orchestre est l'un des rares à exercer son métier en tournant le dos au public. On n'en apprécie que davantage le plaisir de pouvoir suivre grâce à une grande glace baroque, au verre marqué par le temps, les mouvements de son visage. C'était le cas, le 17 octobre au soir, dans la vaste salle d'honneur du château d'Esterhaza (Hongrie), à quelques kilomètres de la brèche ouverte il y a trois ans dans le rideau de fer par un gouvernement hongrois inconscient de l'avalanche qu'il allait ainsi provoquer.

Sándor Végh dirigeait sa chère Camerata de Salzbourg. Les symphonies de ses quatre-vingts ans l'obligent à rester assis. Son épave à moitié bloquée, l'empêche de tenir la baguette. Mais quelles mains, et surtout quelle main droite, dont on dirait qu'elle distribue, en quelque sorte, la musique ! Quel bonheur dans ses yeux, que ne quittent presque jamais ceux de ses interprètes ! A ce point, il s'agit moins de diriger un orchestre que d'ajouter encore à sa ferveur.

Haydn vécut trente ans ici comme maître de chapelle du prince Paul-Antoine Esterházy, obligé par contrat, entre autres, « de se conduire de manière exemplaire, s'abstenant de familiarité excessive et de vulgarité en mangeant, buvant et dans la conversation ». Il n'aurait pu rêver plus belle exécution - ah ! que le terme est imparfait ! - de sa *Symphonie Marie-Thérèse*. Assise au premier rang, la rayonnante Aona Suchocka, depuis peu premier ministre de Pologne, se penchait pas s'efforcer d'entendre ainsi célébrer le souvenir de l'impératrice qui présida sa première partition de son pays. Si elle avait fait le voyage, c'est parce qu'elle tenait à montrer son intérêt pour l'entreprise qui était ce soir-là ses débuts officiels. Le président de la République hongroise, Árpád Göncz, était là lui-même, avec Simone Veil, en leur qualité de membres du comité d'honneur de la Prague Mozart Foundation. Le sommet de Willy Brandt avait empêché les autres membres du comité de venir, qu'il s'agisse de François Mitterrand, de Jacques Delors, de Catherine Lalumière, ou de Mario Soares, dont l'épouse allait prononcer le lendemain, cette fois au château de Dobruška, près de Prague, un discours passionné sur le thème de la pauvreté et de la paix.

A Dobruška, qui fut sous le régime communiste le siège - somptueux

- de l'Union des écrivains, et qui est aujourd'hui loué par la fondation, c'est Vladav Havel qui accueillait les participants, en sa qualité non pas d'ex-président de la bienfaisante ex-Tchécoslovaquie, mais comme président de ce même comité d'honneur. De tels patronages disent à eux seuls l'ampleur de l'ambition du fondateur de la fondation, Alain Coblenz, sonnant et disant Français né aux Etats-Unis, avocat international inscrit aux deux barreaux de Paris et de New-York et passionné de musique.

Désenclaver la musique

Cette ambition ne se limite pas à une entreprise - une de plus - de mécénat. Elle comporte une dimension culturelle et politique.

Culturelle, Alain Coblenz n'emploie pas le mot, que les puristes récuseraient sans doute puisqu'il n'y a pas de portée sans clé, et que l'enclavement implique précisément cette racine. Il nous semble tout de même que ce qu'il cherche d'abord, c'est en quelque sorte à désenclaver la musique, à l'extraire du monde clos, parfois purement mécanique, glacé, où certains voudraient la confiner, pour y laisser pénétrer le vent du large. La fondation ne va donc pas seulement, dans l'Académie qui ouvrira ses portes le 1^{er} janvier, former des musiciens, elle leur prodiguera un enseignement de culture générale, notamment de philosophie et d'histoire. Elle aidera les interprètes à comprendre les problèmes des ingénieurs du son, et réciproquement. Et elle mènera de pair les réalisations musicales, et la restauration des lieux où ces réalisations prennent place.

Politique : en réunissant ainsi trois hauts lieux de la civilisation appartenant à la Hongrie, à la Bohême et à la Pologne, la fondation se propose d'aider ces trois pays à se réintégrer dans l'ensemble européen, à prendre conscience de leur identité culturelle commune, pour mieux résister aux tentations dont est aujourd'hui victime l'ex-Yugoslavie.

Le oem de Mozart résume à bien des égards ce patrimoine, lui dont Sándor Végh dit à juste titre qu'il a été le premier à intégrer les deux cultures, germanique et latine ; occasion de regretter que durant ce week-end de grâce on ait aussi peu eu l'occasion d'écouter l'Europe ne serait plus l'Europe si elle ne parlait qu'américain. Nous ne prions jamais trop pour qu'on nous garde *Don Giovanni*, la *Flûte à soupirs* et *Carmen*... en V. O. Mais nous nous promettons que la nouvelle Aca-

THÉÂTRE

Jardin d'enfants et carnaval

Lancer les juniors dans l'arène, déguiser les seniors : deux gros risques

PAR LES VILLAGES

à l'Antigone

à la Comédie-Française

Par les villages, de Peter Handke, au Théâtre d'Ivry. Les ouvriers d'un chantier, dans la campagne, près d'un village. La visite d'un homme né dans ce village, et qui a fait sa vie en ville : son frère est ouvrier, un chantier, et sa sœur souffre de rester là.

Une œuvre forte, qui éblouit, qui dit bien, plusieurs conflits neufs du monde réel d'à présent. Elle est faite non de dialogues entrecroisés, mais de monologues, étendus, l'un après l'autre. Une œuvre difficile à jouer, elle demande d'abord à l'acteur, des acteurs - des acteurs-nés qui ont la présence, la tenue sur les planches, une voix - et deuxièmement des acteurs qui, par des années d'existence et des années de jeu, de travail, ont un acquis.

Elisabeth Chailionx fait jouer, en public, en représentation normale, cette pièce *Par les villages*. Ne disons pas « jomée » mais « réchète » (c'est un euphémisme) par ses élèves d'un cours. Un vrai acteur, cela ne court pas les rues. Il peut arriver qu'une « classe » de théâtre ne comprenne aucun acteur. C'est le cas ici. Des physiques parfois sympathiques, des bonnes volontés, peut-être même des places de premier au compo de récitation au collège, mais pas d'acteur.

Il y a ces temps-ci une petite poussée de spectacles du même cru : des professeurs présentent leurs élèves. Est-ce économique ? Est-ce prétention ? Que les jeunes acteurs, sortis des écoles, jouent rôle par rôle, et peu à

peu assument ensemble une pièce comme *Par les villages*, cela s'est toujours fait. Mais d'abord, en représentation publique, comme ça, à la vocation-jete-pousse, un très « simple » travail d'élèves, ce n'est pas bien, même en temps de crise.

A la Comédie-Française, toute une équipe de vétérans, de presque autres érudites, jouent *Antigone*, de Sophocle. Catastrophe ! Créon, Tiresias, les Grecs du chœur, se présentent encastrés dans des sculptures immenses, des moulages vert bronze de cuir ou de feutre plastifiés ; des staphandiers, sur la scène, se tiennent moins grotesques. Qui plus est, les titres qui sortent de ces engins sont faits sur le modèle de celui du clown Grouck : des crânes chauves, bien blancs, bien roses, avec, bas dans la nuque, des mèches volantes de cheveux blancs. Tout cela dans des parcs de stak couleur bordeaux, avec, au-dessus de ces têtes, une immense dalle qui penche, menaçante : c'est le destin.

Impossible d'écouter et de voir, d'imaginer une seconde la pièce de Sophocle à travers un tel carnaval. Cela n'a l'air d'une blague, comme si Jean Dautremay, Pierre Vial, Yves Gasse, etc., avaient décidé de faire rire les copains, un soir. Quant à Sophocle... le metteur en scène, M. Otomar Krejca, le passe par profits et pertes.

MICHEL COURNOT

► Par les villages, Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denereux. Du mardi au samedi à 20 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 46-72-37-43.

► Antigone, Comédie-Française, en alternance, antérieures à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15.

démie enseignera plusieurs langues, quand ce ne serait que pour amener les chanteurs à les mieux prononcer. Mozart, d'ailleurs, et - d'ailleurs - qui ne cesse d'en redemander ? Le public d'Andras Schiff, samedi, à Esterhaza, avait certainement entendu des centaines de fois la *Sonata en la majeur* - celle qui se termine par la marche turque : son émotion n'en était pas moins visible. Et l'on peut en dire autant d'œuvres aussi classiques que le *Disertamento en ré majeur* et le *Quatuor en si bémol majeur* lorsqu'ils sont joués, dans un cas par la Camerata de Salzbourg, dans l'autre par le quatuor Prazak de Prague. Il n'empêche que l'invocation à Mozart, dans le titre de la fondation, peut paraître réductrice dans la mesure où celle-ci s'intéresse non seulement à l'enseignement et à l'exécution des œuvres,

mais également à la composition : le compositeur Krzysztof Penderecki, entre autres, s'y emploie.

De toute façon, il faudra bien que cette fondation trouve un autre nom, puisque après avoir failli s'installer à Nîmes - mais il faisait trop chaud - et à Avignon - mais il faisait trop froid, - elle n'est plus, on plus seulement, dans Prague, mais établie, comme on l'a dit, sur un tripode. C'est une entreprise considérable et difficile, malgré le soutien financier des gouvernements intéressés, des Communautés européennes, du Conseil de l'Europe et de mécènes ménémoins de la Terre entière, mais dont la réussite, dans ce monde où tant de choses ont tendance à se défaire, serait comme un petit sourire du destin.

ANDRÉ FONTAINE



DUTRONC
AU CASINO DE PARIS
A PARTIR
DU 3 NOVEMBRE
LOCATION:
49 95 99 99
TNAU
VIRGIN MEGASTORE
BOULEVARD DE LA CHÉRIE FM
NOUVEL ALBUM
PROCHAINEMENT

COLLUMBA
Sidonie
Béatrice

CHÉRIE FM si vous l'écoutez, vous allez chanter !

ÉCONOMIE

• La Monde • Mercredi 21 octobre 1992 • 21

BILLET

Polémique sur les pénuries de main-d'œuvre qualifiée

Depuis son arrivée au ministère du travail, M^{me} Martine Aubry avait lancé une vaste opération, dans les départements, pour percer enfin le mystère des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Ne disait-on pas, selon une enquête de l'INSEE, que 50 % des entreprises éprouvaient des difficultés de recrutement en 1990, et encore 25 % en 1992 ? Et ce, malgré la persistance du chômage...

A l'heure du premier bilan de cette action en profondeur, lors d'un séminaire organisé lundi 19 octobre sur ce thème, le ministre du travail a pourtant assésé une volée de bois vert dans l'idée de casser un certain nombre de clichés. Notamment, elle s'en est indirectement pris au CNPF qui, après les fameux ENCA (emplois à contraintes allégées) de M. Yvon Gattaz, qu'elle cite, s'apprêterait à comptabiliser « 500 000 emplois non pourvus ». « Je voudrais qu'on me montre ces chiffres et les regarder de plus près », lança-t-elle, affirmant que, pour elle, les données de l'ANPE sont plus proches de la réalité avec un stock de 55 000 offres d'emploi non satisfaites en fin de mois, « dont 34 000 seulement qui ont été déposées depuis plus d'un mois ».

Peu après, le CNPF réagissait en réduisant le compte, mais en admettant que les études actuellement menées pourraient éventuellement donner lieu à une publication.

Au-delà de la polémique, le mouvement d'humour de M^{me} Martine Aubry avait cependant le mérite de poser les vrais problèmes, amplement démontrés depuis que l'ensemble du service public de l'emploi s'est mobilisé, localement, pour apporter des réponses. L'inadéquation entre l'emploi et la qualification ne repose pas que sur la formation. Il faut aussi compter avec l'éloignement du domicile, avec la « tendance à surqualifier » les postes de travail, avec les conditions de travail - « le chômage ne justifiant pas qu'on propose n'importe quoi, n'importe comment » - et aussi avec les « problèmes d'insertion » que connaissent certaines professions.

Après ce rappel aux réalités, il reste cependant à améliorer l'efficacité des dispositifs d'intervention. « Nous sommes sortis des solutions globales, des recettes miraculeuses », affirme M^{me} Aubry, marquant sa préférence pour les actions et observations « au plus près du terrain ». Selon elle, de 70 000 à 100 000 embauches complémentaires ont déjà été obtenues en rapprochant l'administration des entreprises.

Et, comme il ne fallait pas rester sur une note négative, elle couvrit de louanges les fédérations patronales de la métallurgie, du bâtiment-travaux publics et de la plasturgie. Une manière d'entourer le coin dans ses reproches au CNPF.

ALAIN LERAUBE

En sept points

Les professionnels de l'immobilier présentent un programme commun

Le Conseil national de la construction, qui réunit une vingtaine de fédérations ou unions patronales liées à l'immobilier, a présenté mardi 20 octobre un programme commun pour relancer ce secteur, en crise profonde.

Elles présentent sept propositions, en majorité fiscales, pour relancer l'investissement locatif ou

Les Douze rejettent les propositions de la Commission sur la réduction des flottilles de pêche

Réunis à Luxembourg, les ministres européens de la pêche ont estimé, lundi 19 octobre, que les propositions présentées par la Commission, consistant à réduire de 20 % à 30 % les flottilles pour préserver une ressource menacée, étaient inacceptables. Les décisions seront prises à la fin de l'année.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre envoyé spécial

Les pêcheurs français peuvent respirer. La réduction concertée de la flotte communautaire programmée pour les années à venir sera moins importante que ce que propose la Commission européenne qui recommande une diminution de 20 % à 30 % selon les espèces capturées. Pour la France, l'effort moyen de réduction demandé par Bruxelles se situe autour de 17 %, ce que M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, estime beaucoup trop élevé.

Face au tollé que soulevaient ses propositions, M. Mannequin, vice-président de la Commission chargé du dossier, a fait marche arrière, lundi 19 octobre. « Même s'il s'agit de compétences exclusives de la Commission, j'ai besoin que mes propositions reçoivent l'appui du conseil des ministres. Vous prenez vos responsabi-

lités », a-t-il commenté. Les décisions concernant le troisième POP (Programme d'orientation pluriannuel 1993-1997) seront adoptées lors des prochaines réunions des Douze. Selon la réglementation communautaire, elles doivent être arrêtées par la Commission seule, après avis du comité de gestion où siègent des représentants des Etats membres.

M. Marin a donc accepté que le conseil des ministres tranche. « Cette modification du cadre légal prouve que le message, tel qu'il s'est exprimé en France ou au Danemark, à travers le référendum, mais aussi dans les autres pays membres, a été entendu : les politiques ont repris la direction des opérations », a estimé M. Josselin.

Une surcapacité unanimement admise

Comment donc mener à bien la réforme de la politique de la pêche dont personne, chez les Douze, ne conteste la nécessité ? La surcapacité de la flotte communautaire est unanimement admise, et chaque année le progrès technique l'aggrave (+2 % par an). Pour être efficace, c'est-à-dire permettre la reconstitution de la « ressource », il faudrait envoyer à la casse plus de bateaux que les Etats membres ne semblent prêts à le faire. Mais c'est là une perspective que récusent les

organisations professionnelles, et les dirigeants politiques doivent rechercher des compromis.

Autre volet de la réforme, l'organisation du droit de pêche. Sur le papier, la réglementation actuelle est irréprochable. Pour chaque espèce et chaque zone, les Douze fixent annuellement, en fonction de la ressource, des TAC (total des captures autorisées) qui sont répartis par quotas entre les Etats.

Un appauvrissement dramatique

En fait, les quotas ne sont pas respectés et la surexploitation de la mer qui en résulte provoque un appauvrissement souvent dramatique, risquant à terme de condamner la profession. Pour remédier à cette situation, la Commission propose que les quotas attribués fassent l'objet de licences, autrement dit soient répartis entre les bateaux opérant sur la zone, afin d'identifier plus facilement ceux qui pêchent de façon illégale.

Elle préconise également un renforcement des moyens de contrôle, suggérant en particulier un suivi des navires par satellite. Ces diverses mesures d'encadrement ont été accueillies de façon mitigée par les ministres.

PHILIPPE LEMAITRE

La convocation d'une assemblée générale d'AMB

La perspective du rachat de la BfG par le Crédit lyonnais se précise

La stratégie controversée du Crédit lyonnais qui consiste à considérer l'Europe comme son marché domestique ne peut réellement se concevoir sans une présence forte en Allemagne. Ce manque, avoué par le président de la banque nationaliste, M. Jean-Yves Haberer, pourrait être comblé dans les prochaines semaines. Après un démarrage difficile, les négociations pour le rachat de la BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) par le Lyonnais semblent en bonne voie.

Suffisamment en tout cas pour que l'actionnaire principal de la BfG, l'assureur allemand AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs), annonce la convocation d'une assemblée générale extraordinaire « dans les prochaines semaines ». Elle sera appelée à se prononcer sur la vente de la BfG et sur l'acquisition par les AGF (Assurances générales de France) de 25 % plus une voix du capital d'AMB. L'assureur allemand souligne dans un communiqué diffusé lundi 19 octobre que la cession au Crédit lyonnais de la plus grande partie de sa participation (50,1 %) correspond à la vente d'un « élément essentiel du patrimoine ».

On ne peut pas ne pas rapprocher ce déblocage des discussions entre AMB et le Lyonnais des échanges d'administrateurs entre l'assureur allemand et son principal actionnaire, les AGF. D'ores et déjà, M. Helmut Gies, président du conseil de surveillance d'AMB, a été nommé, par décret ministériel, membre du conseil d'administration des AGF.

En contrepartie, M. Claude Tagger, responsable du secteur interna-

tional des AGF, pourrait entrer au directoire de la compagnie allemande en lieu et place de M. Wilfried Boyen, proche de l'ancien président du directoire d'AMB, M. Wilfried Baumgardt, qui était hostile aux AGF. Coïncidence, c'est M. Boyen qui conduisait les négociations avec le Lyonnais et avait placé la barre très haut, évaluant la valeur totale de la BfG à près de 3 milliards de deutschemarks, le Crédit lyonnais l'estimant pour sa part à 1,8 milliards (6,1 milliards de francs).

Au Lyonnais, on n'voit à demi-mot que l'homme chargé des discussions du côté d'AMB ne facilitait pas vraiment les choses. Mais pour la banque il s'agit essentiellement d'un contretemps, et l'objectif reste de conclure avant la fin de l'année. Ce qui pourrait se faire par une prise de participation majoritaire.

E. L.

La SICOVAM et la Banque de France lancent un système de règlement sur titres en euros. - La Banque de France et la SICOVAM (Société interprofessionnelle de compensation de valeurs mobilières) ont annoncé, lundi 19 octobre, le lancement au début de 1993 de SIRE (Système intégré de règlement en euros) afin de dénouer sur les livres de la Banque de France les règlements afférents aux transactions libellées en euros. Ce dispositif, appuyé notamment sur Reitt pour les valeurs mobilières et sur Saturne pour les titres de créances négociables, assurera simultanément le règlement des espèces et la livraison des titres.

Ancien directeur du Crédit national

M. François Lagrange est nommé président de l'Institut français du pétrole

L'Institut français du pétrole a enfin un président. Après de multiples passes d'armes à l'intérieur du gouvernement, c'est finalement M. François Lagrange, directeur du Crédit national depuis 1985, qui sera nommé à ce poste, inoccupé depuis le départ de M. Jean Méo, atteint en avril dernier par la limite d'âge. Ancien conseiller de M. Laurent Fabius à Matignon, M. Lagrange a eu l'occasion de traiter des questions énergétiques lors d'un passage au commissariat général du Plan en 1978, rappelle le communiqué du Crédit national publié lundi 19 octobre. Reste que cette familiarité invoquée avec le dossier énergie n'explique que très partiellement cette nomination (le Monde du 3 octobre). La désignation de M. Lagrange à l'IFP a aussi l'avantage d'offrir à M. Philippe Calais, ancien directeur du cabinet de M. Michel Charasse, ministre démissionnaire du budget, une possibilité de reclassement... au Crédit national. M. Francis Lorenz, ancien PDG de Bull, soutenu par le ministre de l'Industrie, avait également été présenté pour la présidence de l'IFP. Matignon se serait engagé à lui proposer rapidement une solution alternative.

C. M.

(Né en 1938 à Dijon (Côte-d'Or), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, conseiller d'Etat. M. François Lagrange a rejoint en 1966 le cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'Economie et des Finances, avant d'être nommé directeur adjoint du cabinet de M. Edgar Faure, ministre des affaires sociales en 1972, puis directeur de cabinet de M. Georges Corne, ministre du travail, en 1973. Après avoir participé à la rédaction du rapport Solvay sur la réforme de l'entreprise, il intègre le commissariat général du Plan. En 1984, il devient conseiller auprès de M. Laurent Fabius à Matignon, avant d'être nommé, un an plus tard, à la direction du Crédit national.)

AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE

Nous le savions depuis quelque temps, mais nous voulons que vous le sachiez aussi.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

C'est à ce signe que désormais vous nous reconnaitrez.

FINANCEMENTS LONGS ET SPECIALISES

CREDIT NATIONAL, DOMI-EQUIPEMENT, FIT, IET FINANCE, BANQUE DU GROUPE (CSIA).

OPERATIONS EN FONDS PROPRES

FINANCIERE SAINT DOMINIQUE, SAINT DOMINIQUE PARTICIPATIONS, SOFINET, EURO SYNERGIES, CREADER, SOFINOVA, PARVALIND, INITIATIVE ET FINANCE, EUROMEZZANINE, SAINT DOMINIQUE FINANCE.

ACTIVITES IMMOBILIERES

DOMIBAIL, DOMIMUR, SGPIA, PROMOTION IMMOBILIERE SAINT-DOMINIQUE, RESIDE ETUDES, COMPACTE FONCIERE SAINT-DOMINIQUE, EUROPOLES INVEST, EXPERTIM.

MARCHES DE CAPITALUX

ALPI-GESTION, VITALIA, DOMI-EPARGNE, DUPONT-DENANT, RISQUE ET GESTION.

ÉCONOMIE

Les changements à la tête de la CFDT

Victime d'une « crise de management »

Le secrétaire général démissionnaire avait voulu « rassembler » et s'était refusé à adopter une stratégie de prise de pouvoir

Eugène Descamps avait tenu les rênes de la CFDT pendant dix ans, président ou président adjoint, à sa démission. Son successeur, M. Edmond Maire, a régné en maître pendant dix-sept ans (1971-1988). M. Jean Kaspar, lui, élu une première fois le 25 novembre 1988, n'aura « tenu » que quatre ans. Mais on pourrait lui appliquer, sans changer un mot, ce que disait du départ du premier secrétaire général de la CFDT le livre *Le Deuxième Homme* (1) : « Eugène Descamps a l'élégance de transmettre le flambeau, quoi qu'il lui en coûte, sans manœuvre de dernière heure ». M. Kaspar quitte la direction de la CFDT, de lui-même, avec panache.

Lorsque dans une organisation — politique, syndicale, patronale — la mise en œuvre de solides convictions personnelles entre en conflit avec les implacables logiques d'appareil, le « *crise de management* », selon la formule un peu joliment utilisée dans un courrier interne de la commission exécutive de la CFDT, est certaine. C'est elle qui vient de faire trébucher M. Kaspar, à six semaines des élections prud'homales du 9 décembre et alors que de nombreuses crises d'autorité secouent un syndicalisme désespérément affaibli.

Agé de cinquante et un ans, mineur, alsacien, fortement imprégné d'humanisme chrétien, M. Jean Kaspar avait été élu il y a quatre ans sur son image de rassembleur. Voulu poursuivre — et plutôt parachever — l'adaptation de

la CFDT et la « *modernisation* » du syndicalisme, il s'est réclamé d'une certaine « *éthique* ».

Au nom de cette éthique, de ses valeurs, M. Kaspar a refusé de mener une réelle stratégie de prise de pouvoir au sein d'une organisation encore secouée par les soubresauts de sa mutation et où certains responsables, au sein même du « *gouvernement* », cédèrent — la commission exécutive — guettaient ses moindres faux pas. Ses amis lui demandaient de s'entourer d'une garde rapprochée, de placer ou conforter ses hommes, de couper des têtes. Mais M. Kaspar a refusé de jouer ce rôle. Trop conciliant, trop « *gentil* », il a préféré accorder la primauté au travail d'équipe, à la collégialité, et n'a pas voulu se donner les moyens d'imposer son pouvoir, ce qui aurait supposé le recours à des méthodes plus autoritaires auxquelles il répugnait.

Pourtant, des crises de management, la CFDT en avait déjà connues. En 1971, lorsque Eugène Descamps s'en va, pour raisons de santé, il pense à M. Jean Monnier, futur maire d'Angers, voire à M. Jacques Chérèque, futur ministre de M. Rocard, pour lui succéder. Mais il se résigne à l'élection de M. Maire, le faisant « *coiffer* » pendant deux ans par un président... En 1976, au lendemain d'un congrès confédéral agité, la CFDT traverse une très grave crise interne, et M. Maire songe au départ. Mais il se fait réélire. En 1988, le même M. Maire pousse la candidature de M. Nicole Notat au secrétariat

général, mais il doit s'incliner devant le ralliement de l'appareil à M. Kaspar.

Aujourd'hui, le même M. Kaspar, minoritaire au sein de son bureau national, ayant perdu la quasi-totalité de ses soutiens à la commission exécutive, où il venait pourtant de faire entrer deux nouveaux alliés, démissionne six mois après avoir été réélu, lors du 42^e congrès, pour un nouveau mandat de trois ans. A posteriori, c'est aujourd'hui, avec l'élection de M. Maire, M. Kaspar a préféré jeter l'éponge sans tenter de se faire réélire par la « *base* »...

A première vue, la démission de M. Kaspar a donc un goût d'échec, un parfum d'inachevé. Elle est d'autant plus paradoxale que son court bilan est loin d'être vraiment négatif. Il a effectivement poursuivi, non sans mal, non sans résistances, la mutation moderniste et réformatrice de la CFDT, réussissant à en faire un partenaire incontournable du gouvernement mais aussi du patronat. Le CNPF jouait de plus en plus la carte CFDT, après avoir joué longtemps la carte FO, comme on l'a vu lors du dernier accord sur l'assurance chômage. Le risque était de voir la CFDT devenir aussi l'ennemi de signer les accords sociaux que négocie FO...

Cette stratégie a permis à M. Kaspar de gagner des points : la CFDT a pris les présidences de la caisse d'assurance vieillesse et, plus récemment, de l'UNEDIC (avec M. Nicole Notat). A l'heure du déclin général du syndicalisme, la

CFDT, animée par une réelle volonté de transparence sur ses comptes, a même gagné des adhérents : + 2,32 % en 1991 (571 405 adhérents, selon les chiffres officiels), + 3,65 % en 1990 et + 0,65 % en 1989. Et aux élections de 1991 aux comités d'entreprise, la CFDT a ravi la première place parmi les organisations syndicales confédérées à la CGT... derrière les non-syndiqués. Succès relatifs certes, en ces temps de crise syndicale, mais succès tout de même.

Une opposition permanente

M. Kaspar offre un bilan plus contrasté sur son positionnement face au gouvernement et aux autres organisations syndicales. Face aux gouvernements socialistes de M. Rocard, de M. Cresson et de M. Bérégovoy — il n'a jamais été confronté comme secrétaire général à des gouvernements de droite — il est souvent apparu trop conciliant, n'insistant pas à faire campagne pour la contribution sociale généralisée, alors très contestée par les autres syndicats.

Il avait cependant haussé le ton contre la politique économique de M. Bérégovoy. Il s'était surtout beaucoup impliqué dans les tentatives de rapprochement intersyndical, proposant même, en février 1990, un « *comité de coordination pour l'action syndicale en Europe* » à FO, à la CFDT, à la FEN et à la CGC. Mais s'il a amorcé un réel rapprochement avec ces trois dernières organisations, il s'est heurté à une opposition constante — et même véhémente — de M. Marc Blondel, secrétaire général de FO. M. Kaspar a-t-il, là aussi, trop cédé ? Il a privilégié des convictions solides et anciennes.

« *C'est elle qui m'a fait* », disait souvent M. Kaspar à propos de la CFDT. Aujourd'hui, c'est elle qui le défait, et le combat de M. Kaspar s'achève sur une logique d'appareil. Même les organisations syndicales sont carnivores. Il paie ainsi, durement, son insuffisante autorité et aussi sa faible notoriété. Sonde après sondage, les enquêtes d'opinion montraient que M. Kaspar était peu connu des salariés, ceux-là mêmes qui vont voter le 9 décembre. La CFDT va ainsi présenter à l'élection la double image de la première confédération syndicale dirigée par une femme — le rêve de M. Maire — et d'une organisation toujours en crise. Le prix à payer risque d'être bien lourd. Pour la CFDT, mais aussi pour le syndicalisme.

MICHEL NOBLECOURT
(1) *Le Deuxième Homme*, d'Hervé Hamon et Patrick Kottman. Éditions du Seuil.

Révolutions de palais

Suite de la première page

Hostile au maintien de représentants des entreprises dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale, M. Jean-Louis Girat, ancien numéro deux du patronat, s'est démis de son mandat de vice-président de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Sans oublier la poursuite de l'éclatement de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

Révolution de la base ? Rien de moins sûr. Ce vent de fronde contre des dirigeants dont certains, comme M. Kaspar et Beaupère, ont pris les positions courageuses refait plutôt des combats d'appareil et une crise de l'exercice du pouvoir au sein d'organisations frappées de plein fouet par la désyndicalisation. Plus largement, c'est la perte de substance et d'influence des « *corps intermédiaires* », pourtant indispensables au fonctionnement de la démocratie, qui est une nouvelle fois en cause.

La CFDT offre l'illustration la plus frappante de cette crise. Lors de son 42^e congrès, en mai, M. Kaspar avait été confortablement réélu et les options de la majorité confédérale — affirmation de la centralité et des options réformatrices de la centrale et recherche de convergences intersyndicales — avaient été adoptées. Or, à peine ces décisions entérinées, M. Kaspar a été mis en accusation par le bureau national, qui lui imputait une « *crise de confiance dans le management de l'organisation* », autrement dit un « *manque de leadership* » et une autorité insuffisamment affirmée. A aucun moment ces controverses ne sont clairement sorties des sphères dirigeantes, et jamais la discussion n'a porté sur les choix stratégiques de la centrale.

Quatre années de « kasparisme »

Aujourd'hui, les militants et les responsables intermédiaires de la CFDT ne peuvent être que désorientés, car leur organisation n'a pas si mal supporté quatre années de « *kasparisme* ». Depuis 1988, elle a stoppé l'hémorragie de ses troupes, ravi à la CGT la première place aux élections des comités d'entreprise et s'est posée comme un véritable partenaire conventionnel en obtenant la présidence de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse et, tout récemment, de l'UNEDIC. Il faudra leur expliquer que M. Kaspar était dans le vrai mais qu'il « *manquait de poigne* ». Curieux constat de carence pour un syndicat qui a forgé son identité sur le rejet des dérives bureaucratiques et centralisatrices de la CGT et a toujours voulu privilégier les « *débats de fond* » plutôt que le « *syndicalisme gestionnaire et conservateur* » imputé à Force ouvrière.

Le départ de M. Kaspar est également le constat d'échec d'une certaine éthique dans la conduite d'une organisation de 570 000 adhérents. Contrairement à son prédécesseur, M. Edmond Maire, le secrétaire général a privilégié le fonctionnement collectif de la direction de la CFDT et n'a pas voulu — et, peut-être, pas su — écarter ceux qui menaçaient son autorité. C'est pour avoir cru qu'il pouvait régner en évitant systématiquement l'affrontement que cet ancien mineur alsacien de cinquante et un ans — que la CFDT s'était pourtant choisi pour en finir avec les excès d'autorité de son prédécesseur — doit se retirer.

Sa démission, annoncée alors que tous les dirigeants de la centrale s'étaient entendus pour enterrer la hache de guerre jusqu'aux élections prud'homales du 9 décembre, porte aussi la trace de cette « *morale du pouvoir* ». M. Kaspar a renoncé à faire donner la base (qui, jusqu'à preuve du contraire, ne l'a pas mis en cause) contre le sommet afin d'éviter une épreuve de force supplémentaire. M. Notat devra très vite forger sa légitimité. Très mal élue lors du dernier congrès (ce qui s'explique également par son goût du « *partir vrai* »), il lui faudra refaire l'unité autour d'elle.

C'est également son mode de conduite des affaires qui a été reproché au docteur Beaupère. On lui reproche de n'avoir pas suffisamment pris l'avis des responsables de la CSMF, qui en d'autres circonstances étaient montrés moins sourcilieux, lors de la signature avec le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie de l'accord sur les dépenses de santé. De même, les leaders des fonctionnaires CGT sont accusés de céder l'équilibre interne de la fédération, et ceux de la Fédération autonome des syndicats de police sont jugés trop autoritaires.

Le plus gênant est que, sur le terrain, ces syndicats éprouvent les pires difficultés à justifier de leur caractère « *organisations de masse* » et parfois même de leur réelle représentativité. Pauvres en adhérents et victimes d'une indiscutable perte de crédibilité, elles ont fini par vivre dans une sorte d'apostasie et peuvent faire tomber les têtes sans devoir rendre des comptes sur les véritables conflits d'intérêt qui justifient ces petites ou grandes manœuvres.

Contrairement à leurs homologues italiens, les dirigeants syndicaux français n'ont pas à craindre que des militants mécontents leurs jettent des boules, des œufs ou des pierres de monnaie. Des militants, à vrai dire, il n'en reste plus guère. En revanche, ils doivent prendre garde aux révolutions de palais. Et cela est beaucoup plus inquiétant.

JEAN-MICHEL NORMAND

Mme Nicole Notat, l'héritière de M. Edmond Maire

Pour Mme Nicole Notat, quarante-cinq ans, célibataire, l'année 1992 aura été celle de toutes les réussites. En juillet, elle faisait signer par la CFDT un accord difficile sur l'assurance-chômage sans vraiment provoquer de remous internes. En d'autres temps, la révision à la baisse de la couverture pour les chômeurs aurait entraîné des réactions dans une organisation volontiers frondeuse... En septembre, elle devenait présidente du conseil d'administration de l'UNEDIC, intégrant ainsi, avec ce poste, trente années d'alternance entre FO et le CNPF, à chaque fois exarçadée par M. André Bergeron. Mais son élection consacrait surtout un résultat qu'elle recherchait obstinément : faire de la CFDT, au détriment de Force ouvrière, l'interlocuteur responsable du patronat. Et, maintenant, la voilà secrétaire générale, remplaçant M. Jean Kaspar dont elle fut plus que le numéro deux, le numéro un bis.

Volontaire, un brin raide, et pas toujours appréciée au sein de l'appareil cédériste, pour qui elle reste souvent « *une enseignante* », Mme Notat avait ainsi — mais dans des conditions qu'elle n'avait sûrement pas imaginées — l'objectif que s'était fixé pour elle M. Edmond Maire lors de son départ, en 1988. Ce dernier, en effet, et dès 1985, avait imaginé que son successeur pourrait être cette jeune femme blonde dont il

se disait qu'elle était « *la copie d'Edmond au féminin* ». Confiant en ses qualités, les préférant à celles de M. Jean Kaspar, qu'il jugeait trop léger, il espérait bien en faire la première dirigeante de l'une des cinq confédérations syndicales.

Aînée d'une famille d'agriculteurs de quatre enfants, née le 26 juillet 1947 à Chaville (Seine), Mme Nicole Notat est entrée au syndicalisme en 1969 alors que, après l'Ecole normale de Bar-le-Duc, elle était institutrice dans la Maube. Secrétaire du syndicat départemental SGEN-CFDT l'année suivante, elle s'occupa d'une enfance spécialisée quand elle vint enseigner à Nancy. Là, opérée une première fois par Tony Trogès, à l'époque secrétaire général de l'union régionale CFDT et grande figure sidérurgiste, elle commença à occuper des fonctions syndicales interprofessionnelles. Ce qui ne l'empêcha pas de devenir, en 1978, secrétaire générale du syndicat régional du SGEN.

Mais, déjà, il est question d'elle pour de plus hautes responsabilités. M. Edmond Maire, qui cherchait une femme pour remplacer M. Jeannette Laot, le fait entrer dans la commission exécutive après la congrès de 1982. Bien épaulée par un tel parrainage, elle s'imposera vite, jusqu'à s'occuper du secteur, stratégique, de l'action revendicative.

Malgré ou à cause de cela, et on le verra lors du congrès de 1988, Mme Notat éprouva toujours des difficultés au sein d'une CFDT qui lui reproche son manque de charisme, son manque de connaissance des réalités du monde du travail. Elle fut d'ailleurs la moins bien notée par les militants lors du congrès confédéral de 1992.

D'où vient cette réserve, toujours perceptible aujourd'hui ? Difficile à dire, puisque, dans ses fonctions, la nouvelle secrétaire générale a souvent fait preuve de fermeté, de capacité à se saisir des dossiers, et qu'elle s'est révélée être une bonne négociatrice. Tenue à l'écart de la négociation sur la flexibilité en 1984 qui faillit compromettre les chances de M. Kaspar, elle est à l'origine de prises de positions courageuses sur le travail du dimanche, le travail de nuit des femmes.

En 1989, avec l'accord sur le temps de travail, elle permit déjà à son organisation de prendre le pas sur FO, qui ne signa pas. Mais, au sein de la CFDT, on savait aussi que la tandem constitué avec le démissionnaire d'aujourd'hui ne pourrait pas durer. Ce qui a toujours placé Mme Notat dans une situation délicate. Est-ce pour autant fini ?

ALAIN LEBAUZE

Après la signature de l'accord sur les dépenses de santé

Le docteur Jacques Beaupère quitte la présidence de la Confédération des syndicats médicaux français

Le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), a annoncé, lundi 19 octobre, sa démission. Il a précisé avoir été désavoué par son bureau à la suite de l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé, conclu le 14 octobre entre plusieurs syndicats de médecins, dont la CSMF est le plus important, les caisses nationales d'assurance-maladie et le gouvernement (*le Monde* du 16 octobre).

La confédération précise que le docteur Beaupère, soixante et un ans, président depuis onze ans et élu très facilement l'an dernier, « *n'a pas consulté le bureau* » avant de parapher cet accord, le ministre des affaires sociales, M. René Teulade, ayant refusé de lui accorder quarante-huit heures de réflexion. La CSMF réunira ses instances

mercredi pour « *prendre position sur le fond* » et le conseil confédéral élira un nouveau président le 11 novembre. Toutefois, un communiqué de la CSMF « *dénonce dès maintenant* » certaines dispositions de cet accord — notamment la création de deux collèges (spécialistes et généralistes) dans les unions professionnelles de médecins — tout en reconnaissant l'existence de plusieurs « *points positifs* ».

Alors qu'un autre syndicat, la Fédération des médecins de France, a précisé lundi n'avoir signé le texte du 14 octobre que « *sous réserve de l'accord de son assemblée générale* », les reproches « *de forme* » adressés au docteur Beaupère semblent refléter les craintes qu'éprouvent les membres du bureau de la CSMF face aux manifestations de mauvaise

humeur de l'aile ultralibérale, qui a lancé des accusations « *fortuites* ». Certains responsables de la CSMF refusent en effet de s'entendre avec l'actuel gouvernement et misent ouvertement sur un changement de majorité en mars 1993.

Cette stratégie — que M. Jean-Yves Chamard (RPR) encourage à ses risques et périls en déclarant que « *seule l'alternance permettra de rétablir* » un climat de confiance avec les médecins — n'est pas celle du docteur Beaupère, qui n'exclut pas de se représenter devant ses pairs. Quant au ministère des affaires sociales, il estime que le retrait du président de la CSMF ne remet pas en cause l'accord du 14 octobre, qui doit être prochainement soumis au Parlement.

J.-M. N.

DANS LA COLLECTION "RÉFÉRENCES" LAROUSSE

UN NOUVEL OUVRAGE DE RÉFÉRENCE



COMPLET, COMPACT !

Rondo Cameron brosse, avec clarté et rigueur,

une vaste fresque chronologique des premières cités sumériennes à la création de la C.E.E., de l'invention de la charrue médiévale aux industries de pointe de la fin du XX^e siècle. 448 pages, 84 F.

COLLECTION "RÉFÉRENCES" LAROUSSE. UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.

RÉFÉRENCES
Larousse
— HISTOIRE
— LANGUE FRANÇAISE
— GÉOGRAPHIE
— SCIENCES DE L'HOMME
— ARTS ET LITTÉRATURE
— VIE PRATIQUE

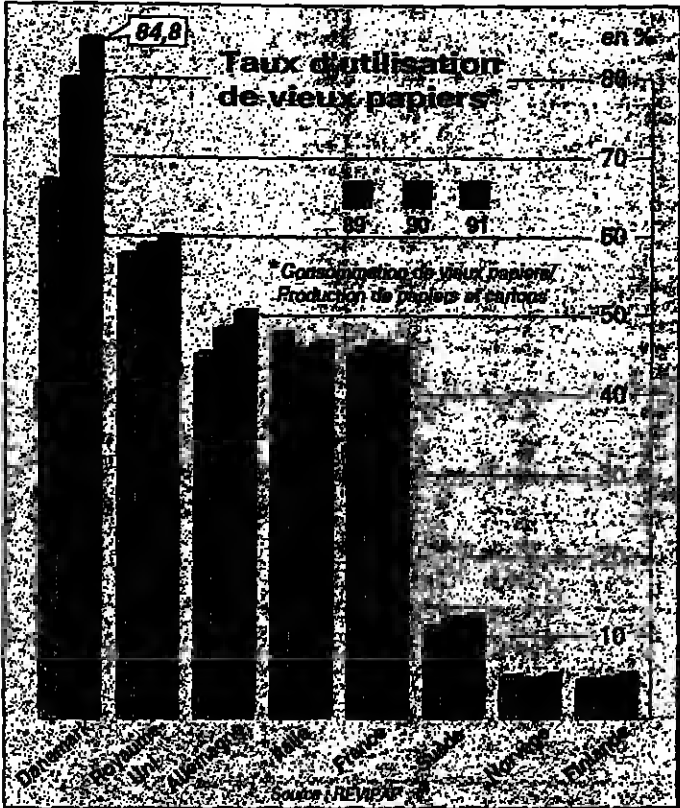
BULLETIN D'ABONNEMENT

ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

Une campagne des papeteries et de la presse

L'industrie du papier championne du recyclage



Après le plomb (réemployé à 61 %), le papier est aujourd'hui le plus recyclé de tous les matériaux : 45,7 % de la production française de papier, carton et cellulose est assurée à partir de papier de récupération (le Monde du 8 septembre). Un pourcentage plus qu'honorable qui place la France loin devant les pays scandinaves - gros producteurs papetiers - mais quand même derrière le Danemark, ruban bleu européen, et les trois grands pays voisins. Ce taux de recyclage dont s'enorgueillit la profession - celui du plastique atteint tout juste 1 % - est à l'origine de la campagne lancée par la Confédération française de l'industrie des papiers, cartons et celluloses (COPACE) et de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), sur le thème : « Non, le papier ne détruit pas la forêt. » Europe 1 y consacrait, mardi 20 octobre, une journée spéciale. Depuis 1945, les papeteries françaises ont installé par sept leur production, alors que la superficie de la forêt française s'est accrue de 2,5 millions d'hectares.

RÉGIONS

En raison d'un endettement de 502 millions de francs

Un plan de redressement très sévère est proposé à la commune de Briançon

La chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte-d'Azur vient de rendre un avis proposant un plan de redressement à la commune de Briançon, dont l'endettement atteint 502 millions de francs pour une population de 12 000 habitants (le Monde daté 5-6 juillet).

important effort des deux principaux prêteurs de la commune, le Crédit local de France et la Société lyonnaise de banque. Ceux-ci ont finalement accepté de réaménager la totalité des prêts en cours, soit 302 millions de francs, à un taux de 8 % - au lieu de 10,3 %, en moyenne - sur une durée de vingt-cinq ans. Proposition à laquelle s'ajoute, pendant cinq ans, un différentiel d'intérêts.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Jugé, par la chambre régionale des comptes, d'une « gravité exceptionnelle », la situation de Briançon résulte d'une politique d'investissement aventureuse de l'ancienne municipalité socialiste dirigée par M. Robert de Caumont. Après la défaite électorale de celui-ci, en décembre 1991, son successeur, M. Alain Bayrou (UDF-PR), avait été contraint de suspendre le paiement de toutes les annuités de remboursement des emprunts. La nouvelle municipalité avait ensuite voté le budget primitif de 1992 en déséquilibre puis le compte administratif de 1991 en déficit. Saisi par le préfet, la chambre avait alors rendu un premier avis, le 27 juillet, dans lequel elle proposait à la commune de porter au maximum légal ses taux de contributions directes.

Sans pour autant, cependant, que cette mesure, repoussée, le 21 août, par la municipalité, permette un retour à l'équilibre financier. Selon la solution viable : un « reprofilage » de la dette, supposant un

Amère
philie

Mais la pitule est également amère pour la commune : gel des dépenses de fonctionnement et d'investissement au niveau strictement indispensable jusqu'en 2002, diminution des effectifs « par tous moyens », réduction des subventions aux associations, obligation impérieuse, enfin, de trouver des partenaires financiers pour le maintien des activités culturelles et sportives.

Sans même tenir compte de la mise en jeu possible des garanties accordées par la précédente municipalité à la société d'équipement des Hautes-Alpes, ou SEDHA (I), cette politique d'austérité ne suffit encore pas. La cession d'actifs ? « Il est, pour le moment, impossible d'en tirer des ressources significatives, faute d'acquéreurs », constate la chambre.

GUY PORTE

CEE

La réunion des ministres des finances des Douze

L'Europe fiscale est prête pour le marché unique

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial
Le marché unique se met en place. Les ministres des finances des Douze, réunis lundi 19 octobre à Luxembourg, ont arrêté les dernières dispositions encore en suspens concernant le rapprochement des taux de TVA et des droits d'accises au 1^{er} janvier 1993. Le respect des taux, largement engagé dans la Communauté depuis plusieurs années, était nécessaire pour permettre la suppression des frontières fiscales (disparition du paiement et des contrôles aux frontières intérieures) dès le jour « J » d'entrée en vigueur du marché unique.

Au centre du dispositif désormais définitivement adopté par les Douze, le taux normal de TVA, dont il a été décidé qu'il serait au moins égal à 15 %. Les taux majorés qui subsistent encore seront supprimés dès le 1^{er} janvier 1993. Cependant, chaque Etat membre pourra appliquer un ou deux taux réduits, d'un niveau au moins égal à 5 %, sur des produits ou services à caractère social et culturel : denrées alimentaires, distribution de l'eau, médicaments, transport des personnes... Cette liste comporte dix-sept postes. De manière transitoire, les pays qui, telle la Grande-Bretagne, appliquent des taux zéro ou des taux réduits inférieurs à 5 % (taux dits super-réduits) pourront les maintenir après 1992.

Toujours pour favoriser un rapprochement, les Douze ont fixé un taux minimum pour chacune des grandes catégories de produits soumis à des droits d'accises, qui sont des droits spécifiques sur les cigarettes et le tabac, les alcools, les bières, les différents huiles minérales.

Les ministres des finances ont eu

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 19 et mardi 20 octobre 1992 :

DES DÉCRETS
- n° 92-1156 du 13 octobre 1992 pris pour l'application de l'article 3-1 de la loi n° 92-60 du 18 janvier 1992 renforçant la protection des consommateurs ;
- n° 92-1157 du 12 octobre 1992 portant création de la réserve naturelle d'Iroise (Finistère).

UN ARRÊTÉ
- Du 16 octobre 1992 portant accord d'accords relatifs à l'assurance-chômage.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Dorée de la société
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lézoune, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde
12, rue M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2017
PRINTED IN FRANCE
Reproductions sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lézoune
Directeur général : Michel Gros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardit
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arvis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc : 208.806F
de la SARL Le Monde et de M. Hubert-Beuve-Méry

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 039 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MO 02
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur OSP - 84, rue La Boétie-PARIS
Tél. : 45.63.12.86 - FAX : 45.63.89.01

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 5 NOVEMBRE 1992, à 14 h 30.
STUDIO à PARIS-17^e
12 et 12 bis, rue de l'Étoile
en r.-de-ch. : entrée, chambre, salle de bains, w.c., cuisine, placards, penderie.
MISE À PRIX : 50 000 F
S'adresser à la S.C.P. C. KRIEGER, KRIEGER-GORDON, avocats, 18, avenue Kléber, 75116 PARIS. Tél. : 43-01-71-40. Sur les lieux pour visiter : sur permis délivré par l'avocat poursuivant.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 5 NOVEMBRE 1992, à 14 h, EN UN LOT, d'un ensemble immob.,
UN STUDIO à PARIS-17^e
26, rue Truffaut
Bâtiment B, escalier B, comp. séjour, cuisine, salle de bains, w.c., placard, C.V.E.
Mise à prix : 150 000 F
S'adr. à M^{rs} BLIAH, STIBBE, ULLMO, avocats à PARIS-17^e, 16, rue Dupleix, tél. : 42-60-38-13 ; au greffe du tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL (94), le JEUDI 12 NOVEMBRE à 9 h 30.
APARTEMENT à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94100)
117, avenue du Bac, bte. A, 4^e étage : 3 pièces, cuisine, salle de bains, w.c., placard, C.V.E.
Mise à prix : 150 000 F
S'adr. à M^{rs} TH. MAGLO, avocats à PARIS-5^e, 9, boulevard Saint-Germain, tél. : 43-29-45-58.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 19 NOVEMBRE à 14 h 30, EN UN LOT :
à PARIS-19^e
Bte. A - 4^e Ét. porte face à CHAMBRE - 2 CHAMBRES et salle de bains, w.c., 2 ET. appartement, salon, cuisine, salle de bains, w.c., placard, C.V.E.
Mise à prix : 70 000 F
S'adr. à M^{rs} J.-F. GUYOT, avocats, 223, boulevard Saint-Germain, PARIS-7^e, Tél. : 42-48-15-78. Et sur pl. pour vis. les 21 OCTOBRE de 11 h à 12 h 30 et 28 OCTOBRE de 14 h à 15 h 30.

Cabinet de M^{rs} Jean-Claude BRENIER, avocat au barreau de l'Essonne, 3, place du Rouillon, 91000 EVRY. Tél. : 60-77-50-00.
S.C.P. ELIUI-GRIMAL-ELIUI, 5, rue du Village, 91000 EVRY. Tél. : 66-77-96-10.
Vente au Palais de Justice d'EVRY, le MERCREDI 27 NOVEMBRE 1992, à 14 heures.
MAISON à MORSANG-SUR-ORGE (91)
19, avenue de Valois
Sous-sol : garage, chaufferie, buanderie, deux pièces.
Rez-de-chaussée : cuisine, séjour, salon, chambre, salle de bains, w.c.
1^{er} étage : trois chambres, salle de bains, w.c. - Sur un TERRAIN DE 668 m².
M. A. P. : 150 000 F. - Visite le JEUDI 29 OCTOBRE 1992, de 14 h 30 à 15 h 30.
Pour tous renseignements, s'adresser : au greffe du tribunal de grande instance d'Evry, où le cahier des charges est déposé ; auprès de vos avocats de barreau de l'Essonne, où le cahier des charges est déposé ; auprès de vos avocats de barreau de l'Essonne, où le cahier des charges est déposé ; auprès de vos avocats de barreau de l'Essonne, où le cahier des charges est déposé.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 5 NOVEMBRE 1992, à 14 h 30.
APARTEMENT de 4 P. P.
à PARIS 16^e arrondissement

56, avenue Mozart
et 60, rue de l'Assomption

au 3^e étage sur l'avenue Mozart et la cour par l'escalier A et l'ascenseur, porte face sur le palier. Comprendant : entrée, w.c., cuisine, 2 chambres, débarras, salle d'eau, salle de bains, séjour, salon et salon sur l'avenue.

MISE À PRIX : 1 000 000 de francs.

S'adresser : M^{rs} Denis TALON, avocat au barreau de PARIS, y demeurant, 20, quai de la Mégisserie, dans le 1^{er} arrondissement, tél. : 42-36-59-25 ; la S.C.P. Léon BARUC, Georges DAHAN, Patrick ATLAN, avocats au barreau de PARIS, y demeurant, 15, av. Carnot, dans le 1^{er} arrondissement, tél. : 47-66-01-17.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Emprunt Octobre 1992

2 milliards de Francs
Obligations de 5 000 F

Emprunt assimilable immédiatement à l'emprunt 8,70 % Mars 2004

Prix de souscription : 5 219 F
Prix d'émission : 4 925,80 F
Taux nominal : 8,70 %

Taux de rendement actuariel brut : 8,90 %

1^{er} coupon payable le 2 Mars 1993 pour un montant de 435 F

Durée : 11 ans et 119 jours

Amortissement en totalité le 2 Mars 2004

Date de jouissance : 2 Mars 1992

Date de règlement : 3 Novembre 1992

Souscription auprès des Banques.

de la Poste, des Caisses d'Épargne Épargne, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (vis C.O.B. N° 92-353 du 15/10/1992) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11 rue Saint-Dominique - 75356 PARIS 07 SP et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

VIE DES ENTREPRISES

Après la chute de 9 % du cours de son action

Le groupe Accor publie un bulletin de santé rassurant

Pour redynamiser un personnel un peu trop habitué aux succès, les présidents du groupe Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Péisson, avaient lancé un ordre de mobilisation devant l'absence de reprise économique (le Monde du 9 septembre). Les patrons d'Accor ont-ils trop appuyé sur le signal d'alarme ? Des analyses ont été publiées, la semaine dernière, qui conseillaient sans ambages de se débarrasser du titre Accor s'échangeant autour de 540 francs, alors qu'il ne valait guère plus de 380 francs en raison des mauvais résultats de la filiale américaine Motel 6 et des déconvenues du rachat des Wagons-Lits (le Monde du 8 août).

Résultat : pas loin de 9 % de chute au cours de la seule journée du 16 octobre pour l'action Accor et une grosse colère de MM. Dubrule et Péisson contre ces appréciations erronées. Les résultats de 1992 ? Les chiffres du premier semestre nous mettent en ligne pour réaliser les 800 millions

de francs de bénéfices que nous avons annoncés.

Le bilan dégradé ? « Compte tenu de nos dernières acquisitions, il peut paraître moins solide qu'avant. Mais nous allons faire rentrer dans nos caisses 2,5 milliards de francs. Sans vendre un seul hôtel, mais en cédant nos bureaux du boulevard Houssmann, à Paris, des immeubles à Berlin, certains de nos restaurants d'outre-mer - comme l'exige la Commission de Bruxelles - et des participations minoritaires.

Les petits résultats de Motel 6 ? « Il est vrai qu'en raison du climat économique américain et de la surcapacité hôtelière, l'activité de notre filiale a reculé d'une cinquantaine de millions de dollars, mais la baisse des taux d'intérêt de 3 ou 4 points outre-Atlantique nous a économisé une somme équivalente. Nous sommes parfaitement sereins car, depuis cette année, la demande hôtelière progresse plus vite que l'offre de lits. Les deux cents hôtels que

nous avons acquis aux Etats-Unis sont autant d'atouts.

Les deux présidents d'Accor disent en trois les différents maîtres de l'ensemble constitué avec les Wagons-Lits. Il y a d'abord les activités « très confortables », où figurent la restauration des collectivités locales, le titre services et l'hôtellerie économique ; celles-ci ont croisé avec succès. Les agences de voyages sont à classer dans cet univers heureux, mais ne peuvent prétendre à une progression équivalente.

La deuxième catégorie regroupe les secteurs où la conjoncture n'est pas bonne, comme l'hôtellerie classique deux, trois et quatre étoiles, ou bien la restauration commerciale. Elle supportera l'essentiel de l'effort d'économies. Restent les métiers « à problèmes » : les loisirs (golf, croisières, voyages), le ferroviaire (restauration et victuailles) et surtout la location de voitures qui donne des états d'âme à MM. Dubrule et Péisson.

ALAIN FAUJAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Immobilier Phénix : baisse de bénéfice. Le bénéfice semestriel de la Compagnie immobilière Phénix (CIP), du groupe de la Générale des eaux, a baissé de 20 % à 60 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 1,79 milliard). Pour l'ensemble de l'année, la CIP prévoit un résultat net (part du groupe) de l'ordre de 200 millions (à comparer avec 254 millions de francs en 1991) pour

un chiffre d'affaires hors Maisons

Bouygues (récentement repris) d'environ

4 milliards. Par ailleurs, conformément

aux décisions annoncées en août, la CIP va renforcer de 700 mil-

lions de francs ses fonds propres, à l'occasion

d'une augmentation de capital qui permettra l'entrée

de la Générale des eaux dans le groupe

AGF dans son tour de table (pour 15 %).

Une fois cette opération faite, la Générale des eaux conservera environ

43 % des actions, mais entre 53 % et 57 % des droits de vote.

FINACOR : résultat en hausse.

Finacor, premier courtier sur les marchés monétaires et financiers, a annoncé un bénéfice net consolidé avant impôt s'élevant à 472 millions de francs au premier semestre contre

26,1 millions sur la période équivalente

de 1991, la part du groupe s'élevant à 43,3 millions par rapport à

23 millions de francs. Le total du chiffre d'affaires consolidé semestriel

est de 277,2 millions de francs alors qu'il était de 231,2 millions de francs au

premier semestre 1991. Pour M. Pierre Lasserre, président directeur

général, et M. Michel Roche, administrateur, directeur général, qui commentaient

ces résultats, « l'exercice 1992, après deux années de restrictions

importantes, marque, pour le groupe Finacor, la confirmation du retour à des résultats plus satisfaisants

». Les activités de courtage international

financières et internationales sont en hausse. En France, Peter SACB

conserve sa place de premier agent des marchés interbancaires (AMI), et Finacor

vendit celle de premier négociateur du MATIF (Marché à terme international de France) dans un marché

en croissance.

RACHATS

Le Fiat prend possession des usines polonaises FSM. Le groupe Fiat et le gouvernement polonais ont signé, samedi 17 octobre, à Varsovie le « protocole d'entente », texte de

base de la prise de possession des usines automobiles

polonaises FSM par le constructeur italien. La veille, les deux parties

avaient déjà signé à Varsovie les actes notariés des transactions mixtes destinées à succéder à

FSM : Fiat Auto Poland (production d'automobiles), Magneti-Marelli

Poland (pièces détachées) et Tektis Poland (mécanique). Le constructeur

italien détient 90 % du capital des usines FSM. 10 % restent à l'Etat polonais. La Pologne et Fiat

avaient signé en mai dernier un contrat de prêt de 2 milliards de dollars

sur le rachat de FSM. Initialement prévue au 1^{er} août, la passation

des pouvoirs avait toutefois été retardée en raison de la lenteur des

procédures administratives. Les usines FSM-Tychy (7000 salariés), où sont

produites les petites cylindrées Cinquecento.

CRISE

Thyssen va réduire sa production et recourir au chômage partiel. Le sidérurgiste allemand Thyssen Stahl AG va réduire « considérablement » sa production

au quatrième trimestre et introduira le chômage partiel, afin de tenir

compte de la nette baisse de la demande mondiale, a annoncé la

société, lundi 19 octobre à Duisburg. Thyssen prévoit de réduire sa production

de 30000 tonnes, ce qui correspond à un quart du volume produit

au quatrième trimestre 1991. « Pratiquement tous » les stades du processus

de production seront concernés par le chômage partiel, a indiqué un porte-

parole, sans préciser combien des 58000 salariés seraient touchés.

VENTE

Le groupe Pinnat revend Tubescan. Le groupe Pinnat a revendu trois sociétés qui appartenaient à une

de ses filiales, France Bois Industries. Il s'agit de la société Tubescan, premier

fabricant français d'échelles (230 millions de francs de chiffre d'affaires

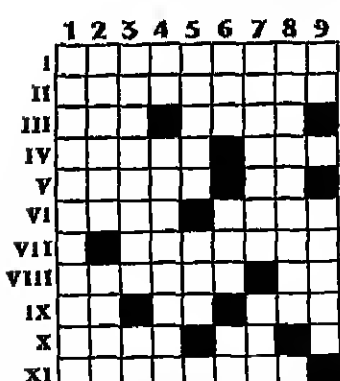
dont 25 % à l'exportation), et de ses filiales Cognet et Escanor. Une holding, Finasca, contrôlée par les trois

principaux dirigeants de Tubescan et les fonds d'investissement Barin, European Capital (une banque d'affaires anglaise), est désormais actionnaire à 99,5 % des deux premières

sociétés et a acquis la totalité de la troisième.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5893



HORIZONTALEMENT
I. L'art de traiter les dents. - II. Comme un grand. - III. Heureux, prétendait à la moitié. On n'y e rien à prendre. - IV. Peut être un piège à loup. Mot qui peut faire venir le berge. - V. Peut venir essommer celui qui est à découvert. Vieille ville. - VI. Pas imaginaire. Un vilain ennemi. - VII. Peut être amer quand ils sont grands. - VIII. Un grand charge. Préposition. - IX. Participe. « Terme » de mépris. Lettre. - X. Possessif. Mot pudique. - XI. Marchèrent comme des vagues.

VERTICALEMENT
1. Qui peut nous faire éclater. - 2. Qui est toujours en train de courir. Se mouiller. - 3. Sortes de canons. Petrie d'Abraham. - 4. Pronom. Nous tient un peu le jambe. - 5. Ne doivent pas être lâchés quand on a du mal à monter. Un indicatif familial. - 6. Qui a donc comploté. La bonne adresse. Adverbe. - 7. Travail qui demande de bons nerfs. Peut merquer le coup. - 8. Couchées sur des feuilles. - 9. Conjonction. Point vertical.

Solution du problème n° 5892
Horizontalement
I. Logement. - II. Amareyeur. - III. Tels. Rôle. - IV. Ino. Défilé. - V. Noël. Ope. - VI. Ana. Agn. - VII. Luth. Mi. - VIII. Eve. Lisse. - IX. Verte. Mu. - X. Enervées. - XI. Et. Usés.

Verticalement
1. Latin. Levée. - 2. Omen. Auvent. - 3. Galonnière. - 4. Era. Ost. Tri. - 5. Mo. De. Lev. - 6. Eyre. Ami. Eu. - 7. Néologismes. - 8. Tulipe. Suse. - 9. Retenus.

GUY BROUTY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe

SOGEPARGNE
Sicav obligataire française à distribution annuelle

Dividende 1992 :

27,56 F, mis en paiement le 14 octobre 1992 (+ crédit d'impôt de 1,04 F pour les personnes physiques ou de 1,09 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon :

En exonération de la commission de souscription jusqu'au 13 janvier 1993 inclus.

Performance au 30/09/1992 :

+ 7,63 % sur un an, coupon net réinvesti.

Objectifs de placement :

Recherche d'un revenu élevé tout en assurant la préservation du capital sur une longue période, à travers un portefeuille investi en obligations françaises.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 20 octobre ↑

Euphorie

Début de séance euphorique à la Bourse de Paris, qui, à l'image des autres places européennes, Londres et Francfort en tête, a salué les rumeurs distillées dans la presse d'outre-Rhin de baisse des taux d'intérêt allemands avant la fin de l'année. Du coup, l'indice CAC 40 a franchi dès l'ouverture le seuil psychologique des 1700 points en gagnant 1,57 %, si n'est-ce ensuite d'accroître son avance pour gagner quelques minutes plus tard plus de 2,7 % dans un marché animé. Le CAC 40 a donc enlevé un peu de terrain pour effleurer tout de même en milieu de journée une cote progressive de 2,06 %, à 1713,68 points.

Les investisseurs saluent avant tout la relance des espoirs de baisse des taux allemands. Selon le quotidien FAZ (Frankfurter Allgemeine Zeitung), la Bundesbank souhaite une baisse des taux de ses prêts en pension, qui pourraient passer à 6,25 % d'ici à décembre contre 6,50 % en moyenne aujourd'hui. Si cette supposition se confirme, elle signifie que les taux directeurs de la Bundesbank, escompte et Lombard, pourraient être réduits d'ici à la fin de l'année. Un esquissement de la politique monétaire qui serait surtout une réaction à la faiblesse de la conjoncture domestique, explique le FAZ.

Qu'ont des valeurs, les investisseurs sensibles à l'évolution du dollar et les groupes financiers étaient parmi les plus recherchés, à l'image du CCF (+4,7 %), de l'UAP (+4,3 %), de Lafarge (+3,9 %) et AXA (+3,7 %). Forte hausse également de 25,6 % d'Avon Havis média et de 10,9 % de Lagny industries. En revanche, parmi les rares baisses, à noter celles de 13,4 % de la SCOA et de 3,4 % de Cap Gemini Societ.

NEW-YORK, 19 octobre ↑

Note ferme

Pour Wall Street, le krach du 28 septembre 1987, qui a effondré le cours des actions surprenant jour pour jour, n'était plus qu'un mauvais souvenir, les valeurs américaines terminant la séance du lundi 19 octobre sur une note positive.

L'indice Dow Jones a clôturé à 3188,45, en hausse de 14,04 points (+0,44 %). Le marché a été touché avec quelque 213 millions d'actions échangées. Des vagues d'achats ont soutenu le marché, mais une certaine réserve a été observée avant le troisième et dernier débat télévisé entre les candidats à la présidence des Etats-Unis. Le marché avait débuté en légère baisse, en raison d'un début de transfert de capitaux de Wall Street vers le marché obligataire. Ce transfert a été encouragé par une nette remontée des taux d'intérêt à long terme, provoquée par la crainte d'une relance de l'inflation si le candidat démocrate Bill Clinton est élu président des Etats-Unis.

Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 jours, principal référence, est monté à 7,57 % lundi en fin d'après-midi contre 7,52 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 18 oct.	Cours du 19 oct.
Alcoa	68	68 7/8
AT&T	42 1/4	42 3/8
Bell	77	77 1/2
Chem. Northwest	22 1/2	22 3/4
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 1/2
Eastman	41 7/8	42 1/8
Exxon	63 1/4	63 1/4
Ford	37 1/2	37 1/2
General Electric	75 1/2	75 3/8
General Motors	29 3/8	29 1/8
Goodyear	52 1/2	52 1/2
IBM	70 3/4	70 3/4
ITT	65 3/4	65 3/4
Johnson & Johnson	61 1/2	61 1/2
Kimberly-Clark	63 1/4	63 1/4
Merck	88 1/4	88 1/4
McDonald's	62	62 1/2
U.S. Steel	118 3/4	118 3/4
Union Carbide	13	13 1/8
United Tech.	68 1/2	68 1/2
Westinghouse	71 3/4	72 1/2
Xerox Corp.	78 3/8	78

LONDRES, 19 octobre =

Retour à l'équilibre à la clôture. La farmeté de Wall Street à son ouverture a incité la décision du gouvernement britannique de ramener dans l'immédiat à dix le nombre de fermures de puits de charbon ont, lundi 19 octobre, animé la Bourse de Londres en fin de séance.

L'indice Footsie a clôturé en baisse de 1,7 point (-0,07 %) à 2562,2, alors qu'il avait perdu jusqu'à 2,11 points début de séance.

La reprise s'est étendue à l'ensemble des secteurs, mais la plupart ont terminé sur une note irrégulière. Les compagnies pétrolières ont été fermes dans l'ensemble, encouragées par la bonne tenue du pétrole brut.

Aux banques, Barclays a perdu 18 pence à 301 à la suite de prévisions du courtier James Capel peu encourageantes pour l'établissement financier. En revanche HSBC Holdings a gagné 18 pence à 475 et Chartered Consolidated a progressé de 10 pence à 524.

TOKYO, 20 octobre ↑

Légère hausse

La note a été légèrement soutenue mardi 20 octobre à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei clôturant en légère hausse à 16 987,88 yen, soit un gain de 83,85 yen, ou 0,5 %.

Mardi, en fin de matinée, la tendance était incertaine, le Nikkei gagnant 9,23 points (+0,05 %) à 16 913,04 points tandis que le Topix perdait 3,51 points à 1289,48.

VALEURS	Cours du 19 oct.	Cours du 20 oct.
Aluminium	1220	1220
Automobile	1110	1120
Canon	1228	1230
Fuji	750	750
Honda Motor	1280	1300
Marubishi Bank	1180	1190
Marubishi Heavy	3980	4000
Sany Corp.	1380	1390
Toshiba Motor	1380	1390

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	4800	4828	Immo. Hôtelière	1000	1000
B.A.C.	23 70	23 70	Intem. Compagnie	119	119
Banque Paribas	674	689	LP&M	93	93
Bell	620	611	Locam	25 70	25 70
Boulogne (Lyon)	235	235	Merc. Com.	140	140
CAI de Fr. (C.C.I.)	650	650	Mot. Schenker	749	756
Coleman	200	200	Nat. Schenker	360	376
Compt. Ind.	700	720	Reun. Alp. (Lyon)	320	320
CEGE	164	165	Sect. Invest. L.	80	84
CFP	259	254 50	Sect. Invest. L.	158	155
CLM	980	1000	Sect. Invest. L.	212 50	219 50
Cofinor	289	289	Sect. Invest. L.	310	310
Cofinor	110 50	108	Thomson H. (Lyon)	288	288
Dagbl	180	180	Udoly	94	94 50
Dalme	670	670	Viel et Co	64	64
Danachy Worms Co.	350	350	Y. St-Laurent Group	937	950
Doverly	921	915			
Dovell	105	105			
Dovell	116	116			
Estim. Bédou	250	250			
Estim. Bédou	170	170			
Estim. Bédou	119	119			
Estim. Bédou	49	49			
Estim. Bédou	350	350			
Estim. Bédou	158	158			
Estim. Bédou	720	720			
Estim. Bédou	157	150			
Estim. Bédou	35 05	35 05			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPÉZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 octobre 1992

Nombre de contrats estimés : 115 621

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	109,76	110,32	110,26
Précédent	109,48	109,96	110,12

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
106	3,74	3,46	0,07	0,28

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 695	1 710,50	1 728
Précédent	1 674	1 692	1 710

CHANGES

Dollar : 5,11 F ↑

Le dollar s'inscrit en nouveau en hausse mardi 20 octobre, toujours dans l'attente d'une véritable détente des taux d'intérêt en Europe. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,11 francs à la mi-séance contre 5,0350 francs lundi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	16 oct.	30 oct.
Dollar (en DM)	1,4835	1,5089
TOKYO	16 oct.	30 oct.
Dollar (en yen)	128,05	121

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (30 oct.) : 10 916-10 11/16 %
New-York (19 oct.) : 3 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

16 oct. 19 oct.

Valeurs françaises : 96,20 96,30

Valeurs étrangères : 81,80 82,20

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 40 : 446,90 446,21

(SBF, base 1000 : 31-12-97)

Indice CAC 40 : 1 664,15 1 678,06

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 oct. 19 oct.

Industrielles : 3 174,41 3 188,45

Londres (indice Financial Times)

16 oct. 19 oct.

Ind. valeurs : 2 563,90 2 562,20

30 valeurs : 1 872,30 1 867,20

Mines d'or : 67,10 69,18

Fonds d'Etat : 92,83 91,58

FRANCFORT

16 oct. 19 oct.

Dax : 1 461,61 1 479,07

TOKYO

16 oct. 30 oct

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 OCTOBRE

Réglement mensuel																		
COMPANIES	VALEURS	Cross product	Preimer count	Denier count	%	COMPANIES	VALEURS	Cross product	Preimer count	Denier count	%	COMPANIES	VALEURS	Cross product	Preimer count	Denier count	%	
4790	CNE 3%	4985	4970	4980	- 0 30	Comptex	1180	1180	1180	1180	100	4795	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
640	BLAY T.P.	780	782	792	+ 0 10	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
640	BLAY T.P.	780	782	792	+ 0 10	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
640	BLAY T.P.	780	782	792	+ 0 10	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1010	Rham Pol. T.P.	1591	1591	1625	+ 2 14	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1010	San Gaben T.P.	1014	1014	1014	0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1010	San Gaben T.P.	1014	1014	1014	0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
760	ACCOR	460 50	780	780	0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
740	Al Lipicki	732	740	748	+ 2 32	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
560	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	4980	- 0 30	
1040	Alman-Holton	628	628	628	+ 0 00	Colt	780	780	780	780	100	4800	CLC 3%	4985	4970	49		

COMPTANT (sélection)

Obligations			Etrangeres		
VALEURS	% du mois	% du coupon	VALEURS	% du mois	% du coupon
Emp. Ext. 8,987%	....	....	.....	.....	.....
Emp. Ext. 10,90% 79/94	102	136	.....	.....	.....
Emp. Ext. 13,496%	104 51	113	.....	.....	.....
Emp. Ext. 12,2% 94	100	12 18	.....	.....	.....
10,25% mars 94	104 50	8 24	.....	.....	.....
OAT 10% 5/2000	109 80	4	.....	.....	.....
OAT 9,9% 12/1997	105 35	9 03	.....	.....	.....
OAT 9,8% 1/1996	103 70	7 46	.....	.....	.....
PTT 11,2% 85	108 80	9 04	.....	.....	.....
10,25% 86	102 30	5 98	.....	.....	.....
CFP 10,25% nov 85	108	8 10	.....	.....	.....
OIA 10 % 1879	....	....	.....	.....	.....
CMB Peches 5000F	95 01	2 59	.....	.....	.....
CMB Dardas 5000F	95	2 59	.....	.....	.....
CMB Suez 5000F	95	2 59	.....	.....	.....
CMB 1982 8000F	95 30	2 59	.....	.....	.....
CMTF 4 % 95	....	....	.....	.....	.....
CRV 10,90% dec 85	106 15	7 35	.....	.....	.....
CHABR 5% 180	1003	....	.....	.....	.....
ONCA	1003	....	.....	.....	.....
Cens	2200	....	.....	.....	.....
Alcatel 6 % jan. 85	624	....	.....	.....	.....
Ly. Eaux et 8,5%	775	....	.....	.....	.....
Thomson 8,25 % 85	650	....	.....	.....	.....
ELTRAM (R)	2000	....	.....	.....	.....
Comptex	480	....	.....	.....	.....
Op Induslral	3700	3700	.....	.....	.....
Op Lyon Almond	312	308	.....	.....	.....
Cometec	401	380	.....	.....	.....
Comex Mkt Prov	14	....	.....	.....	.....
Dalot Sln Gen	33	53	.....	.....	.....
CI Universal (Ch)	380	....	.....	.....	.....
Delfin	690	....	.....	.....	.....
Deslog	1710	1715	.....	.....	.....
Eden Vigneron	200	350	.....	.....	.....
Eden Bank	2906	....	.....	.....	.....
Suez Bank Vclty	249 30	232	.....	.....	.....
Elc Mag. Paris	4200	....	.....	.....	.....
Electricite Mghin Ch	479	480	.....	.....	.....
Fidelis	373	373	.....	.....	.....
Fluor	290	....	.....	.....	.....
F.I.P.P.	89 85	....	.....	.....	.....
F.N.A.C.	1770	....	.....	.....	.....
Fonclux (Ch)	411	411	.....	.....	.....
Forc Lyonnais	500	500	.....	.....	.....
Francois	315	310	.....	.....	.....
Francois 782	782	800	.....	.....	.....
Francois S.A.L.	379 80	....	.....	.....	.....
Francois (SA)	1282	1284	.....	.....	.....
From. Paul-Renaud	2000	....	.....	.....	.....
Ganem	385	380	.....	.....	.....
Gazelle	220	225	.....	.....	.....
Genclec	450	....	.....	.....	.....
G.F.C.	315	315	.....	.....	.....
Groupe Victrola	700	650	.....	.....	.....
Paul Geline	.....	.....	.....	.....	.....
Pyral Habbich	.....	.....	.....	.....	.....
Pyral	.....	.....	.....	.....	.....
Protonic (Ch)	.....	.....	.....	.....	.....
Publicis	.....	.....	.....	.....	.....
Recherfrance	.....	.....	.....	.....	.....
Reuter	.....	.....	.....	.....	.....
S.A.C.E.R.	.....	.....	.....	.....	.....
S.A.F.A.	.....	.....	.....	.....	.....
S.A.F.I.C. Alcan	.....	.....	.....	.....	.....
Soc. Developp. F.I.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus de Medi	.....	.....	.....	.....	.....
Societe M.	.....	.....	.....	.....	.....
S.C.A.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Senelec	.....	.....	.....	.....	.....
S.Ead.Pant. (R)	.....	.....	.....	.....	.....
Sinc	.....	.....	.....	.....	.....
Sintra	.....	.....	.....	.....	.....
S.L.P.H.	.....	.....	.....	.....	.....
S.M.C.I.	.....	.....	.....	.....	.....
Soc. Ind. Ins.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....
Solus Ind. Ind.	.....	.....	.....	.....	.....

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

Bayer Hydro Energy	800	.....
California	70	70
C G H Cogeneration	5	.....
Copacore	615	.....
Dresont Ammoniac	.....	.....
Electro-Surgex	.....	.....
Europ. Ammonia	78	.....
Europ. Sulfuric Ind.	12 20	.....
Gasco S.A.	45 10	43
Gay Dumas	354	.....
Lacroute du Meuse	180	180
.....	1050	1050
Particip. Pansar	300	.....
Quindici	.....	.....
Romac NV	228 80	228 80
St-Gobain-Emballage	1600	1600
Schneiderberger Ind.	555	.....
S.F.P.R.	2050	.....
S.M.T. Goupil	0 81	.....
S.P.R. ex. B.	251	225 50
Widomex	1100	.....

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS DES BILLETS		MÉT
		achat	vente	
Euro Unit (1 unit.)	0 036	4 8	5 3	
Ecu	0 019	322	322	
Allemagne (100 dm)	338 170	322	348	Orlin
Belgique (100 fr)	15 471	15	10	Orlin
Paye-Bas (100 f)	301 300	290	310	Napol
Italie (1000 lire)	3 874	34	-41	Place
Denmark (100 kr.)	88 080	82	80	Place
Grèce (100 dr.)	1 374	77	85	Place
Grèce (100 drachmes)	2 811	23	3	Place
Suède (100 r)	390 580	388	388	Place
Suisse (100 fr.)	88 800	85	85	Suisse
Autriche (100 sch)	33 080	78	86	Place
Autriche (100 sch)	48 214	46 0	49 5	Place
Espagne (100 pes)	4 747	44	6	Place
Portugal (100 esc.)	3 806	33	44	Place
Grèce (100 dr.)	4 967	39	42	Place
Japon (100 yen)	4 232	4	42	Place

Marché libre de l'or

MONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 20/10
(le ou les barre).....	55800	56100
(en lingot).....	55800	56450
l'once (20 g).....	327	329
Fr (10 g).....	300	.....
l'once Suisse (20 g).....	321	327
Livre (20 g).....	320	320
le gramme.....	420	417
20 dollars.....	2095	2000
10 dollars.....	1010	1005
5 dollars.....	590	.....
50 pesos.....	2055	2100
10 florins.....	323	338

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

Après six mois de négociations

L'Institut Pasteur de Paris rompt ses relations avec celui de Lyon

Faute d'avoir abouti à un accord, le conseil d'administration de l'Institut Pasteur de Paris a pris la décision, jeudi 15 octobre, de rompre toute relation avec sa filiale lyonnaise, sans pour autant engager la procédure de retrait de l'appellation, concédée en 1954. Ce conflit intervient au moment où l'Institut Pasteur de Lyon traverse une crise financière préoccupante pour ses cinq cent vingt salariés.

LYON

de notre bureau régional

« Nous considérons que l'Institut Pasteur de Lyon ne fait plus partie de la communauté des Instituts Pasteur », a déclaré le professeur Maxime Schwartz, directeur de la Fondation nationale, la « séparation de corps » est engagée entre les deux établissements liés par convention depuis 1954, date à laquelle l'Institut Pasteur de Lyon et du Sud-Est, fondé en 1899, a rejoint la communauté pastoriennne. Toutefois, les responsables lyonnais se sont donné quelques mois - le temps de réaliser un audit - avant de se prononcer sur le retrait du prestigieux label.

Le conflit a toutes les apparences d'une querelle de famille entre Parisiens et Lyonnais. Le 14 février dernier, le conseil d'administration de l'Institut Pasteur de Lyon (IPL) révoquait sans ménagement son directeur, M. Jacques Thèze, responsable du département d'immunologie du centre parisien. Ce dernier avait été appelé, à la fin de 1989, pour tenter de sauver une

situation économique passablement dégradée. A la suite de cette éviction, M. Marcel Boileux, président de l'Institut Pasteur de Paris, avait agité le menaç d'une rupture en relevant des « manquements graves » et des « violations répétées » à la convention.

Cette « réaction épidermique », selon M. Michel Robatel, président du conseil d'administration de l'IPL, ancien responsable du patronat lyonnais, cache toutefois des différends plus profonds portant sur la nature des deux instituts. L'un, grand centre de recherche, s'est érigé en garant de la tradition pastoriennne. L'autre est d'abord et avant tout un laboratoire spécialisé, parmi les plus importants de France. Avec cinq cent vingt salariés, l'IPL réalise en effet 90 % de son chiffre d'affaires - 190 millions de francs - dans le commerce de l'analyse médicale.

Ce déséquilibre entre le secteur de la recherche, jugé « notoirement insuffisant », et l'activité commerciale (1), est à l'origine des déboires actuels. Après des périodes fastes, qui ont incité l'IPL à s'installer dans un immeuble somptueux sur le pôle biomédical de Gerland, le blocage des tarifs s'est traduit par trois exercices déficitaires successifs. Malgré cent quinze suppressions d'emplois, l'exercice 1992 devrait s'achever sur une perte de 18 millions de francs, comme en 1991.

Pasteur-Lyon s'est offert, par ailleurs, une valse de ses dirigeants, qui explique « l'absence de politique cohérente » dénoncée par les syndicats. Depuis 1989, quatre présidents de conseil d'administration se sont succédés, dont le maire de Lyon, M. Michel Noir (ex-RPR), qui a démissionné peu avant l'annonce

des licenciements, ainsi que trois directeurs. Exerçant ses fonctions par intérim, le docteur Jean-Alexis Grimeud a licencié, au cours de l'été, six cadres administratifs. L'audit annoncé pourrait aussi révéler des anomalies internes, comme l'existence d'associations, dirigées par des chefs de service, poursuivant les mêmes buts que l'institut et donnant lieu à des échanges financiers ou en nature. Mais, à ce jour, la demande d'enquête formulée par les syndicats auprès du préfet n'a pas été suivie d'effet.

Pour l'heure, M. Robatel n'exclut pas de nouvelles mesures de redressement. Pour rassurer les salariés et couper court aux rumeurs, il a confirmé qu'« aucun plan de participation ou de cession n'était envisagé ». Cela ne signifie pas que des salariés ne soient pas à l'étude. La fondation du docteur Charles Mérieux possède également, à Lyon, un centre d'analyses médicales, avec cent soixante salariés pour un chiffre d'affaires de 90 millions de francs. « Il y a trop de laboratoires en France. La logique de rapprochement est évidente », y indique-t-on.

MICHEL DELBERGHE

(1) L'Institut Pasteur de Lille concède, par exemple, 30 à 40 % de son budget à la recherche.

Après la clôture du XIV^e congrès du Parti communiste chinois

M. Deng Xiaoping a fait de nouveaux adieux publics

PÉKIN

de notre correspondant

Le visage du vieux monsieur très affaibli qui est venu recueillir, après la clôture du XIV^e congrès du PC chinois, les lauriers de son triomphe offert par des délégués enthousiastes s'affaiblissait, mardi 20 octobre, à la « une » de tous les journaux. Illustrant le rôle majeur désormais confié aux militaires, le *Quotidien de l'Armée* lui a dédié une édition spéciale, le *Quotidien du peuple*, était le seul à s'être offert la couleur pour saluer « le camarade Xiaoping », montre la main levée dans un signe d'adieu fraternel mais fatigué.

Les images de la rencontre symbolique avaient été diffusées à la télévision dès lundi soir. Pendant trois bonnes minutes, on vit M. Deng, lucide mais quelque peu désorienté, soutenu par sa fille M^{me} Deng Nan, passer devant les délégués l'acclamant et dire au chef du parti, Jiang Zemin : « Ce congrès est un grand succès, j'espère que tout le monde continuera à travailler dur. » Comme à l'habitude, M^{me} Deng Nan répétait à l'oreille de son père les propos tenus par d'autres vétérans communistes quittant, comme lui, la scène politique.

Tout cela faisait un peu penser, pour qui avait assisté à l'événement, aux adieux de M^{me} Soong Mei-ling, la veuve du vieux maréchal Tchang Kai-shek, voilà quatre ans, à la fin de son mandat de président de la République, mais la question se pose de savoir si les impératifs du protocole ne le

RUSSIE : M. Gorbatchev ne sera pas conduit de force au Tribunal constitutionnel. - L'ancien secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, ne sera pas conduit de force au Tribunal constitutionnel, devant lequel il refuse toujours de témoigner dans le procès du PCUS, mais sa convocation reste en vigueur, a déclaré lundi 19 octobre, le président du Tribunal, M. Valeri Zorkine, au cours d'une conférence de presse. - (AFP)

DÉS JANVIER USA ÉTUDES AUX

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Stage linguistique ou accès direct aux cours, selon niveau : année : 50.000 F, semestre 28.000 F. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

La collecte de riz pour la Somalie

Grains de discorde

Sept cent cinquante mille sacs d'une contenance de 20 kilogrammes ont été déposés, mardi 20 octobre, dans 74 000 écoles et collèges dont les élèves ont été invités à apporter un kilogramme de riz pour les enfants somaliens. Lancée par les ministres de la santé et de l'éducation nationale avec la soutien bénévole de La Poste, de la SNCF et de l'UNICEF, cette opération devait permettre de recueillir quelque 6 000 tonnes de riz qui pourraient nourrir pendant un mois les enfants somaliens victimes de la famine.

Avant que le résultat de cette initiative soit connu, alla sa trouver au cantin d'une polémique. Pour les enseignants de l'école, « on ne peut pas sur l'école faire pour imposer aux jeunes un choix vis-à-vis d'un problème aux dimensions politiques et économiques, ni obliger les personnels à participer à une opération caritative ». La Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), qui regroupe une trentaine d'organisations humanitaires, estime que l'opération est « une illusion de la communauté internationale à arrêter le conflit somalien ».

M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, a assuré qu'il a invité ses petits-enfants à participer à l'opération mais que, « compte tenu des difficultés de l'agriculture française et de l'industrie de la minoterie, il aurait été préférable d'apporter dans nos écoles du blé ou du riz ». Réplique du ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner : « Le riz est l'aliment le plus calorifique d'après les experts compétents. Il se cuisine facilement. Le blé était loin de représenter la meilleure solution, en dehors de toute considération économique. »

Apparemment, les milieux agricoles ne sont pas disposés à entrer dans le polémisme. Pour le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), « il s'agit de la bourse politique. L'objet de la demande est de tout autre nature que de venir en aide à un secteur en difficulté. Les enfants n'y peuvent rien si la riz se trouve plus facilement dans le commerce que le blé. » Même son de cloche du côté du comité Agriculture française-Développement international (AFDI) : « Les stocks existant en France pour aider la Somalie mais ils ne régleront pas le problème

de la famine africaine. Alors, du blé français ou du riz américain, quelle importance ? »

Seule la Coordination rurale se dit troublée après avoir fait ses comptes : « Grâce aux taxes, le gouvernement va gagner 4 millions de francs. Si l'état veut être vraiment efficace, il n'a qu'à les reverser dans l'opération. » Elle remarque en outre qu'avec la prix d'un kilogramme de riz on peut se procurer 9 kilogrammes de blé. Les spécialistes du négoce international se posent aussi la question de la rationalité économique de l'opération. Selon eux, il reviendrait moins cher de faire venir directement le riz de Thaïlande ou de Chine jusqu'à Mogadiscio. De surcroît, ce riz (qualité « paddy » au lieu du décortiqué vendu en Europe) correspondrait mieux aux besoins de la population locale.

Bref, c'est toute la problématique de l'aide alimentaire qui se trouve posée de nouveau à cette occasion. Et M. Francis Wurtz, membre du bureau politique du PCF, a souhaité à juste titre que cette opération soit renforcée par un débat de fond sur l'enjeu crucial de l'alimentation dans le monde.

A la Réunion

Deux notables de l'opposition sont inculpés d'ingérence

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION

de notre correspondant

MM. Samuel Cerpaye, ancien conseiller général (divers droite) de Salazie, et Nicolas Moutoussamy, conseiller général (divers droite) de Saint-Denis, ont été inculpés d'ingérence, lundi 19 octobre, par M^{me} Beynel, juge d'instruction chargée de mener une information judiciaire pour faux et usage de faux, trafic d'influence et escroquerie à la suite d'une plainte contre X, déposée auprès du procureur de la République, le 16 septembre dernier, par M. Alix Elina, conseiller général (divers droite) de Sainte-Rose, président de la commission responsable des travaux publics et des transports de l'assemblée départementale.

MM. Cerpaye et Moutoussamy, propriétaires de deux entreprises de transport en commun, sont soupçonnés d'avoir tiré personnellement profit d'une subvention de 1 million de francs accordée par le conseil général à un groupement d'intérêt économique, le GIE Lignes-Alizés, dont ils sont membres.

A. D.

DÉBATS

Sida : « L'annonce au lycée ? », par Mgt Jacques Julien ; Sang contaminé : « La transmission des moutons », par Gérard Millet ; Le grand exorcisme », par Elie Wollman 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yugoslavie : 3 Grande-Bretagne : M. Major forcé de battre en retraite 4 Allemagne : la mort de Petra Kelly 4 M. Mandela reconnaît que l'ANC a pratiqué la torture dans ses camps 6 États-Unis : M. Clinton vainqueur des débats télévisés 7 Désastres américains (III) : « Économie : maudit impôt », par Alain Verhulst ; « Industrie : déclin en trompe-l'œil », par Serge Mari 8

POLITIQUE

L'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale 9 Le Parti républicain prépare le « retour » de M. Léotard 10 Les députés refusant la publicité des déclarations de patrimoine des élus 10

SOCIÉTÉ

Justice : la catastrophe de la gare de Lyon devant le tribunal correctionnel de Paris 12 Inauguration du premier confinement de déchets radioactifs dans l'Aube 13 Incident à la conférence du Conseil épiscopal latino-américain 13 Diagonales : « Coloquinte », par Bertrand Poirot-Delpech 13

SCIENCES • MÉDECINE

George Charpak, un artisan au CERN • Un entretien avec le professeur Daniel Cohen • Les pauvres choix de la science bulgare... 15 à 17

CULTURE

Cinéma : vaillances d'armes européennes 18 Musiques : Prague retrouve Amsterdam 19 Théâtre : Angèle à la Comédie-Française et Par les villages à Ivry 19

ÉCONOMIE

Les Douze rejettent les propositions de la Commission sur la réduction des flottes de pêche 21 La démission de M. Jean Kaupar, secrétaire général de la CFDT 22 L'industrie du papier championna du recyclage 23 La vie des entreprises 24

INITIATIVES

Désastre : écoles au chômage • Formation : la face cachée de l'insertion • Finances : les nœuds du MATIF • Tribune : « Les cadres ont un avenir », par Maria-Odile Paulin • Les stages 29 à 44

Services

Abonnements 23 Annonces classées 26 et 34 à 44 Camel 26 Marchés financiers 24 et 25 Métiologie 27 Mots croisés 24 Radio-télévision 27 Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ca numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 29 à 44 Le numéro du « Monde » daté 20 octobre 1992 a été tiré à 505 298 exemplaires.

« Education-Campus » : rentrée universitaire en sourdine

Face au flot toujours croissant d'étudiants - près de deux millions cette année -, la gouvannement a déployé les grands moyens. Mais le béton et les recrutements ne suffisent pas pour relever le défi de l'enseignement supérieur de masse.

« Arts-Spectacles » : architecture

La IV^e Semaine de l'architecture - deux cents manifestations dans toute la France, jusqu'au 25 octobre - et le Salon international de l'architecture - du 24 octobre au 1^{er} novembre à la Grande Halle de La Villette - ouvrent alors que la crise du bâtiment fragilise une profession qui avait montré depuis vingt ans une belle vitalité.

FIAC 1992

Les artistes italiens sont à l'honneur au Grand Palais pendant toute la durée de la XIX^e Foire internationale d'art contemporain - du 24 octobre au 1^{er} novembre.

Inaugurée en septembre 1991

La librairie internationale de la FNAC va fermer ses portes

Inaugurée en septembre 1991, la librairie internationale de la FNAC, installée boulevard Saint-Germain, à Paris (5^e), a cessé ses activités le 31 octobre.

La plus grande librairie internationale fonctionnant en France proposait, sur trois étages et 1 000 mètres carrés, des livres dans une quinzième de langues. Elle disposait également du plus grand kiosque de presse étrangère en France, avec une centaine de quotidiens, un millier d'hebdomadaires et de mensuels, ainsi qu'un vaste rayon consacré aux méthodes d'apprentissage des langues.

Il est vite apparu cependant que la richesse de l'offre excédait largement la demande et que le public français ne se montrait guère curieux envers les langues étrangères et les ouvrages qui les illustraient. La FNAC tablait, à l'ouverture, sur un chiffre d'affaires de 90 millions de francs par an. Il n'a atteint que le tiers de cette somme. Les dirigeants de la FNAC ont donc décidé de ne pas poursuivre l'expérience. C'est un magasin de micro-informatique qui prendra la place de la librairie internationale. Une partie du personnel de la librairie - 42 personnes - restera sur place ; les libraires seront reclassés dans d'autres FNAC. La direction assure qu'il n'y aura aucun licenciement.

Menacée par un projet immobilier

La maison de « Casque d'or » sera conservée

La maison et le jardin où fut tourné à Paris le célèbre film de Jacques Becker *Casque d'or* seront « intégralement conservés », M. Jean Tixier, premier adjoint de M. Jacques Chirac, en a donné l'assurance, lundi 19 octobre au Conseil de Paris. L'ensemble, situé rue des Cascades, dans le vingtième arrondissement, est resté tel qu'il était il y a quarante ans, lorsque Simone Signoret et Serge Reggiani, les principaux protagonistes du film, y évoluaient devant la caméra. Mais il est menacé par le projet de construction d'un immeuble de vingt-quatre logements sociaux sur quatre étages.

Les défenseurs des lieux de mémoire, au premier rang desquels Serge Reggiani, se sont alarmés. Leurs inquiétudes étaient d'autant plus fondées que, comme l'a rappelé M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports et président du groupe socialiste au Conseil de Paris, le Fouquet's, le maquis de Montmartre, l'Hôtel du Nord et la Pagode, par exemple, ont été à deux doigts de disparaître. Ils n'ont dû leur salut qu'à la réaction des Parisiens. D'autres édifices « historiques », comme la Maison rouge et le Cluny-Palace n'ont pas eu la même chance.

La maison de *Casque d'or* sera donc sauvée. L'immeuble social n'occupera que le fond du jardin dont tous les arbres resteront en place. L'architecture du futur édifice va être revue, a promis M. Tixier, et le nouveau projet sera soumis à une « concertation supplémentaire ».

MARC AMBROISE-RENDU

TISSUS

depuis 30F le mètre

LE MAGASIN RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

prenez l'in
allez direct
en dernière

INITIATIVES

Cadres au chômage

Plus que d'habitude, cette crise touche l'encadrement, dans tous les secteurs et à tous les postes

DOSSIER

AU début, le phénomène n'inquiétait personne ou presque. Quand le chômage augmenta pour tout le monde, il est malheureusement logique qu'il soit également en hausse pour les cadres. Même les taux élevés, de l'ordre de 30 % sur un an, ne surprenaient pas vraiment. Après tout, et M^{me} Martine Aubry l'avait souligné à l'époque, ils s'expliquaient par le faible pourcentage de demandeurs d'emploi dans la population des cadres, relativement préservés jusqu'alors. La moindre progression ne pouvait se traduire que par des hausses importantes.

Quelques mois plus tard, les raisonnements ont changé, et les interrogations se font plus pressantes. Car le mouvement s'est poursuivi inexorablement. A la fin août, par rapport à l'an dernier, derniers chiffres connus, l'augmentation a encore été de 26,9 % et il y avait 162 000 cadres inscrits à l'ANPE. Progressivement, et sans que l'on puisse le mesurer précisément, leur chômage de longue durée s'est accru, ne serait-ce que parce que les premières vagues de licenciement remontent maintenant à près d'un an.

Désormais, tous les témoignages concordent. Dans une période marquée par les restructurations « rampantes », qui font suite aux restructurations industrielles lourdes du milieu des années 80, les cadres ne sont plus épargnés. Ils sont touchés, eux aussi, par les réductions d'effectifs, les opérations d'économies et, plus souvent qu'à leur tour, par les changements d'orientation stratégiques, les fusions ou les rachats d'entreprise. Quand on rogne sur les équipes ou quand on pourchasse les doublons, ils perdent fatalement leur emploi sans que, dans la majorité des cas, ils aient manqué de compétence, ni démerité.

Par rapport à un passé récent, le vrai bouleversement est là. On ne fait plus de sentiment avec eux, voire, et de nombreux exemples le démontrent, on ne se soucie pas de leur situation professionnelle, de leur âge, et encore moins de leurs charges de famille. Les déconvenues sont donc grandes dans un milieu qui s'était toujours considéré comme « à part » et qui découvre la dureté des temps.

Un égoïsme ne trompe d'ailleurs pas. Toutes les fonctions et tous les secteurs subissent des maux identiques, même si la proportion varie fortement selon les postes et les activités. Les informaticiens, déjà désignés comme les grands perdants de la dernière période, se voient ainsi rejoints par des cadres de production, etc. Et le malaise est d'autant plus grand que, là encore, contrairement aux modes de fonctionnement du passé, le volume des recrutements a, parallèlement, baissé dans de notables proportions.

Est-ce un hasard ? Au même moment, voilà que la notion de cadre, propre à la France, est contestée ou, du moins, que de bons esprits voudraient la banaliser, son statut particulier devenant une gêne. M^{me} Martine Aubry s'est exprimée dans ce sens, qui voudrait qu'un rapprochement s'effectue avec d'autres catégories, dont celui des agents de maîtrise et des techniciens, afin de favoriser une souplesse dans la gestion des ressources humaines.

En effet, trop d'entreprises butent sur ce problème quand elles embauchent massivement des

bac+2 notamment. D'autres vont aussi plus loin qui font observer que, ces vingt dernières années, les cadres se sont multipliés, peut-être trop, et surtout qu'ils sont une majorité à ne pas exercer des fonctions d'autorité ou de décision. Ceux-là pensent, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays, qu'il faudrait distinguer les « managers » et les cadres supérieurs des autres catégories.

QUANT aux effets de ce chômage qui affecte maintenant les cadres de façon durable, ils ne sont pas tous connus, s'ils ne font, pour la plupart, aucun doute. Passé un certain âge, et principalement dans cette position, retrouver un emploi devient délicat. Surdiplômés et bien rémunérés, nombre de ces licenciés sont souvent écartés par les recruteurs, même pour des postes moins importants et moins bien payés, sous le prétexte de tensions psychologiques toujours possibles au sein de l'entreprise. À terme, on peut redouter une croissance des chômeurs de longue durée. Il s'ensuivra des drames, que les cadres supportent d'autant moins bien que l'inactivité s'accompagne de la perte d'un statut valorisant auquel ils s'identifiaient fortement, profession-

nellement certes, mais également dans leur vie privée. Cassés, parfois définitivement, certains s'écroulent. D'autres, plus vindicatifs ou orgueilleux réagissent par un goût prononcé de la procédure, transformant leur dossier en croisade contre l'injustice. Ils sont alors moins dociles que les autres chômeurs, a-t-on constaté d'expérience.

Justement, leur nombre et leur rôle, différents, risquent d'introduire un changement dans la perception du chômage qui s'est asseptisée au fil de la récession et des politiques de traitement social. Leurs attitudes y contribueront, s'ils refusent de se couler dans le moule du chômeur moyen, comme tout prête à le croire. Leurs parcours, l'histoire d'un gâchis, provoqueront des réactions autrement embarrassées que le sort réservé à toutes les victimes des plans sociaux. Depuis quinze ans que sévit la plaie du chômage, les limites de la douleur ont toujours été dépassées. Inévitablement, l'explosion sociale ne s'est jamais produite. Cette fois, une nouvelle menace plane. Très sérieuse.

Alain Lebaube



Enfin des sentiments
Dans une entreprise, les cadres ont-ils encore des sentiments ?
par Jean Lebaube

Encadrement sinistré
Les cadres ont-ils encore des sentiments ?
par Jean Lebaube

La face cachée de l'insertion
La face cachée de l'insertion ?
par Marie-Odile Paulet

Les rites du MATIF
Les rites du MATIF ?
par Marie-Odile Paulet

La face cachée de l'insertion
La face cachée de l'insertion ?
par Marie-Odile Paulet

Les rites du MATIF
Les rites du MATIF ?
par Marie-Odile Paulet

La face cachée de l'insertion
La face cachée de l'insertion ?
par Marie-Odile Paulet

Les rites du MATIF
Les rites du MATIF ?
par Marie-Odile Paulet

FORMATION
☐ La face cachée de l'insertion
☐ Maria

FINANCES
☐ Les rites du MATIF

TRIBUNE
☐ Les cadres ont un avenir
par Marie-Odile Paulet

page 32

page 33

Jeunes diplômés,

en dernière page

Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'EUROMASTER.

Ce programme, d'une durée de 7 mois, conçu par des professionnels prépare concrètement à l'exercice de responsabilités fortes dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac + 4 minimum) et vous souhaitez apporter à votre potentiel la

valeur ajoutée qui fera la différence.

CITCOM, avec son programme EUROMASTER, se propose de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM1102 à : INT-CITCOM - Service Sélection - 83, Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

CITCOM

GIE INT-CITCOM entre FRANCE TELECOM et TELESYSTEMES

Prochaines sessions d'octobre à mars selon les centres : MONTPELLIER - LIEURNE-TULOUSE - NANCY - DUNKERQUE - PARIS - LYON

La fin des sentiments

D'économies en licenciements, les sociétés réduisent leur train de vie

S'il faut dater le changement, la guerre du Golfe servira de borne. Depuis plus rien n'est comme avant... Il y a d'abord eu les restrictions apportées aux voyages, qui ont finalement été maintenues. Entre-temps, les entreprises avaient découvert que, sauf pour l'essentiel, les déplacements pouvaient être réduits sans dommage. D'autant que nombre d'entre elles, au dire de Bruno Dufour, directeur général du groupe ESC Lyon, ont été conquises par les mérites de la visioconférence, bien moins coûteuses à terme, et tout aussi efficaces. « L'équipement est remboursé en trois ans et le retour aux États-Unis évité », affirme-t-il.

De toute manière, les séjours sont devenus plus brefs, pour limiter les frais et chacun s'aperçoit que, malgré cela, les performances ne sont pas altérées. Au contraire, il en va de même pour la formation continue, IMD, filiale du groupe ESSEC implantée à la Défense, constate les mêmes évolutions que Bruno Dufour. Les stages sont plus courts et davantage centrés sur des besoins précis ou immédiats. Les cadres ne peuvent plus quitter leurs fonctions trop longtemps, sous peine d'entraîner des retards dans la prise de décision. Dans ces conditions, un organisme de formation situé au cœur d'un quartier de bureaux, au CNIT, dispose d'un avantage évident. Mais ce ne sont là que brouillies, ou comparaisons des autres mesures qui affectent une population de salariés habitués aux égarés de toutes sortes.

Les chiffres de l'ANPE témoignent : le chômage fait désormais des ravages dans cette catégorie, jusqu'à présent préservée, plus que d'autres, par la menace du licenciement. Ce cataclysme soudain et brutal, en a déconcerté plus d'un, surpris de découvrir que les cadres n'étaient plus à l'abri de la perte d'emploi, d'autant plus redoutable qu'elle s'accompagne, pour eux, d'une atteinte portée à un statut social valorisant. De deux choses l'une, soit ils protestent devant tant d'injustice et font preuve de toute leur autorité passée lors des nombreuses démarches à accomplir à l'agence comme aux ASSÉDIC, soit ils s'effondrent et sont cassés pour longtemps, témoigne Richard Debyre, président de l'APES (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires) qui vient d'écrire avec Malika Zediri-Corniou, un livre sur son expérience intitulé *La Révolte des chômeurs* (Éditions Robert Laffont). Lui-même, comme tant d'autres observateurs de la fracture, a vu de ces cadres s'accrocher pathétiquement à l'analyse de leurs maux et transformer leur lutte en une cause argumentée jusqu'à l'obsession. « Ils utilisent leurs compétences pour faire un procès méticuleux, multiplient les requêtes et s'enfoncent dans d'interminables démonstrations », raconte-t-il, hésitant entre l'admiration et la pitié.

Inadaptation à la culture

Pas spécialement nerveux - il y a toujours eu des cadres au chômage - la situation est en réalité été bouleversée par des modifications de comportements des entreprises et de leurs dirigeants que de nombreux « acteurs » reconnaissent. Directeur de l'APEC (association pour l'emploi des cadres), Jean Menin avoue ainsi que les cadres qui arrivent maintenant dans son institution diffèrent de la cohorte de ceux qui échouaient à la fin des années 80. Ils sont mieux formés que leurs prédécesseurs, parfois très diplômés, et ont eu des carrières exemplaires avant « l'accident ».

Des directeurs de ressources humaines, qui sont amenés par leurs fonctions à recevoir de tels cadres au chômage, confirment cette impression. Jean Prieur, de la Compagnie financière du CIC fait partie de ceux-là, qui constatent que ceux que « l'on voit passer sans des types bien dans leur peau, équilibrés, des bons ». Leurs diplômes sont prestigieux, ils ont effectué de « beaux cursus » et présentent « d'excellents curriculum vitae ». Ils ont une famille, une femme, des enfants, et, à l'approche de la cinquantaine, souvent, « ne comprennent pas ce qui vient de leur arriver ». Que s'est-il passé ? Aujourd'hui, soumises à la pression par la compétition internationale, les entreprises ne se permettent plus de faire du sentiment. Les réductions d'effectifs ou les réorganisations se font sans limite, pas aux ouvriers et aux employés. Tout le monde est touché, et plus encore quand il y a une fusion, un rachat, ou qu'une stratégie nouvelle vient d'imposer des changements d'états-majors.

Quand il s'agit de serrer les coûts, même les cadres ne sont pas épargnés, quelle que soit leur qualité. Récemment, le cabinet d'outplacement LM et P soulignait pour sa part que 29 % des « séparations » traitées provenaient de problèmes relationnels et 10 % d'inadaptation à la culture. À partir de là, les décisions tombent sans précautions. Peu importe l'âge, les services rendus, la carrière ou les problèmes personnels. Parce que l'heure est à la coexistence effrénée, les motifs peuvent être futiles ou minces. Ici, un PDG se débarrasse d'un collaborateur « parce qu'il ne se sent pas bien », là en raison d'un doute sur ses capacités à tenir le poste ou de s'intégrer dans l'équipe reconstituée. À la moindre interrogation, c'est la séparation qui révèle aussi une nouvelle vulnérabilité du dirigeant. Désormais, et des exemples le prouvent, il se sait fragile face à son conseil d'administration qui peut le révoquer et il ne veut pas prendre de risques avec un ou des subordonnés dont il n'est pas complètement sûr. Il craint qu'on le lui reproche un jour !

Face à ces nouvelles menaces, les cadres doivent à leur tour modifier leurs comportements. C'est du moins le conseil que leur donnent les cabinets spécialisés dans la réorientation de carrière ou dans le recrutement. Car ils commettent encore trop d'erreurs, comme le fait remarquer Joëlle Freyre du cabinet Manorga, étonnée de les voir, à l'instar d'autres salariés, considérer qu'ils ont bien le temps pour rechercher un autre emploi et qu'ils peuvent bien « saouler un peu ». « Ils se disent qu'ils ont des droits, qu'ils ont assez cotisé pour en profiter, mais ils ne se rendent pas compte qu'ils prennent des risques », se lamente-t-elle. « 20 à 25 % des cadres viennent nous voir trop tard », note-t-on chez LM et P. « Entre-temps, ils ont épuisé les chances contenues dans leur réseau relationnel au professionnel et ils se privent d'un appui ».

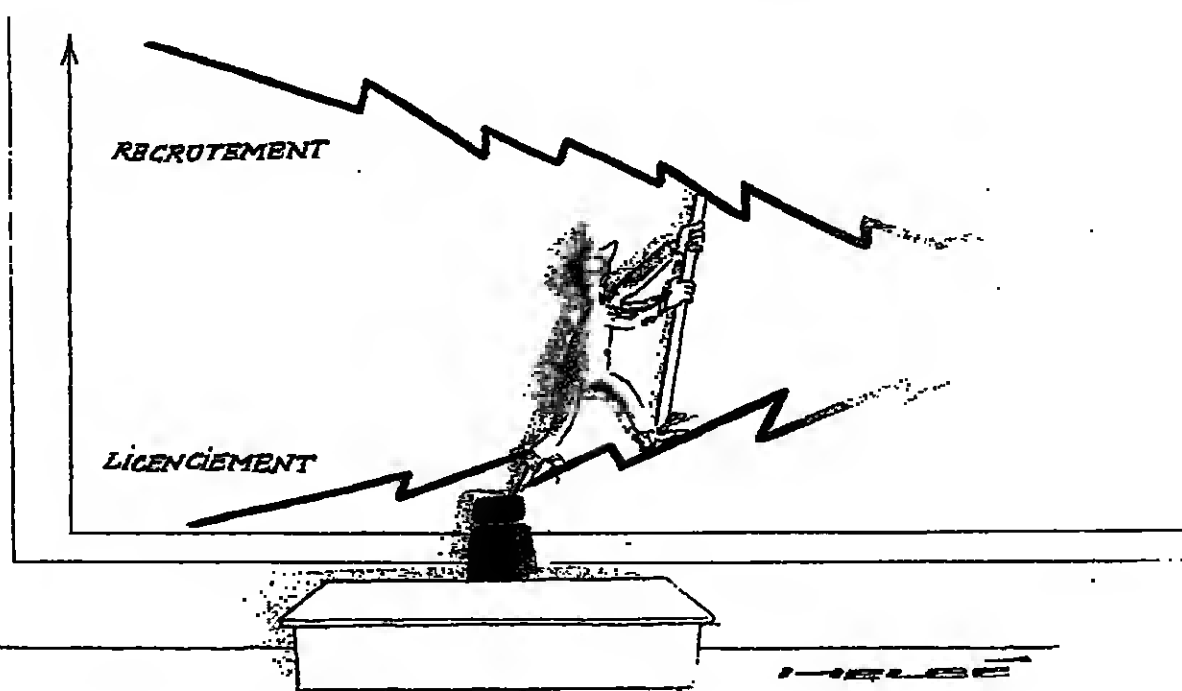
Les solutions ? « Apprendre à se gérer soi-même comme une entreprise », prétend Michel Romillat, fondateur de Carrière Initiatives, qui leur propose d'anticiper et d'évoluer avant que l'irréparable ne se produise. Certains de ses « clients » ont ainsi appris à se repositionner avec lui, et ont donc sauvé leur emploi. « Créer son propre emploi », proclame d'une formule Claude Charpentier et Geneviève Le Callec, PDG d'Eos Conseil qui veulent inciter les cadres en outplacement à inventer les opportunités lors des entretiens avec leur futur employeur. Ils affirment : « Souvent la découverte de compétences fait naître un besoin chez l'interlocuteur ».

A. Le.

مركزاً من الاموال

L'encadrement sinistré

Personne n'est à l'abri. La plupart des secteurs et des fonctions sont touchés



LES incertitudes économiques ne passent pas les cadres. Quelle que soit leur place dans l'organisation. Selon les dernières estimations de l'APEC, près d'une entreprise sur dix (9 %) a déjà supprimé des emplois ou s'apprête à le faire dans l'année à venir, alors qu'en 1989, seules 5 % déclaraient en avoir l'intention. Si « aucun secteur ne peut aujourd'hui se déclarer totalement épargné », souligne Jean Prével, directeur adjoint chargé des études de l'APEC, il faut toutefois, ajoute-t-il aussitôt, se garder de tout catastrophisme.

La tension sur le marché de l'emploi des cadres joue non seulement sur le volume des licenciements (en augmentation) mais aussi sur celui des recrutements (en baisse). Même si l'indicateur relevait les offres d'emplois publiées dans la presse ne reflète pas tout le marché de l'emploi dans la mesure où l'affluence, dans cette période, des candidatures spontanées permet d'éviter à certains recruteurs de publier une annonce.

Il semble que les petites et moyennes entreprises résistent

mieux au ralentissement économique que les grandes. A condition toutefois que ces PME ne soient pas englouties dans la sous-traitance d'une branche sinistrée. En outre, le secteur des services semble globalement moins menacé que celui de l'industrie.

La plus grande partie des licenciements apparaît en effet liée à des restructurations d'entreprises industrielles qui se replient sur leurs activités les plus rentables. Tandis que certaines unités jugées stratégiques sont préservées, nombre de projets sont purement et simplement abandonnés. C'est en particulier le cas dans l'électronique, la construction électrique, l'informatique, les industries liées à l'armement, l'aviation civile et militaire.

Les enfants chéris de la reprise

Le plan social de ces entreprises concerne alors l'ensemble du personnel de ces unités sacrifiées, toutes fonctions confondues. « Et notamment les cadres, pour

lesquels les entreprises se déclarent encore il y a trois ans... », constate Jean Prével, faisant en particulier allusion aux ingénieurs. Seule échappatoire à la logique de ces « charrettes », le temps nécessaire à la mise en œuvre des plans sociaux permet parfois de mettre à l'abri - dans des filiales, par exemple - quelques compétences rarissimes et coûteuses.

Les recrutements ont, pour leur part, fortement diminué. « Toutes les fonctions de l'entreprise sont touchées dans une proportion analogue », souligne le directeur des études de l'APEC. En dehors des secteurs qui licencient, on relève parmi ceux qui sont particulièrement affectés par cette crise des embauches, l'immobilier, la publicité, le conseil en recrutement.

Deux de nombreux autres domaines d'activité, les employeurs qui avaient du mal à pourvoir leurs postes se retrouvent aujourd'hui avec une pléthore de candidats. Cette concurrence nouvelle a bien sûr tendance à relever le niveau général de recrutement du point de vue de l'expérience et des compétences exigées. Enfants chéris de

la reprise des années 1987-1990, les cadres informatiques subissent de plein fouet le retournement de conjoncture.

Tous les métiers de l'informatique sont affectés, qu'il s'agisse de ceux liés à la gestion (- 33 % d'offres publiées dans la presse au premier semestre 1991) ou surtout à la production industrielle ou technique (- 72 %). De la même façon, les responsables d'études, de recherches et de projets sont pénalisés et notamment les cadres chargés des études scientifiques et techniques (- 54 %). Autre secteur technique touché par ce reflux, celui du bâtiment : les offres d'emploi de cadres de chantiers ayant, par exemple, diminué de 43 % au premier semestre.

La crise des recrutements s'épargne pas non plus les cadres administratifs, et en particulier ceux spécialisés dans la formation (- 33 %), la comptabilité et dans la gestion financière (- 36 %). Autant de secteurs qui avaient le vent en poupe dans les années 80 et qui avaient fortement embauché.

Valérie Devillechabrolle

Une crise de statut

ET si les cadres devaient disparaître ? En cette période d'incertitude, les effets de mode, y compris dans le management, forment un florilège. Depuis peu, émerge ci et là l'idée de l'inutilité de l'encadrement. D'aucuns, dans les milieux des consultants, affirment que la productivité des « cols blancs » est en baisse par rapport à celle des « cols bleus ». D'autres affirment que le taux d'encadrement atteignant parfois 80 %, les cadres ne sauraient être payés pour « dicter le moindre mot des autres doivent travailler ».

L'encadrement français vaut-il cet excès d'indignité ? De fait, un amalgame s'est fait jour entre une toujours nécessaire évolution vers le haut de l'encadrement en période de mutation et la poussée des techniciens non cadres qui aspirent à une modification de leur statut. Le débat n'est d'ailleurs pas nouveau. « L'arrivée des techniciens supérieurs perçue le premier niveau de l'encadrement », constate Chantal Cumunel, secrétaire nationale de la Fédération française de l'encadrement-GGC, par ailleurs présidente de l'APEC. On constate que le savoir se banalise et qu'il n'est plus l'apanage des cadres. Ceux-ci évoluent différemment vers toujours plus de responsabilités. Un tiers d'entre eux n'exerce pas de responsabilité hiérarchique. C'est donc bien en termes

de statut que le bât blesse. Martine Aubry, ministre du travail, ne rappelle-t-elle pas l'été dernier qu'une nécessaire harmonisation était souhaitable entre cadres et non cadres ? Le patronat ne fait-il pas périodiquement référence à la grille unique que certaines sociétés expérimentent ? Ne rappelle-t-on pas de plus en plus fréquemment que « l'éthnie » des cadres, cette spécificité bien française, n'existe pas à l'étranger ?

Au reste, les chiffres donnent raison à cette réflexion sans doute nécessaire. Ainsi, le but des titulaires de BTS et de DUT - lesquels progressent de 9 % chaque année - et des 400 000 techniciens supérieurs âgés de moins de trente-cinq ans est bien de devenir cadres à leur tour. Et ils le font savoir.

Les rapports sont changés

« La différence s'estompe sous nos yeux », constate le sociologue Renaud Seinsauf, professeur à Sciences-Po. Aujourd'hui, tout le monde se voit cadre. L'ouvrier à travers ses enfants. Le technicien au travers de ce qu'il fait. Le cadre perd de sa valeur de différenciation. Son problème est de trouver une nouvelle légitimité car il découvre qu'il n'est plus indispensable simplement

perce qu'il a réussi un examen. « La mur social, la frontière invisible se brouille, renchérit quant à elle Marie-Odile Paulot, au nom de l'Union confédérale des cadres CFTD. Mais cela ne signifie pas la disparition de l'encadrement. Bien au contraire ! C'est davantage de responsabilités qu'on attend de lui ».

Il est vrai que les 2 millions de cadres français (250 000 en 1950 pour 1 million en 1970) travaillent de moins en moins dans les entreprises de production, là où la hiérarchie et le principe d'autorité s'exercent traditionnellement. En effet, ce sont les services - premiers employeurs de cadres à raison de 42 % - qui, aujourd'hui, requièrent le plus leurs compétences. Mais y compris dans la production, les rapports sont considérablement changés.

L'industrie automobile, aujourd'hui, se caractérise par exemple par un moins grand nombre d'exécutants. « Les contraintes du marché futur feront appel à des cadres de plus en plus qualifiés et spécialisés, mais aussi de plus en plus polyvalents. On tend vers des modifications de comportement », indique une note de conjoncture de l'APEC, concernant ce secteur. Mais modifications, mutations et évolutions sont loin de signifier disparition.

Jean Menanteau

Collection ramses

les grandes questions de l'actualité internationale

FRANÇOIS DUREL et MARC BARRA

LE MONDE

L'ALLEMAGNE

Une nouvelle Allemagne ?

DUNOD 86 F

Dans la même collection

PETROLE : crises, marchés, politiques

P. JACQUET, F. NICOLAS 80 F

GOLFE ET MOYEN-ORIENT : les conflits

S. KODMANI-DARVISH et M. CHAUMONT-CHASSARY 80 F

ifri DUNOD

Les compétences

INITIATIVES

DOSSIER • Cadres au chômage

Recherches à temps plein

Petites annonces, relations, cabinets de recrutement : tout est utilisé pour retrouver du travail

ILS ne chôment pas, les cadres à la recherche d'un emploi. Ce matin, entre 8 heures et 11 heures, Mathieu, trente-huit ans, ingénieur d'affaires, a rédigé cinq lettres de motivation, toutes argumentées différemment, bien sûr et accompagnées de CV « ciblés », choisis parmi les six modèles qu'il a concoctés. En quatre mois, il a répondu à 233 offres d'emplois. Sur les 122 lettres qu'il a reçues en retour, 32 entreprises ou cabinets l'ont convoqué à un entretien. « Soit 26 % », annonce Mathieu qui tient soigneusement des statistiques concernant ses démarches. Un score encourageant au regard des 20 % en dessous desquels les spécialistes de l'insertion des cadres considèrent qu'il faut revoir sa technique de recherche d'emploi, son curriculum vitae ou bien compléter sa formation.

Petites annonces, candidatures spontanées, relations personnelles, cabinets de recrutement, bureaux des anciens élèves des grandes écoles, les outils ne manquent pas pour tenter de retrouver le chemin de l'emploi.

Danielle, par exemple, trente-six ans, licenciée en juillet 1991 d'une société du secteur boursier, où elle était l'adjointe du directeur des ressources humaines, a, jusqu'à présent, surtout fait appel à ses relations et envoyé une centaine de candidatures spontanées. Diplômée de Sciences-Po, et dotée d'une maîtrise de droit du travail, elle a eu le choix, lors de son licenciement, entre une indemnité confortable et un recours à un cabinet d'outplacement. « Je pensais, ainsi que le cabinet, qu'avec mes diplômes, il n'y aurait pas de problème pour retrouver un emploi. J'ai donc choisi la première solution, j'ai eu tort. » Ses anciens collègues se l'ont toutefois plus lâché, ils lui envoient des petites annonces, présentent son CV à des employeurs potentiels. Sans résultat. Aussi, depuis septembre, elle concentre son énergie à répondre aux offres d'emploi : « Certaines sont très vagues, d'autres très précises. Au départ, on n'ose pas répondre à une annonce qui exige une spécialité que l'on n'a pas, comme la maîtrise de l'outil informatique. Mais au bout d'un moment, on finit quand même en se disant que, lors de l'entretien, il

s'agira de démontrer que l'on n'a d'autres atouts et que l'information, que, on pourra rapidement l'apprendre. »

Pierre, directeur commercial dans le secteur industriel international, licencié également en juillet 1991, répond quant à lui très rarement aux annonces. Et pour cause : « Beaucoup d'offres concernent des secteurs pointus. Or, je suis plutôt un généraliste. La plupart s'adressent à des personnes de moins de quarante ans. J'en ai cinquante. » Aussi consacre-t-il ses efforts à réactiver son « réseau de relations, des amis, des fournisseurs, des clients et des concurrents ». En un an, il en a rencontré entre 150 et 200, jusqu'à deux par jour, mais le rythme faiblit depuis juin, déplore-t-il : « J'utilise ce réseau comme une source d'informations sur les opportunités dans le milieu. Je sollicite les conseils et les avis de ces personnes. » Ose-t-il leur demander directement si elles ont un poste à lui offrir ? « Ce n'est pas la meilleure façon d'attaquer. Et si l'une d'elles m'en propose un, je réponds que je ne suis pas venu pour cela mais que je vais y réfléchir. »

Stages de « dynamisation »

Autres lieux pour approcher les entreprises, mais aussi « rester dans l'actualité », explique-t-il, les colloques et séminaires de la chambre de commerce et d'industrie, auxquels il parvient à assister grâce à son statut d'indépendant, après avoir expliqué son cas à mots couverts. Bilan : « Certains rendez-vous sont allés assez loin. J'ai même pisté deux sociétés pendant un an et obtenu un rendez-vous en Allemagne. Mais les PME, qui constituent mon champ d'exploration, ont différé leurs projets d'embauche. Je maintiens toutefois le contact avec elles. »

Beaucoup d'annonces émanent de cabinets de recrutement et de chasseurs de têtes. Un passage obligé qui décourage parfois les cadres. Certains se plaignent d'y recevoir un accueil très « froid », ou bien d'y passer des « tests écrits longs et fastidieux », qui peuvent durer une journée entière. D'autres cadres se demandent com-

ment un jeune consultant peut juger un professionnel fort de dix ou vingt ans d'expérience. Enfin, des cadres s'étonnent de voir les offres d'emplois auxquelles ils ont répondu paraître à nouveau quelques semaines plus tard.

Sans doute ces recruteurs n'ont pas réussi à dénicher l'oiseau rare parmi les centaines de candidatures déjà reçues. A moins qu'il ne s'agisse d'« annonces bidon », suppose Pierre, qui servirait seulement aux cabinets à obtenir des informations sur les entreprises, ou bien les noms des responsables. Malgré ces déconvenues, les cadres persistent, quitte à consacrer des sommes importantes pour se déplacer aux quatre coins de la France. Tôt ou tard, ils en viennent à revoir leurs exigences en matière de salaire mais aussi de postes.

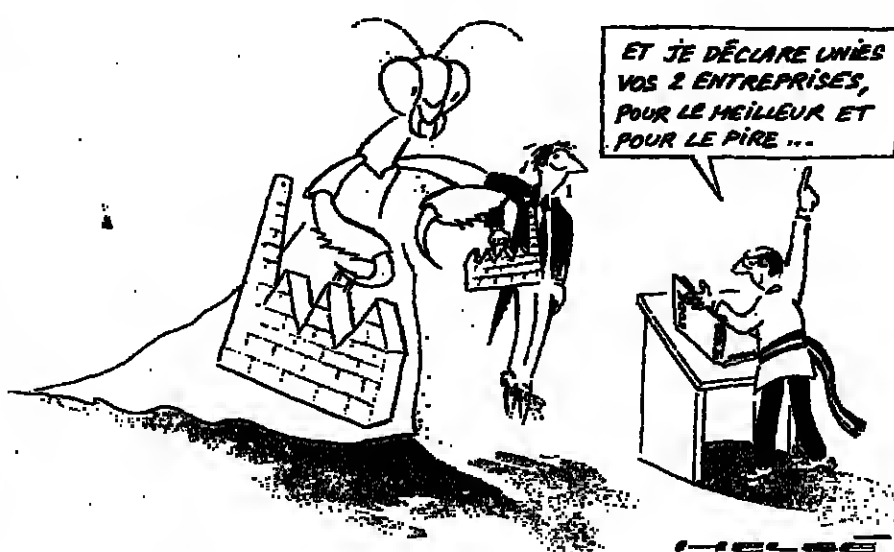
Comme Jean, quarante-huit ans, directeur du marketing au chômage depuis deux ans. Une première année de « déprime » l'a contraint à essayer d'abord « de résoudre ses problèmes personnels » par le biais d'une psychoanalyse : « C'était important pour retrouver du travail dans un métier stressant, basé sur le contact. » Cette remise en question, qui touche aussi le comportement des cadres face à un employeur potentiel, certains l'opèrent au cours de stages de « dynamisation » organisés par l'ANPE. « C'est l'occasion de confronter son expérience aux autres, reconnaît Danielle, de réfléchir sur les mois de chômage écoulés, de trouver des idées pour mieux se vendre. » On apprend à dépasser les limites que l'on s'est fixées, reconnaît Jean. Maintenant je suis prêt à accepter un travail en dessous de mes compétences pour remettre le pied à l'étrier. Enseigner à l'éducation nationale, par exemple, ou être formateur. Mais ce ne serait qu'une position d'attente.

Danielle aussi a pensé à une solution de repli : rester au foyer et élever ses deux jeunes enfants. Ses anciens collègues lui ont même suggéré d'en faire un troisième. « Cela me met en colère. Les gens ne comprennent pas à quel point il est difficile de retrouver du travail. Si je décide de rester à la maison, ce ne sera pas de gaieté de cœur. »

Francine Alzicovici

Victimes de la conjoncture

Malgré un parcours sans faute certains cadres se retrouvent au chômage



« Il y a quelques années, j'aurais été mort de honte, culpabilité. J'aurais eu l'impression d'être mauvais, d'avoir démerité. Aujourd'hui ce qui m'arrive est hélas si courant que je ne me sens ni dévalorisé ni déshonoré. » La réaction est la même chez tous les cadres au chômage rencontrés : c'est la faute à la conjoncture ; ils peuvent garder la tête haute. Une façon de se reconforter, de se sentir hors de cause ? Pas seulement. Ils font le constat en regardant autour d'eux : nul n'est à l'abri. Cela arrive même aux meilleurs.

Cette nouvelle attitude est le seul effet positif de la situation. Leurs diplômes s'égrènent comme une triste et inutile litanie, leurs CV sont brillants, leur parcours sans faute jusqu'au jour où...

PIERRE ET LES FUSIONS. - Quarante et un ans, marié, trois enfants, Pierre est docteur en gestion, diplômé de Dauphine. Il a commencé sa carrière en 1977 dans une filiale du groupe Schneider comme chef de service financier export avant d'occuper les mêmes fonctions chez Crucet-Loire. En 1985, il entre chez Usinor-Sacilor. Il occupe successivement les fonctions de directeur financier de Fillod - une entreprise de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires - puis de directeur général adjoint d'une autre filiale ; enfin il devient directeur financier de Daval qui, avec un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs, est la première société de ventes du groupe. En avril 1990, Dumez lui propose la direction des financements de projets. Il monte les contrats, négocie avec les clients français et étrangers et les banques.

Las, « le mariage du siècle » c'est-à-dire la fusion entre la Lyonnaise des eaux et Dumez éclate comme un coup de tonnerre. Fusion ou plutôt absorption : pour des raisons juridiques liées aux concessions avec les municipalités, la Lyonnaise prend le pas sur Dumez qui en devient filiale à 100 %.

Elle voit la mariée s'installer sans vergogne dans son siège à Nanterre, faire un audit de Dumez, décider des réductions de frais drastiques et annoncer très vite les premiers plans sociaux. « Le secrétaire général de Dumez, mon patron, a été chargé de la tâche peu agréable d'annoncer à ses collaborateurs les purges dont ils étaient victimes. Ce fut d'ailleurs sa dernière mission. Il faisait lui-même partie de la première charrette. Toute la direction de Dumez n'a été remerciée en quelques mois. »

Pierre toucheait 750 000 francs par an et bénéficiait d'une voiture de fonction. Il a été pris en charge par les ASSÉDIC en avril. Mais présentant la catastrophe, il cherche activement un emploi depuis plus d'un an déjà. « La chute des missions des chasseurs de têtes est dramatique. En douze mois les licenciements économiques se sont multipliés

et j'ai plein d'amis brillants et de collègues sur le carreau. » Pourtant il ne perd pas espoir ; il a conservé une activité de consultant spécialisé dans le montage de produits hôteliers. Il sera peut-être un jour rétribué en honoraires sur résultats... si résultats il y a. En attendant il débourse tous les frais de voyage et de secrétariat de sa poche : « Il faut bien financer son développement », explique-t-il.

PAUL ET LA CRISE FINANCIÈRE. - Lui aussi à la quarantaine et une formation solide : Supélec et l'ESSEC. Ce n'est pas le cynisme des fusions qui l'a mis au chômage mais la cruelle réalité d'une cessation d'activité. Débutant, il passe trois ans au contrôle de gestion chez IBM, une expérience passionnante mais il déplore dans les entreprises anglo-saxonnes une vision parcellaire des choses. Il ressent le besoin d'élargir son champ et entre chez Chargeurs SA comme contrôleur de gestion d'UTA puis, très rapidement, trésorier général du groupe. Il y reste sept ans et devient apprécié sur le marché pour sa double compétence.

Un chasseur de têtes le démarcha alors et lui proposa de monter, et de diriger, un établissement financier pour l'agent de change Tuffier. Ce qu'il fait avec succès, jusqu'à la faillite retentissante de Tuffier. Paul n'a alors aucun mal à se recaser. Il monte Cotinter, autre établissement financier, filiale de la Société générale qu'il dirige durant trois ans. Malheureusement, au début de 1991, le volume d'affaires baisse de façon vertigineuse : il est divisé par trois, voire quatre. Courtier spécialisé dans les titres, Cotinter cesse ses activités à la fin de l'année dernière. Paul est demandeur d'emploi, mais en tant que mandataire social, ne perçoit aucune indemnité de chômage. Il a eu droit certes aux services d'un cabinet d'outplacement. A l'heure actuelle, il ne croit guère aux chasseurs de têtes. Il fait plutôt confiance à ses relations : membre du club financier de l'ESSEC, il y rencontre des chômeurs célèbres et prestigieux comme Michel Bon, récemment remercié par les actionnaires de Carrefour. Sa crainte : « En période difficile les bœufs-ouï-ouï tirent mieux leur épingle du jeu. Ce sont les gens qui ont du caractère qui tombent en première ligne. »

JEAN ET LE CYNISME. - C'est sans doute ce que pense aussi Jean, brillant cadre supérieur jusqu'au mois dernier. Diplômé de Supélec, il passe une maîtrise de physique et complète sa formation à l'Institut d'administration des entreprises. Jeune ingénieur d'études, il entre chez Matra et y passe neuf ans, successivement chef de produit, puis du marketing international : une progression rapide et remarquable puisque la branche système de paiement du groupe

Schlumberger lui offre le poste de directeur du marketing.

Mais la monétique ne démarre pas aussi vite qu'il l'escomptait et, en 1986, une opportunité se présente dans une SSII pour créer, développer et diriger une activité d'informatique industrielle. Mission réussie : l'entreprise croît de 200 à 500 personnes. Matra et Schlumberger deviennent ses clients, Jean, comme la dizaine de cadres supérieurs de la société, a une participation de 3 % mais, par manque de fonds propres, des difficultés financières apparaissent.

A la fin de 1990 les trois fondateurs, actionnaires à 75 %, cèdent leurs parts à une société concurrente, ARM. Jean se voit confier, en février 1991 la direction générale d'une filiale. Des pertes apparaissent dans le groupe et le poste de Jean est purement et simplement supprimé dans le cadre d'une restructuration en juillet 1992. Selon les salariés licenciés, les dirigeants d'ARM mettent tout en œuvre pour les déstabiliser et ne pas leur verser d'indemnités de licenciement. Jean est atterré par les nouvelles mœurs qui apparaissent : « Les temps sont durs, c'est vrai, mais il y a à entrer dans l'ère du cynisme... les entreprises vont-elles subir la loi de la jungle ? »

JACQUES ET L'IMMOBILIER. - L'itinéraire de Jacques est à la fois proche et différent : diplômé de l'Ecole spéciale des travaux publics et de l'Institut d'administration des entreprises, il a travaillé à l'EPAD, l'établissement public d'aménagement de la Défense comme responsable de l'aménagement d'un des quartiers, Défense 9. Il est embauché à la fin du chantier par Five-Lille, leader de l'industrie lourde.

Pendant dix ans, il est chef de projet pour la construction et l'installation clés en mains de complexes industriels à l'exportation. En 1986, les contrats se font plus rares et il entre dans l'immobilier chez Sari, histoire de changer d'air. Bien mal lui en a pris. Il est au début responsable de programmes puis, armé de ses succès, il est nommé responsable de région et coordonne des projets de plusieurs millions de francs, avant d'être licencié en mars, dans une des vagues de licenciements qui sévissent dans l'immobilier.

Il garde encore bon moral mais en sept mois il a écrit environ mille lettres de candidatures, a épluché toutes les annonces. « M'étant trouvé en concurrence avec des polytechniciens et des centraliens j'en conclus que l'espoir diminue un peu chaque jour. Dans ma résistance, nous sommes dix cadres supérieurs sortant de grandes écoles, entre quarante et cinquante ans, trois ans au chômage. » Une situation tellement banalisée qu'elle en devient presque normale ?

Liliane Delwasse

Les compétences cachées

Un passe-temps original ou une qualité personnelle peuvent être des atouts

RÉUNION dans le bureau d'un directeur des ressources humaines. « Où en sommes-nous ? demande-t-il à ses adjoints en charge du recrutement. Il reste pour le dernier tour, précise l'un d'eux, trois golfeurs, quatre joueurs de tennis, et... un chasseur de papillons. » « Convoquons le chasseur de papillons », conclut le DRH. Cette petite histoire n'est rien d'autre que la version écrite d'un dessin accroché dans le bureau d'un consultant d'un cabinet d'outplacement.

Une manière humoristique d'expliquer que, pour un cadre au chômage, retrouver du travail, c'est effectivement faire la différence lors du choix final. Réussir à se démarquer des autres candidats en lice, qui sont tous aussi performants professionnellement, passe parfois par l'exploitation de ses compétences cachées. La « liste à la crème » des exemples qui fait office de référence, c'est bien entendu « le » cadre commercial à la recherche d'un emploi et dont le curriculum vitae mentionne qu'il est trésorier d'un club de football. Cet élément va lui permettre d'intégrer une direction financière.

L'exemple est cependant à manier avec précaution. A en croire les spécialistes, un seul indice suffit rarement à organiser une réorientation complète de carrière. La mobilité professionnelle se construit plus sérieusement à la suite de stages de for-

mation de longue durée. « Les entreprises, confirme Geneviève Le Callennec, PDG du cabinet EOS Conseil, sont rarement à l'écoute des compétences endormies. Lors d'un recrutement identifié, elles nous demandent de rechercher un profil précis avec un niveau dur intransigeable. Les compétences annexes aident seulement par la suite. »

Tennis et vieilles voitures

Le tout est de savoir les mettre en avant. Soit pour éviter d'être licencié, soit pour être recruté. Tel cadre qui travaillait depuis plusieurs années dans une grande compagnie d'assurances, se retrouve sur la liste des licenciés, lors d'une restructuration. Son entreprise lui accorde un « outplacement » individuel. « Je me suis alors aperçu, explique le consultant chargé du dossier, que sa femme était allemande et que lui, était bilingue français-allemand. Lors d'un premier bilan, étape de mon directeur, j'ai justement cherché quelque chose ayant cette qualité. Le cadre n'a pas été licencié, mais simplement muté. Il n'avait jamais pensé à mentionner ce plus linguistique car c'était une donnée de sa vie privée, pas professionnelle. »

Les critères extraprofessionnels

sont aussi des arguments d'embauche. « A compétences égales, analyse Eric Baudouin l'un des deux responsables du bureau parisien de MOA, numéro un français des cabinets d'outplacement collectif, la sélection sur les dix derniers candidats est affective. » D'où l'intérêt de « soigner » les dernières lignes du CV placées sous la rubrique « divers » et qui peuvent devenir un objet de conversation avec son futur employeur. « Lors de la préparation de candidats à la recherche d'un emploi, explique un consultant parisien, nous essayons de les faire parler de leurs loisirs, de leurs passions, même si elles leur semblent anodines... »

Objectif : éviter de lire en bas du CV les trop fameux : « Loisirs : lecture, tennis, marche à pied... » Il est plus intéressant en revanche de préciser, si elle est réelle évidemment, son qualité d'arbitre de football « qui, explique Eric Baudouin, montre déjà que vous avez une forte résistance physique, et que vous avez de l'autorité ». Pour un jeune cadre, ce « plus » c'est par exemple être l'ancien responsable de la junior entreprise de son école de commerce. Pour les autres, il s'agit de faire dans l'original : collectionneur de vieilles voitures, restauration de maisons anciennes... Donner une image de soi qui retient l'attention et décroche ainsi l'ultime entretien.

Marie-Béatrice Baudet

FORMATION

Les Ateliers de La Garenne risquent de disparaître faute de financement

au travail - dans le cadre des « innovations sociales » de l'époque, - l'organisme avait signé une première convention avec le préfet des Hauts-de-Seine. En 1979, une circulaire (N° 44) officialise la reconnaissance des Ateliers comme établissement d'utilité publique.

sur des tâches concrètes», précise une éducatrice des Ateliers. L'établissement l'a envoyée une première fois en antrapsia au mara 1990. Mais, imaginant que la DASS voulait lui enlever son enfant, elle a quitté son emploi pour amener sa petite fille au Portugal.

Mama est ensuite revenue seule à Paris, où elle a retrouvé sans logement, sans travail. Allant jusqu'à se prostituer pour s'assurer la survie au couvert. Puis elle a osé revenir aux Ateahers : après un temps de « ramissa à flota », l'établissement lui a proposé en mars 1991 une nouvelle place dans un atelier de câblage à Rueil-Malmaison (Yvelines). Aujourd'hui, elle y travaille toujours et partage son logement avec un ami. Sa petite fille est venue la rejoindre. Et Maria l'a Inscrite à l'école maternelle.

Ateliers bénéficient - selon un décret paru en 1985 - d'un financement par dotation globale. En 1987, une seconde convention est signée avec le département.

FINANCES

*Les nouveaux acteurs de la Bourse sont jeunes, stressés et diplômés.
Des métiers hautement rémunérés pour une carrière à court terme*

contrat. Des lunettes noires très sages, une voix grave posée, et, prouesse qu'il partage avec Olivier Guéris, le sourire facile malgré le stress, ce diplômé de sciences économiques sait que certains négociateurs le surnomment parfois, lui et ses deux adjoints « les coodés ». « Ceux qui nous prennent pour les flics du MATIF sont les premiers à râler quand un

tolérons quelques-uns car les coups de gueule ne durent en principe jamais très longtemps. Parfois c'est l'engrenage, des menaces physiques sont échangées. » Les vestes grises disposent alors d'un arsenal disciplinaire. Ce constat d'infraction c'est en quelque sorte le carton jaune, au bout de trois le dossier est transmis au Conseil des marches à terme (CMT), autorité

500 000 francs par an hors primes - avec des bonus qui peuvent parfois atteindre 200 % du salaire - et puis les oerfs qui craquent. Il est sain alors de songer à la reconversion.

Mais où ? Et comment ? Quelles-unes ont suivi une formation de base, la majorité non... *La négociation à la criée ne s'aggrave pas dans une école*, confirme Alain Léca. Ce responsable d'équipe a vingt-deux ans et cinq ans d'expérience à la Bourse, où son père travaillait. Presque un profil type : sa jeunesse d'abord. Sur le parquet, à trente ans, vous êtes un patriarche. Son recrutement aussi. *« Est-ce que vous avez déjà vu dans les journaux des offres d'emploi pour être négociateur parqué ou fischiste ? »* remarque un bonhomme du sérail. Nam... Tout se passe par cooptation, c'est l'anti d'un ami, ou le fils de. C'est un cercle fermé.

Faire carrière, c'est donc souvent passer d'une société à une autre, vendre sa vivacité, sa compréhension du marché. A tous les niveaux d'ailleurs, qu'il s'agisse des négociateurs ou des couteurs, ces super-dactylos qui tapent à une vitesse foudroyante sur leurs claviers les chiffres des offres et des ventes entendus, pour faire fluctuer la fourchette officielle en même temps que le marché. Eux aussi sont très jeunes... et relayés toutes les demi-heures.

La reconversion est moins difficile pour les employés du MATIF, qui savent qu'à quelques dizaines de mètres de la Bourse le siège respectable de la société MATIF SA est là en principe pour les accueillir. Antoine Locatelli et Olivier Guérin y songent. Plutôt d'ailleurs - déontologie oblige - que de franchir la barrière et devenir négociateur, même si les offres sont parfois

alléchantes. A la MATIF SA, la moyenne d'âge est également très jeune. La société est récente, a essuyé les platres du démarrage, mais aujourd'hui sa réputation est à l'image de son marché : performant et de plus en plus important en volume. Caroline Sévilla, vingt-quatre ans, une licence d'économie et un diplôme de Sciences-Po, a son poche à l'épaule de maison derrière elle et occupe déjà un poste d'encadrement/chef de mission au service des ventes extérieures : « Nous sommes l'un des verrous de sécurité du marché. Nous procédons à l'analyse des risques de la clientèle, étudions leurs prises de position et leur respect des règles déontologiques. » Une intervention toute en charisme, cette fois, mais aussi déterminée que celle de ses collègues du parquet, où Caroline Sévilla « agit que les femmes n'ont pas la tâche facile ». Le milieu est mar-

Ce n'est pas une découverte. Amenée parfois à débarquer en prévenant seulement quelques heures à l'avance chez un abonné du MATIF, une société de courtage ou une banque, elle aime « rencontrer des gens aussi différents qu'un comptable de Back Office ou un directeur du service titres d'une grande banque ».

« Certains nous traitent de flics, regrette-t-elle, mais beaucoup d'autres apprécient l'audit gratuit que nous réalisons pour eux. » Caroline, Antoine et Olivier se rencontrent régulièrement.

MATIF SA rassemble souvent ses troupes pour des séminaires de formation afin que leur carrière ne s'arrête pas là même si chacun des trois avoue déjà « *son plaisir d'exercer un métier vraiment pas comme les autres* ».

M.-B. B.

Dix heures du matin : la journée ne faut que commencer sur le MATIF (Marché à terme international de France). Les chiffres défilent sur les écrans. Vente : 10 936, achat : 10 934. Vente : 10 936, achat : 10 936... quelques secondes de retard, une voix convertie par une autre, plus retentissante, une offre qui sort de la fourchette autorisée prix de vente-prix d'achat, et la transaction vous échappe. Un jour chaud, très chaud - sans aller jusqu'au krach d'octobre 1987 - un simple lendemain de référendum « *maastrichtien* » - une maladresse ou une extinction de voix d'un négociateur peut coûter cher : des centaines de milliers de francs... parfois plus.

Le grouillement est incessant, les oreilles transpercées. Puis d'un coup d'un seul plus rien. Presque le silence. Les écrans s'immobilisent, quelques secondes de répit, 30 secondes... une minute. A la criée, on s'observe sans en avoir l'air. Les plaisanteries fusent. Une veste rose s'agit. L'oreille souffre à nouveau. Pas pour Olivier Gué-

Le marché est ritualisé. Il faut s'y initier. Chacun a une place bien définie. Sur les gradins, les négociateurs seniors. L'oreille collée à un, deux, voire trois téléphones, ils transmettent les ordres passés par leurs clients directement au « vieil homme courtier ». Sur le parquet, les juniors, vestes identiques, même éponge, ne les quittent pas des yeux. Un signal et l'avant-garde se déchaîne à la criée. Avant que la transmission de l'ordre n'ait été admise par gastes, les vestes se faisaient plus épaules. Prêtes à tout bousculer sur leur passage pour arriver les premiers sur le parquet. Dans le jargon, des « runners ». « J'en avais recruté un, raconte sans gêne ce négociateur en chef, qui était auparavant vendeur dans une boîte de nuit. J'ai aussi rencontré d'anciens ruzbimén ».

Les sportifs ne sont pas tous rentrés au vestiaire. Impensable de jouer donc sans arbitre. Anloine Leca, vingt-huit ans, veste grise col vert - l'uniforme MATIF - est responsable de

contrôleur débutant n'arrive pas à organiser la crêpe. » Assis sur une chaise surélevée au beau milieu des négociateurs qui s'agitent, Antoine Leca est là « pour que le marché reste clair et transparent ». Pas de transactions feutrées de vendeur à acheteur, pas de dumping, pas de favoritisme. « Le prix, lâche-t-il, c'est de passer pour quelqu'un d'une partie, sound à une offre mais très récepteur à une autre. » Si Antoine Leca ni Olivier Guérin ne sont d'anciens boxeurs. C'est à eux pourtant que revient de contaire les crieurs quand la tension monte. « Des noms d'oiseaux circulent, nous en

de tutelle commune au MATIF et aux Bourses de commerce, qui peut décider d'un blâme ou d'une exclusion temporaire.

Un patriarche à trente ans

Le stress, la tension nerveuse « grillent un négociateur après dix ans de parquet », estime un de ceux des gradins. Leur carrière s'apparente en effet à celle des sportifs de haut niveau : pendant quelques années des rémunérations confortables de 120 000 à

Les cadres ont

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Les cadres ont un avenir

par Marie-Odile Paulet

PLUS DE 140 000 cadres demandent d'être recrutés, un chiffre encore jamais atteint : les commentateurs s'alarment à juste titre du sort des cadres. Mais à les entendre, le problème essentiel serait ailleurs : les cadres seraient une espèce « en voie d'extinction » parmi la masse des salariés. Est-ce bien la question du jour ?

Il est vrai que beaucoup de frontières s'estompent, que les cadres partagent actuellement avec beaucoup d'autres salariés l'attachement, la culture, le mode de vie, les tâches d'encadrement, ou bien certaines responsabilités dans l'entreprise. Faut-il s'en plaindre ? Aux cadres peu nombreux, relais directs de l'autorité patronale, et d'une autorité reconnue sur les autres salariés, succéderait une image dévalorisée, non assumée par les intéressés. Ceux-ci sont-ils d'accord ? En fait, pour tout observateur, les cadres existent. Au travers de leur diversité croissante, les conditions particulières de leurs emplois (responsabilité professionnelle, absence d'heures supplémentaires...) fondent leur identité commune. Les changements profonds des structures de travail - entreprises ou administrations - leur donnent un rôle nouveau, une place nouvelle dans l'entreprise. Peu importe, dans ce cas, que les barrières soient tombées. Au contraire, en 1992, la reconnaissance du rôle du cadre n'a plus rien à voir avec l'édification de murailles les séparant des autres salariés. C'est l'étendue de leurs responsabilités professionnelles, qu'elles soient techniques ou managériales, qui fondent leur légitimité, et cette étendue s'est accrue.

La complexité des activités économiques et sociales les obligent à des fonctions professionnelles elles-mêmes de plus en plus affinées. Leur technicité est de plus en plus nécessaire, sa mise à jour indispensable. On attend d'eux qu'ils soient de grands professionnels. Encore faudrait-il d'ailleurs que les conceptions de carrière intègrent ce concept de hautes compétences techniques, d'expertise professionnelle et non pas seulement des critères managériaux et financiers (quelle est la taille du service que l'on dirige ?) - dans les grilles de classification des entreprises. Mais la performance des entreprises repose aussi de plus en plus sur leur capacité et les possibilités à mettre en mouvement et en musique les potentiels professionnels des salariés. Les cadres sont donc au cœur de ces nouvelles exigences. Tout ne se passe pas tout seul, bien sûr, et les cadres sont dépendants de leur environnement. Des entreprises nombreuses conservent un archaïsme scolaire, et l'organisation hiérarchique y figure encore en très bonne place. D'autres intègrent les nouvelles formes de l'organisation du travail, de gestion des ressources humaines et de management comme des modes ou des recettes qu'on applique sans que cela corresponde à

une véritable stratégie, sans que cela soit articulé avec le reste de leur vie interne. Dans d'autres cas, les méthodes nouvelles sont imposées sans donner aux cadres ni aux autres salariés les outils d'accompagnement qui facilitent ces transformations. Les cadres, dans ce cas, sont insécurisés par un changement qu'ils ne leur donne pas les moyens de maîtriser ; l'efficacité des politiques mises en place s'en ressent grandement. Le chemin est possible pourtant, il commence à exister tout au moins, pour qu'efficacité économique et avancées sociales se combinent et permettent le développement et le progrès des personnes comme des activités.

C'est cette mutation fondamentale que les cadres commencent à vivre fortement. Notre objectif est qu'ils puissent la vivre positivement. Et cela le renforcement constant de la tension de leur activité professionnelle, comme la déstabilisation due à des demandes complètement nouvelles, non préparées ou organisées, sont une aggravation de leurs conditions d'emploi, en même temps qu'elles constituent un frein pour les entreprises. Beaucoup d'entreprises misent alors sur le simple remplacement de ceux qu'elles laissent ainsi en route, entraînant des coûts sociaux qu'elles contribuent pourtant à financer, et qui auraient pu être évités par une saine gestion des changements. Le changement d'hommes n'induit pas une mutation, alors que l'avancée avec tous les permis d'obtenir un nouvel équilibre dynamique.

D'AUTRE part, ces nouveaux recrutés que les entreprises s'attachent à recruter ont une formation qui les prépare aux tâches de management. Les écoles et les universités ignorent le plus souvent ce qui concerne la gestion des hommes ou bien en donnent, au mieux, une vision abstraite, sans grande utilité pour ces jeunes qui se trouvent plongés dans la réalité des relations sociales et des rapports humains en entreprise. Ces jeunes diplômés, d'ailleurs, sont insatisfaits, ou évitent cette partie de leurs fonctions. Si les entreprises veulent vraiment accroître leurs performances, il est temps qu'elles établissent une nouvelle relation avec leurs cadres, une relation de confiance, une relation négociée. Il faut une négociation gagnant-gagnant où le cadre apporte ses compétences, sa motivation à faire et son sens de l'initiative, son désir de se perfectionner, et où l'entreprise apporte une proposition de développement de sa carrière, un soutien de tous ordres de fonctions dans l'entreprise, de progression professionnelle, de possibilités de formation pour accompagner ces changements de fonctions et éviter les décalages de compétences. Dans le secteur public également, les cadres y gagnent si se développe une véritable mode-

nisation des services publics, et qu'elle s'accompagne du développement d'une réelle fonction de management, d'une réelle capacité de décision décentralisée.

Où a-t-elle, déjà, une vision des cadres différente de celles qui sont véhiculées aujourd'hui. Il faudrait, de plus, tordre le cou à d'autres idées reçues. L'image des cadres très nombreux, et donc banalisés, dans les entreprises d'est-elle pas une extension abusive des réalités des sièges sociaux et de certaines entreprises de services, nombreuses en région parisienne, à commencer par le secteur de la Défense ? Cela n'est pas le cas de la majorité des situations. Ailleurs, on change beaucoup moins souvent d'entreprise, on ne connaît pas de pléthore de niveaux de cadres, les cadres sont encore une petite minorité aux fonctions bien visibles. Le grand changement tient à la forte fragilisation de tout le tissu des activités, et donc des emplois de cadres autant que ceux des autres salariés. Les entreprises demandent que tous leur apportent leurs capacités, sans pour autant les assurer des fruits de leur travail. C'est là une rupture profonde, une déchirure dans la relation qui existait jusqu'à entre un cadre et son entreprise, une raison de prise de distance pour tenter de se sauver soi-même, quel que soit le devenir de l'entreprise. Cette déchirure pousse à l'individualisme du cadre qui cherche à éviter l'incertitude touchant maintenant beaucoup de cadres, avec des difficultés à résister, plus les quarante-cinq ans des cadres très efficaces par leur expérience, leur connaissance large de l'entreprise, et leur habitude de la gestion des personnes. Il faut retrouver des pratiques de promotion des salariés, et parmi eux des cadres, et l'articuler à une gestion prévisionnelle des compétences, indispensable à l'entreprise.

Les cadres seront de nouveau à l'aise si on leur permet de mieux utiliser et de développer leurs compétences, de vivre des relations moins hiérarchiques et des changements progressifs, et d'attiver jusqu'à l'âge de la retraite en étant encore en activité.

► Marie-Odile Paulet est secrétaire générale à l'Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.
Les personnes intéressées doivent contacter STAGE-TUD 12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.
Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

COMPTABILITÉ

o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3/4, connaissances en comptabilité, tableur (Excel), Anglais. Mission : dans le cadre de l'installation d'un logiciel bancaire, mise en place d'une place d'une gestion des immobilisations et d'un reporting automatisé à la maison mère américaine, amélioration du suivi de la trésorerie. 02497.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 1/3 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 2/3, Excel. Mission : participer au suivi quotidien de la gestion comptable des OPCVM, au contrôle et à l'analyse de ces derniers. 02496.
o Lieu : Boulogne, Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS comptabilité, connaissances de Loco, anglais. Mission : stage de comptabilité au sein du service Administration des ventes. 02505.
o Lieu : la Défense (Arche), Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2, BTS, Mission : gestion comptable des crédits de recherche. 02287.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3/8 mois. Ind. : 1 500 F/mois + tickets restaurant. Profil : bac comptabilité, Excel, Mission : comptabilité générale, balance clients, règlement fournisseurs, saisie informatique. 02296.

PERSONNEL

o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 620 F. Profil : bac + 2/4, Mission : recrutement de spécialistes en banque et en assurance. 02500.
o Lieu : Cachan, Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 2/3, gestion des ressources humaines et micro-informatique. Mission : participer à la mise en place d'un module de gestion de la formation et à l'élaboration du budget frais du personnel. 02295.

MARKETING

o Lieu : Les Ulis, Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : remboursement des frais. Profil : bac + 2/3, permis de conduire, savoir utiliser File Maker Pro sur Macintosh. Mission : définir et mettre en œuvre une politique de marketing direct auprès des comités d'entreprise et négocier avec les responsables de CE les conditions de vente. 02269.
o Lieu : Vélizy, Date : immédiat. Durée : 8 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, marketing, gestion, informatique. Mission : mise en place d'un tableau marketing. Prévision commerciale court terme, création du système de prévision des ventes. 02519.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 3 minimum, CELSA, CFJ, Sciences po, excellente maîtrise de la langue française. Mission : rédaction de plaquettes, brochures et dossiers de presse. 02286.
o Lieu : Paris, Date : fin novembre. Durée : 15 jours. Ind. : 810 F. Profil : bac + 1/2, BTS marketing, communication, commercial. Mission : rédaction d'étude marketing auprès d'un réseau de distribution (librairie) secteur édition. 02535.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à voir. Profil : bac + 2/3, formation marketing, communication. Mission : étude sur les évolutions actuelles de l'organisation de la communication des entreprises et l'intégration du « hors média ». 02544.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, école de commerce, marketing téléphonique + bases de données. Mission : participation à la réalisation d'un annuaire économique alimentaire, saisie des

données et suivi d'impression. 02117.

VENTE

o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 2 800 F/3 500 F. Profil : bac + 1/2, bonne pratique du téléphone. Mission : télémarketing, ramise à jour de fichiers clients, saisie informatique. 02515.
o Lieu : Les Ulis, Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce ou équivalent universitaire, micro-informatique. Mission : assister le chef de produit Word dans sa mission au quotidien. 02532.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 2/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 minimum, espagnol écrit, parlé. Mission : assister la responsable dans l'organisation d'une mission tourisme au Venezuela, suivre des dossiers sur l'Amérique latine. 02533.
o Lieu : Saint-Ouen l'Aumône, Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 1/2. Mission : participation à la réalisation d'une base de données clients industrielle (travail des mémoires) par enquête téléphonique, saisie des données recueillies, analyse des résultats. 02435.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3 mois (mi-temps). Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 3, Mission : contribuer au développement d'un cabinet de conseil en formation, prise de rendez-vous auprès des entreprises pour direction et consultants. 01813.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F + prime. Profil : bac + 2, aimer contact téléphonique, connaissances informatiques si possible. Mission : assistance service commercial : relation téléphonique clientèle existante, gestion carte de fidélité, améliorer l'organisation administrative du service. 02483.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : très motivante (à définir). Profil : bac + 2. Mission : promotion d'un produit artistique au profit d'une grande œuvre humanitaire. 02265.

INFORMATIQUE

o Lieu : Nanterre, Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 9 000 F. Profil : bac + 2, connaissance Macintosh. Mission : technicien micro, intervenir en clientèle. 02547.
o Lieu : Vélizy, Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, informatique. Mission : définir avec le chef de produits les interrogations standardisées sur Focus, rendre Focus disponible sur micro. 02518.
o Lieu : Paris, Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac, connaissance AS/400. Mission : analyse de la sécurité (profil utilisateurs, droits accès), développement de CL et QUERY. 02507.

COMMUNICATION

o Lieu : Paris, Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, communication, bonne culture générale. Mission : travail sur les recherches de marques, de noms, contact clientèle, mission commerciale. 02517.
o Lieu : Montrouge, Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 500 F + prime de R.V. Profil : bac + 3, école de commerce, communication, connaissances en marketing et techniques de communication (édition). Mission : soutien à la prospection de clientèle : relances téléphoniques, prise de rendez-vous, mise à jour base de données. Follower, collaboration à la mise en place de journées d'information destinées à des prospects, envoi et suivi de mailings de prospection sur des segments spécifiques de clientèle. 02554.

TECHNOLOGIE

o Lieu : Berlin, Date : immédiat. Durée : 3 mois (2/3 semaines à Lyon pour formation). Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2/4, BTS génie mécanique ou génie civil, école d'ingénieurs, allemand courant. Mission : assistance technique à chef d'agence Berlin dans le cadre de la création d'une filiale, mise en place et suivi des relations avec l'usine située en France, établissement devis. 02180.

ECHOS

Étude sur l'usure des travailleurs sociaux

■ Le secteur de la santé et de la solidarité se penche sur l'état de ses salariés. La Fédération anti-social CFDT organise le 19 novembre un colloque sur : « L'usure des travailleurs sociaux : dire, prévenir, agir. » Une étude menée pendant deux ans auprès de 500 personnes travaillant dans l'accompagnement de handicapés et d'incapables sociaux sera présentée à cette occasion. Une table ronde sera consacrée aux problèmes de mobilité, de formation, de recrutement et de gestion prévisionnelle des emplois.

► Renseignements : Tél. (1) 40-40-85-00.

L'Europe de l'innovation sociale

■ La délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale, dirigée par M. Maurice Benassayag, et l'association Lassaie, créée par M. Pierre Héritier, organisent les 22 et 23 octobre, avec la concours du Conseil économique et social et de la Commission des Communautés européennes, un séminaire de réflexion consacré à « l'Europe de l'innovation sociale ». Diverses expériences, issues du monde de l'économie sociale, seront présentées et analysées aux cours des séances, afin de montrer leur influence dans le

maintien de la cohésion sociale et de faire le rapport entre démocratie et innovation dans l'entreprise. De nombreux experts et spécialistes seront présents. Au cours de la séance inaugurale, présidée par un ministre représentant le gouvernement britannique, M. Pierre Bérégovoy devrait intervenir. En clôture quatre ministres et secrétaires d'Etat (Mme Guigou, MM. Kouchner, Teulade et Giffert) viendront témoigner de l'intérêt qu'ils portent à ces tentatives. Les séances auront lieu au Conseil économique et social.

► Délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale, 100, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : (1) 40-67-88-60 ou (1) 40-67-88-51.

Rectificatif

■ Dans notre supplément « Initiatives » du 7 octobre 1992, une erreur s'est glissée dans le développement du sigle de l'IFRI. Il s'agit de l'Institut français des relations internationales.



OVA'O

Stratégie et développement d'image de marque

STRATÉGIE DE MARQUE
ÉTUDE DE POSITIONNEMENT
EXPERTISE ET DÉPÔT JURIDIQUE
CRÉATION DE NOM DE MARQUE
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE
LIFTING D'IMAGE INSTITUTIONNELLE
DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS
CRÉATION PACKAGING ET DESIGN
SÉMINAIRES DE FORMATION I.E.M.
Tél. (1) 40 28 00 92

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

(Publicité)

APPEL A CANDIDATURE

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE

1588 - Création du Collège de France
Objectif : rénover en profondeur l'enseignement supérieur

1991 - Création de l'Institut Universitaire de France
Objectif : faire de la création du savoir le moteur de l'ensemble du système universitaire

Organisé sans murs, l'Institut Universitaire de France rassemble des professeurs des universités au rayonnement international. Ses membres, seniors ou juniors, reçoivent une importante dotation pour leur recherche, voient leur charge d'enseignement allégée et peuvent bénéficier d'une promotion accélérée. Toutes les disciplines universitaires sans exception sont concernées.

La promotion 1991 compte 15 membres seniors et 25 membres juniors, sélectionnés par un jury présidé par le professeur Laurent Schwartz.

La promotion 1992, sélectionnée par deux jurys présidés par les professeurs Alain Touraine et Ivan Aïmeche, vient d'être installée par le ministre de l'Éducation nationale et de la culture.

Le présent appel à candidatures concerne la promotion 1993.

Les membres seniors de l'Institut, nommés pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, sont sélectionnés par un jury international. On ne peut se porter candidat : la candidature doit être proposée par deux personnalités scientifiques françaises ou étrangères et doit comporter au moins cinq lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, dont au moins trois exerçant leurs activités hors de France.

Les membres juniors, qui doivent être âgés de moins de quarante ans, peuvent en revanche présenter directement leur candidature. Celle-ci doit comporter au moins trois lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, dont au moins deux exerçant leurs activités hors de France.

Le règlement intérieur de l'Institut prévoit que peuvent être nommés comme membres juniors les enseignants-chercheurs exerçant dans une université française depuis plus de deux ans (sans ans pour les membres seniors). L'exercice d'activité dans une université étrangère peut être regardé comme équivalent sous réserve que l'enseignant concerné devienne professeur dans une université française et y exerce effectivement.

Les deux tiers des membres juniors et seniors doivent appartenir à des universités de Province (hors Ile-de-France). Tous doivent demeurer dans l'université où ils ont été distingués.

Les propositions (pour les membres seniors) et les candidatures (pour les membres juniors uniquement) peuvent faire parvenir les dossiers au :

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture
Direction de la Recherche et des Études Doctorales
Sous-direction des études doctorales (tél. : 40-45-63-90)
61-45, rue Dutot, 75732 PARIS CEDEX 15

AVANT LE 31 JANVIER 1993

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Le Monde organise
les 4^{es}
Journées Prospectives
les 27 et 28 octobre 1992

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
métro Ségur

Renseignements : (1) 48-06-51-91 du lundi au vendredi de 9 heures à 13 heures

Les Assises de l'Emploi

mardi 27 octobre entrée sur invitation

« Hommes, Entreprises, Société »

9 h 15 : Introduction Jacques Lesourne, directeur du journal *le Monde*

10 h : Hommes et Entreprises : comment gérer les carrières des cadres dans un environnement en turbulence

exposé introductif :
Janice McCormick, professeur à la Harvard Business School

débat avec :

- Jean-Alain Baup, président-directeur général de Leroy Consultants
- Daniel Cohen, directeur général de Médiateur
- Philippe d'Iribarne, directeur de recherche, laboratoire gestion et société, CNRS
- Jean-Paul Loup, vice-président, personnel de IBM Europe
- Jean-Claude Millet, président-directeur général de Imaje

Débat animé par Michel Noblecourt, chef du service économie du Monde, Françoise Chiro, co-responsable du « Monde Initiatives ».

9 h 30 : Discours inaugural Pierre Bérégovoy, premier ministre

14 h 30 : Entreprises et Société : la responsabilité sociale des entreprises

exposé introductif :
Patrick Viveret, Observatoire de la décision publique

débat avec :

- Paul Calandra, directeur des Affaires sociales de Thomson CSF
- Philippe Frances, président du directoire de Darty, président de la Fondation nationale pour l'insertion
- Pierre Garcia, président du Centre des jeunes dirigeants - CJD
- Jean Ruilhat, délégué Rhône-Alpes de la Société de financement régional Elf-Aquitaine - SOFREA

Débat animé par Alain Faujas, chef adjoint du service économie, Alain Lebaube, chef du département social du Monde

17 h : Synthèse des débats Gabriel Mignot, conseiller-maître à la Cour des comptes

Les Tribunes des Entreprises

mercredi 28 octobre entrée libre et gratuite de 9 h à 21 h

BOSSARD CONSULTANTS

« Bossard et les nouveaux territoires du conseil »

Salle I de 16 h 30 à 18 h 30

ELF

« La gestion des hommes par famille professionnelle. Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes »

Salle II, de 14 h à 16 h

FRANCE TÉLÉCOM

« France Télécom : le défi du changement »

Salle II, de 16 h 30 à 18 h 30

PRICE WATERHOUSE

« Auditeur et consultant : recrutement, carrières et débouchés en 1993 »

Salle I, de 11 h 30 à 13 h 30

BULL

« Passeport pour l'avenir ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice »

Salle II de 9 h à 11 h

CRÉDIT MUTUEL

« Gestion des ressources humaines : un second souffle »

Salle I, de 9 h à 11 h

LA POSTE

« La force de La Poste : les hommes »

Salle I, de 14 h à 16 h

SNCF

« La SNCF : décentraliser et anticiper »

Salle II, de 11 h 30 à 13 h 30

Les Rendez-vous des Métiers

• Fédération nationale des travaux publics

« Les travaux publics : quels métiers ? quelles ambitions ? »

Salle IX, de 9 h 30 à 11 h 30

• Fédération nationale du bâtiment

« Profession bâtiment »

Salle IX, de 14 h 30 à 16 h 30

• Temps dense et le CIGREF

« Profession : informatique »

Salle IX, de 17 h à 19 h

Le Débat

« Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ? Les enjeux de la formation des vendeurs de demain »

Salle I, de 19 h à 21 h

• 36-15 LM

Durant toute la journée du 28 octobre, *le Monde* met à votre disposition son service télématique emploi pour :
- laisser votre CV ou un message aux entreprises qui eniment une tribune,
- consulter librement toutes les offres d'emplois perues dans *le Monde* depuis un mois.

Salle des Actes

Les Profils

Avec la MNEF, deux animations permanentes :

• Les conseillers d'orientation

6 conseillers d'orientation ONISEP invités par la MNEF seront présents toute la journée pour aider les étudiants à mieux identifier les formations qui existent et à en connaître les débouchés.

Prendre rendez-vous à la banque MNEF dans le hall d'accueil.

• Le kiosque aux stages

La MNEF vous offre la possibilité de consulter et d'accéder à toutes ses offres de stages en entreprise, dans tous les domaines et pour toutes les formations.

Salle V

2 CHEFS DE PROJ

Meilleur Application
Meilleur Chef de Proj

400 CHERCHEURS

SECTEURS DE POINTE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS-CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

recherche
dans le cadre du développement de ses activités à l'export

2 CHEFS DE PROJETS

Alimentation en eau potable et assainissement

Ces deux postes de résidents Europe de l'Est sont à pourvoir rapidement et s'adressent à des ingénieurs ayant au minimum 15 ans d'expérience.

Pratique courante de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération) à notre Conseil, sous la réf. 21092/LM, qui garantit la confidentialité.

NATRIA CONSEILS - 20, rue des Maraîchers - 67000 STRASBOURG

Rejoignez la Branche Electricité d'un Grand Ensemble résolument tourné vers l'International.
Parmi nos réalisations en cours : TUNNEL SOUS LA MANCHE - TGV - MÉTRO DE CARACAS ET D'ATHÈNES - AÉROPORT DE SANYA EN CHINE...

Chef de projet export

RESPONSABLE DE GRANDS CONTRATS INTERNATIONAUX (50-200 MF).

Notre domaine d'activité :

LIGNES ET RÉSEAUX - MT/HT/THT - TRANSPORTS FERROVIAIRES - GÉNIE ELECTRIQUE

- Vous intervenez dans l'élaboration de l'offre et sa négociation.
- Garant de la bonne exécution des travaux, vous pilotez la réalisation jusqu'à sa réception.
- Vous coordonnez et contrôlez l'activité de l'ensemble des intervenants du contrat : les services spécialisés du Siège et les sous-traitants.

A 30/35 ans, vous êtes Ingénieur Electricien ou Electromécanicien, ESTP, ENSIEG, SUDRIA, ENSAM... Vous avez une expérience de 3 à 5 ans de la négociation ou de la réalisation de projets à l'export.

Vous parlez Anglais et si possible une seconde langue.

Basé en Région Parisienne, vous pourrez évoluer sur des affaires de complexité croissante au sein d'un groupe dynamique et formateur.

Si vous souhaitez être confronté à l'Univers stimulant de l'International, Sophie GUENOT vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence SEP01, à l'adresse suivante :

SPIE BATIGNOLLES
Parc de Saint-Christophe - Service Recrutement des Cadres
95863 CERGY PONTOISE CEDEX

Spie Batignolles

GRUPE SCHNEIDER

DE GRANDS PROJETS POUR DES ENTREPRENEURS

Ingénieur Application Italie Ingénieur Chef de Projet

Valeo

Notre Division de l'ÉLÉ D'ARBRE (38) spécialisée dans la fabrication des démonteurs recherche

Ingénieur Application Italie

De formation Ingénieur (Centrale, Supélec, Mines...), vous avez développé votre compétence en Electromécanique et vous avez, si possible, une première expérience technico-commerciale automobile. Au sein de notre Direction Recherche et Développement et en collaboration avec les services commerciaux, vous serez chargé de l'analyse des besoins clients et de la définition technique. Vous serez le Chef de Projet, mobilisant nos ressources internes au service du client, responsable des programmes de développement et de mise en série. Langue impérative : italien.

Ingénieur Chef de Projet

Au sein de notre Département Méthodes (30 personnes), vous prendrez en charge l'installation de nouveaux moyens de production. Notre stratégie de croissance de parts de marché et notre savoir-faire de systèmes de production (implication du personnel, flux tendus, juste nécessaire, qualité totale) vous permettront d'assurer la responsabilité de projets importants.

Votre formation d'Ingénieur (X, Centrale, Mines...) et une expérience de projet de moyens de production grandes séries, vous permettront de rejoindre un Groupe gagnant. Votre évolution sera à la hauteur des résultats que vous obtiendrez.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et CV en précisant le poste choisi à ERM VALEO - Annette LECOCQ - BP 71 - 88291 LA VERPILLÈRE.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte plus de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activités. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo

L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE



Filiale d'EURIWARE, deuxième groupe informatique français d'ingénierie et services dédiés à l'industrie, GRAPHAEI intervient sur l'ensemble des systèmes d'information et de communication des entreprises : gestion de données techniques, application de CAO/Calcul, architecture de systèmes distribués, mise en œuvre de solutions Télécom...

Notre offre est diversifiée : conseil, audits, schémas directeurs, conception et réalisation de systèmes, assistance technique, FM...

Notre croissance soutenue nous conduit à intégrer des

Ingénieurs concepteurs

De formation supérieure Bac + 5 (Grande Ecole ou universitaire), vous avez 2 à 3 ans d'expérience informatique dans un environnement industriel : vous avez participé à des projets d'envergure.

Vous avez pratiqué la méthode MERISE et vous maîtrisez l'un des environnements techniques suivants : réseaux, SGBD/R (ORACLE, INGRES ou SQL Server), système UNIX, SQL et/ou Windows.

Nous vous proposons de concevoir et de contribuer à la mise en service des systèmes d'information de nos clients industriels.

Vos compétences vous permettront de prendre, à terme, la responsabilité complète des projets que nous vous confierons : c'est avant tout votre esprit de service qui vous distinguera.

Merci d'adresser votre dossier sous référence LM/05 à Marie-Hélène Bugori, GRAPHAEI, Actipole, 12/14 rue du Fort de Saint-Cyr, 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Graphael

RÉSEAU EURISYS

CNRS
CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe, ses 26 000 collaborateurs, en France, se mobilisent avec rigueur et passion pour créer et diffuser un savoir essentiel à la société. En 1993, pour ses laboratoires répartis dans toute la France, le CNRS va recruter par voie de concours près de :

400 CHERCHEURS

NIVEAU DOCTORAT OU TRAVAUX ÉQUIVALENTS

dans toutes les disciplines suivantes :

physique, mathématiques, chimie, sciences de l'univers, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Les inscriptions au concours auront lieu dans le courant du mois de Décembre 1992. Comme chaque année, dès la publication de l'arrêté d'ouverture des concours au Journal Officiel, une information sera faite sur la répartition précise des postes en fonction des disciplines et sur les modalités d'inscription.

Dès à présent, vous pouvez vous renseigner auprès de toutes les délégations régionales du CNRS.

Vous trouverez leurs coordonnées sur minitel au 3614 code SIG4 Rubrique POSTEL.



Rockwell International

Équipementier automobile, nous sommes leader européen sur des produits tels que les lave-vitres, les toits ouvrants, les systèmes de sièges, les serrures et contrôles d'accès. ROCKWELL ABS France emploie 1500 personnes réparties sur 4 sites industriels. Notre Direction des Achats traite un CA de 750 MF dont un tiers à l'étranger pour 3000 articles. Cette direction, établie près d'Océano, se renforce et crée un poste d'

INGÉNIEUR ACHETEUR INVESTISSEMENTS

Après étude des équipements et des fabrications dans les 4 sites, en conformité avec la politique Achats et en concertation étroite avec les Directeurs Opérationnels dont vous êtes l'interface et le conseil, vous êtes chargé : d'établir les besoins, de les hiérarchiser, d'étudier le retour sur investissement, de rechercher les fournisseurs ou constructeurs dûment qualifiés, de négocier les achats, de suivre les livraisons et installations en délais et qualité.

Ce poste requiert : un diplôme d'Ingénieur (option mécanique, automatisme, robotique...), une expérience industrielle d'au moins 5 ans partie en Achats, partie en ingénierie ou fabrication grande série pour composants et sous-ensembles mécaniques, électriques, plastiques. Vos qualités personnelles de rigueur et de négociateur, votre esprit d'équipe, votre aisance en anglais (+ une autre langue) et votre disponibilité... feront la différence.

hlo

Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) s/réf ROC 1 M à HERVE LE BAUT CONSULTANTS 11 rue La Botz, 75008 PARIS. Tél : 42 65 38 39

JEUNE
INGÉNIEUR
COMMERCIAL

BRANCHER

La Société BRANCHER fabrique et commercialise en France et à l'International des encres d'imprimerie. Notre notoriété et notre professionnalisme nous incitent à créer un poste d'Ingénieur Commercial sur un marché très technique en développement.

■ Votre profil : à 26/32 ans, Ingénieur de formation, une première expérience de la vente de produits industriels vous a permis d'acquérir une personnalité commerciale et un sens relationnel développé. Impliqué et motivé, vous maîtrisez une langue étrangère.

■ Votre mission : vous jouerez un rôle de vente-conseil et de prospection auprès d'industries spécialisées, en tandem avec un ingénieur RD. Votre efficacité vous permettra d'évoluer rapidement en France ou à l'International.

Ce Poste basé en RP implique de fréquents déplacements.

■ Merci d'adresser une lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence B12/LM à : SELECOM - 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.



Selecocom

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SECTEURS DE POINTE



Avec 120 compagnies aériennes clientes, des produits équipant plus de 600 aéroports et 10 000 agences de voyages, 70 000 terminaux installés dans le monde, nous sommes leader dans le traitement du transport passagers. Nous concevons également des systèmes intelligents pour les secteurs de la banque, des assurances...

Un taux de croissance de plus de 10 % par an, 70 % de notre production exportée, 12 % du chiffre d'affaires investis en recherche et développement, une implantation internationale (Dallas, Chicago, Singapour) traduisent le dynamisme de nos équipes et confirment notre réussite.

Ingénieurs commerciaux export

Pour continuer d'assurer l'expansion de notre Division Transport et Tourisme, nous créons des postes d'ingénieurs commerciaux export qui seront responsables de la promotion et de la vente de nos produits auprès des décideurs des grandes compagnies aériennes et des sociétés européennes de chemins de fer.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats issus de grandes écoles d'ingénieurs, dotés d'un fort tempérament commercial et très disponibles pour voyager. Une expérience d'environ 5 ans de négociations de haut niveau, une parfaite maîtrise de l'anglais, et si possible d'une deuxième langue, vous permettront de réussir et d'évoluer dans une société privilégiant motivation et adaptabilité.

Les dossiers des candidats de formation commerciale possédant impérativement une bonne connaissance de l'environnement "High-Tech - Bureautique" seront examinés avec attention.

Merci de bien vouloir adresser un dossier complet de candidature (lettre, CV, photo et présentations), en précisant la référence ICE/MON, à François-Xavier SIMON - IER - 12, rue de Sébastopol - 92400 COURBEVOIE.



Ingénieur Système

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio - 800 personnes, 1,8 milliard de CA, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom), est le partenaire privilégié des acteurs du monde des Télécommunications.

Au sein de la Direction des Systèmes de Communication d'Entreprise, vous êtes chargé d'assurer le suivi et l'évolution des systèmes existants. Vous participez activement à la définition, la recette et le suivi de nouveaux produits à la pointe de la technologie.

Ce poste, à la fois technique et relationnel, implique de nombreux contacts avec nos fournisseurs français et étrangers (anglais courant indispensable). De formation ingénieur ou équivalent universitaire, vous possédez de réelles compétences en architecture de systèmes (UNIX, VMS...), langage C, bases de données relationnelles (Oracle...), télétransmissions (X25, X400, réseaux locaux...), et avez de 3 à 5 ans d'expérience.

Merci d'adresser CV, lettre, photo et présentations, sous référence ALA/A13/M, à France Câbles et Radio, DBHA, 124 rue Réaumur, 75091 Paris Cedex 02.

Les communications n'ont pas de frontières

DIRECTEUR QUALITE PRODUITS

Groupe de dimension Internationale, Lafarge Coppée, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 31 milliards de francs, avec 31 000 personnes et 500 unités de production réparties en France et dans une trentaine de pays.

Notre unité opérationnelle, PLATRES LAFARGE, dont le siège est situé dans le Vaucluse, à l'Isle-sur-Sorgue, réalise 3 milliards de francs par la fabrication et la commercialisation d'une vaste gamme de produits dans un grand nombre de pays européens. Nous souhaitons associer à notre expansion un ingénieur confirmé basé à l'Isle-sur-Sorgue.

Rattaché au directeur technique et scientifique, vous concevez et animez les méthodes, procédures et outils permettant d'atteindre le meilleur niveau de qualité de nos produits.

Vous lancez également la démarche certification qualité.

Par vos actions de conseil et de formation auprès du personnel de nos 24 établissements, vous leur apportez votre expertise et leur transmettez l'esprit de qualité.

A 35/45 ans, vous avez acquis une solide expérience des différentes fonctions en usine et vous êtes aujourd'hui un véritable animateur de projets qualité. Doté d'un bon sens relationnel et de qualités d'écoute et de pédagogie, vous êtes également à l'aise en anglais.

Merci d'appeler notre numéro

(1) 42 27 40 27

Une collaboration attend votre appel du lundi au vendredi de 9 h à 13 h, et de 14 h à 18 h et le samedi de 10 h à 13 h ou adressez votre candidature, sous réf. 37450, à Notre Numéro, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



LAFARGE COPPEE

leader mondial des matériaux de construction



Pour prendre les bonnes décisions dans vos recrutements hautes technologies - biens d'équipements industriels, télécommunications, radiocommunications.

Nédec Consultants & Associés - Immeuble Le Conseil - 14, rue du Bois Guillaume 91084 Evry Cedex Tel. 60.78.13.37 - Fax. 60.78.00.98



mercredi 28 octobre 1992 de 11h30 à 13h30



vous invite à assister à sa tribune :

"La SNCF : décentraliser et anticiper"



Société du Groupe SOFRESID spécialisée dans le conseil en organisation auprès de Grands Groupes Industriels, notamment dans les domaines suivants :

- Gestion de production, logistique - Qualité, sûreté de fonctionnement - Maintenance, exploitation
- Environnement - Risques Industriels,

RECHERCHE dans le cadre de son développement

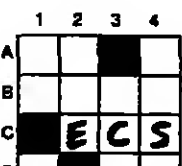
3 CONSULTANTS GENERALISTES de haut niveau

Ingénieurs Grande Ecole (X, Mines, Centrale,...), 30/35 ans. Expérience confirmée au sein de grands cabinets de conseil. Ils seront responsables des missions pluridisciplinaires variées.

- Audits - Schémas directeurs - Mises en œuvre de solutions
- Anglais indispensable.

Perspectives d'évolution de carrière pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous référence SM 03 à SOFRESID Direction des Relations Sociales 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM recherche pour sa filiale PROLAND spécialisée dans la commercialisation de progiciels de gestion le :

Responsable du Département "Progiciel Gestion du Personnel"

Votre mission comprendra deux axes principaux : la supervision des opérations d'achat-vente en clientèle et le management de l'équipe des 10 techniciens et consultants chargés de la mise en place des progiciels chez le client. Vous serez responsable de la gestion de cette équipe et de la qualité du service rendu.

A 30/35 ans, vous connaissez parfaitement le paie informatisé, vous avez une première expérience de l'encadrement et une bonne culture informatique. Vos qualités relationnelles, votre sens du service associés à votre goût pour le management seront les atouts de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, et présentations sous référence AC 210 à ECS Relations Humaines - 16 rue Washington, 75399 PARIS CEDEX 08.



VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a un poste vacant à son siège à Paris

ADMINISTRATEUR DE DONNÉES

Position :

Le titulaire sera chargé de concevoir et mettre en œuvre des bases de données relationnelles, gérer le dictionnaire de données, participer aux migrations et assurer la formation technique.

Titres et expérience requis :

- Grade universitaire en informatique ;
- Huit ans d'expérience de l'informatique dont quatre ans dans le domaine des SGBD mainframe, de préférence DATACOM/IDEAL ;
- Excellente connaissance de l'anglais ou du français et bonne connaissance de l'autre langue.

Traitement et indemnités :

Salaires initial net : approximativement 50 000 US dollars par an.

Le curriculum vitae détaillé avec une photo devra parvenir à l'adresse suivante au plus tard le 3 novembre 1992 en rappelant la référence DIT-076 :

Chef, division du développement des ressources humaines (DIT-076) 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

La fonction de Responsable Ressources Humaines est une fonction clé de l'entreprise. Elle consiste à définir, mettre en œuvre et évaluer les politiques de gestion des ressources humaines. Le titulaire de cette fonction est responsable de la planification, du recrutement, de la formation, du développement, du contrôle et de l'évaluation des performances des ressources humaines de l'entreprise.

CRÉDIT FONCIER

71, rue de la Harpe, 75001 Paris

CHARGE DE COMMUNICATION FINANCIERE

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de plus de 300 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Prendre par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos produits et services.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

Rattaché au responsable de la Publicité et de la communication directe, vous avez pour mission de développer et de suivre la communication financière de la banque. Dans cette perspective, vous proposez la mise en place d'outils de communication adaptés et vous participez activement à leur mise en œuvre.

Doté d'une formation financière supérieure (IEP, école supérieure de commerce, DESS...), vous avez acquis une première expérience dans la communication financière en entreprise ou en agence, ou encore dans l'analyse financière au sein d'une banque ou d'une société de bourse. Vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais. Vous avez le goût des contacts et montrez de solides qualités rédactionnelles.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence COM/FIN, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris 01.

CRÉDIT FONCIER

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

36 15

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Assistant du Directeur des Ressources Humaines

Importante Société de Services (500 points de vente sur le territoire national - effectif de l'ordre de 1 000 personnes) recherche l'Assistant du Directeur des Ressources Humaines. Sa mission consiste essentiellement à prendre en charge la gestion administrative (contrats de travail, suivi des tableaux de bord, dossiers mouvements du personnel, absentisme, etc.), le conseil et l'assistance auprès des opérations sur le plan du droit social et le traitement des dossiers juridiques, le respect de la bonne application de la législation du travail et des accords internes.

A 28/30 ans, Bac + 2 minimum, votre expérience de la fonction Personnel est celle d'un praticien du droit social au quotidien. Vos qualités relationnelles, votre personnalité et vos capacités d'adaptation à des situations variées sont des critères déterminants. Le poste est à pourvoir rapidement à Paris (XII^e) et nécessite des déplacements. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. C19711, à OC Conseil, Olivier Chaumette, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

OC CONSEIL

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS - MAINTENANCE

Sous l'autorité du Directeur d'usine vous devrez manager une équipe de 14 personnes pour :

- assurer le bon fonctionnement général des matériels,
- mettre en place une maintenance préventive,
- contribuer à l'élaboration de projets techniques et en assurer la réalisation,
- participer aux réunions internationales avec vos collègues des autres unités du groupe.

Ingenieur généraliste, vous avez une capacité à dialoguer, vous lisez et parlez couramment l'anglais, et vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 ans au moins. Une bonne connaissance de la langue allemande serait un plus.

Poste basé dans une région verdoyante du nord de l'Aisne.

CA 92 privé : 170 MF, dont 52% à l'export. Effectif actuel 270 salariés.

Si ce challenge vous intéresse, adressez votre candidature avec CV, photo et prétentions à PHARMA GUMMI FRANCE - B.P. 26 02170 LE NOUVION EN THIERACHE ou déposez dès maintenant votre CV sur minitel 3616 EUROMES Code 21139

PHARMA-GUMMI

A Partner in the Dalglo Pharma Group

Directeur de l'architecture technique et des moyens informatiques

Cet important établissement financier a une stratégie d'expansion et développe un ensemble de moyens pour renforcer, quantitativement et qualitativement, ses performances économiques. Il veille à faire évoluer en permanence son outil informatique et crée dans ce but le poste de Directeur des Moyens Techniques.

Rattaché directement à la Direction Générale, vous assurerez une double fonction de conseil auprès de celle-ci et de management d'une équipe d'une trentaine d'informaticiens. Dans ce cadre, vous ferez évoluer l'architecture technique en prenant en compte les évolutions prévisibles de l'entreprise et des techniques ; à la fois informé et ouvert aux évolutions technologiques, vous mènerez une réflexion prospective pour guider la Direction Générale dans ses choix d'investissements. D'autre part, vous aurez la responsabilité opérationnelle des fonctions "Exploitation", "Système" et "Réseau" ; il vous appartiendra d'optimiser l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les exigences de qualité et de fiabilité et de mobiliser les énergies pour contribuer à la réussite de l'entreprise.

Ingenieur de formation, vous avez développé vos compétences techniques et vos qualités de manager dans un environnement grand système (de préférence BULL). Vous êtes attiré par une fonction qui associe réflexion anticipative et action dans un contexte très évolutif. Vous saurez vous affirmer dans la gestion quotidienne et participer à la définition et à la mise en place des moyens stratégiques de l'entreprise. Créatif et réaliste, vous entraînerez l'adhésion de vos équipes. Merci d'adresser votre candidature sous référence C.151/M à Catherine CHARVET qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

مركز من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CHEF DE SERVICE
DU SYSTEME FÉDÉRAL
DE GARANTIE

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6.000 mutuelles, 40 milliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé avec 25 millions de personnes protégées.

Nous recherchons le chef de service du système fédéral de garantie.

Sous l'autorité du Directeur des Services aux Groupements, vous assurerez la responsabilité administrative et technique du service composé de 9 personnes.

Vous serez l'interlocuteur de nos Mutuelles adhérentes en matière d'audit et d'analyse comptable et financière et jouerez un rôle moteur dans l'informatisation du service.

MUTUALITÉ
FRANÇAISE

Votre formation de type École de Commerce (option comptabilité/finances) - Sciences Po (Section Éco-fi) ou équivalent, votre expérience souhaitée au sein de la Mutualité ou d'une organisation professionnelle, une bonne connaissance de l'analyse financière, des talents d'organisateur et de réelles qualités relationnelles vous permettront de remplir efficacement ces missions.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et CV) en précisant la référence S.F.G., votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à : MUTUALITÉ FRANÇAISE - Direction Administrative - 255, rue de Vaugirard - 75719 PARIS Cedex 15. Confidentialité assurée.

CONTEXTE

Importante Société
d'Études et de Conseil
recherche des

Gestionnaires seniors



ASSISTANTE(E) JURIDIQUE

Votre formation juridique (Maîtrise, Diplôme d'Études Supérieures en Droit...), ainsi qu'une première expérience en Entreprise, si possible dans notre secteur d'activité, vous permettront d'assister le Responsable du Service JURIDIQUE ET ASSURANCES.

Ce poste conviendrait à un ou une jeune Juriste ayant 2 à 3 ans d'expérience en Entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant la référence n° 19388 sur l'enveloppe à LTA St Lazare, 4, rue du Fig. Poissonnière 75010 PARIS qui transmettra.



Sophia Antipolis (Nice)

Au cœur de la Silicon Valley française, un poste évolutif au sein de l'équipe gagnante de premier projet informatique européen de réservation mondiale pour l'industrie du voyage.

BUDGET & COST
CONTROL ASSISTANT

Rattaché au Responsable du "Budget & Cost Control Department", au sein d'une équipe multinationale très dynamique, vous participerez à l'élaboration des budgets annuels et des plans à long terme et serez responsable du contrôle budgétaire mensuel. Interface entre la Direction Générale et les Responsables Opérationnels, homme de dialogue et d'analyse, vous serez étroitement impliqué dans l'amélioration constante de nos systèmes et outils de gestion.

A 25 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ES, IEP, MSTCF...), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et la micro-informatique (PC, Lotus). Vous avez acquis, depuis 2 ans environ, de solides compétences comptables et financières, soit au sein d'un cabinet d'audit, soit au sein d'un groupe international. Dynamique, rigoureux et réalisateur, vous privilégiez les contacts et souhaitez évoluer dans un environnement véritablement international et de haut niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et rémunération actuelle, sous la référence H 366 M à Ernst & Young Conseil, 51 rue Louis Blanc, Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEILContrôleur de
gestion commercial
250/300 KF

Notre groupe fort de marques prestigieuses est aujourd'hui parmi les leaders de l'agro-alimentaire en grande distribution avec près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires et 1 000 personnes.

La promotion interne de notre contrôleur de gestion commercial nous amène à recruter son successeur.

Rattaché au Directeur Général et en support à nos équipes de marketing et de vente, il a pour mission de :

- concevoir et réaliser un nouveau tableau de bord pour la Direction Générale,
- suivre la rentabilité de ces deux centres de gestion et assurer le reporting,
- jouer un rôle de conseil et de proposition auprès de ces équipes, animer le processus budgétaire.

A 28/30 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez impérativement une expérience minimum de trois ans du contrôle de gestion acquise en cabinet ou en entreprise, de préférence en grande consommation. Vous êtes autonome et disponible pour de fréquents déplacements en province. Français courant. Poste basé à Paris.

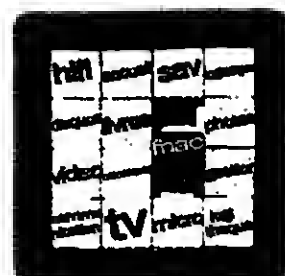
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1139/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON BORDEAUX ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group



Autant de professionnalisme
ou m², cela donne envie d'être
à la même enseigne.

Rattaché au Secrétariat Général, le service d'Audit Interne intervient dans tous les établissements et filiales du groupe (5 700 personnes - 74 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Auditeur interne

Au sein de ce service, vous prendrez en charge des missions variées d'audit comptable et financier ainsi que d'audit opérationnel (audit d'activité, suivi des propositions d'amélioration).

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous voulez faire valoir votre aptitude à écouter et à communiquer, vos capacités d'analyse et de synthèse et votre goût du terrain, dans une fonction diversifiée au sein d'une équipe dynamique. Vous possédez impérativement une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit. Votre maîtrise de la langue allemande ou espagnole sera un atout supplémentaire.

En vous permettant d'acquies une connaissance complète de notre Groupe, en très forte expansion, ce poste vous offre de réelles perspectives d'évolution. Basé à Paris, vous aurez à vous déplacer fréquemment.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et prétentions chiffrées, 28/01/92 à la Finac, Nelly Marrache, Service Ressources Humaines, 62 rue Beaumont, 75139 Paris Cedex 03.

RESPONSABLE
TRESORERIE

NIVEAU RAC + 4
Diplômé en Comptabilité et Finances
(DEC, MSE...)

Vous avez une expérience solide de 5 ans minimum dans la gestion des flux monétaires, si possible dans le négoce ou en société de distribution à gestion mutualisée.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous coordonnerez les activités de facturation, trésorerie, règlements, comptabilité clients et fournisseurs.

Outre l'animation du service, vous participerez à l'élaboration des procédures administratives et comptables et vous veillerez à leur application dans le respect des délais propres à votre activité.

Votre rigueur, votre fort potentiel, votre disponibilité, font de vous le collaborateur performant et motivé que nous recherchons pour relever ce challenge.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. : AM/20/RT à M. Alain HUE, VERITAS AUTOMOBILE - 6, rue Henri Sainte Claire Deville - 92563 RUEIL MALMAISON.



VERITAS AUTOMOBILE RESEAU NATIONAL DE CONTROLE TECHNIQUE, FILIALE DU GROUPE BUREAU VERITAS.

CHARGE D'AFFAIRES PME/PMI

CONFIRME

LE CREDIT AGRICOLE

D'ILE DE FRANCE

CONFIRME SON

IMPLANTATION EN

REGION PARISIENNE

264 AGENCES, 3000

COLLABORATEURS.



Partenaire financier des dirigeants PME/PMI, votre savoir-faire, votre connaissance du terrain vous impliquent dans le suivi et la fidélisation d'un portefeuille de clients existants et par une démarche active de développement.

Vous assurez la promotion d'une gamme compétitive de produits et services bancaires et maîtrisez le risque par une analyse financière et économique de l'entreprise.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Ce poste se situe au sein de l'un de nos Centres d'Affaires parisiens, rattachés à la Direction des Entreprises.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence CC/44 au Service du Recrutement - Crédit Agricole d'Ile de France - 26 quai de la Rapée - 75012 Paris.

Un important groupe du secteur
Media-Communication coté en Bourse recherche
pour appuyer son développement un

JEUNE DIRECTEUR
FINANCIER GROUPE

Paris

Bonne rémunération

Rattaché à la Direction Générale, vous aurez la charge de superviser et d'animer la fonction financière du groupe : mise en place de procédures et d'outils de gestion fiables pour l'ensemble de l'entreprise et de ses filiales françaises et étrangères, participation aux opérations de croissance externe, marketing du titre et communication financière, gestion de trésorerie.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un candidat créatif, entrepreneur, ouvert sur l'extérieur, prêt à saisir l'opportunité de rejoindre l'entreprise la plus performante de son secteur.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande École, parlant l'anglais, vous êtes issu de la filière expertise comptable, complétée par une expérience préalable de direction financière en entreprise.

Contacter Jérôme GIRAUD au 45 62 90 00 ou envoyer votre dossier de candidature, sous référence JEG 1288 LM à l'adresse suivante :

Kamphuis & Associés
FINANCE

14, rue de Téhéran - 75008 PARIS
Tél : 45.62.90.00 - Fax : 45.62.14.28

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

REPRODUCTION INTERDITE

Direction Financière

Responsable Projet Système d'information de gestion

Sous la responsabilité directe du Directeur Projet, vous participerez au sein d'une équipe à la conduite d'études et de réalisation du système d'information de pilotage et de contrôle de gestion pour en définir le contenu et l'architecture informatique à tous les niveaux de l'organisation. De formation Bac + 5, vous aurez si possible une double compétence en contrôle de gestion et en conduite de projet consolidée par une expérience d'au moins 3 ans. Votre esprit d'analyse et de synthèse et votre sens des contacts sont indispensables.

Pour ce poste localisé à Paris, merci d'adresser sous huit jours votre dossier de candidature, sous référence 37337, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

**FRANCE
TELECOM**
UN AVENIR D'AVANCE

CIC

Paris

Le CIC PARIS, 1^{re} Banque du Groupe CIC, recherche un

Fiscaliste d'Entreprise

Pour sa Division Fiscale

Chargé de la fiscalité des entreprises, vous possédez de bonnes connaissances en matière de bénéfices industriels et commerciaux, d'impôt sur les sociétés, de TVA, de droits d'enregistrement et de conventions fiscales internationales.

De formation DECS ou ENI, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans un établissement bancaire ou un cabinet fiscal.

Vos capacités rédactionnelles, votre curiosité intellectuelle pour effectuer des travaux de recherches et votre autonomie seront indispensables à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV à Thierry de Lassus - CIC Paris - DRH - DEGC - 66, rue de la Victoire 75009 Paris.

LIAGES

Equipementier automobile
600 personnes

meillor

Nous sommes leader dans la conception et la fabrication d'une gamme de produits de haute technicité pour l'industrie automobile (joints moteurs et pièces mécaniques - première monte et rechange). Poursuivant notre expansion, nous recherchons un

Contrôleur de gestion industrielle H/F

Au sein de la Direction Financière, située à Nantiat, près de Limoges, et rattaché au Contrôleur de gestion, vous aurez dans un premier temps à créer la fonction dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle GPAO, ainsi qu'à installer le module correspondant au logiciel retenu. Ensuite, tout en assurant le fonctionnement de ce module, vous suivrez le coût des séries, mettrez en place le reporting, définirez de nouvelles modalités de calcul des prix de revient réels et prévisionnels. Vous serez donc directement impliqué dans l'amélioration constante de notre productivité industrielle.

Vous possédez une formation supérieure Bac + 2 minimum. Mais nous insistons sur le fait que vous devez obligatoirement avoir une expérience effective de 2 ans au moins dans un poste similaire. Vous êtes donc un homme de terrain, capable de travailler en étroite collaboration avec nos services méthodes, devis et nos responsables de fabrication. Vous n'êtes donc pas débutant. Les perspectives d'évolution, avec un élargissement de la fonction recouvrant nos filiales, sont possibles. Fonction cadre et rémunération attractive dès le départ, modulée selon votre niveau de formation et d'expérience.



Guy Postal

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo, prétentions), en rappelant la référence 688 et en indiquant un numéro de téléphone, à Guy Postal Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Confidentialité assurée.

Nous sommes une Société américaine, leader dans l'instrumentation de laboratoires et le micropositionnement, nous recherchons un

AUDITEUR INTERNE

■ Rattaché au Senior Vice-Président Finance du Groupe, mais basé dans la division française à EVRY (91), vous serez amené, dans un premier temps, à vous occuper principalement des filiales européennes. Vous aurez notamment à définir et contrôler les procédures applicables en Europe, à développer un programme extensif d'audit, et à auditer les résultats et les consolidations périodiques du Groupe.

■ Vous devez être parfaitement bilingue anglais/français (une autre langue européenne serait un plus), connaître les principes de consolidation américains (US GAAP) et être disponible pour de fréquents déplacements.

■ Diplômé ESC plus études comptables supérieures, bénéficiant d'une expérience de quelques années en Cabinet d'Expertise Comptable anglo-saxon, le candidat retenu devra faire preuve de flexibilité, de rigueur, d'adaptabilité à des environnements différents et de capacité à travailler de manière indépendante.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V. et prétentions) sous réf. PG13/10 à RSCG CARRIERES 19/21 Bd Gambetta 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

**EDITIONS
FRANCIS
LEFEBVRE**

Les Editions Francis Lefebvre
l'une des toutes premières sociétés d'édition juridique
et fiscale, recherchent des **REDACTEURS CONFIRMES**

Juriste Sociétés-Bourse

Vous aurez principalement pour mission d'apporter votre savoir-faire technique et rédactionnel à l'élaboration de mémentos, revues de jurisprudence et d'actualité, et de documentations encyclopédiques.

Agé de 30/40 ans, de formation supérieure en droit privé (DEA, DESS, DICE...), vous justifiez de connaissances approfondies en droit des sociétés et groupements ainsi qu'en droit boursier et d'un goût prononcé pour la rédaction.

Vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer rapidement dans un environnement opérationnel (réf.DM8223MO).

Fiscaliste Généraliste

Au sein de la rédaction "ouvrages", ce fiscaliste apportera son savoir-faire à la rédaction de diverses publications : mémentos pluridisciplinaires, ouvrages thématiques. Ayant acquis 7/8 ans d'expérience dans ce domaine, de formation 3ème cycle (ENI, DEA, DESS...), vous avez un goût affirmé pour la rédaction au sein d'une équipe de spécialistes.

Votre rigueur et votre pragmatisme vous permettront de réussir dans cette fonction (réf.DM8439MO).

Comptable-Financier

La rédaction "ouvrages" recherche un spécialiste qui aura pour mission de rédiger les parties comptables et financières de publications pluridisciplinaires et thématiques.

Titulaire d'un DESCF ou diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCA...), vous avez des connaissances très solides tant dans le domaine de la comptabilité que de la finance.

Vous participez à la rédaction de publications depuis plusieurs années et souhaitez intégrer une équipe performante et novatrice.

Vos qualités d'adaptation et de rigueur vous permettront de vous intégrer avec succès au sein de cette rédaction (réf.DM8440MO).

Contacter Dominique Montabrie au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS en mentionnant la référence choisie.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LE MONDE DES CADRES

De la noblesse et du charme,
De l'ambition mais une culture humaniste,
De la maturité et un potentiel à développer,
Du punch et de la classe...

Nous sommes une PME de 100 personnes, basée en Languedoc-Roussillon ; Nous recherchons, pour assurer notre développement, notre

RESPONSABLE VENTE FRANCE - EXPORT (H/F)

28-40 ans, vous parlez Anglais et Allemand impérativement, vous possédez les qualités de nos produits, vous êtes prêt à confirmer notre image de marque et assurer notre avenir à l'exportation, tout en consolidant nos parts de marché en France.

Envoyer lettre, CV + photo à notre Conseil - ASTRID WEBER
83, Avenue de Toulouse - 34070 MONTPELLIER Cedex.

ASTRID WEBER

PRODUCTEUR PIGMENTS MINÉRAUX
leader mondial dans son domaine

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Visite et prospection Sud ligne Le Havre-Paris-Belfort.
Résider ou disposé à résider dans secteur.

- Formation type ingénieur chimiste + anglais courant
- Environ 30 ans
- Connaissance couleurs et/ou plastiques
- Formation complémentaire assurée
- Fixe + voiture
- Convention U.I.C.

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prétentions sous réf. DTPM à :
RECKITT'S COLOURS S.A. - BP 17 - 59560 COMINES

RESPONSABLE LOGISTIQUE

NOUS SOMMES N°1 EUROPÉEN DES APPARELS D'ÉCLAIRAGE. DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION, NOUS CRÉONS LE POSTE DE RESPONSABLE LOGISTIQUE.

RATTACHÉ AU DIRECTEUR INDUSTRIEL, NOUS VOUS CONFIERONS LA MISE AU POINT DE NOTRE NOUVELLE ORGANISATION DE DISTRIBUTION (800 MF), L'OPTIMISATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR ATTEINDRE NOS OBJECTIFS COMMERCIAUX (ACCROISSEMENT DE LA FIABILITÉ DES STOCKS, RÉDUCTION DES COÛTS ET DES DÉLAIS DE TRANSPORT SUR VENTES,...). EN OUTRE, VOUS ASSUREREZ L'ENCADREMENT DE NOS SERVICES EXPÉDITION ET ACHATS-NEGOCE (50 PERSONNES).

DE FORMATION SUPÉRIEURE (TECHNIQUE, GESTION OU COMMERCIALE), À 35 ANS ENVIRON, VOUS POSSÉDEZ UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE DE 5 ANS MINIMUM DANS LA FONCTION LOGISTIQUE.

EXCELLENT ORGANISATEUR, FIN NÉGOCIATEUR, VOUS SAVEZ ANIMER UNE ÉQUIPE SUR LE TERRAIN ET MAÎTRISEZ IMPÉRATIVEMENT L'ANGLAIS.

CE POSTE BASÉ À 40 KM DE ROUEN (LES ANDELYS) OFFRE DE RÉELLES OPPORTUNITÉS D'ÉVOLUTION À UN CANDIDAT DE VALEUR.

MERCI DE TRANSMETTRE LETTRE + CV + RÉMUNÉRATION ACTUELLE SOUS RÉF. 906 À MEDIA'PA - 50/54, RUE DE SILLY 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX QUI TRANSMETTRA.

THORN

Europahne

McKinsey & Company
Leader mondial du conseil de direction générale

recherche pour son bureau de Paris

2 experts / charges d'études - H/F

afin d'assister ses consultants dans leurs missions

- **SECTEUR DE L'ASSURANCE (Réf. CEAS01)**
Solides connaissances générales et opérationnelles du secteur, bâties sur une expérience réussie d'environ cinq ans de préférence dans une compagnie d'assurance.
- **SECTEUR DES BIENS DE CONSOMMATION (Réf. CEBC02)**
Une expérience réussie d'environ cinq ans, dans la presse spécialisée, en entreprise ou en cabinet d'études.

Maîtrise parfaite de l'anglais et formation supérieure d'économie ou de gestion, souhaitées pour les deux postes

Adresser votre candidature (C.V. + lettre de motivation) à **HÉLÈNE THOMAS** (indiquer la référence du poste)
McKinsey & Company, 29, rue de Bassano - 75008 Paris

Synagir
Consultant expérimenté

Synagir est un partenaire des secteurs banque, finance, assurance et tertiaire pour :

- améliorer les structures de coûts,
- déterminer des stratégies de moyens,
- rechercher des opportunités de synergies.

Notre équipe, animée par des professionnels du conseil, a une mission globale : analyser les situations, anticiper les évolutions, déterminer les objectifs et contribuer à leur mise en œuvre.

Nous intervenons dans les domaines de la gestion, de la distribution, des réseaux, des back-offices...

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 5) et vous avez acquis une expérience réussie de plusieurs années dans le conseil.

Pragmatique, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse développé, une réelle aptitude à communiquer, ainsi qu'un enthousiasme indéfectible.

Vous souhaitez participer activement à la croissance d'un cabinet indépendant, créé récemment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre de motivation manuscrite, prétentions) à :
Christine Moulin, Synagir
4, rue de Clichy, 75009 PARIS

ÉTUDES ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Vous avez 4/5 ans d'expérience professionnelle, et vous vous intéressez aux problèmes de gestion des ressources humaines ; vous avez une bonne pratique professionnelle des études et des sondages, et le sens du contact commercial à haut niveau.

Souhaiteriez-vous travailler à la **SOFRES** ?

Au sein du Département « Ressources humaines », vous aurez pour mission :

- de conduire des études et analyses de climat social, culture d'entreprise, communication interne ;
- de développer un portefeuille de clientèle sur ces études.

Anglais courant indispensable.

SOFRES

Adresser CV avec lettre manuscrite et prétentions à
M^{me} JACQUELINE THIRION - SOFRES, 16/18, rue Barbès 92129 MONTRouGE Cedex

Créé en 1988, notre Cabinet parisien s'est bien développé en s'appuyant sur un réseau créé en 1976 et sur un noyau de clients fidèles qui apprécient notre notion du service dans les Ressources Humaines. Aujourd'hui, pour renforcer notre position nous recherchons

Consultants Associés

Votre mission : • Proposer une palette très complète de services dans les Ressources Humaines (recrutement, out placement, formation, audit humain) et réaliser les missions de sa compétence • Participer à la gestion et au développement du cabinet.

Votre profil : vous voulez valoriser votre expérience dans le domaine commercial ou des ressources humaines en devenant votre propre "patron". Vous disposez d'un capital qui vous servira de levier pour votre avenir professionnel. Votre personnalité, votre volonté de gagner seront déterminants dans notre association et dans votre réussite.

Merci d'adresser CV + photo, sous référence PS1092X, au **Florian Mantione Institut**, 39 rue Étienne Marcel, 75001 Paris. Florian Mantione traitera personnellement et confidentiellement votre dossier.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

CONSULTANT EN ORGANISATION EXPERIMENTE

A court terme, vous allez mettre à profit vos qualités commerciales et votre expertise.

Reconnu pour vos compétences et votre charisme, à moyen terme, vous animerez, conseillerez et soutiendrez une équipe de consultants.

Ceci vous conduira à de plus amples responsabilités de direction.

Vous avez une solide expérience dans nos disciplines, vous êtes de formation école d'ingénieur ou BAC + 4/5.

Notre objectif vous séduit.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence CST à :

RPC - François-Xavier CHEVILLARD
28, rue du Docteur Finlay - 75015 PARIS

Raymond Poulain
Consultants

CONCEPTEUR REDACTEUR

Intelligent et créatif, vous aimez les mots avec aisance, habileté et persuasion.

Doté d'un flair infatigable pour trouver la bonne formule, rejoignez notre équipe de promotion et vendez une gamme de produits de qualité à la pointe de la plume. Bien sûr, votre maturité, votre forte puissance de travail vous rendent rapidement opérationnel.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo à **Marie-JAVOY**, Sélection du Reader's Digest, 1 à 7 avenue Pasteur, 92220 Bagneux.

Sélection
du Reader's Digest

UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

SECTEUR

COORDINATEUR

Le Monde

MINIEUR SUPERVISION

CONSEILLER GÉNÉRAL

INSECRAT

GÉNÉRAL ADJUTANT

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

La Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris.
Nous formons en 3 ans des professionnels de haut niveau dans les métiers du son.
Nous recherchons aujourd'hui un

COORDINATEUR H/F

De formation supérieure scientifique et/ou musicale, vous possédez une réelle expérience du milieu professionnel. Vous serez chargé de la coordination des enseignements avec les organismes partenaires (Association des Studios Français, Cnam, Femis, Ina, Ircam, Radio France, etc.). Vous assurerez également des prestations pédagogiques dans les

matières de votre compétence. Merci d'envoyer votre lettre de candidature et C.V. à : Monsieur le Directeur du CNSMDP, 209, avenue Jean Jaurès, 75019 PARIS. Pour tout renseignement : 40 40 45 12. Date limite d'envoi des dossiers : 15 novembre 1992.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

recrute pour le Laboratoire National de la Santé

(Direction Générale - 25, bd Saint-Jacques, 75014 Paris)

3 DIRECTEURS

ayant une compétence affirmée pour développer et gérer les laboratoires de contrôle en

- ★ bactériologie
- ★ immunologie et virologie
- ★ biologie moléculaire et biotechnologie

4 RESPONSABLES D'UNITÉ

spécialisés en

- ★ biochimie des protéines
- ★ biologie cellulaire et moléculaire
- ★ bactériologie et cytologie
- ★ analytique, en particulier dans le couplage des techniques chromatographiques à la spectrométrie de masse

8 TECHNICIENS

titulaires d'un BTS ou d'un DUT dans les domaines de

- ★ l'immunologie
- ★ la biochimie
- ★ la bactériologie
- ★ la biotechnologie
- ★ l'analyse physico-chimique

Merci d'adresser les lettres de candidature accompagnées d'un CV détaillé, des titres et travaux (en 2 exemplaires) et, le cas échéant, les attestations d'expérience professionnelle à la

D.A.G.P.B. Sous-direction du Personnel, Bureau P2, 44, rue Cambonne, 75015 PARIS, AVANT LE 15 NOVEMBRE 1992

mercredi 28 octobre 1992 de 14h à 16h

Le Monde LA POSTE

vous invite à assister à sa tribune :

UNESCO
125, avenue de Suffren,
75007 Paris
Métro Solfèrino

La force de La Poste : les Hommes

La ville de Villeurbanne, 2^e ville du Rhône, 120 000 habitants, recrute par voie de mutation, détachement ou inscription sur liste d'aptitude

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Option bâtiment

Chargé de la direction des ateliers bâtiment (110 agents). L'aptitude à l'encadrement et à la conduite du changement sera un critère essentiel du recrutement.

Envoyer candidature, CV détaillé et photo dans les plus brefs délais à : Monsieur le Maire, Direction des ressources humaines, Hôtel-de-Ville, B.P. 5061, 69601 VILLEURBANNE Cedex.

vi // urbanne

à Nantes



Dans le cadre de la mise en œuvre et du développement de ses interventions européennes, le Conseil Régional des Pays de la Loire recherche son (sa)

Responsable des Programmes Communautaires

Collaborateur immédiat du Directeur des Affaires Européennes, vous recherchez et analysez les décisions communautaires et vous en mesurez l'impact régional. Animateur d'une petite équipe spécialisée, vous intervenez en qualité de conseil interne auprès des services régionaux et réalisez avec eux le montage de projets.

A 35 ans environ, possédant une réelle aisance relationnelle, vous justifiez d'une expérience significative acquise au sein d'une organisation ou d'une institution tournée vers l'Europe. Naturellement, vous parlez anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et références sous la réf. R/C/IM à notre Conseil : Olivier PESSE, QUEST RESSOURCES HUMAINES - 32 rue Trochu - 44000 Nantes qui vous garantira réponse et totale discrétion. Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris ou à Nantes.

ORH

LA VILLE DE TREMBLAY EN FRANCE

32000 HABITANTS
SEINE SAINT-DENIS

RECRUTE

Située dans le pôle stratégique de l'Aéroport Charles de Gaulle, au carrefour d'enjeux économiques et sociaux régionaux et nationaux, la ville souhaite conjuguer son développement avec la préservation du cadre de vie.

C'est dans ce cadre qu'elle recrute :

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Collaborateur direct du Maire, il(elle) sera chargé(e) :

- de la préparation et de la mise en œuvre des décisions de la municipalité.
- de la direction et de la coordination des services municipaux.

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Membre de l'équipe de direction, sous l'autorité du secrétaire général, il(elle) sera chargé(e) :

- de la coordination des services culture, enfance, jeunesse, enseignement et sports.

Rémunération statutaire, régime indemnitaire plus avantages liés à la fonction.

Les candidatures sont à adresser à : Monsieur le Député-Maire, 18, boulevard de l'Hôtel de Ville, 93290 TREMBLAY EN FRANCE

Département des Yvelines

LE DÉPARTEMENT DES YVELINES

1 300 000 habitants.
2 000 agents. 4 milliards de budget

LA DIRECTION DE LA COORDINATION ET DES SERVICES TECHNIQUES

RECHERCHE

POUR LE LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

UN RESPONSABLE DU SECTEUR RÉGIME ALIMENTAIRE

Votre mission aura pour objectif de développer et de réorganiser l'activité de ce secteur (vérification et validation des méthodes d'analyse ; prospection des clients). Vous animerez une équipe de 7 personnes. Ingénieur agroalimentaire ou vétérinaire, vous avez acquis des connaissances en microbiologie et chimie. Capacités d'encadrement, sens de la communication et goût de l'innovation seront indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à : Monsieur le Président du Conseil Général, Direction Générale des Services du Département, Direction des Ressources Humaines, 2, place André-Mignot - 78012 VERSAILLES Cedex

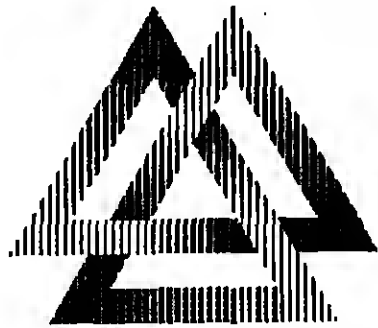
CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

SCA is Europe's leading consumer-oriented forest industry company, whose focus is on hygiene products, packagings and graphic papers. SCA also ranks as Europe's largest private owner of forest land. In its production SCA uses as much recycled fiber as it does virgin fiber.

SCA Packaging is Europe's leader in transport packaging. Total sales are US \$ 2 billion and the number of employees is 10,000. The group is operating in 8 different countries with sales in 15 countries.

SCA Packaging seeks



SCA PACKAGING

International Marketing & Sales Executives (m/f)

based at its European Head Office in Brussels.

Your challenges:

- Drive the expansion of our markets & product ranges through:
- selling complete tailor made packaging solutions to multi-national companies;
- coordinating the implementation of marketing & development plans in specific markets.

Talent:

He/she will have a perfect command of English, combined with at least German, French or Italian.

The ideal candidate will have a university level education in business, science or engineering and a minimum of 5 years of international experience in a marketing or sales function.

Prospects:

Becoming part of SCA Packaging means you will be operating at international level. People no longer are a resource, they are «the source» of leadership. There is a direct relationship between excellence in quality, customer service, manufacturing productivity and excellence in people. Therefore plans to train and develop our employees and to manage people's ambitions are a top priority of management.

Contact:

Please send your application letter to:
SCA PACKAGING, attn. Lief Verelst, Excelsiorlaan 79/81,
1930 Zaventem, Belgium.

Matériel Electrotechnique

DIRECTEUR D'USINE

Vietnam

Ce Groupe, leader dans sa spécialité (matériel électrotechnique), compte plusieurs sites de productions, tant en France qu'à l'étranger et étend son activité au Sud Est Asiatique, en créant un site de production au Vietnam.

Directement rattaché au Directeur Général de la filiale (Français) et, en liaison avec la Direction Technique des unités du groupe, ce Directeur d'Usine aura en charge d'organiser et de créer le Site de Production dont il sera le responsable sur place.

Après une période de formation aux méthodes et aux produits, il rejoindra le site (250 personnes en pleine production), situé à Hô Chi Minh-Ville.

Agé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur Arts et Métiers ou Electromécanique, le candidat retenu fera état d'une expérience significative dans le domaine de la production, au sein d'une PME-PMI. Cette expérience aura été acquise de préférence en expatriation.

Une bonne pratique de l'Anglais professionnel est nécessaire. Rigueur, autorité et méthode lui permettront de réussir dans sa tâche. Il agira avec beaucoup de diplomatie vis-à-vis de son environnement local et développera un bon esprit d'équipe.

Les conditions offertes, la position de la société sur son marché, la nature des contacts dont dispose la société au Vietnam, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M20/670 AR à :

EGOR MIDI PYRENEES

7 boulevard de la Gare

31500 TOULOUSE

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

Derivative Traders Tokyo

THE INCREASING INTERNATIONAL FOCUS OF OUR BUSINESS HAS CREATED THE NEED TO EXPAND OUR OPERATIONS IN TOKYO. YOU WILL BE JOINING OUR TEAM WHICH HAS ALREADY ACHIEVED SIGNIFICANT SUCCESS. YOU WILL BE EXPECTED TO DEVELOP FURTHER OUR PRESENCE IN THE JAPANESE MARKET.

Aged around 28 you will be a graduate with at least two years' experience in options trading and have a proven record.

Our group is established throughout the world and offers excellent prospects for international career development.

Please call our Tokyo office : (813) 35.52.48.18 between 9a.m. and 7p.m. (Tokyo time), or send your application (handwritten letter + CV + photograph), quoting ref. 36947, to Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, France, who will forward.

Dresdner Bank Group



LES DIRIGEANTS

Direction Générale
Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

LE CENTRE NATIONAL DE LA BANDE DESSINEE ET DE L'IMAGE

composé du musée et de la médiathèque de la bande dessinée, d'un service de création d'expositions et d'audiovisuels à diffusion internationale et, indépendamment, d'un département d'imagerie numérique voué à la formation, au transfert de technologie et à la production, recherche

- un directeur général.

Il assurera la gestion de l'ensemble des services (environ 50 personnes), animera le projet culturel, technologique et économique en concertation avec l'Etat et, dans une perspective d'aménagement du territoire, avec les collectivités. Il aura en outre la responsabilité de la mise en œuvre d'un plan de communication qui accompagnera la nouvelle impulsion qu'il devra donner au centre.

Adresser Curriculum Vitae et prétentions au Président du conseil d'administration: Monsieur Jean MARDISSAN
C.N.B.D.I. - Tél: 45 95 87 20 / Fax: 45 95 87 30 - 121 route de Bordeaux 16 000 Angoulême

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

Le Monde

Price Waterhouse

vous invite à assister
à sa tribune :

UNESCO
125, avenue de Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

"Auditeur et consultant : recrutement,
carrières et débouchés en 1993"

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Chantelle Lingerie

Aujourd'hui, nous renforçons notre structure **Grande Exportation**. Excellent commercial et homme de terrain, vous serez responsable du développement des ventes pour nos deux marques : Chantelle et Passionata - sur une large zone géographique : Moyen-Orient, Afrique, Don-Ton, Amérique Centrale et du Sud.

De formation école de commerce, vous justifiez d'une première expérience de vente à l'export et vous parlez impérativement l'anglais et l'espagnol. Vous êtes prêt à voyager 60 % de votre temps pour des missions de 2 à 3 semaines.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. RZE/M, à Chantelle, Direction du Personnel, 8-10 rue de Provençy, 94230 Cachan.

Responsable Zone Export



Ingénieurs d'affaires Rhône-Alpes

Avec 3 250 collaborateurs en France et une très forte implantation régionale, EDS-GFI intervient en **Facilities et Systems Management**, **Ingénierie et Intégration de Systèmes** et dans le domaine des **Projetés**. EDS-GFI est filiale d'EDS, première société mondiale de services fondée sur les technologies de l'information (plus de 70 000 personnes réparties dans 30 pays ; CA 1991 : 7,1 milliards de \$).

Première société de service de la région Rhône-Alpes, notre Direction Sud-Est intervient principalement auprès d'une clientèle prestigieuse dans différents secteurs : Industrie de toutes technologies, Banque, Assurance, Administration, Services, Grande Distribution. Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons de nouvelles compétences :

- **FACILITIES ET SYSTEMS MANAGEMENT :** Ingénieur d'Affaires
 - **INGÉNIERIE ET INTÉGRATION DE SYSTÈMES :** Ingénieurs Commerciaux
- De formation supérieure (ESSEC, HEC, ESCP, ESCP...), vous avez une expérience réussie de plusieurs années de la commercialisation de solutions informatiques qui vous permet de maîtriser la négociation pratiquée à un haut niveau. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La dimension internationale de notre groupe saura vous offrir de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Pascale Gouria, EDS-GFI Lyon, 1 chemin des Rivières, 69009 Lyon.

EDS GFI

OPEN LINE®

Dans le cadre de cette croissance, nous recherchons des **INGÉNIEURS COMMERCIAUX - GRANDS COMPTES**.

Agé de 25-32 ans, de formation commerciale supérieure, vous possédez une expérience réussie de la vente de produits et/ou services informatiques. Vos connaissances des environnements applicatifs télécom seront un atout.

Nous vous offrons un poste à large autonomie, où vos capacités à prospecter permettront des contacts privilégiés avec des interlocuteurs de haut niveau.

Si vous souhaitez vous investir dans cet environnement formateur comportant de réelles perspectives d'évolution, faites-nous part de vos motivations en adressant CV, photo, lettre et prétentions sif. LMMIC1 à Claude BOURY EGT, 113 rue d'Alagnier, 92686 ASNIERES Cedex.

AVIS LEASE

900 MF de CA, 275 personnes.

AVIS LEASE, numéro 1 en France du Conseil et de la Gestion de parts automobiles d'entreprises, est une filiale de General Electric Capital Fleet Services, leader mondial du marché.

Notre progression constante dans un secteur en développement continu réside à la fois du haut niveau de qualité de nos prestations et de notre adéquation constante aux évolutions du marché. C'est pourquoi nous créons, auprès du Directeur Commercial et Marketing, le poste de :

Responsable des Marchés Publics

• **Homme de marché**, vous analyserez les besoins spécifiques de la clientèle des collectivités locales et établissements publics, proposerez une démarche adaptée et d'élaborer des offres de nos offres produits.

• **Commercial**, vous négociez en direct avec les décideurs parisiens et en appui de nos agences régionales pour développer des marchés en insistant sur véritable partenariat avec nos clients.

A l'issue d'une formation Bac + 4, vous possédez une expérience significative de la vente de services (Assurances, Financements...) ou de biens d'équipement aux entreprises que vous avez poursuivie auprès des administrations et collectivités locales, maîtrisant ainsi les règles des marchés publics.

Votre maîtrise de l'anglais et votre réussite dans cette création de poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international puissant.

Votre base à Clichy.

Merci d'envoyer un livre, CV, photo et prétentions sous la référence LM, à notre conseil, Omona, 26 rue de Berry, 75008 Paris.

ONOMA

Directeur commercial

Paris

Nous sommes une société allemande spécialisée dans la fabrication de produits chimiques spéciaux, utilisés comme revêtement protecteur dans la voirie et les réseaux divers. Pour notre société française nous recherchons un directeur général chargé de la vente et du marketing.

Ce poste s'adresse à une personnalité dynamique, jeune, diplômée d'une école de commerce ou d'ingénieurs, ayant une expérience réussie dans la vente de produits similaires. Le sens du management et une bonne connaissance de l'allemand sont indispensables à l'exercice de ces fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (avec photo et prétentions) sous référence CB 22 à notre conseil, Marie-Françoise Praml-Bode, qui vous garantit la plus stricte confidentialité.

DR. MARIE-FRANÇOISE PRAML-BODE

PERSONAL- UND UNTERNEHMENSBERATUNG

DÜSSELDORF - PARIS - BERLIN

GRAFENBERGER ALLEE 17A - D-4000 DÜSSELDORF 1 - TEL. 09.49.211.679613

Notre entreprise est mondiale. Développez la auprès des collectivités publiques

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Nous sommes un groupe international réalisant des biens d'équipement pour les collectivités publiques et nous renforçons notre équipe de vente pour réaliser des projets ambitieux en France et à l'Export.

Mission : Accroître notre croissance, vous intervenez à tous les stades de la commercialisation. Vous êtes les interlocuteurs directs des clients (entreprises, installateurs, électriciens) et également des prescripteurs (architectes, ingénieurs, DDE...).

Profil : Vous avez une formation d'ingénieur (ou niveau équivalent) et l'expérience de la vente auprès des collectivités publiques. Votre dynamisme et vos qualités d'initiative et de négociateur vous permettent d'agir avec efficacité. Votre aisance relationnelle et votre culture générale favorisent vos contacts avec des interlocuteurs multiples.

Vous pouvez dans notre entreprise : Nord-Pas-de-Calais, Région Centre, Savoie-Dauphiné, Languedoc-Roussillon.

de grande de l'entreprise : 250.000 F + (+ Intéressements + Fiel).

etap

71, rue d'Autout
75016 Paris
Téléphone : 01.47.20.00.00

36 15 Déposez votre CV sur 3615 LM
pour découvrir des annonces
qui correspondent à votre profil.

هكذا من الامم

de l'air.

*Jeunes diplômés, respirez avec nous
le dynamisme bancaire*

De l'air dans l'univers bancaire ! Pour être tous les jours une meilleure banque, le Crédit du Nord balaye les a priori et offre aux jeunes diplômés une Entreprise conviviale, à taille humaine, professionnelle, favorisant l'initiative. Devenir, au Crédit du Nord, Conseiller de clientèle, Opérateur de marché, Analyste crédit ou Directeur d'Agence..., avouez que cela ouvre des horizons ! La décentralisation de notre organisation et une approche différenciée de nos clients (entreprises, professionnels et particuliers), vous permettent d'affiner votre sens des décisions et de mettre en œuvre un service personnalisé. Notre informatique, la plus performante du secteur bancaire, va aussi dans ce sens. En vous aidant dans vos missions de Conseil, d'Assistance et de Vente, elle participe au développement

de nos produits et services novateurs. Au Crédit du Nord, tout est pensé pour que vous vous sentiez bien dans votre métier. En vous suivant personnellement pendant vos premiers mois, c'est sur votre succès que nous capitalisons, mais aussi sur votre créativité, votre implication et votre sens des responsabilités, des qualités indispensables pour évoluer avec nous. Alors, les métiers de la banque vous attirent ! venez respirer notre dynamisme. Crédit du Nord Direction du Développement du Personnel 50, rue d'Anjou - 75008 Paris.



**Crédit
du
Nord**



La Fédération
se rapproche

Les
syndicats

Le Car

Le Car

Le Car

Jean-Fran
REV
L'ABSOLUT
INEFFICAC